

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

L'INDOCHINE

pendant la Guerre de 1914-1918

Contribution à l'étude de la colonisation indochinoise

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le Samedi 6 Février 1926
à 14 heures

PAR

DUONG VAN GIAO

Président : M. LOUIS ROLLAND, professeur
Suffragants { M. C. PERREAU, professeur
 { M. R. MAUNIER, agrégé.

LIBRAIRIE-ÉDITION

JEAN BUDRY ET C^{ie}

3, RUE DU CHERCHE-MIDI, PARIS

1925

L'INDOCHINE

pendant la Guerre de 1914-1918

L'Indochine

pendant la Guerre de 1914-1918

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

L'INDOCHINE

pendant la Guerre de 1914-1918

Contribution à l'étude de la colonisation indochinoise

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le Samedi 6 Février 1926
à 14 heures

PAR

DUONG VAN GIAO

Président : M. LOUIS ROLLAND, professeur

Suffragants { M. C. PERREAU, professeur
 { M. R. MAUNIER, agrégé.

LIBRAIRIE-ÉDITION

JEAN BUDRY ET C^{ie}

3, RUE DU CHERCHE-MIDI, PARIS

1925

L'INDOCHINE

pendant la guerre de 1914-1918

Contribution à l'étude de la colonisation indochinoise

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le 2 Février 1925



PAR

DUONG VAN GIAO

Président : M. LOUIS BOUTAL, professeur
Rapporteurs : M. C. FERRAT, professeur
M. R. MARTEL, avocat

LIBRAIRIE ÉDITION

JEAN BUDRY et Co

5, Rue de l'Université, Paris

1925

A LA MÉMOIRE

*de mes compatriotes indochinois qui ont
donné leur vie à la France pour le Droit
(1914-1918)*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

*Le moment est venu pour l'Indochine de vivre sa vie.
Ce n'est plus une colonie, c'est un Etat, c'est un grand pays
qui a de grandes possibilités, qui a déjà obtenu des
résultats immenses. Elle a tout ce qui constitue la richesse
et la puissance d'un peuple.*

Maurice LONG

Discours à la Chambre de Commerce de Saïgon, Août 1920.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	15
PREMIÈRE PARTIE	
L'Aide de l'Indochine à la Métropole	
CHAPITRE PREMIER. — L'Aide en soldats	
<i>Section I.</i> Régime juridique du recrutement	26
Appel	
Engagements volontaires	
Avantages accordés	
<i>Section II.</i> Le concours de l'élément d'origine métropolitaine. .	29
<i>Section III</i> Le concours des indigènes:	31
§ 1 Développement progressif de leur emploi . . .	32
§ 2 Leur affectation	35
§ 3 Leur valeur	35
<i>Section VI.</i> Place de l'Indochine dans l'ensemble de l'effort mili- taire colonial	38
<i>Appendice.</i> Une page du Livre d'Or	42
CHAPITRE II. — L'aide en travailleurs.	
<i>Section I.</i> Nombre des travailleurs indochinois	107
Mode de recrutement	
Avantages accordés	
<i>Section II.</i> Le service des travailleurs coloniaux:	109
§ 1 Réception et affectation des indigènes	109
§ 2 Le contrôle de la main-d'œuvre	111
<i>Section III.</i> Les résultats	114
§ 1 Rendement technique des travailleurs indochinois	114
§ 2 Leur état moral	117
§ 3 L'enseignement du français	118
§ 4 La formation de spécialistes et le placement en Indochine	121
<i>Appendice.</i> Situation des travailleurs au 1 ^{er} septembre 1918 . .	125
CHAPITRE III. — Le problème du retour des Indochinois	
<i>Section I.</i> Craintes exprimées au sujet de l'emploi des indigènes en France, ...	133

	Pages
<i>Section II. Mesures prises en vue de leur retour :</i>	136
§ 1 Examen sanitaire et soins médicaux	137
§ 2 Comités provinciaux	138
§ 3 Emplois réservés	138
§ 4 Concessions de terres	139
§ 5 Honneurs attribués aux soldats et travailleurs.	140
<i>Section III. Etat d'esprit des rapatriés</i>	141
CHAPITRE IV. — L'aide financière	
<i>Section I. L'aide du gouvernement général</i>	145
§ 1 Prise en charge de dépenses de ravitaillement	146
§ 2 Avances à la métropole	147
<i>Section II. L'aide des populations :</i>	148
§ 1 Souscriptions aux emprunts nationaux ; — aux bons et obligations.	148
§ 2 Souscriptions aux œuvres de guerre ; dons en nature ; adoption de communes sinistrées ; sub- ventions diverses	150
CHAPITRE V. — L'aide économique : Renvoi à la deuxième partie	

DEUXIÈME PARTIE

La situation économique de l'Indochine pendant la guerre

CHAPITRE I. — La situation commerciale.

<i>Section I. La situation commerciale dans son ensemble :</i>	156
Mouvement du commerce général	
du commerce spécial	
Mouvement des importations	
des exportations	
Parts respectives des divers pays de l'Union	
<i>Section II. Relations commerciales de l'Indochine</i>	161
§ 1 Avec la France	162
§ 2 Avec l'étranger	163
§ 3 Place de l'Indochine dans l'ensemble du com- merce métropolitain, aux importations et aux exportations.	171
<i>Section III. Aide de l'Indochine à la France en produits</i>	173
<i>Section IV. Mouvement des principales exportations sur la France ;</i> — sur l'étranger.	176
<i>Section V. Mouvement des principales importations provenant</i> de la France ; — de l'étranger.	208
CHAPITRE II. — Le commerce intérieur et la navigation.	
<i>Section I. Mouvement du cabotage</i>	224
du transit	225

	Pages
<i>Section II. Mouvement de la navigation et des ports :</i>	
§ 1 la navigation	227
§ 2 les ports	231
CHAPITRE III. — Les voies de communication pendant la guerre.	
<i>Section I. Les chemins de fer : Construction et exploitation pendant la guerre.</i>	236
<i>Section II. Le développement du réseau routier pendant la guerre</i>	251
CHAPITRE IV. — Les transports maritimes entre la France et l'Indochine pendant la guerre.	
<i>Section I. Difficultés de ces transports</i>	255
<i>Section II. Le contingentement et le stockage.</i>	260
<i>Section III. Mesures en faveur de l'amélioration de ces transports :</i>	262
§ 1 La loi du 13 avril 1917	263
§ 2 Les projets de flotte coloniale	263
Le programme de la Conférence coloniale	
Le programme de l'Union coloniale	
La flotte coloniale indochinoise	
CHAPITRE V. — La situation monétaire	
<i>Section I. Régime monétaire de l'Indochine avant la guerre . .</i>	271
<i>Section II. Les cours de la piastre de 1914 à 1918</i>	278
<i>Section III. Les causes de la hausse de la piastre :</i>	281
§ 1 La hausse du métal argent	282
§ 2 La dépréciation du franc	282
§ 3 La balance des comptes	283
§ 4 La rareté du numéraire	286
Rapport de la circulation fiduciaire à l'encaisse de la Banque de l'Indochine	
§ 5 La concurrence des banques.	289
<i>Section IV. Les conséquences de la hausse de la piastre : . .</i>	290
§ 1 La prospérité générale de l'Indochine.	290
Développement du commerce	
Importations de métaux précieux	
§ 2 Les emplois de l'épargne. La thésaurisation. Son rôle en Indochine	293
§ 3 La stabilité des prix	294
§ 4 Les inconvénients de la hausse de la piastre pour le gouvernement général	296
§ 5 Les inconvénients de la hausse de la piastre pour certains intérêts particuliers	299
<i>Section V. Mesures prises ou proposées à la suite de la hausse de la piastre.</i>	305

TROISIÈME PARTIE

**La situation politique et le moral de l'Indochine
pendant la guerre**

	Pages
CHAPITRE I. — L'état politique et moral.	
<i>Section I.</i> Les troubles politiques.	319
<i>Section II.</i> L'attitude de l'ensemble de la population indigène . .	331
<i>Section III.</i> L'attitude de l'élite	336
CHAPITRE II. — La politique indigène pendant la guerre	
<i>Section I.</i> L'enseignement	344
<i>Section II.</i> La codification des lois indigènes	364
<i>Section III.</i> Les droits individuels. — La presse. — L'état de siège et la censure	372
<i>Section IV.</i> La représentation indigène.	391
<i>Section V.</i> La naturalisation.	399
<i>Section VI.</i> L'accès des indigènes aux fonctions publiques . . .	402
CONCLUSION. — Les leçons de la guerre au point de vue économique et politique. — Le programme Sarraut.	
— La politique indigène	410
BIBLIOGRAPHIE	435

INTRODUCTION

Après l'immense effort demandé aux colonies pendant les cinq années d'une effroyable lutte, après les hommages éclatants rendus à leurs troupes, à leurs travailleurs, à leur population tout entière, de la tribune du Parlement, par les dirigeants mêmes du pays, verra-t-on l'opinion publique métropolitaine abandonner enfin l'indifférence qu'elle a trop longtemps témoignée pour l'empire français d'outre-mer ? Malgré l'active propagande déployée en faveur des questions coloniales, nous n'osons trop l'espérer et, peut-être, n'est-il pas inutile de justifier l'opportunité d'une étude sur *l'Indochine pendant la guerre*.

En entreprenant cette étude, nous avons voulu d'abord apporter l'hommage d'un Annamite, engagé volontaire pendant la grande guerre, à ses frères et compagnons tombés au champ d'honneur pour la défense du Droit. Nous avons essayé de montrer comment à leur héroïsme, toute la population indigène s'est associée ; comment elle a toujours été de cœur avec ses soldats et a toujours observé vis-à-vis de la France un loyalisme filial.

Mais quelque complet, quelque éloquent qu'il soit par ses chiffres, ce tableau de l'effort militaire, pécuniaire, économique de l'Indochine pendant la guerre risquerait de venir trop tard — plus d'un lustre après la fin du cataclysme mondial — si cet effort ne comportait des leçons qui gardent toute leur actualité. Cette activité de l'Indochine dans tous

les domaines au cours du conflit mondial n'a pas été un soubresaut momentané, sans lendemain, un « coup de collier » formidable suivi d'une dépression nerveuse née de l'intensité de l'effort. La nécessité a mis en jeu des forces sur lesquelles on ne comptait pas ; elle a fait apparaître leur importance, leur valeur numérique ; elle les a organisées.

La guerre a été l'occasion de constater des possibilités, de connaître les obstacles auxquels se heurtait leur réalisation et d'élaborer un programme en vue de vaincre ces obstacles. Les plus optimistes pouvaient-ils, au début de 1914, prévoir que des Annamites, des Cambodgiens viendraient en foule combattre dans les rangs français, assurer les transports, le service de santé, la production nationale ? Qui aurait prédit que, non contente de se suffire, la colonie pourrait aider ses sœurs, la France même, de son argent ? Qui donc eût, avant-guerre, cru possible, malgré la pénurie des transports et la guerre sous-marine, ce mouvement d'échanges entre la métropole et l'Indochine, séparées par 15.000 kilomètres de mers ? Enfin et surtout, pouvait-on attendre d'une population encore ravagée quelques années auparavant par des troubles insurrectionnels, une attitude aussi pacifique — nullement imposée par de médiocres forces militaires — mieux même, un touchant attachement filial ? A beaucoup de gens qui doutaient, qui redoutaient même, l'Indochine s'est révélée capable non seulement de subvenir à ses besoins de tout ordre, mais d'apporter à la France un puissant appoint de richesses de toute nature.

Au cours de notre étude, ces formules seront précisées par des chiffres. Des rapprochements avec l'avant-guerre, des statistiques nombreuses montreront ce que l'Indochine a

fait, ce qu'elle peut faire et pourquoi, comment elle peut faire davantage. Mais dès le seuil de ce travail, il était utile d'insister sur le caractère durable et progressif de l'action militaire, financière, économique de la colonie dont la guerre n'a été que le point de départ et la mise en mouvement.

Le temps écoulé déjà depuis la fin des hostilités ne nous donne pas seulement le recul nécessaire pour mieux apprécier dans son ensemble l'activité de l'Indochine pendant ces années de lutte. Ce serait interpréter trop à la lettre les termes de notre sujet que d'arrêter brusquement notre étude au 11 novembre 1918. L'intervalle qui nous sépare de l'armistice nous permettra de faire de nombreuses incursions dans la période qui a suivi la guerre, de dégager les leçons de la guerre et de constater la continuité, l'intensification de l'effort réalisé.

Au point de vue économique par exemple, il importe de connaître dans quelle mesure la péninsule a déjà essayé de développer ses relations commerciales avec la métropole en accroissant la production de denrées ou matières pour lesquelles celle-ci est tributaire de l'étranger, en développant son outillage économique, ses ports, ses routes, ses chemins de fer.

Le problème des relations maritimes de la France avec l'Extrême-Orient, l'un des plus graves de l'heure, devra aussi nous retenir.

D'autre part, pour ne pas laisser au hasard le développement économique du domaine colonial, M. Sarraut, Albert alors ministre des colonies, en a préparé un vaste programme d'ensemble de mise en valeur.

Nous aurons à lui faire une place importante dans notre travail.

Le problème monétaire n'est pas seulement un problème de guerre. Après avoir constaté les bienfaits que, par suite de circonstances heureuses plutôt que par ses mérites propres, le système monétaire de l'Indochine lui a procuré au cours de la guerre, il est indispensable de l'apprécier en dehors de ces circonstances, de dégager l'enseignement auquel nous invite la hausse énorme de la piastre qui a suivi l'armistice et qui rend son actualité à l'étude de la stabilisation de cette monnaie ou de l'adoption d'un système monétaire différent.

Enfin, le prolongement de notre étude dans la période d'après-guerre est particulièrement nécessaire en ce qui concerne l'état politique de l'Indochine. La guerre a soulevé ici de graves questions auxquelles il faut répondre sans tarder. Elle a montré le loyalisme des populations indigènes et l'état d'esprit des « retour de France » doit être apprécié avec le recul de plusieurs années. Quelle est la situation politique actuelle en Indochine ? Qu'a-t-on fait en faveur des combattants, des travailleurs, de l'ensemble de la population depuis l'armistice ? Des réformes importantes ont été amorcées en matière d'enseignement, de presse, de codification, de représentation, d'accès aux fonctions publiques. Nous aurons à les étudier longuement et à montrer comment la politique libérale annoncée et préparée à la veille de la guerre a porté ses fruits pendant les hostilités, comment elle doit tendre à s'affirmer et à se développer de plus en plus.

Quand on aura assisté avec nous au magnifique essor de l'Indochine pendant et depuis la guerre, on comprendra

sans doute l'intérêt qui s'attache à une étude économique et politique de la grande colonie d'Extrême-Orient. N'est-elle pas en effet, parmi toutes les dépendances coloniales de l'empire français, le plus beau fleuron de sa couronne ?

Les populations indigènes de l'Indochine ont une immense supériorité sur beaucoup d'autres populations colonisées, par exemple, sur les peuplades de l'Afrique et de l'Océanie : elles ne sont pas primitives. La population annamite a derrière elle une histoire, une brillante civilisation : la civilisation chinoise. Si la Chine l'a longtemps tenue sous son joug politique, elle lui a donné du moins sa culture séculaire, et le vieux Pays d'Annam vit encore sur ce fonds vénérable. Sans doute, l'Indochine groupe plusieurs peuples de mœurs, de civilisation différentes. Au Cambodge, la race n'est pas la même qu'en pays annamites — la race cambodgienne peut s'enorgueillir d'ailleurs d'une vieille et glorieuse civilisation venue de l'Inde. Au Laos, les Thaï sont, eux aussi, un peuple civilisé. Mais l'élément annamite qui forme l'immense majorité de la population indochinoise (83 pour 100) domine et suffit à donner à celle-ci une unité ethnique satisfaisante.

Pour des partisans d'une assimilation absolue, qui ne voient dans une colonie que des individus et des terres de plus à administrer et à exploiter au profit de la métropole. le haut degré de culture, l'existence d'un passé historique chez l'indigène ne constituent pas des avantages, mais plutôt des obstacles. Un peuple doué d'une véritable personnalité accepte moins facilement qu'une peuplade rudimentaire la mainmise de l'« étranger » sur son sol.

Mais la doctrine de « l'exploitation » n'est pas celle de la France. Si pendant un moment, l'apparence généreuse

de l'assimilation juridique a pu égarer les hommes de la Révolution, cette conception est de plus en plus abandonnée aujourd'hui. La vraie liberté ne consiste pas à porter atteinte à la personnalité du peuple colonisé en l'absorbant dans celle du colonisateur mais, bien au contraire, à respecter cette personnalité, à la développer et, peu à peu, à mener le peuple colonisé jusqu'à l'autonomie même. Le Pacte de la Société des Nations a solennellement consacré cette évolution des idées en substituant à l'annexion l'administration sous mandat contrôlé. C'est un des titres de gloire de la France d'avoir toujours pratiqué une politique libérale, respectueuse de la conscience, de la religion, de la pensée des peuples et des individus.

Quand on pratique une politique aussi libérale, on ne peut que se féliciter de rencontrer chez le peuple colonisé une culture, une civilisation préexistante. Loin de prétendre à une impossible assimilation absolue, on cherche les points de contact des deux civilisations. Après les heurts inévitables du début, le respect des croyances, des rites, des coutumes, des lois indigènes crée une atmosphère de confiance réciproque et permet une collaboration, une association féconde des deux intellectualités. Cette politique préconisée par Paul Bert, Paul Beau, affirmée avec éclat par M. Albert Sarraut et M. Maurice Long, est celle de la France en Indochine.

Eduquer l'indigène, l'instruire, l'initier aux rouages compliqués, aux exigences de la civilisation moderne, le rendre capable d'administrer lui-même son pays, tel est le but poursuivi. Le développement de l'instruction publique, envisagé comme un moyen non d'assimilation mais de progrès intellectuel et social, est un des articles essentiels

de ce programme qui doit aboutir à l'affirmation complète de la personnalité de l'individu et à une autonomie administrative croissante. La guerre a été pour cette politique la meilleure des épreuves. Déjà auparavant, elle commençait à porter ses fruits. Mais en 1914, le magnifique élan de loyalisme de l'Indochine, son attachement, sa fidélité, son dévouement à la mère-patrie ont prouvé définitivement combien cette conception généreuse était aussi, du point de vue de l'intérêt même de la métropole, la meilleure : le tableau de l'attitude politique de la colonie de 1914 à 1918 est une des plus instructives illustrations des bienfaits d'une telle politique.

Ce programme d'association et de collaboration comporte aussi le progrès physique et économique de l'individu et du territoire : organisation de la santé publique ; multiplication de l'outillage : travaux publics, chemins de fer, routes, ports, hydraulique, etc ; extension de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, non dans l'intérêt égoïste du colonisateur, mais en vue de la croissance même de la colonie et par collaboration avec la population indigène.

Cette politique d'autonomie aboutit donc au développement intégral de la personnalité humaine et à la prospérité matérielle du peuple colonisé. Mais n'est-il pas à redouter que le peuple ainsi instruit, devenu à son tour un peuple fort, conscient de sa puissance, de ses droits, ne supporte mal un jour la tutelle de la mère-patrie, et s'en sépare ? N'est-il pas à redouter que ce désintéressement ne soit un jour payé d'ingratitude ?

Les partisans les plus convaincus de cette politique ont regardé en face l'objection et ils y ont répondu. Les faits,

jusqu'ici, ont démenti ces craintes. En étudiant l'attitude politique de l'Indochine avant et pendant la guerre, nous aurons lieu de constater que les troubles spasmodiques issus de la conquête ont pris fin avec l'application de la doctrine libérale. Laissée en fait seule avec elle-même, loin du contrôle direct et de la force de la métropole, la colonie n'a pas écouté les fauteurs de troubles, les prêcheurs d'indépendance, et les velléités séditeuses sont demeurées des mouvements isolés. La population n'a fait que resserrer ses liens moraux avec la mère-patrie.

La pratique de la collaboration donne au peuple colonisé la conscience de ce qui lui manque pour vivre indépendant, de ce qu'il doit au grand Etat qui prend en mains sa haute direction. Peut-être une population cultivée, qui ne sent pas la discipline du vainqueur mais la collaboration d'une nation de civilisation plus avancée, éprouvera-t-elle moins qu'un peuple opprimé le besoin de se séparer. L'association rapproche les civilisations sans les confondre. Elle unit les deux peuples, crée entre eux des liens nombreux, liens moraux comme liens d'intérêts.

Et si même cette séparation venait à se produire, il conviendrait de l'envisager sans effroi. La rupture du lien politique n'est pas un mal irréparable. La collaboration entre une métropole et sa colonie peut fort bien survivre à la communauté d'existence politique. Les mille liens moraux ou d'intérêts, plus forts qu'un lien politique obligatoire, peuvent maintenir de cordiales relations. L'Angleterre n'entretient-elle pas avec les Dominions, si faiblement rattachés à l'empire britannique, de meilleures relations qu'avec l'Irlande avant sa séparation ? Le jour où l'Indochine, devenue capable de se diriger seule,

voudrait disposer d'elle-même, la France serait assez généreuse et assez habile pour ne pas lui contester ce droit d'un peuple à disposer de lui-même qu'elle a solennellement proclamé en signant le Pacte de la Société des Nations. Elle aura su, au préalable, se l'attacher par un réseau de solides liens matériels et moraux.

L'avenir verra-t-il se réaliser cette indépendance de l'Indochine? Nul ne peut répondre avec certitude à cette question, car les événements déjouent souvent les prévisions humaines en apparence les mieux fondées. En tout cas, l'état d'esprit de la population indigène ne laisse apercevoir aucun symptôme de ce genre, et, sans inquiétude, le gouvernement peut poursuivre une politique d'autonomie progressive. Longtemps encore sans doute, l'Indochine aura la sagesse de demeurer dans le sein de la mère-patrie. L'une et l'autre sont faites pour s'entendre. La France a contracté envers ses enfants indochinois une dette de reconnaissance solennellement affirmée dans le message de M. Millerand aux Chambres, dette qu'elle n'oubliera pas (1). L'Indochine de son côté, comprend, semble-t-il, qu'elle a plus à espérer d'une tutelle douce, libérale, protectrice que d'une indépendance dont elle ne saurait peut-être pas se servir.

Sans rompre ses attaches avec la France, elle a un rôle politique de premier plan à jouer en Extrême-Orient. Sa situation géographique l'y appelle. Elle occupe une place enviable au carrefour de l'Inde, de la Birmanie, du Siam, de la Chine, du Japon, des Indes Néerlandaises et de l'Australie. Grande une fois et demie comme la France,

(1) « A ceux qui ont combattu pour la liberté du monde, la liberté est due. »

peuplée de 20 millions d'habitants, elle forme un admirable groupe, un noyau compact. Elle dispose de ressources naturelles en produits agricoles, en troupeaux, en forêts, en mines, à peine au début de leur exploitation, qui suffiraient à assurer son indépendance économique. Ses relations commerciales avec l'Extrême-Orient constituent la plus grosse part de son commerce général et spécial et de sa navigation. Au point de vue militaire, elle forme un bloc relativement facile à défendre, aussi bien par terre que par mer, grâce aux protections naturelles de ses hautes montagnes et de ses larges fleuves. Son histoire, son passé, sa civilisation avancée enfin, lui assurent une influence morale considérable en Extrême-Orient : elle y est dans son milieu, des liens de race, d'origine, de culture, de religion l'y rattachent.

Ainsi position géographique, superficie, population, ressources, civilisation font de l'Indochine une nation capable d'imposer le respect dans le concert des peuples. Elle est appelée à jouer son rôle dans le conflit du Pacifique, un des problèmes les plus vastes et les plus angoissants de l'heure présente. Cet empire du Pacifique rêvé par M. Sarraut, elle peut en prendre la tête. Un jour peut-être verra-t-on l'Indochine, Etat puissant, étendre son prestige sur l'Extrême-Orient ? Ce jour ne semble pas proche. Mais ce rôle magnifique la France peut se l'assurer en faisant de sa terre d'Asie plus qu'une colonie, plus qu'un protectorat : son représentant largement autonome, une seconde et libre France : *la France d'Extrême-Orient*.

L'INDOCHINE

pendant la guerre de 1914-1918

PREMIERE PARTIE

L'Aide de l'Indochine à la Métropole

CHAPITRE PREMIER

L'aide en soldats

Avant la guerre de 1914, de nombreux publicistes et hommes politiques estimaient que les colonies seraient pour la métropole, en cas de conflit armé, un fardeau et un danger plutôt qu'une aide. Leurs contingents ne suffisaient sans doute pas à assurer leur propre défense, et, peut-être, les troubles politiques suscités par l'état de guerre nécessiteraient-ils l'envoi de troupes de l'intérieur. (1)

(1). Le duc A. de Broglie, membre de l'Académie française et homme politique éminent, dans un article : « *Vingt-cinq ans après* » (*Revue des Deux Mondes* du 1^{er} juillet 1896), faisant un réquisitoire contre la colonisation de la troisième République, disait en substance que la politique coloniale est en contradiction avec la sécurité de l'Europe et qu'en cas d'une guerre avec l'Allemagne la population indigène prendrait les armes contre la France. C'est ce qu'on répétait encore en 1914.

SECTION I

Régime juridique de recrutement

A la fin de l'année 1912, l'armée affectée à la défense de l'Indochine comprenait seulement 23.930 hommes, dont 13.373 indigènes, pour l'armée active, et 29.064 hommes, dont 23.563 indigènes et 5.128 européens, pour les réserves. Les troupes blanches formaient 3 régiments d'infanterie coloniale et 3 bataillons de légion étrangère; les troupes mixtes, 2 régiments d'artillerie coloniale et 2 compagnies mixtes d'ouvriers; enfin, les troupes indigènes comprenaient 4 régiments de tirailleurs tonkinois, 1 régiment de tirailleurs annamites, 2 compagnies indigènes du génie et un dépôt de remonte (1).

La loi sur le recrutement du 7 août 1913 était applicable aux Français en résidence aux colonies. Quant aux indigènes, l'article 47 de cette loi avait imposé au gouvernement l'obligation de présenter dans les six mois un projet de loi réglant les conditions de leur recrutement (2). La guerre en a empêché la discussion.

La situation des indigènes était régie en Indochine par divers textes. En Cochinchine, le décret du 28 août 1908 prévoyait le recrutement par voie d'appel d'un contingent annuel fixé par le gouverneur général et subsidiairement, par engagements volontaires de 2 à 5 ans. Les appelés devaient faire 2 ans de service dans l'armée active et 13 ans dans la réserve.

(1). Brenier, *Essai d'allas statistique de l'Indochine française*, notice p. 57 et graphique p. 59.

(2). A. Girault, *Principes de colonisation et de législation coloniale*, 4^e édition 1921-1923, 2^e partie, tome I, p. 379.

Au Tonkin et en Annam, l'appel se faisait suivant la coutume annamite complétée par le décret du 1^{er} novembre 1904. Le service actif était dû pour 5 ans pour le contingent fixé. Des engagements et rengagements étaient admis.

Au Cambodge, les tirailleurs appelés ou engagés devaient 3 ans de services.

Les contingents à incorporer étaient fixés à des chiffres fort minimes : pour 1912 : 1.350 indigènes en Cochinchine, 786 au Tonkin, 12 en Annam (1).

Au moment où la guerre éclata, la France ne disposait donc, notamment en Indochine, que d'un procédé juridique de recrutement des indigènes d'un rendement médiocre. Le conflit, imprévu dans sa durée comme dans ses proportions, qui met en jeu toutes les forces vives de toutes les nations belligérantes, l'oblige à réaliser l'effort maximum en combattants. Cependant, si elle impose aux originaires des communes de plein exercice du Sénégal, puis à leurs descendants, en compensation de la qualité de citoyens français, les obligations militaires incombant aux éléments métropolitains (2), elle n'astreint pas les indigènes des autres dépendances coloniales à ces mêmes obligations. Les pouvoirs législatif et exécutif se contentent de multiplier les engagements volontaires en leur attribuant de nombreux avantages : augmentation des primes d'engagement ; allocations mensuelles aux familles nécessiteuses des tirailleurs ; pensions aux veuves ou orphelins, aux blessés (décrets d'octobre 1914 et du 9 octobre 1915). Ces avantages seront complétés par des textes ultérieurs : loi du 2 décembre 1917, décret du 14 jan-

(1). Brenier, *loc. cit.*

(2). Loi du 19 octobre 1915, art. 1^{er} et 2 ; — loi du 29 septembre 1916, Girault, 2^e partie, tome I, p. 379 et 380.

vier 1918 et décret du 31 décembre 1919, sur les emplois réservés aux anciens militaires indigènes ; décret du 28 octobre 1918 sur les pupilles de la Nation aux colonies. Les tirailleurs ont, en outre, touché la prime de démobilisation, comme les soldats de la métropole, et leurs familles ont bénéficié des allocations dans les mêmes conditions et jusqu'à l'expiration des trois mois qui ont suivi leur retour. Enfin, disons ici quelques mots des permissions. Les tirailleurs ont bénéficié de permissions de détente de 15 jours pour lesquelles ont été organisés à Narbonne et à Perpignan des « centres d'hébergement » pouvant recevoir respectivement 750 et 500 hommes. Patronnés et gérés par l'œuvre des « Parrains de Reuilly », ces centres comprenaient des dortoirs confortables avec chambres spéciales pour les gradés, salle de réunion, réfectoire, cuisine. Les permissionnaires jouissaient d'une liberté entière et d'un repos absolu. Des distractions leur étaient offertes : théâtre, cinéma, jeux de chambre et de plein air, promenades en commun. Les centres recevaient chacun une subvention de 1.000 francs, et les tirailleurs étaient fréquemment visités par des notabilités indigènes.

Le décret du 12 décembre 1915 étend à toutes les colonies le décret d'octobre, relatif à l'Afrique Occidentale et autorise les engagements pour la durée de la guerre de ceux des indigènes, de l'Indochine notamment, qui « appartiennent à des populations douées d'aptitudes militaires reconnues, et qui présentent toute la vigueur physique nécessaire pour pouvoir prendre effectivement part à des opérations en Europe (1) ».

Quant au régime légal du recrutement, il reste réglé,

(1). Lebrun, *L'effort colonial français*. p. 18.

pour l'Indochine, par les textes d'avant-guerre, qui seront modifiés par les décrets du 31 juillet 1919 pour la Cochinchine (service porté à 3 ans dans l'active et à 12 ans dans la réserve) et du 25 octobre 1919 pour l'Annam-Tonkin (1).

Tel a été, pendant la durée des hostilités, le régime juridique de l'Indochine au point de vue militaire (2). Comment a-t-il été appliqué, et quels résultats a-t-il donnés ?

SECTION II

Le concours de l'élément d'origine métropolitaine

Envisageons successivement le concours militaire apporté à la métropole par l'élément d'origine métropolitaine, puis par l'élément indigène.

Pour l'un et l'autre de ces éléments, ce concours a été plus tardif que dans les autres colonies. Ce fait s'explique par des difficultés propres à l'Indochine, son éloignement de la métropole et la rarefaction des transports rendaient ardu le problème d'amener des troupes de l'Extrême-Orient en France. L'état politique de la Chine nécessitait le maintien sur les frontières du Tonkin de troupes suffisantes pour surveiller les incursions des armées chinoises des divers partis. Enfin, six ans seulement auparavant, l'Indochine avait connu des heures graves : affaire de l'empoisonnement de la garnison de Hanoï, insurrection des « cheveux coupés », conspiration de Cochinchine en faveur du prétendant Cuong-Dê (3). Bien qu'à ces événements eût succédé, surtout depuis 1911, une période de calme relatif, l'esprit politique de la population annamite, silencieuse et volontiers fermée en

(1). Girault. 2^e partie, tome I, p. 381.

(2). Aujourd'hui le recrutement des troupes indigènes en Indochine est régi par le décret du 8 avril 1923.

(3). Sur ces événements, v. notamment : Ajalbert, *Les destinées de l'Indochine*, p. 94 et suivantes ; p. 129 et suivantes ; p. 207 et suivantes.

présence de son « vainqueur », restait incertain. Le péril intérieur paraissait à de bons esprits plus redoutable que le péril jaune (1).

Aussi le gouverneur général, M. Van Vollenhoven, qui fut depuis tué glorieusement sur le front, résistait-il aux instances réitérées du ministère de la guerre, qui réclamait au moins la mobilisation des Européens, avec des sursis pour tous ceux que le gouvernement local estimerait devoir conserver à leur poste. Sans aller jusqu'à demander l'augmentation de l'effectif des troupes de la colonie, le gouvernement général considérait comme dangereux, politiquement et économiquement, le rappel sous les drapeaux d'un nombre important d'Européens et d'indigènes. Cependant, en comprimant les effectifs, il réussit à envoyer en France, le 3 novembre 1914, 229 officiers et 2.000 hommes.

Après son départ, en mars 1915, le nouveau gouverneur, M. Roume, proposa la mobilisation immédiate des Européens des classes de réserve, en vue d'envoyer un bataillon en France. Le ministre des colonies étendit cette mesure à l'armée territoriale, sous réserve des sursis indispensables. En juin 1915, les rapatriements s'élevaient à 334 officiers, dont 31 officiers de complément, et à 2.900 hommes de troupe. Une centaine d'officiers de complément furent mobilisés sur place, en remplacement des officiers de l'armée active rapatriés.

Cet effort fut encore accentué pendant les années suivantes. Les soldats du service auxiliaire furent incorporés. Tous les officiers et sous-officiers n'ayant pas encore combattu en France furent progressivement remplacés

(1). Général Famin. *Propos d'un Colonial*, p. 69 et suivantes.

par des blessés ou inaptes. Les effectifs européens furent réduits au minimum. Le 10^e régiment d'infanterie coloniale fut supprimé et le bataillon de la légion étrangère fut remplacé par un bataillon d'Alsaciens-Lorrains, déserteurs de l'armée allemande, qui ne pouvaient combattre en France. Enfin, en mai 1915, un bataillon de tirailleurs annamites remplaça les meilleurs éléments, rapatriés, du corps d'occupation du Petchili. (1)

SECTION III

Le concours des indigènes

Dès le début de la guerre, le gouverneur général Van Vollenhoven avait proposé d'envoyer dans la métropole des troupes indigènes, et le directeur des troupes coloniales, le général Famin, avait vivement appuyé cette suggestion. Mais tandis que les ministères de la guerre et des colonies faisaient un appel presque immédiat aux indigènes des possessions africaines, (2) ils témoignaient une vive résistance à l'utilisation des Annamites en France. Les autorités militaires, comme les services de main-d'œuvre, craignaient leur défaut de résistance physique et d'endurance au froid. Le 20 Octobre 1915, le général en chef écrivait que « les Annamites ne possèdent pas les qualités de vigueur et de résistance physique nécessaires pour être employés dans la guerre européenne. » (3) C'était

(1) Général Famin, *Le Droit Prime la Force*, chap. XVI, Tirailleurs annamites. Nous lui empruntons ces chiffres et la plupart de ceux qui suivent. - Cf. Bulletin de la Section d'information du G. Q. G., 16 mars 1919, N° 95.

(2) Cf. A. Sarraut, *La mise en valeur des colonies françaises*, p. 40 et 41.

(3) Cité par Famin, *op. cit.*, p. 130.

un lieu commun assez répandu que l'incapacité de l'Annamite à faire un soldat, malgré l'appréciation qu'avait portée sur lui, non d'ailleurs sans réserves, un homme qui les connaissait. « L'Annamite, écrivait en 1900 le commandant Chabrol, est, au physique, peu vigoureux, d'aspect chétif et efféminé. Mais toutes ces causes d'infériorité militaire sont en partie rachetées par ses merveilleuses qualités de souplesse et de docilité, grâce auxquelles on fait tout ce qu'on veut de l'Annamite, même un soldat, surtout si l'on tire convenablement parti de la confiance qu'il a pour son grand frère d'armes, l'Européen » (1).

§ 1. — *Développement progressif de leur emploi*

Cependant, la nécessité de plus en plus urgente de réparer les pertes des armées métropolitaines et de pousser à l'extrême le rendement des forces de la nation, finit par l'emporter sur les inquiétudes doctrinales et sur les hésitations des services. Certains allaient jusqu'à préconiser la constitution d'une armée de 800.000 coloniaux indigènes. Sans s'arrêter à cette suggestion dangereuse et peu réalisable, pour de nombreux motifs, la Commission du budget de la Chambre des députés estima, le 12 octobre 1915, qu'il y aurait intérêt à recruter 40 à 50.000 Annamites pour le printemps de 1916. Les heureux résultats de l'emploi, d'abord timide, puis élargi des travailleurs spécialistes pour l'aéronautique et l'artillerie, (2) avaient d'ailleurs fait tomber les objections d'incapacité, d'impossibilité d'acclimatation. Le ministre de la guerre décida de procéder au recrutement immédiat de 20.000 tirailleurs

(1) Commandant Chabrol, *Les opérations militaires au Tonkin*.

(2) Voir Chapitre II.

indochinois. Les premiers bataillons furent constitués avec des tirailleurs de l'armée active et de la réserve, et les suivants au moyen d'engagements pour la durée de la guerre, conformément aux décrets d'octobre 1914 et 1915 et de décembre 1915.

La question de l'encadrement des troupes indigènes est de première importance. L'expérience de la guerre de 1914 a démontré que la proportion des cadres européens devait atteindre au moins le dixième de l'effectif indigène (1). Les cadres européens des troupes restant en Indochine furent notablement réduits, en vue de rendre disponibles les officiers et sous-officiers affectés aux unités de marche envoyées en France, puis ces cadres furent ultérieurement complétés par des gradés soigneusement choisis dans les dépôts de la métropole. Enfin les cadres indigènes quittant la colonie furent comblés par des gradés de la garde indigène.

L'autorité militaire ne se proposait d'abord d'employer les tirailleurs annamites qu'en dehors du front français. En novembre 1915, elle dirigea deux bataillons sur Djibouti et elle envisageait le transport des bataillons ultérieurement formés sur Diégo-Suarez, en vue de constituer une réserve de troupes à utiliser éventuellement en Egypte.

Mais à partir de janvier 1916, on se décide enfin à les employer même dans la métropole. A ce moment, le général en chef arrête leur mode d'affectation. Ils formeront des bataillons d'étapes, qui seront affectés au front nord-est, à l'armée d'Orient ou à l'intérieur. Certains

(1) Famin, *op. cit.* p. 131.

devaient constituer les garnisons d'îles de la Méditerranée. (1).

L'année 1916 marque l'effort le plus considérable dans le recrutement des troupes indochinoises. De 3.000, en 1915, le nombre des soldats demandés à des appels de contingents et surtout obtenus par des engagements volontaires s'élève, en 1916, à 36.000 ; en 1917, 9.922 recrues nouvelles viennent s'ajouter à ces chiffres. Au total, les indigènes de l'Indochine ont fourni à la France 48.922 hommes figurant dans les services combattants (2).

Au 1^{er} janvier 1917, l'effectif indochinois comprenait 16 bataillons : 6 au front nord-est, 4 à l'armée d'Orient et 6 à l'intérieur. (3) Il faut compter, en outre, 6.000 ouvriers d'administration et 5.000 tirailleurs affectés aux services automobiles (4).

En 1917, on créa trois nouveaux bataillons et le nombre des soldats indochinois s'éleva à 26.000 tirailleurs, 5.000 ouvriers d'administration et 9.000 infirmiers (5).

L'année suivante, il fallut, faute d'effectifs suffisants, supprimer trois bataillons. Au moment de la signature de l'armistice, les Indochinois formaient 17 bataillons, dont 2 combattants et 15 de dépôts ou d'étapes (6). 5.000 Annamites étaient affectés aux services automobiles et 8.000 hommes, auxiliaires du service de santé, étaient dispersés dans les hôpitaux et les bureaux de l'intendance (7).

(1) Famin, *op. cit.*, p. 133.

(2) Sarraut, *op. cit.*, p. 42.

(3) Famin, *loc. cit.*

(4) Famin, *loc. cit.* ; Sarraut, p. 43.

(5) Famin, *loc. cit.*

(6) Sarraut, p. 42.

(7) Famin, *loc. cit.* ; Sarraut, *loc. cit.* ; Régismanset, *Le miracle français en Asie*, p. 43 et 44.

§ 2. — *Leur affectation*

La grande majorité des soldats indochinois furent donc constitués en bataillons d'étapes. Ces bataillons étaient affectés, comme les bataillons territoriaux français, à des travaux de fortification, de routes, à la construction de voies ferrées, à l'aménagement de camps (1). Les rapports des contrôleurs attachés au service du contrôle général des troupes indochinoises du ministère des colonies sont unanimes pour louer l'esprit de zèle et de discipline des Annamites et leur bon esprit. Leur douceur et leur précision en faisaient des infirmiers appréciés ; leur endurance et leur facilité de compréhension des questions de mécanique leur firent rendre de signalés services comme automobilistes. Bien nourris, chaudement vêtus, chaussés de chaussures fabriquées spécialement pour eux par les maîtres ouvriers coloniaux, les Annamites montrèrent une résistance physique, notamment au froid, bien supérieure à celle qu'on attendait d'eux. (2)

Deux bataillons combattants, le 7^e et le 21^e, instruits avec soin et fortement encadrés, furent envoyés aux armées en 1917. Utilisés généralement dans des secteurs défensifs, ils y firent preuve de tenacité sous de violents bombardements et d'habileté à se servir des mitrailleuses. Divers bataillons d'étapes prirent aussi part à l'action, soit en France, soit en Orient, généralement incorporés dans d'autres formations.

§ 3. — *Leur valeur*

La belle tenue de ces troupes a été la meilleure

(1) Famin, p. 134.

(2) Famin, p. 132.

réponse aux craintes exprimées sur le défaut de valeur militaire des Annamites. Leurs vertus sont toutes différentes de celles des troupes noires. « Le Noir gai, « tout en dehors », excelle dans une attaque impétueuse, du moins si personne ne recule et ne donne l'exemple de la fuite, mais il ne faut pas tarder à le relever, car il est trop impressionnable pour supporter longtemps « le pilonage », résister à des contre-attaques. Le Jaune, sérieux, froid, « sans nerfs », obéissant à ses officiers, confiant, s'il les connaît depuis longtemps, tient, au contraire, surtout quand il est « bloqué » au milieu des troupes métropolitaines » (1).

Ces vertus défensives, l'Indochinois les a témoignées au Chemin des Dames, à Verdun, en Orient. Dans une magnifique citation collective, le général Franchet d'Esperey a fait l'éloge des bataillons de tirailleurs annamites de l'armée d'Orient, non seulement comme troupes de secteur mais comme troupes de choc.

Le 17 octobre 1917, le général Hirschauer, commandant le 9^e corps d'armée, exprimait au commandant du 11^e bataillon indochinois toute sa satisfaction pour la belle tenue de ses troupes. « Aussi bien en première ligne qu'aux cantonnements de repos, les tirailleurs indochinois se sont montrés disciplinés, corrects et animés du meilleur esprit. Les différents éléments détachés au Quartier Général se sont fait remarquer par leur exactitude à rendre les honneurs et leur attitude très militaire. Leur tenue et leur conduite ont toujours été irréprochables ».

La valeur des combattants annamites ressort encore

(1) Vignou, *Un programme de politique coloniale*, p. 181-182.

des nombreuses citations individuelles, (1) des médailles militaires et des croix de guerre distribuées. Ces récompenses sont récapitulées dans le tableau suivant, résumé des états dressés par chaque unité en exécution des prescriptions de la lettre du ministre de la guerre, N° 1.065/2/8, du 13 février 1918 :

Unités	Médailles militaires	Citations
1 ^{er} Bataillon de marche	4	22
2 ^e	2	114
6 ^e	1	185
7 ^e	1	110
10 ^e et 13 ^e	1	4 (et 4 félicit.)
11 ^e		3
20 ^e		2
21 ^e	2 (et 3 méd ^{les} col ^{les})	110
73 ^e		5

Mentionnons encore la lettre adressée le 2 décembre 1917 par le capitaine Vaillant, chef du service forestier du secteur de Toul, au commandant du 11^e Bataillon indochinois, lui exprimant ses regrets du départ de son unité dont il a apprécié la bonne volonté, la discipline, la régularité de travail et le désir de bien faire.

« Employés à un travail nouveau pour eux, dans des conditions de cantonnement peu avantageuses et fatigantes pour eux, vos hommes ont, en peu de temps, atteint un rendement voisin de celui des troupes européennes, et l'eussent certainement dépassé, s'ils avaient été mis dans de meilleures conditions. J'ai été étonné de la rapidité avec

(1) Voir Appendice, page 42.

laquelle ils se sont assimilé l'usage de nos outils, et de la qualité de leur travail qui a dépassé rapidement celui de troupes européennes non spécialisées ».

Enfin, sur 48.922 hommes incorporés du début de la guerre à l'armistice et 43.430 venus en Europe, 1.123 sont morts pour la France (1).

SECTION IV

Place de l'Indochine dans l'ensemble de l'effort militaire colonial

Envisagé dans ses résultats immédiats, l'effort fourni par l'Indochine en combattants à la métropole a été considérable, si l'on compare les effectifs utilisés pendant la durée des hostilités aux chiffres fixés pour les contingents indigènes avant la guerre. Si on le rapproche, au contraire, de l'effort demandé aux noirs de l'Afrique occidentale et équatoriale, il est sensiblement moins intense : pour une population totale d'environ 15 millions d'hommes (2) ces deux possessions ont fourni un effectif total de 181.512 hommes, (3) tandis que l'Indochine dont la population est légèrement supérieure, (4) n'a donné que 48.922 hommes combattants. Encore, dans ces chiffres, les troupes noires sont-elles représentées par 89 bataillons de combattants et 3 de dépôts ou d'étapes, tandis que, pour les Indochinois, le

(1) Sarraut, tableau, p. 44; Bulletin de la Section d'informations du G. Q. G., 16 mars 1919, Nouvelle série, N° 95.

(2) Recensement de 1921 : Afrique Occid. 42.338.216 (sans le Togo). Afrique Equator. 2.860.868 (sans le Cameroun), v. Sarraut, p. 129-130.

(3) Sarraut, p. 41.

(4) 18.983.203. Recensement de 1921. Sarraut, p. 131.

nombre de ces derniers est de 15 contre 2 bataillons combattants. (1)

Mais ces proportions de combattants n'ont qu'une valeur assez relative. Nous avons vu des bataillons d'étapes indochinois utilisés dans des secteurs défensifs comme troupes de combat. D'autre part, il restait en Afrique occidentale un reliquat important du recrutement de 1918, et un certain nombre de bataillons en formation étaient à gros effectif (1.500 à 2.000 hommes) (2). D'ailleurs, la moindre proportion d'éléments combattants chez les Indochinois ne tient pas à un moindre degré de leur moral. Ils étaient animés du même esprit de devoir et de sacrifice et ils « tenaient » peut-être mieux sous le feu ; mais leur force physique était moindre que celle des Sénégalais.

Quant à l'infériorité relative des effectifs par rapport à la population, elle s'explique par des raisons propres à l'Indochine et déjà indiquées. L'utilisation des troupes africaines a été à peu près immédiate, tandis que celle des Indochinois n'a été admise que peu à peu, après plus d'une année d'hésitations. Dès 1915, les troupes noires avaient pris une avance de plus de 35.000 hommes. (3) Ajoutons les difficultés des transports, l'incertitude au sujet de la mentalité annamite, la situation troublée de la Chine.

Des raisons d'ordre général et non plus spéciales à notre dépendance coloniale d'Extrême-Orient, ont empêché l'appoint des troupes indigènes d'être plus considérable encore. Non seulement leur venue en France a été retardée par l'insuffisance des voies ferrées et des ports de nos colonies,

(1) Sarraut, p. 42.

(2) Sarraut, *loc. cit.*

(3) Sarraut, p. 41.

par la faiblesse de notre marine marchande, mais le rendement même du recrutement a été compromis par l'état physique de nombreuses recrues, trop faibles pour être acceptées ou supporter le voyage, par le défaut d'instruction de l'ensemble des recrues, qui n'aurait pas permis de constituer un nombre de gradés indigènes suffisant pour encadrer une armée plus importante et qui, surtout au début de la guerre, empêchait de substituer l'idée d'une guerre du droit, d'une mère-patrie à défendre, à la mentalité de l'immense majorité des paysans qui n'avaient jamais quitté leur village, ni leurs cultures.

Toutes ces considérations sont une des leçons à tirer de la guerre. Elles ont déjà conduit le Département des colonies à élaborer un vaste programme de développement du domaine colonial, non seulement au point de vue de l'outillage économique, mais aux points de vue de l'hygiène et de l'enseignement.

En tous cas, constater la proportion restreinte dans les formations combattantes proprement dites des contingents indochinois venus en France, ce n'est diminuer en rien la valeur de l'appoint précieux apporté par ces contingents à la mère-patrie. Ils ont permis à celle-ci de vider de tous les éléments aptes au combat les formations auxiliaires, les services de santé, d'administration, automobiles, etc., et, en remplaçant ceux-ci par des recrues indochinoises, de porter au maximum l'élément combattant disponible.

L'importance numérique des combattants indochinois, recrutés presque exclusivement par voie d'engagements volontaires, a témoigné d'une manière éclatante du loyalisme des populations indigènes de l'Indochine. La France a contracté envers ses soldats coloniaux une dette de reconnaissance qu'elle ne doit pas oublier.

Le séjour des tirailleurs annamites en France et leur retour en Indochine ont soulevé divers graves problèmes. Mais comme ils se sont posés aussi pour les travailleurs, nous les exposerons dans leur ensemble après avoir montré l'effort de l'Indochine en main-d'œuvre pendant la guerre.

APPENDICE

Une Page du **LIVRE D'OR INDOCHINOIS**⁽¹⁾

CITATIONS

ORDRE DE L'ARMÉE :

Le Capitaine CAO-VAN

« A pris part aux combats particulièrement acharnés qui ont immédiatement suivi le débarquement aux Dardanelles. A, dans la nuit du 1^{er} au 2 mai 1915, été blessé à la tête par une balle,

(1) Nous regrettons vivement de n'avoir pu nous procurer les citations de tous nos compatriotes indochinois, notamment celles de nos compatriotes officiers. Si beaucoup d'entre eux ne trouvent pas ici figurer leur glorieux nom, qu'ils veuillent bien ne pas nous soupçonner de négligence ou d'oubli : ils sont nombreux et nous n'avons pas l'honneur de les connaître tous.

Nous savons par exemple, qu'un colonel annamite, le colonel Dô-huu Chàn, était à la tête du 363^e Régiment d'infanterie dès 1914 et que la fin de la guerre l'avait trouvé chef d'Etat-major de la 3^e Région à Rouen. Son frère, le capitaine Dô huu Vi, après de brillants services au Maroc, s'était héroïquement conduit comme officier de la Légion étrangère et surtout comme aviateur en 1915 et 1916 à la 4^e Armée ; il était plusieurs fois blessé puis, le 9 juillet 1916, tombé glorieusement à la tête de sa compagnie dans l'offensive de la Somme. Le capitaine Pham-công Binh, du 9^e Tirailleurs algériens, était grièvement blessé en entraînant sa compagnie à l'assaut, en 1916. Tous ces officiers faisaient l'objet de plusieurs citations à l'ordre de l'armée. Bien d'autres encore furent les héros obscurs ou inconnus de Verdun ou de la Macédoine. A tous nous adressons ici l'hommage de notre admiration et de notre reconnaissance.

au moment où sa Cie entraînée par lui, se jetait courageusement dans la mêlée, contribuant ainsi à arrêter, alors que la situation était très critique, l'élan des Turcs qui, avec des effectifs très supérieurs aux nôtres, tentaient de nous jeter à la mer. »

Le Général Commandant la 2^e Armée cite à l'ordre de l'armée :

Le sous-lieutenant NGUYÊN VAN XUAN
officier orienteur d'un groupe de batteries.

« A montré un sang-froid remarquable et une absolue indifférence du danger en exécutant sous le feu, de nombreuses reconnaissances et en relevant des positions en particulier pendant les journées du 24, 25, 26 février. »

Signé : PÉTAIN.

**Exécution des prescriptions de la lettre 1065-2/8
du 13 Février 1918**

1^{er} BATAILLON DE MARCHÉ INDOCHINOIS

ETAT RÉCAPITULATIF des récompenses diverses accordées aux Indochinois depuis le début des hostilités jusqu'au 1^{er} Janvier 1918.

Nos M ^{les}	NOMS	Grades	Citation à l'ordre de	Distinctions accordées.	MOTIFS
5118	PRACK	Sergent 1 ^{re} Cie	Décision N ^o 10191/p du 1 ^{er} Nov. 1917, du Général en chef des armées alliées	Médaille militaire avec croix de guerre	« Excellent gradé, très brave. A été blessé en transportant sur son dos un blessé de sa section. A subi l'amputation de la jambe gauche au tiers inférieur. »
704	BUI VAN THIÊN	2 ^e cl. 2 ^{me} Cie	N ^o 11207 du 11-11-1917	id.	« Bon tirailleur, a reçu en se portant bravement à l'assaut des positions ennemies une grave blessure qui a nécessité l'énucléation de l'œil droit. »
811	NGUYÊN VAN RU	Sergent 4 ^{me} Cie	N ^o 21 « D » du 10-12-17	id.	« S/officier très courageux, a donné le meilleur exemple à ses hommes en restant à son poste de combat pendant une contre attaque ennemie malgré plusieurs blessures à l'épaule et au bras. »

Nos M ^{les}	NOMS	Grades	Citation à l'ordre de	Distinc- tions ac- cordées.	MOTIFS
9544	BUI VAN KIÊN	Sergent 2 ^{me} Cie	N ^o 52 du 1-12-17 du 1 ^{er} Bataillon de marche indochinois	Médaille militaire avec croix de guerre	« Malgré une blessure à la tête est resté à son poste de combat le 19-10- 17, continuant à commander sa demi- section avec sang- froid et énergie. »
5989	PHAM LICH	2 ^e Cl. 1 ^{re} Cie	id	id.	« Très brave au feu, a sauvé sous le feu de l'ennemi un de ses camarades blessé le 24 - 10 - 17. »
1435	NGUYÊN VAN THIN	id. 3 ^{me} Cie	id	id.	« Toujours vo- lontaire pour les missions périlleu- ses. Blessé le 20-10- 17 en entraînant son escouade à l'as- saut sous le bom- bardement enne- mi. »
434	LÊ QUANG DAM	Sergent 4 ^e Cie	ordre du 1 ^{er} Bataillon de marche indo- chinois du 1 ^{er} -12-17		« Malgré une fièvre persis- tante, est resté du 19 au 24 octobre 1917 à la tête de ses hommes pour lesquels il a été un exemple constant de cou- rage et de sang-froid. »
7655	NGUYÊN HUU KHANG	id.	id.		« Très brillant au feu a montré, pendant les journées des 19 au 24 octobre 1917 une énergie exemplaire en ne consentant à se laisser évacuer pour fièvre et dysenterie qu'à la fin des opérations. »

Nos M ^{les}	NOMS	Grades	Ordre de	MOTIFS
129	NGUYỄN VAN KHANG	Caporal 1 ^{re} Cie	Ordre du 1 ^{er} Bataillon de marche indo- chinois du 1 ^{er} 12-17	« Le 24 octobre 1917, cerné par un ennemi supérieur en nombre, s'est dégagé après un violent combat corps à corps. »
747 8776	PHAN VAN SAM NGUYỄN KHAM	id. Sergent 1 ^{re} Cie	id. id.	id. id.
8253	NGÔ VAN TINH	1 ^{re} Cl. 1 ^{re} Cie	id.	« Infirmier très brave, atteint d'un coup de feu le 24-10-17 en relevant les blessés sur le champ de bataille. »
2082	CHU VAN KY	Adjudant 3 ^e Cie	id.	« Gradé indigène qui, pendant les journées du 19 au 24-10-17, a su conduire sa section avec un remarquable esprit de décision et grande bravoure. »
3875	DANG XIN	2 ^e Cl. 3 ^e cie	id.	« Très bon tirailleur, toujours volontaire pour les missions périlleuses. Blessé le 24 octobre 1917 en patrouille. »
9085	KHUONG VIỆT CHU	Caporal 3 ^e Cie	id	« Gradé courageux et décidé. A donné le 19-10-17 l'exemple d'une belle tenue sous le feu. »
4878	NGUYỄN VAN NHU	Caporal 4 ^e Cie	id.	« Excellent caporal, a commandé pendant les journées du 19 au 24-10-17 plusieurs patrouilles avec beaucoup de sang-froid et de courage sous le feu de l'ennemi. »
9969	DINH VAN QUYNH	id.	id.	« S'est montré pendant les journées du 19 au 24-10-17 caporal énergique plein de bravoure et de sang-froid, volontaire pour les missions périlleuses. »

Nos M ^{les}	NOMS	Grades	Citation à l'ordre de	MOTIFS
2188	NGUYỄN BA XUAN	1 ^{re} Cl. 4 ^e Cie.	Ordre du 1 ^{er} Bataillon de marche indochinois du 1 ^{er} -12-17	« Très énergique et très courageux. S'est vaillamment conduit pendant les journées du 19 au 24-10-17 et particulièrement pendant une contre attaque à la grenade. »
964	BUI NHU TINH	2 ^e Cl. 4 ^e Cie	id.	« Toujours volontaire pour les patrouilles, plein d'audace, de courage et de sang-froid, s'est particulièrement distingué pendant les journées du 19 au 24 octobre 1917. »
8359	TRẦN CÔNG LONG	2 ^e Cl. 3 ^e Cl.	N ^o 52 du 1-12-17 1 ^{er} Bataillon de marche indochinois	« Infirmier très brave et très courageux, s'est fait remarquer les 19 et 24 octobre 1917 par son courage et son sang-froid en allant relever et panser les blessés sous le feu des mitrailleuses ennemies. »

N. B. — Ces récompenses ont été décernées à la suite des combats des journées du 19 au 24 octobre, durant lesquels le Bataillon a été engagé. (Division provisoire. Région de POGRADEK en Albanie.

Le Chef de Bataillon FIERARD, Commandant le 1^{er} B. I. C.

Signé : FIERARD

Nos Mles	NOMS	Grades	N° de l'ordre	MOTIFS	Distinctions accordées
3945 3 ^e Cie	PROM	1 ^{re} Cl.	N° 14 du 2 ^{me} Batail. Indo.	« Blessé dans la contre attaque réus- sie contre les ban- des de SALI-BUD- KA encadrées d'Au- trichiens menaçant la ville de KORIT- ZA (Albanie). »	Croix de Guerre
3 ^{TT} - 9412 4 ^e Cie	LÊ VAN DAI	Sergent	N° 92 du 4 ^{me} Régiment de Zouaves	« Voyant le feu pour la première fois, a fait preuve d'un calme et d'un sang-froid remar- quables malgré la violence du bom- bardement. »	Croix de Guerre
6135 1 ^{re} Cie	VU CUONG	Sergent	N° 6 du 2 ^{me} Batail. Indo. du 5-3-17	« Etant chargé de la garde d'un pont aux avant-postes, en a défendu l'ac- cès à l'ennemi avec beaucoup de cou- rage et de sang- froid. »	Croix de Guerre
40 3 ^e Cie	NGÔ VAN THANH	Caporal	N° 5 du 4 ^{me} Régiment d'infanterie coloniale du 26 mai 1917	« Très brave, très insouciant du dan- ger. Blessé légè- rement par un éclat d'obus le 6 mai 1917. »	Croix de Guerre

Aux armées, le 12 Avril 1918.
Le Chef de Bataillon FIERARD, Commandant le 1^{er} Bataillon Indochinois,
Signé : FIERARD

**Exécution des prescriptions de la
Circulaire Ministérielle 1064-2/8 du 13 Février 1918**

VIII^e Armée

N^o 2064

**11^e BATAILLON DE
TIRAILLEURS INDOCHINOIS**

**ETAT RÉCAPITULATIF des récompenses accordées aux
militaires indigènes du 11^e Bataillon de Tirailleurs
Indochinois.**

Noms et Adresses en Indochine	Grade et matricule	Nature de la récompense	Motif de la récompense
NGUYÊN VAN KIÊU du village de Lac-Duc, Can- ton de My-Xa (Hai-Duong)	Tirailleur de 2 ^{me} cl. 11-852	Croix de guerre	Cité à l'ordre du Bataillon Ordre n ^o 21 du 22 septembre 1917. « Etant en sentinelle avan- cée et venant d'avoir un doigt complètement sectionné par une balle, a continué à observer l'ennemi, refusant de se faire relever et prétendant attendre l'heure de la relève, n'a cédé que sur un ordre formel. »
NGUYÊN VAN DUC du village de Niêm-Nghia, Huyên de Hải-An. (Hai-Phong)	Tirailleur de 2 ^e cl.	Croix de Guerre	Cité à l'ordre du Bataillon Ordre n ^o 24 du 7 octobre 1917. « Blessé le 5 octobre 1917 d'une balle lui ayant traversé une oreille, a continué à assu- rer son service de surveillance avancée et n'a consenti à se faire relever que sur l'ordre de son lieutenant. »
VU VAN CHAC du village de Thao-Khé, Canton de Phu-Mé. (Hai-Duong)	Tirailleur de 1 ^{re} cl. 11-655	Croix de Guerre	Cité à l'ordre du Bataillon Ordre N ^o 31 du 24 octobre 1917. « S'est fait remarquer par son attitude énergique le 7 octobre 1917 pendant l'attaque à la gre- nade par une patrouille ennemie du poste avancé où il était en sentinelle. A reçu trois blessu- res. »

Aux Armées, le 24 Février 1918.

Le Chef de Bataillon ECKERT, Commandant.
Signé : ECKERT

13^e et 10^e BATAILLON DE MARCHE
INDOCHINOIS

ETAT NOMINATIF indiquant les militaires Indochinois du Bataillon qui ont été l'objet de citations comportant la Médaille Militaire ou la Croix de Guerre ainsi que toutes autres distinctions honorifiques.

Nos M ^{les}	NOMS	Grades	Citation à l'ordre de	Décorations	MOTIFS	Origines
3 ^T 9461	NGUYỄN HINH	Sergent	10 ^{me} Batail. n° 14 du 16-4-17	Croix de G. étoile bronze	« Blessé très grièvement dans une contre attaque réussie le 13-4-17 contre les bandes de Sali Budka encadrées d'Autrichiens menaçant la ville de Karytza (Albanie.) »	Thai-Binh (Tonkin)
8387	NHAN VAN BINH	1 ^{re} Cie	id. N° 6 du 22-2-17	id	« Etant en sentinelle aux avant-postes a été blessé d'une balle en faisant courageusement son devoir. »	Cao-Bang (Tonkin)
10-15	LÊ VAN TAN	id.	id. N° 9 du 1-7-17	Félicitations	« Etant en service à X au moment du bombardement de la localité par un avion a montré le plus grand sang-froid en maintenant son mulet effrayé par l'explosion de bombes à petite distance. »	Hanoi (Tonkin)
10-136	TRẦN ĐẠC CÔNG	id.	id.	id.	« Etant en service à X au moment du bombardement de la localité par un avion a montré le plus grand dévoue-	Hanam (Tonkin)

Nos M ^{les}	NOMS	Grades	Citation à l'ordre de	Déco- rations	MOTIFS	Origines
			10 ^e Ba- taillon		ment en se portant au secours de son caporal blessé griè- vement. A eu son casque traversé par des éclats de bom- bes. »	
10-195	TRÂN VAN HAP	1 ^{re} Cl.	id.	Félici- tations	« Etant en service à X. au moment du bombardement de la localité par un a- vion ennemi, a mon- tré le plus grand dé- vouement en se portant au secours de son caporal blessé grièvement. »	Hanam (Tonkin)
18-066	PHAM VAN TIÊN	1 ^{re} cl.	id. N ^o 13 du 14-8-17	Félici- tations	« Au cours d'un bombardement d'une gare par un avion a été légè- rement blessé par un éclat de bombe, est allé se faire panser et a rejoint son déta- chement qui par- tait. »	Gocông (Cochin- chine)
99-2	TRÂN THANH BIÊN	Caporal	id. N ^o 34 du 11-1-17	Croix de G. Etoile bronze	« Brave soldat blessé au service de la France au cours d'un vif combat. »	Hai- Duong (Tonkin)
2980	NGÔ BANG XUYÊN	id.	id. N ^o 92 du 1-10-16	id.	« Voyant le feu pour la première fois, a fait preuve d'un calme et d'un sang-froid remar- quables malgré un violent bombarde- ment. »	Sontây (Tonkin)

Aux Armées, le 1^{er} Mars 1918

Le Chef de Bataillon Commandant,

Signé : ILLISIBLE

N ^o M ^{le}	NOM	Grade	Citation à l'ordre de	Décoration
4 ^T 7119	VU DINH THU	Sergent (réserve)	13 ^{me} Ba- taillon de Tirail- leurs Indochi- nois 1 ^{er} octo- bre 1917	Médaille Militaire

Romes Camps, le 13 Mars 1918

Le Chef de Bataillon PAUVIF

Signé : PAUVIF

73^e BATAILLON DU DÉPÔT INDIGÈNE du Camp de Fréjus

22^e COMPAGNIE INDOCHINOISE

ETAT RECAPITULATIF des récompenses diverses
accordées aux tirailleurs de la Compagnie d'août
1914 au 1^{er} janvier 1918.

N ^{os} M ^{les}	NOMS	Grades	Ordre	MOTIF	OBSERVATIONS
6943	BUI VAN BOI	1 ^{re} Cl.	N ^o 14	« Dans la contre-attaque du 13 avril 1917, s'est porté résolument sous un feu nourri à l'attaque de la côte 1650 et a fait preuve de sang-froid et de courage. Nommé tirailleur de première classe pour sa brillante conduite. »	
1234	NG. DUC MAO	2 ^e Cl.			Blessé en 1916 à Verdun au 8 ^e bataillon d'inf. col. du Maroc, 4 ^e Cie. Dit avoir une citation. Ne possède pas de livret ni duplicata de citation. Duplicata de citation réclamé.

Saint-Raphaël, le 8 Avril 1918.

Le Lieutenant DUMONTET, Commandant la Compagnie.

22^e COMPAGNIE

Nos M ^{les}	NOMS	Grades	Ordre	MOTIFS
1245	KUAT VAN BAN	Sergent	N° 3 du Rég ^t . de 1915 Tonkin	« S'est offert pour aller chercher le corps d'un caporal tombé à quelques mètres d'une tranchée ennemie au cours de l'engagement du « Ngoi Bon » le 14 novembre 1914. »
3 ^e 1397	TA VAN CHU	1 ^{re} Cl.	N° 92 du Rég ^t . de zouaves de marche.	Régiment colonial du Maroc à Verdun. Contusion à l'épaule gauche. « Voyant le feu pour la première fois a fait preuve d'un calme et d'un sang-froid remarquables malgré la violence du bombardement. »
11/1304	DÔ VAN CU	id.	id.	Régiment colonial du Maroc. Le 24 octobre à 12 heures, Douaumont, plaie mâchoire inférieure. « Voyant le feu pour la première fois a fait preuve d'un calme et d'un sang-froid remarquables malgré la violence du bombardement. »

Au Camp du CORNEAU, le 8 Mars 1918.

Le Sous-Lieutenant CLUZEL, Commandant la 18^e Compagnie.

Exécution de la note N° 1064-2/8 de la Guerre
en date du 13-2-18

IV^e ARMÉE
Groupement de Bataillon
de Travailleurs N° 2
Secteur 48

6^e BATAILLON
DE
TIRAILLEURS INDOCHINOIS

ETAT des militaires indigènes du Bataillon qui ont été
l'objet de décorations et citations, du 27 juillet 1916,
date de l'arrivée du Bataillon aux Armées, au 1^{er}
janvier 1918.

OBSERVATION. — La 4^e Compagnie du Bataillon a été rattachée
au 4^e Régiment de marche de zouaves pour les combats des
24-25 octobre 1916 devant Douaumont.

Nos Mles	NOMS	Grades	Citation à l'ordre de	Distinc- tions accor- dées.	MOTIFS
14/1168	NGUYỄN VAN DANG	T. 2 ^e cl.	Par or- dre « D » N° 6064 du 29 Nov. 1917.	Médaille militaire, croix de guerre avec palme	« Tirailleur très courageux et d'un grand dévouement. Grièvement blessé le 23 octobre 1916 en faisant vaillam- ment son devoir. Cécité ».
1 ^T 1461	VU-VAN-NHUÊ	Sergent	Or- dre du 4 ^e Rég ^t de marche de zoua- ves du 4 Nov. 1916.	Croix de guerre, é- toile bron- ze.	« Voyant le feu pour la première fois a fait preuve d'un calme et d'un sang-froid remar- quables malgré la violence du bom- bardement ».
1 ^T 0/5375	NGUYỄN-DUY-TUC	id.	id.	id.	id.
1 ^T 280	NGUYỄN-VAN-MONG	id.	id.	id.	id.
3 ^T 7602	NGUYỄN-VAN-KHOAN	Caporal	id.	id.	id.
3 ^T 7201	DÔ-VAN-THUÊ	id.	id.	id.	id.

Nos Mles	NOMS	Grades	Citation à l'ordre de	Distinc- tions accor- dées.	MOTIFS
3 ^T 8858	DOAN-VAN-THAI	Caporal	Ordre 92 du 4 ^e Rég't de marche de zou- aves du 4 Nov. 1916.	Croix de guerre, é- toile bron- ze.	« Voyant le feu pour la première fois, a fait preuve d'un calme et d'un sang-froid remar- quables malgré la violence du bom- bardement. »
3 ^T 8469	TRIÈU-VAN-CANH	id.	id.	id.	id.
1 ^T 05597	NGUYỄN-VAN-NÈN	id.	id.	id.	id.
3 ^T 9385	VAN-DANH-TUONG	id.	id.	id.	id.
3 ^T 9849	TRẦN-DỐC	id.	id.	id.	id.
coa/271	HOANG-NHẬT-TUYỀN	id.	id.	id.	id.
1 ^T 05498	TRẦN-LAI-VAN	T. 1 ^{er} cl.	id.	id.	id.
1 ^T 3057	BUI-VAN-PHAN	2 ^e cl.	id.	id.	id.
art 02711	NGUYỄN-VAN-DIỀU	T. 2 ^e cl.	id.	id.	id.
11-1366	HOANG-THO	2 ^e cl.	id.	id.	id.
1 ^T -3045	TRẦN-VAN-TU	id.	id.	id.	id.
art-02364	NGUYỄN-DUC-NHUY	id.	id.	id.	id.
art-02045	TA VAN-THUY	id.	id.	id.	id.
1 ^T -2919	TRẦN-VAN-TRU	id.	id.	id.	id.
11-1234	NGUYỄN-DU-MAU	id.	id.	id.	id.
art-02589	NGUYỄN-SAI	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1243	HOANG-VAN-LOC	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1337	NGUYỄN-THUONG-SUNG	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1164	DÔ-VAN-KIÊM	id.	id.	id.	id.
1-05125	NGUYỄN-VAN-VINH	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1187	NGUYỄN-VAN-KUI	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1192	NGUYỄN-VAN NANG	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1428	DUONG-VAN-NGO	id.	id.	id.	id.
14-1110	DANG-OAN	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1074	NGUYỄN-VAN-CAT	id.	id.	id.	id.
14-903	NGUYỄN-VAN-TU	id.	id.	id.	id.
1 ^T -1453	BUI-VAN-DANG	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1330	NGUYỄN-VAN-VI	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1189	NGUYỄN-VAN-MICH	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1436	DOAN-VAN-TU	id.	id.	id.	id.
1 ^T -2935	PHAM-VAN-TRAN	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1180	TRẦN-VIÊN	id.	id.	id.	id.
1 ^T -3007	PHAN-VAN-KY	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1236	BUI-NGHIÊM	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1075	NGUYỄN-VAN-MAO	id.	id.	id.	id.

Nos Mles	NOMS	Grades	Citation à l'ordre de	Distinc- tions accor- dées	MOTIFS
3 ^T -1291	CAO-VAN-TI	2 ^e Cl.	ordre n° 92 du 4 ^o Rég ^t de marche de zoua- ves du 4 nov. 1916	Croix de guerre, étoile bronze	« Voyant le feu pour la première fois, a fait preuve d'un calme et d'un sang-froid remar- quables malgré la violence du bom- bardement ».
3 ^T -1233	DINH-HUY	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1240	BUI-LANG	id.	id.	id.	id.
coa-140	NGUYỄN-VAN-TUÂN	id.	id.	id.	id.
1 ^T -3005	PHAM-VAN-DONG	id.	id.	id.	id.
1 ^T 0-7656	NGUYỄN-DANH-HOA	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1346	HUA-VAN-HUY	id.	id.	id.	id.
1 ^T -3036	NGUYỄN-VAN-LAN	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1238	PHAM-MAO	id.	id.	id.	id.
1 ^T -2988	LA-VAN-BE	id.	id.	id.	id.
1 ^T -2883	BACH-VAN-HAO	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1255	DANG-CÔNG-LA	id.	id.	id.	id.
1 ^T -05080	NGUYỄN-DANG-VIẾT	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1365	NGUYỄN-VAN-TUC	id.	id.	id.	id.
11-1245	DÔ-TRONG-QUI	id.	id.	id.	id.
1 ^T -2926	BUI-VAN-TUYÈN	id.	id.	id.	id.
1 ^T 0-5648	NGUYỄN-VAN-TUI	id.	id.	id.	id.
3 ^T 0-6465	NGUYỄN-VAN-NHU	id.	id.	id.	id.
3 ^T -981	MA-KIÈU-VY	id.	id.	id.	id.
1 ^T -3034	DÔ-VAN-MAU	id.	id.	id.	id.
3 ^T -988	BE-VAN-KHANH	id.	id.	id.	id.
1 ^T 0-500	NGUYỄN-HUU-ICH	id.	id.	id.	id.
11-1227	NGUYỄN-VAN-CHU	id.	id.	id.	id.
3 ^T -06453	NGUYỄN-VAN-GIANG	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1226	NGUYỄN-NGOC-HOAN	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1207	NGUYỄN-BA-NHAU	id.	id.	id.	id.
1 ^T -2980	NGÔ-DANG-XUYÈN	id.	id.	id.	id.
2-1800	HOANG-DUC-PHAT	id.	id.	id.	id.
1 ^T -3019	NGUYỄN-VAN-KHAN	id.	id.	id.	id.
11-1252	NGUYỄN-KHAC-THANH	id.	id.	id.	id.
3-1364	DINH-TRONG-CHA	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1273	DANG-THIÈU	id.	id.	id.	id.
art-01984	TRẦN-VAN-MAU	id.	id.	id.	id.
1 ^T -05618	PHAM-VAN-CUA	id.	id.	id.	id.

N ^{os} M ^{les}	NOMS	Grades	Citation à l'ordre de	Distinctions accordées	MOTIFS
art-02073	NGUYỄN-VAN-LAU	2 ^e Cl.	Ordre N ^o 92 du 4 ^e Rég ^t de marche de zouaves du 4 nov 1916	Croix de guerre, étoile de bronze	« Voyant le feu pour la première fois a fait preuve d'un calme et d'un sang froid remarquables malgré la violence du bombardement »
1 ^T -05871	PHAM-VAN-CHUOC	id.	id.	id.	id.
1 ^T -3033	HA-VAN-PHIÊU	id.	id.	id.	id.
1 ^T -951	TRẦN-VAN-BIÊU	id.	id.	id.	id.
14-940	NGUYỄN-DUA	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1121	NGUYỄN-DUC-CAU	id.	id.	id.	id.
1 ^T -2941	PHAM-VAN-MO	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1205	VU-VAN-PHAN	id.	id.	id.	id.
3 ^T -06445	DÔ-VAN-THUAN	id.	id.	id.	id.
11-152	NGUYỄN-DANG-DOANG	id.	id.	id.	id.
11-1009	NGUYỄN-VAN-LE	id.	id.	id.	id.
1 ^T -2946	LUONG-VAN-NGAN	id.	id.	id.	id.
1 ^T -737	DINH-VAN-NGO	Sergent	id.	id.	« Voyant le feu pour la première fois, a fait preuve d'un calme et d'un sang-froid remarquables malgré la violence du bombardement, a été grièvement blessé ».
3 ^T -8975	DÔ-VAN-LY	Caporal	id.	id.	id.
3 ^T -07192	HOANG-HUU-DUC	Clairon	id.	id.	id.
11-1365	NGUYỄN-TY	T. 2 ^e Cl.	id.	id.	id.
3 ^T -1416	DUONG-VAN-DUY	id.	id.	id.	id.
1 ^T -2940	NGUYỄN-HUU-DOI	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1397	TA-VAN-THU	id.	id.	id.	id.
art-02160	DANG-VAN-SINH	id.	id.	id.	id.
3 ^T -1283	BUI-MIÊU	id.	id.	id.	id.
11-1241	NGUYỄN-NGHIA	id.	id.	id.	id.
1 ^T -05455	NGUYỄN-CÔNG-GIANG	id.	id.	id.	id.
11-1251	DUONG-KHAC THICH	id.	id.	id.	id.
1 ^T -2914	NGUYỄN-VAN-GIANG	id.	id.	id.	id.
11-1304	DÔ-VAN-CU	id.	id.	id.	id.
11-1302	PHAM-VAN-NHANH	id.	id.	id.	id.
1 ^T -05270	NGUYỄN-VAN-TINH	id.	id.	id.	id.

Nos Mles	NOMS	Grades	Citation à l'ordre de	Distinctions accordées	MOTIFS
3 ^T - 9412	LÊ-VAN-DAI	Caporal	Ordre n° 92 du 4 ^e Régt de marche de zouaves du 4 Nov. 1916	Croix de guerre, étoile bronze	« Voyant le feu pour la première fois a fait preuve d'un calme et d'un sang-froid remarquables, malgré la violence du bombardement. A été blessé ».
art-0-2085	DÔ-VAN-HAN	2 ^e Cl.	id.	id.	id.
1 ^T - 3025	PHAM-VAN-THI	id.	id.	id.	id.
3 ^T - 0-6457	TRÂN-VAN-KHI	id.	id.	id.	id.
1 ^T - 174	NGUYỄN-CÔNG-CAI	Sergent	id.	id.	« Voyant le feu pour la première fois, a fait preuve d'un calme et d'un sang-froid remarquables malgré la violence du bombardement, est tombé glorieusement à son poste de combat. »
3 ^T - 9671	HUA-VAN-BACH	Caporal	id.	id.	id.
11-1424	NGUYỄN-VAN-TRO	2 ^e Cl.	id.	id.	id.
11-1223	AN-VAN-QUYÊN	id.	id.	id.	id.
1 ^T - 2972	PHUNG-VAN-BUT	id.	id.	id.	id.
3 ^T - 1213	NGUYỄN-VAN-NGAN	id.	id.	id.	id.
1 ^T - 0 5846	LUONG-VAN-PHUNG	id.	id.	id.	id.
1 ^T - 0-6887	NGUYỄN-TA-TRACH	id.	id.	id.	id.
1 ^T - 2997	DINH-VAN-KHANG	id.	id.	id.	id.
art-0-2557	TRÂN-DUY-NANG	id.	id.	id.	id.
1 ^T - 2999	DÔ-VAN-QUYEN	id.	id.	id.	id.
11-1281	NGUYỄN-VAN-THUY	id.	id.	id.	id.
3 ^T - 1219	DÔ-VAN-TO	id.	id.	id.	id.
3 ^T 1214	HOANG-VAN-THO	Caporal	id.	id.	« Blessé légèrement à la main gauche, a refusé de se faire évacuer et a continué à commanderson escouade avec énergie ».

Nos M ^{les}	NOMS	Grades	Citation à l'ordre de	Distinction accordées	MOTIFS
3 ^T -8427	BE-VAN-LUOC	Caporal	Ordre n° 92 du 4 ^e Rég ^t de mar- che de zouaves du 4 no- vembre 1916	Croix de guerre étoile bronze	« Caporal éner- gique, très belle at- titude au feu ; sous un violent bombar- dement, a contri- bué à déterrer deux hommes de son es- couade ensevelis dans un trou d'o- bus. »
1 ^T -1280	DINH-VAN-THAU	Clairon	id.	id.	« Belle attitude au feu, est allé sous un violent bombar- dement chercher un infirmier pour panser un sous-offi- cier français blessé grièvement. »
3 ^T -05697	NGUYEN-VAN-DI	2 ^e Cl.	id.	id.	« Conducteur de la cuisine roulante, a pris part au ravi- taillement de la Cie. A eu un attelage renversé au cours d'un bombardement et malgré de sérieu- ses difficultés, a ré- ussi à le ramener. »
art-0-2063 3 ^T -1344 1 ^T -5842 1 ^T -5445	NGUYEN-VAN-THI VU-XUAN-TRIEN DO-VAN-TUYEN PHAM-VAN-KE	1 ^{re} Cl. 2 ^e Cl. id. id.	Ordre du 6 ^e Bon de tirail- leurs in- do chi- nois du 25 févr. 1917	id.	« Volontaire pour la Cie de marche formée au bataillon a fait preuve d'en- durance et de dé- vouement. A pris part aux actions des 24 et 25 octobre 1916 au cours des- quelles il a été bles- sé ».

7^e BATAILLON INDOCHINOIS

ETAT des militaires indigènes du bataillon décorés de
la Croix de Guerre.

Nos Mles	NOMS	Grades	Nature de la citation. Date et N° de l'ordre	Origine
Citations à l'ordre du 7 ^e Bataillon Indochinois N° 9 du 14 Mai 1917				
14.1332	NGUYỄN VAN LIÊU	2 ^e cl.	« A été tué alors qu'il accomplissait avec entrain le ravitaillement en munitions de la première ligne, 6 mai 1917 ».	Lộc-Dông (Tonkin)
14.836	LÊ VAN HO	id.	id.	Lộc-Giang (Tonkin)
2 ^T 1642	TRẦN VAN SOC	Caporal	« A accompli avec dévouement le ravitaillement en munitions de la première ligne, sous un violent bombardement. A été blessé, 6-5-17 »	Mon-Cay (Annam)
2 ^T 6434	DANG VAN DUONG	Caporal	id.	Mai Ha (Tonkin)
14-96	NGUYỄN VAN PHO	2 ^e cl.	id.	Khi-da id.
5 ^T 11569	TRẦN VAN CAO	id.	id.	Tiên-ba id.
14.1438	LÊ HUY LUC	id.	id.	Van-Hôi id.
16.1321	NGUYỄN TIÊU	id.	id.	Dông-My id.
11.1320	DUONG VAN NGO	id.	id.	Phuong-vu id.
11.1314	NGUYỄN VAN LUONG	id.	id.	Dông-Duyên id.
14944	NAM VAN KHANH	id.	id.	Can-Lai id.
16-14	TRẦN VAN THUÊ	id.	id.	Trần-thôn id.
14.702	CAO HAO	id.	id.	Phù-Vân (Annam)
Citation à l'ordre du 67 ^e Régiment d'Infanterie, N° 616 du 13 Mai 1917				
14.964	HOANG TY	2 ^e cl.	« Le 5 mai 1917 a secouru son voisin enterré et blessé par un obus. L'a transporté au poste de secours sous le feu des mitrailleuses ».	An-Tu-thuong (Tonkin)

Nos M ^{les}	NOMS	Grades	Nature de la citation. Date et N° de l'ordre	Origine
4-8556	NGUYỄN VAN KHOA	Caporal	« Excellent gradé. A su entraîner vigoureusement ses hommes à l'attaque du 5 mai 1917 et a montré beaucoup de courage personnel. »	Tonkin
4-8738	TRẦN VAN NHƯ	1 ^{re} cl.	« Très bon soldat. Le 5 mai 1917 s'est offert volontairement pour transmettre un ordre urgent sous un violent bombardement ». »	Phong-coc (Tonkin)
11-180	VO VAN TRUYỀN	2 ^e cl.	« A fait preuve au cours des journées des 5, 6 et 7 mai 1917 d'un sang-froid et d'une énergie qui ont été pour ses camarades un noble exemple »	Vi-Duong (id.)
4-9311	DUONG VAN THIÊP	Sergent	« Sous-officier énergique et dévoué. A admirablement conduit ses hommes. A été blessé dans la tranchée le soir du 5-9-17 ». »	Co-Le (id.)
2-6457	GIÁP VAN THÊ	1 ^{re} cl.	« Soldat impassible sous la mitraille, blessé à côté de son officier le 5 mai 1917 ». »	Yên-Ba-Thuong (id.)

Nos M ^{les}	NOMS	Grades	Nature de la citation. Date et N° de l'ordre	Origine
14.248	NGUYỄN DINH PHUC	2 ^e cl.	« Tirailleur d'un grand courage, est monté bravement à l'assaut des positions ennemies le 5 mai 1917. Appelé par le Commandant de la Cie pour conduire des prisonniers en a tué deux qui cherchaient à s'enfuir, »	Phuong-Cuong (Tonk.)

Citations à l'ordre du 67^e Régiment d'Infanterie, n° 625 du 23 Mai 1917

8177	TUANG VAN LIEN	Sergent	« Très bon sous-officier. A tué de sa main deux Allemands qui voulaient le faire prisonnier ».	Son-dinh (Tonkin)
324	NGUYỄN VAN GIANG	2 ^e cl.	« Bon tirailleur dont la conduite a été tout à fait remarquable. S'est élancé avec la plus grande bravoure lors de l'assaut du 5 mai 1917 ».	Hà-Tinh (id.)
413	NGUYỄN VAN PHUNG	id.	id.	Thu-chi (id.)
176	NGUYỄN VAN CHAN	id.	id.	Tân-thành-Trung (Coch.)

Citations à l'ordre de la 12^e Division d'Infanterie, n° 118 du 12 Mai 1917

coa 154	TÔNG VAN TRE	id.	« Brave soldat. N'a pas hésité le 28 avril 1917, sous un violent bombardement à aller chercher un tirailleur mortellement blessé à la tête par un éclat d'obus, l'a ramené au pos-	Tân-Khanh (Cochinc.)
---------	--------------	-----	--	----------------------

Nos M ^{les}	NOMS	Grades	Nature de la citation, date et n° de l'ordre.	Origine
			te du colonel et l'a soigné avec un dévouement remarquable. »	

Citations à l'ordre de la 2^e Division d'Infanterie, n° 86, du 14 Mai 1917

12-13	TRÂN LA	2 ^e cl.	« Tirailleur très courageux. A transporté sous un violent bombardement son sous-lieutenant blessé le 5 mai 1917 ».	An Vu Doai (Tonkin)
466	TRÂN VAN NGHI	2 ^e cl.	« Excellent tirailleur. Blessé légèrement à la main droite le 5 mai 1917, a refusé de se faire évacuer et est revenu prendre sa place de combat après s'être fait panser ».	Chanh-Quan (id.)
2439	VO VAN AT	Adjudant	« A fait preuve d'énergie et mépris du danger en n'hésitant pas à traverser un violent feu de barrage pour aller chercher des munitions au cours d'une violente attaque ».	Thanh-Hoà (Cochinchine)

Citations à l'ordre du 350^e Régiment d'Infanterie, n° 487, du 12 Mai 1917

4 ^T 9871	DAO VAN LONG	Sergent	« Sergent très courageux, entraîneur d'homme, blessé le 6 mai 1917 ».	Tuong-Tê (Tonkin)
---------------------	--------------	---------	---	-------------------

Nos M ^{les}	NOMS	Grades	Nature de la citation, date et n° de l'ordre	Origine
192	TRAN-VAN-SANH	Sergent	« Vieux serviteur, brave et très calme, a parfaitement dirigés fusiliers - mitrailleurs de la section devant de violentes contre - attaques ».	Binh-Trung (Cochinchine)
4 ^T 05833	NGUYÊN-VAN-NGAC	Caporal	« A parfaitement entraîné ses hommes et a pris part à une patrouille dangereuse dans une creute partiellement occupée par l'ennemi ».	Liêu-Huy (Tonkin)
4 ^T 7534	PHAN-VAN-TRACH	Clairon 1 ^e Cl.	« Vieux serviteur courageux. A pris part à une dangereuse patrouille dans une creute ».	An-Tao (id.)
4 ^T 1178	NGUYÊN-NANG-THU	1 ^e Cl.	« Courageuse conduite aux combats des 5, 6 et 7 mai 1917. A pris part à une dangereuse patrouille dans une creute ».	Huy-Tuê (id.)
4 ^T 61	TRAN-QUI-HOAN	Caporal	« A conduit courageusement des corvées de ravitaillement sous un violent bombardement. A été blessé ».	Huu-Bi (id.)

Nos M ^{les}	NOMS	Grades	Nature de la citation, date et n ^o de l'ordre	Origine
4 ^T 1671	NGUYỄN VAN CAN	1 ^{re} cl.	« S'est conduit courageusement aux combats des 5, 6 et 7 mai. A pris part à une dangereuse patrouille dans une creute »	Phu qui Ly (Tonkin)
4 ^T 1454	TRAN VAN THIÊN	2 ^e cl.	« Soldat courageux et dévoué. A résisté dans une tranchée contre un ennemi parvenu à courte distance et les repoussant par le lancement des grenades ».	Huê-Dich (id.)
14-1210	NGUYỄN VAN DINH	id.	id.	Tỉnh-Lam (id.)
2 ^T 406	NGUYỄN VAN TAO	Caporal	« Chargé d'accompagner une section de mitrailleuses à l'attaque et d'en assurer le ravitaillement en munitions, a entraîné son escouade avec une énergie remarquable, l'a maintenue sur la position conquise accomplissant sa mission d'une manière parfaite qui a fait l'admiration des Européens ».	Bát-Dông (id.)

Nos M ^{les}	NOMS	Grades	Nature de la citation, date et n° de l'ordre	Origine
4 ^T -1473	DINH-VAN-THOM	2° Cl.	« Très bon tireur, courageux et vigilant, debout sur la tranchée a abattu trois grenadiers ennemis qui débouchaient du bois ».	Vô-Nôt (Tonkin)

Citations à l'Ordre de la 12^e Division d'Infanterie, n° 223 du 24 mai 1917

4 ^T -1412	PHAN-VAN-NGHI	2° Cl.	« Soldat courageux. A repoussé à coups de grenades un ennemi parvenu à courte distance ».	Hôn-Khê (id.)
----------------------	---------------	--------	---	---------------

Citations à l'Ordre du 54^e Régiment d'Infanterie, n° 336 du 2 mai 1917

4 ^T -9444	PHAN-LUONG-PHUONG	Caporal	« Caporal d'une escouade de fusiliers - mitrailleurs annamites se trouvant en ligne pour la première fois, a su maintenir ses hommes sous un bombardement des plus violents. A pris de judicieuses positions pour enrayer la progression d'une reconnaissance ennemie qui cherchait à aborder nos lignes. »	Khuong-Thuong (Tonkin)
14-1042	BUI-VAN-LUI	id.	« Envoyé dans la nuit du 5 au 6 mai 1917 au nettoyage d'un boyau conquis sur l'ennemi dans la jour-	Thuong-ngan (id.)

Nos M ^{les}	NOMS	Grades	Nature de la citation, date et n° de l'ordre	Origine
			née, a donné à ses hommes l'exemple de la bravoure et de calme sous un bombardement très violent, au cours duquel il a été enseveli trois fois. »	
1 ^T 9476	VO-VAN-SANG	Caporal	« Chargé dans la nuit du 5 au 6 mai 1917 de faire nettoyer et approfondir un boyau conquis sur l'ennemi dans la journée, a stimulé ses hommes et les a maintenus au travail sous un bombardement très violent ».	An-Hoa (Cochinchine)
20 ^B -98	GRACH-SREY	2 ^e Cl.	« Employé comme agent de liaison dans la nuit du 5 au 6 mai 1917 entre l'officier et les deux demi-sections qui opéraient sous le feu de l'ennemi, a accompli sa mission d'une façon parfaite et très rapide en dépit d'un très violent bombardement ».	Pnom-Penh (Cambodge)

N ^o M ^{le}	NOM	Grade	Nature de la citation, date et n ^o de l'ordre	Origine
--------------------------------	-----	-------	--	---------

Citations à l'ordre du 7^e Bataillon Indochinois, n^o 23 du 24 Juillet 1917

4 ^T 7580	VU VAN THANG	Sergent	« Sous-officier énergique et courageux. Pendant l'attaque du 5 mai lesous-officiereuropéen ayant été mis hors de combat, a pris le commandement ».
---------------------	--------------	---------	--

7^e BATAILLON DE TIRAILLEURS INDOCHINOIS

IV^e Armée

ETAT NOMINATIF des militaires indochinois qui ont été l'objet de citations depuis le début des hostilités jusqu'au 1^{er} Janvier 1918.

Nos M ^{les}	NOMS	Grades	Ordre et date	MOTIFS	Village Canton Huyen Provin.
15/164	NGUYÊN VINH	2 ^e Cl.	N ^o 5045 du 27 mai 17 (Général, Ct en Cher)	« Brave tirailleur, grièvement blessé en faisant courageusement son devoir, (Chemin des Dames, avril 1917). Médaille militaire et croix de guerre avec palme ».	Chau-sa-thôn, Tinh châu, Son-Tinh, Quang Ngai.
4 T 5612	TRAN VIỆT CUNG	Sergent	N ^o 249 du 15-10- 17 (12 D-1)	« Très bon sous-officier, a entraîné courageusement ses tirailleurs à l'offensive du 5 mai 1917 et a été blessé le lendemain en conduisant sous un feu violent d'artillerie une corvée de ravitaillement ».	Dê-tu Dê Nhât, Mý B'c, Nam Dinh.
COA/154	TÔNG VĂN TRI	2 ^e Cl.	N ^o 218 du 2-5- 17 (12 ^e D-1)	« Brave soldat, n'a pas hésité le 28 avril 1916 sous un violent bombardement à aller chercher un mitrailleur mortellement blessé à la tête par un éclat d'obus, l'a amené au poste du colonel et l'a soigné avec un dévouement remarquable ».	Tân-Khanh. An Thanh-Ha, An Thanh Ha, Chaudoc.

Nos Mles	NOMS	Grades	Ordre et date	MOTIFS	Village, Canton Huyện, Provin.
4 1452	PHAM VAN NCHI	1 ^{re} Cl.	N ^o 223 du 24-5- 1917 (12 ^e D. I)	« Soldat courageux et dévoué. A re poussé à coups de grenades un ennemi parvenu à courte distance. »	Non-khê Non-Khê Ninh-Binh
18/575	NGUYỄN VAN LUONG	1 ^{re} CL.	N ^o 243 14-8-17 (12 ^e D)	« Tirailleur très courageux. Malgré un violent bombardement est resté à son poste de guetteur où il a été blessé (déjà blessé une première fois au Chemin des Dames). »	Tân-Luoc An-tuong Cantho
4 T 2940	NG. HUU DOI	1 ^{re} Cl.	id.	« Très bon tirailleur. Sous un violent bombardement s'est élancé courageusement en dehors de son abri pour aller remplacer son camarade qui venait d'être blessé à son poste de guetteur. (Blessé au Chemin des Dames). »	Dông xa Trung tông, Hoang Long Hadông
16/31	NG. VAN CO	1 ^{re} Cl.	N ^o 247 15-9-17 (12 ^e D.)	« Brave tirailleur. Le 27-7-17 sous un violent bombardement son camarade ayant été tué par un éclat de torpille, s'est porté sans ordre au poste de guetteur pour le remplacer. »	Tan-sa Diêm-Truong Phu-Lôc Thua Thiên

N ^{os} M ^{lo}	NOMS	Grade	Ordre et date	MOTIF	Village Canton Huyện Prov.
4 ^T 5642	DAO VAN DOAN	1 ^{re} cl.	N ^o 247 15-9-17 (12 ^e D.)	« Tirailleur courageux et plein d'entrain. A été blessé le 2 mai 1917 en faisant vaillamment son devoir dans la tranchée en première ligne au Chemin des Dames, sous un violent bombardement. »	Hung Xa Y Yê (Nam Dinh)
18-403	NG. VAN BUOI	2 ^e cl.	id	« Engagé volontaire pour la durée de la guerre. S'est fait remarquer par son sang-froid et son courage. A été blessé le 6 mai 1917 au Chemin des Dames en faisant bravement son devoir. »	Thương Thanh Dinh bao (Cantho)
1 ^A 2439	VO VAN AT	Adjt.	N ^o 86 14-5-17 (12 ^e Di.)	« A fait preuve d'énergie et de mépris de danger en n'hésitant pas à traverser un violent feu de barrage pour aller chercher des munitions au cours d'une violente contre-attaque. »	Thuân Hoa Dinh Hoa Nhiên-My Soctrang
16-466	TRAN V NCHI	1 ^{re} cl.	id.	« Excellent tirailleur, blessé légèrement à la main droite le 5 mai 1917. A refusé de se faire évacuer et est revenu prendre sa place de combat après s'être fait panser. »	Chanhquan Von Nghi Huong-Thuy Thuatrien

N ^{os} M ^{le}	NOMS	Grade	Ordre et date	MOTIF	Village Canton Huyện Prov.
12-13	TRAN VAN LA	1 ^{re} Cl.	N ^o 86 14-5-17 12 ^e D. I.	« Tirailleur très courageux. A transporté sous un violent bombardement son sous-lieutenant blessé le 5-5-1917. »	An Vu Dai An Tao Luu Dong Hung-Yen
4 ^T 1380	LE HUU MAO	2 ^e Cl.	N ^o 101 7-8-17 12 ^e Di.	« Faisant partie d'un poste mixte a repoussé à la grenade une attaque menée par les troupes spéciales et par son esprit d'offensive les a empêchés de prendre pied dans la tranchée. »	Liên Thinh Thuy Nguyen (Thanh Hoa)
13-147	TRUONG V. LUC	id.	N ^o 104 2-8-17 id.	« Brave tirailleur. Faisant partie d'une équipe de F. M. en batterie à proximité immédiate des positions allemandes, a été blessé grièvement à l'attaque du Chemin des Dames le 26-4-17. »	Vinh Linh Binh chân (Thudaumot)
14-239	NGUYEN YEN	id	N ^o 112 30-11-17 id.	« A été grièvement blessé le 6 mai 1917 près du Chemin des Dames au cours d'un violent corps à corps et a contribué vaillamment à repousser une contre-attaq. de nuit »	Xuân Tân Hung Nguyen (Nghêân)
4 ^T 1404	LE V. DANG	id.	id	« Belle conduite pendant l'attaque du Chemin des Dames le 5-6-17. A été grièvement blessé au cours de la progression. »	Duyên Thuon Đỗ Lộc Yen Dinh (Thanh Hoa)

N ^{os} M ^{le}	NOMS	Grade	Ordre et Date	MOTIF	Village Canton Huyen et Prov.
4 T 5142	DONG VAN HIEN	Adjt.	N ^o 6122-10-1917 du Bon	« A fait preuve de mépris du danger et donné constamment l'exemple par son courage aux combats du 5 au 8 mai 1917. »	Duyên Binh Duyên Hung Ha Truc Ninh (Nam Dinh)
4 T 6104	VU DINH THUC	Sergent	id.	« Gradé brave et consciencieux. A brillamment entraîné ses tirailleurs à l'assaut aux combats du 5 au 8 mai 1917 »	id.
4 T 9871	DAO VAN LONG	id.	N ^o 487 12-5-17 350 ^e R. I.	« Sergent très courageux, entraîneur d'hommes Blessé le 6-5-1917. »	Trung lê Thuy Nhai Giao Thuy (Nam Dinh)
1 A 192	TRON VAN SANH	id.	id.	« Vieux serviteur. Brave et très calme. A parfaitement dirigé les fusiliers-mitrailleurs de la section devant de violentes contre-attaques. »	Binh Truong An Binh Thu Duc (Giadinh)
1 T 8556	NC. VAN KHOA	id	N ^o 516 13-5-17 67 ^e R. I.	« Excellent gradé, a su entraîner vigoureusement ses hommes à l'attaque du 5 mai 1917 et a montré beaucoup de courage personnel »	Kênh dao Phu Lao Vu ban (Nam Dinh)
4 T 934	DUONG VAN THIEP	id.	id.	« Sous-officier énergique et dévoué. A admirablement conduit sa troupe et a été blessé dans la tranchée le soir du 5-5-17. »	Co Lê Thân Lê Truc Ninh (Nam Dinh)

N ^{os} M ^{les}	NOMS	Grade	Ordre et Date	MOTIF	Village Canton Huyện Provin.
2 ^T 8177	TRUONG V. LIEN	Sergent	N ^o 625 23-5-17	« Très bon sous-officier. A tué de sa main deux Allemands qui voulaient le faire prisonnier. »	Son Dinh Son Dinh Phuong Nhon (Bac Giang)
4 ^T 7580	VU VAN THANG	id.	N ^o 23 24- 7-17 du Bon	« Sous-officier énergique et courageux. Pendant l'attaque du 5 mai, le sous-officier européen ayant été mis hors de combat, a pris le commandement de sa demi-section et l'a maintenue sur les positions conquises malgré de violentes contre-attaques. »	Phao Son Cô Chân Chi Linh (Haiduong)
4 ^T 63	TRINH VAN HOAT	id.	N ^o 69 II- II-17 7 ^e B. I.	« Belle attitude au feu. A transmis d'une façon claire et précise les ordres de chef de section au cours du combat du 5-5-1917 »	Tu Thanh Cô Viên Binh Luc (Hanam)
3 ^T 7875	LE VAN LAI	id	N ^o 54 du 31-8-17 54 ^e R. I.	« Chef d'un groupe de tirailleur a fait preuve de courage et de dévouement sous des bombardements violents. Le 25 août 1917, son détachement étant pris sous une rafale subite d'artillerie, a montré des qualités de commandement et pris des dispositions appropriées pour é-	Lai Thanh Bồ Đức Đông sơn (Thanh Hoa)

Nos Mle	NOMS	Grade	Ordre et date	MOTIFS	Village Canton Hyén Prov.
4 ^T 944	PHAN LUONG PHUONG	sergent	N° 336 2-5-17	viter des pertes tout en maintenant la cohésion de son groupe. » « Caporal d'une escouade de fusiliers - mitrailleurs annamites. Se trouvant en ligne pour la première fois, a su maintenir ses hommes sous un bombardement des plus violents. A pris de judicieuses dispositions pour enrayer la progression d'une reconnaissance ennemie qui cherchait à aborder nos lignes. »	Khuong Thum Yepn Van Ninh Binh
8975	DO VAN LY	id.	4-5-17 4 ^e Rég't de marche de zouaves	« Voyant le feu pour la première fois, a fait preuve d'un calme et d'un sang-froid remarquables, malgré la violence du bombardement. A été grièvement blessé. »	Cam-Khê Dông Nêt Dông Yên Hung Yen
2 ^T 1642	TRAN VAN SOC	Caporal	N° 9 14-5-17 7 ^e B I C.	« A accompli avec dévouement le ravitaillement en munitions de la première ligne sous un violent bombardement. A été blessé. »	Mon Cay id. id. (Hai Dinh)
2 ^T 06454	DANG V. DUONG	id	id	id	Mai ha Mai dinh Hiệp Hoa (Bac ciang)

Nos Mle	NOMS	Grade	Ordre et date	MOTIFS	Village Canton Huyện Provin.
4 ^T 9472	VU VAN NUU	Caporal	N° 61 22-10 1917 7 ^e Bic	« Tombé aux mains de l'ennemi le 5 mai 1917 au cours d'une contre- attaque, a su se dé- gager et rejoindre son unité. »	Cat chu Ngoc-gia Truc Ninh (Nam Dinh)
4 ^T 8405	TRA. DANG XIEN	id.	id.	« S'est vaillam- ment comporté en aidant à repousser une contre-attaque ennemie. A été blessé au cours du combat. »	Vu ban My trong My-lôc (Nam Dinh)
4 ^T 9512	VU VAN CHAN	id.	id. N° 69 11 Nov. 1917	« Brave caporal, robuste, énergique a entraîné les tirail- leurs et transmis les ordres d'une fa- çon parfaite au cours de l'attaque du 5 mai 1917. »	Trung luong Yên dô Binh luc (Hanam)
4 ^T 5833	NG. VAN NGAC	id.	N° 487 12 5-17 350 R. I.	« A parfaitement entraînés on escoua- de et a pris part à une patrouille dan- gereuse dans une creute partielle - ment occupée par l'ennemi. »	Liêu Huy id. Gia viên (Ninh Binh)
4 ^T 61	TRAN QUI HOAN	id.	id.	« A conduit coura- geusement des cor- vées de ravitaille- ment sous un vio- lent bombarde- ment. A été blessé. »	Huu Bi Huu-Bi My lôc (Ning Binh)
2 ^T 406	NG. VAN TAO	id.	id.	« Chargé d'accom- pagner une section de mitrailleuses à l'attaque et d'en as- surer le ravitaille-	Cuoc đông Vang ning Mang giai (Thai Binh)

N ^{os} M ^{le}	NOMS	Grade	Ordre et date	MOTIFS	Village Canton Huyện Prov.
3 ^T 9926	NGUYEN KY	Caporal	N ^o 61 22 Oct. 1917 7 ^e B.I.C.	ment en munitions a entraîné son escouade avec une énergie remarquable, l'a maintenue sur la position conquise accomplissant sa mission d'une manière parfaite qui a fait l'admiration des Européens. » « A su communiquer son entrain et son courage au détachement qu'il commandait rendant de précieux services à la Cie de mitrailleurs à la quelle il était ad-joint. »	Nguyễn xa Cả cốc Thanh Khê (Thai Binh)
1 ^A 9476	VO VAN SANG	id.	N ^o 36 2-5-17 34 ^e R. I.	« Chargé dans la nuit du 5 au 6 mai 1917 de faire nettoyer et approfondir un boyau conquis sur l'ennemi dans la journée, a stimulé ses hommes, les a maintenus au travail sous un bombardement violent. »	An hoa Long Vinh Duong (Bienhoa)
14. 1042	BUI VAN LUI	id.	id.	« Envoyé dans la nuit du 5 au 6 mai 1917 au nettoyage d'un boyau conquis sur l'ennemi dans la journée, a donné à ses hommes l'exemple de la bra-	Thuong nga Duyên ha Thanh oan (Thai Binh)

N ^{os} M ^{les}	NOMS	Grade	Ordre et Date	MOTIF	Village Canton Huyện Prov.
4 ^T 7534	PHAN VAN TRACH	Clairon	N ^o 487 du 12 mai 17 350 ^e R.I.	voué et du calme sous un bombarde- ment très violent au cours duquel il a été enseveli. » « Vieux serviteur courageux a pris part à une dange- reuse patrouille dans une creute. »	Sich dong id. An tao (Hung Yen)
14.1787	VU VAN THINH	1 ^{re} Cl.	N ^o 54 du 26-9-17 54 ^e R. I.	« Le 17 sept. 1917 est resté à son poste de guetteur pendant le bombar- dement de la posi- tion. A été contu- sionné, non grene- dier dévoué et cou- rageux. »	Phao son Cổ châu Chi linh (Haiduong)
5 ^T 01583	BUI VAN NHAN	id.	id.	id.	Quân mục Đôi lộc Nghị Duong (Kien An)
2 ^T 1756	HOANG VAN LUC	id.	N ^o 51 du 18-9-17 (id.)	« Bien que forte- ment contusionné est resté à son pos- te de fusilier mi- trailleur sous un violent bombarde- ment. Bontirailleur toujours plein d'en- train. »	Tiên luc Đạo quân Phat sóc (Bac Giang)
14 6	TRAN VAN THU	id	N ^o 9 14-5-17 7 ^e B.I.C.	« A accompli avec dévouement le ravi- taillement en muni- tions de la première ligne sous un violent bombarde- ment. A été blessé. »	Trần thôn Ngô xa Tông sơn (Thanh Hoa)

Nos M ^{les}	NOMS	Grade	Ordre et Date	MOTIF	Village Canton Huyện Prov.
2 T 1735	LE VAN DINH	1 ^{re} Cl.	N ^o 2920- 7 17 du 54 ^e R. I.	« Malgré un violent bombardement est rentré à son poste de guetteur où il a été blessé le 6 juillet 1917. »	Huu Hiên Trần yên Tu ky (Haiduong)
14-964	HOANG TY	id.	N ^o 616 13-5-17 67 ^e R. I.	« Le 5 mai 1917 a secouru son voisin enterré et blessé par un obus, l'a transporté au poste de secours sous le feu des mitrailleuses. »	An tu Thuong Đồng thanh Tiền hai (Thai Binh)
4 T 8738	DO VAN NHU	id.	id.	« Très bon soldat. Le 5 mai 1917 s'est offert volontairement pour transmettre un ordre urgent sous un violent bombardement. »	Phong coc Mu lao Vu ban (Nam Dinh)
11-180	VO VAN TUYEN	id.	id.	« A fait preuve au cours des journées des 5, 6 et 7 mai 1917, d'un sang-froid et d'une énergie qui ont été pour ses camarades d'un noble exemple. »	Vi duong Hà nam Yên hung Quang Yen
2 T 6457	GIAP VAN THE	id.	id.	« Soldat impassible sous la mitraille. Blessé à côté de son officier le 5-5-1917. »	Yên ha Thuong Tu Lan (Bac Cianc)
13-324	NGUYEN V. GIANG	id.	N ^o 626 23-5-17 67 ^e R. I.	« Bon tirailleur dont la conduite a été tout à fait remarquable. S'est élané avec la plus grande bravoure	Nguyệt ao Lathanh La son (Ha Tinh)

N ^{os} Mte	NOMS	Grade	Ordre et date	MOTIFS	Village canton Huyện Provin.
14-413	NG. VAN PHUNG	1 ^{er} cl	N ^o 625 23-5-17 67 ^e R. I.	lors de l'assaut du 5 mai 1917. » id.	Thu tri Thuong nhit Thanh ha (Ha Tinh)
coa 176	NG. VAN CHAT	id.	id.	id.	Tan thanh Thuy Bao loc (Bentre)
4 ^T 4990	BUI DAC LAN	id.	N ^o 61 du 22-10-17 7 ^e B. I.	« Tombé aux mains de l'ennemi le 5 mai 1917 au cours d'une contre- attaque. A suse dé- gager et rejoindre son unité. »	Lac Nghiép Tra lu Ciao Thuy (Nam Dinh)
4 ^T 1778	NG. VAN THUI	id.	N ^o 487 du 12-5- 1917 350 ^e R.I.	« Courageuse conduite aux combats des 5, 6 et 7-5- 1917. A pris part à une dangereuse patrouille dans une creute. »	Lê Xa Cao Dai My-Loc (Namdinh)
4 ^T 1671	NG. VAN CAN	id.	id.	« S'est conduit courageusement aux combats des 5, 6 et 7 mai 1917. A pris part à une dan- gereuse patrouille dans une creute. »	Phu qui ly Ninh My Hai Hâu (Namdinh)
10-1210	NG. VAN DINH	id.	id.	« Soldat coura- geux et dévoué, a ré- sisté dans une tran- chée contre un en- nemi parvenu à courte distance et le repoussant par le lancement de gre- nades. »	Dai lao Bât lam An son (Son Tay)

Nos M ^{le}	NOMS	Grade	Ordre et date	MOTIFS	Village canton Huyện Provin.
13-711	LE NGOG TRAI	1 ^e Cl.	N ^o 595 29-9-17	« Fusilier mitrailleur calme et très courageux. A décimé l'ennemi contribuant à repousser de violentes contre attaques. »	
11-974	BUI VAN Y	id.	id	id.	Phuong Duy id. Cialôc (Haiduong)
14-490	TRAN VAN VIET	id.	N ^o 565 15-8-17 350 ^e R. I.	« Faisant partie d'un poste mixte a repoussé à la grenade une attaque menée par des troupes spéciales et par son esprit d'offensive les a empêchés de prendre pied dans la tranchée. »	Le Xa Dôm Na miêt Nông công (Thanh Hoa)
3 ^T 9021	VU VAN GIAN	id.	N ^o 68 du 7-11-17 7 ^e B. I.	« Tirailleur infirmier. A rendu malgré le violent bombardement de grands services, soignant européens et indigènes avec le plus grand dévouement. »	Quang xa Viên quan Phu cu (Hung Yen)
17-785	NGUYEN VIEN	id.	N ^o 21 22-10-17 7 ^e B. I.	« Au cours d'un bombardement violent, deux de ses camarades venant d'être l'un tué, l'autre blessé à leur poste de guetteurs s'est porté auprès du blessé qu'il a pansé et transporté ensuite sur son dos jusqu'au poste de	Dinh quang Vinh thanh Binh khê (Binh Dinh)

N ^{os} M ^l ^o	NOMS	Grade	Ordre et date	MOTIFS	Village Canton Huyện Prov.
12-343	PHAM VAN CAO	1 ^{re} Cl.	N ^o 44 31-8-17 34 ^e R. I.	secours le plus voisin » « Le 19 août 1917 son camarade européen ayant été tué à ses côtés, projeté lui-même à terre par l'explosion d'une torpille de gros calibre, est resté à son poste de guetteur pendant toute la durée du bombardement donnant ainsi à tous le plus bel exemple de courage et de sang-froid. »	Thu Dien Dong Dong Chanh quan (Thai Binh)
13-898	PHAM THE QUYEN	id.	id.	« Le 19 août 1917 a eu une attitude exemplaire de calme et de sang-froid à son poste de guetteur pendant un violent bombardement par obus et par torpilles. »	Pho an Duong no Phu Vang (Thuathien)
15-424	TRAN LIEN	id.	id.	id.	An Luu id. Diên Phua (Quangnam)
15-904	PHAM VAN HUONG	id.	N ^o 42 25-8-17 34 ^e R. I.	« A montré le 13 août 1917 le plus bel exemple de courage et d'énergie pendant un violent bombardement. Bien que renversé par un éclatement d'obus de torpille, en a pas moins re-	Cuu Thanh Vang Dinh Binh Khê (Binh dinh)

N ^{os} M ^{le}	NOMS	Grade	Ordre et date	MOTIFS	Village Canton Huyen Prov.
1 ^A 8648	BON	1 ^{re} Cl.	N ^o 68 7-11-17 7 ^e B. I	pris son poste de guetteur qu'il a conservé pendant tout le tir de l'ennemi. » « Blessé assez grièvement à la tête, a refusé d'être évacué. A continué son service, faisant ainsi preuve de ténacité et de bravoure. »	Lemantros Amdul (Cambodge)
18-741	DUONG GIA	id.	N ^o 68 id.	« Brillante tenue dans la nuit du 5 au 6 mai 1917 sous un bombardement violent a prêté main forte à des camarades accrochés à un réseau de fil de fer. »	Lich Hoi Trung Dinh-My (Soctrang)
13-423	DANH XUONG	id.	id.	id.	An Luc Kieng Dinh (Rachgia)
2 ^T 982	NGUYEN DUC DINH	2 ^e Cl.	N ^o 54 20-7-17 54 ^e R. I.	« Bontirailleur est resté à son poste sous un violent bombardement, le 30-6-17. A été blessé. »	Thach Loi id. Cam Giang (Haiduong)
11-1503	LUONG VINH	id.	N ^o 29 20-7-17 54 ^e R. I.	« Malgré un violent bombardement, est resté à son poste de guetteur où il a été blessé le 6-7-17. »	Cao Móc Bát nao Phuduc (Thaibinh)
4 ^T 1710	MAI VAN PHU	id.	id.	id.	Liêu đề Duyên Hung Ha (Trúc Dinh) Nam Dinh)

Nos M ^{le}	NOMS	Grade	Ordre et Date	MOTIF	Village Canton Huyện Prov.
14/1332	NGUYEN VAN LIEU	2 ^e Cl.	N ^o 9 14-5-17 7 ^o B. I.	« A été tué alors qu'il accomplissait avec entrain le ravitaillement en munitions de première ligne. »	Lộc đông Yên no (Ninh Binh)
14/836	LE VAN HO	id.	id.	id.	Lộc giang Quang châu Đông con (Thanh Hoa)
11/1258	BUI VAN VY	id.	N ^o 51 du 18-9-17 54 ^e R.I.	« Le 16 septembre 1917 est resté à son poste de guetteur malgré un violent bombardement et a été tué. Bon tirailleur. »	Nhật tam Nhật tam Hoang son (Hadong)
5 ^T -01569	TRAN VAN CAO	id.	N ^o 9 du 14-5-17 7 ^o B I.C.	« Accompli avec dévouement le ravitaillement en munitions de la première ligne sous un violent bombardement. A été blessé. »	Tiên ba Đại công (Kien An)
14/1438	LE HUU LUC	id.	id.	id.	Vân hồi Vân hồi (Haiduong)
16/1321	NGUYEN SIN	id.	id.	id.	Đông my Phu khuong (Quang Nam)
11/1320	DUONG VAN NGO	id.	id.	id.	Phuong vu Phuong vu Thuong tin (Hadong)
11/1314	NG. VAN LUONG	id.	id.	id.	Đông Nguyen Tin an Tuong tin (Hadong)

Nos M ^{le}	NOMS	Grade	Ordre et date	MOTIFS	Village canton Huyện Provin.
14-944	PHAM VAN KHANH	2 ^e cl.	N ^o 9 du 14-5-17 7 ^e B. I. C.	« A accompli avec dévouement le ra- vitaillage en munitions de la 1 ^{re} ligne sous un vio- lent bombardement A été blessé. »	Lam lai Tân phong Tiên hai (Thaibinh)
14-702	CAU HAI	id.	id.	id	Phu vân Dô yên Hung Nguyen (Nghe An)
14-200	NGUYEN VAN BI	id.	N ^o 42 25-8-17 54 ^e R. I.	« Bon tirailleur, énergique et calme. A été grièvement blessé à son poste de guetteur le 21 août 1917. »	Ngai son Mông son (Thanh Hoa)
14-248	NG DINH PHUC	id.	N 616 13-5-17 67 ^e R. I.	« Tirailleur d'un grand courage est monté bravement à l'assaut des posi- tions ennemies le 5 mai 1917. Appelé par le commandant de compagnie pour conduire des pri- sonniers, en a tué 2 qui cherchaient à s'enfuir. »	Phuong Cuong Dung xa Ngai Lóc (Nghe An)
206	VO VAN HOAN	id	N ^o 694 11-8-17 id.	« Excellent tirail- leur, s'est porté le 5 mai 1917 très courageusement à l'attaque d'une po- sition ennemie très fortement défendue et a été blessé dans la tranchée conqui- se. »	Cô Dang Bât Nao Phu Duc (Thaibinh)

N ^{os} M ^{le}	NOMS	Grade	Ordre et date	MOTIFS	Village Cantor. Huyện Prov.
4 ^T 1325	NGUYEN LAP	2 ^e Cl.	N ^o 61 du 22-10-17 7 ^e B. I	« Attitude superbe au combat du 5-5 1917 au Chemin des Dames où il a été mortellement blessé. »	Lộc đa Yen Tuong Nghị Lộc (Nghe An)
14-1415	NGUYEN VAN SO	id.	N ^o 713 du 6-9-1917 67 ^e R. I.	« Belle conduite pendant l'attaque du 5 mai 1917. A été blessé au moment où il partait à l'assaut des positions ennemies. »	Dao Phai Doan Lâm Than Nien (Haiduong)
4 ^T 1454	TRAN VAN THIEU	id.	N ^o 487 12-5-17 350 ^e R. I.	« Soldat courageux et dévoué. A résisté dans une tranchée contre un ennemi parvenu à courte distance et le repoussant par le lancement de grenades. »	Huê Dich Chât Than Kim Son (Ninh Binh)
4 ^T 1473	DINH VAN THOM	id.	id.	« Très bon tirailleur, courageux et vigilant. Debout sur la tranchée a abattu trois grenadiers ennemis qui débouchaient du bois. »	Vo Hôt id. An hoa (Ninh binh)
10-1303	NG. VAN TACH	id.	N ^o 565 15-8-17 350 ^e R. I.	« Faisant partie d'un poste mixte, a repoussé à la grenade une attaque menée par des troupes spéciales, et par son esprit défensive les a empêchés de prendre pied dans la tranchée. »	Dông La ha Can xa An-Son (Sontay)

N ^o M ^{le}	NOMS	Grade	Ordre et Date	MOTIF	Village Canton Huyên Prov.
4 T 1439	LE THO CUU	2 ^e Cl.	N ^o 557 10-8-17 350 ^e R.I.	« Très bon grenadier A été blessé en traversant un violent barrage d'artillerie au moment de l'action pour ravitailler les troupes de première ligne. »	Quynh Ba Thân Khê Quang Xuong (Thanh-Hoa)

7^m BATAILLON DE MARCHÉ INDOCHINOIS

ETAT NOMINATIF des Tirailleurs Indochinois ayant
été l'objet d'une citation le premier trimestre 1918.

N ^{os} M ^{le}	NOMS	Grade	Ordre	MOTIF	Origine
14-410	NGUYEN TRANG	2 ^e Cl.	N ^o 10 du 20-2-18	« Excellent tirailleur, belle conduite sous le feu, a été blessé le 5 mai 1917 au moment où sa section se portait à l'assaut de la crête du Chemin des Dames, près de la ferme Froidmont »	Thu Chi Hà Nhât Thach hà (Ha Tinh)
9-376	NG V. THIET	id.	id.	« Excellent tirailleur, belle conduite à l'attaque du Chemin des Dames. A été blessé le 6 mai 1917 au moment où sa fraction contribuait à repousser une violente attaque de nuit. »	Ngoc Cuc Hanh Thiên Xuân trường (Nam Dinh)
14-327	NG. V. DINH	id	N ^o 12 du 26-2-18	« S'est vaillamment comporté à l'attaque du Chemin des Dames au moment où sa compagnie se portait à l'assaut à des tranchées ennemies. A été grièvement blessé au cours de cette opération (mai 1917). »	Hoanh Son Nam Kin Nam Dan (Nghe An)
19-37	NG. V. HUONG	1 ^{re} Cl.	N ^o 10 du 20-2-18	« A été grièvement blessé le 5 mai 1917 au combat du Chemin des Dames en faisant son devoir. »	Phu Nhon An My (Sadec)

N ^{os} M ^{is}	NOMS	Grade	Ordre	MOTIFS	Origine
4 ^T 1274	HOANG V. GIAP	1 ^{re} Cl.	N ^o 10 du 20-2-18	Blessé grièvement en faisant sous un feu violent d'artillerie, le ravitaillement en munitions de la première ligne.	Ny Khê Hoàng Khê Hoàng Khê (Ha-Tinh)

Aux Armées, le 14 Avril 1918

Le Chef de Bataillon,

Signé : DE GOY.

7^{me} BATAILLON DE TIRAILLEURS INDOCHINOIS

14-702	CAO V. HAI	2 ^e Cl.	N ^o 9	« Accompli avec dévouement le ravitaillement en munitions de la première ligne sous un violent bombardement. A été blessé. »
--------	------------	--------------------	------------------	--

Aux Armées, le 14 Mai 1917,

Le Chef de Bataillon,

Signé : DEZ.

20^e BATAILLON DE TIRAILLEURS INDOCHINOIS

ETAT NOMINATIF des Tirailleurs qui ont été l'objet de citations comportant la Médaille Militaire ou la Croix de Guerre, ainsi que toutes autres distinctions honorifiques.

N ^{os} M ^{ies}	NOMS	Grades	Récompense décernée Libellé des citations
20-286	SOUM SAN	Caporal	« <i>Croix de Guerre</i> . — Ordre du Bataillon n ^o 14. Blessé très grièvement dans la contre-attaque réussie du 13 avril 1917 contre les bandes de Sali-Budka encadrées d'Autrichiens menaçant la ville de Koritza en Albanie. Conduite très brillante. »
1 ^{re} 164	DANG TAI AN	Caporal	« <i>Croix de Guerre</i> . — Ordre de la Brigade n ^o 34 : Brave soldat. Blessé au service de la France au cours d'un vif combat. »

Aux Armées, le 7 Avril 1918.

Le Chef de Bataillon GARELLY, Commandant

Le 20^e Bataillon Indochinois,

Signé : GARELLY.

ETAT RÉCAPITULATIF des récompenses diverses accordées aux gradés et Tirailleurs du Bataillon depuis le début des hostilités jusqu'au 1^{er} 1-1918.

N ^{os} M ^{ies}	NOMS	Grades	Province d'origine	Village	Récomp. obtenue et date	obser.
12-584	LÊ CÔNG DAM	2 ^o Cl.	Thai Binh	Hồ-Dôi	Félicita- tions 20- 4-17 id.	
15-511 1-7656	VO VAN QUYÊN NGUYEN DANH HOA	id. Caporal	Quang-Ngai Phu-tho	An-thô An ngo	Croix de Guerre 26-7-17 id. id.	
15-711 1379 01495	NGUYEN KHUÊ TRAN VAN NGUN BUI VAN TAO	2 ^o Cl. id. id.	Quang-Nam Hai-Duong Kiên-An	Diêm-Phô Pham-Xa Phuong-dôi	Croix de guerre 14-8--17 id. id. id.	
742 4675 1207 1-3	BUI VAN NHAU PHAM VAN DIEM NGUYEN HUU TIÊN VU VIET HAN	id. id. id. Adjt	Vinh-Thoac Ninh-Binh Thai-Binh Dam-Dinh	Chi an Vinh Thuc-Khanh Duyen trang Kiên-Lao	Médaille militaire 25-12-16 Croix de guerre 4-11-16 id. id. id. id. id. id. id.	Tuế Blessé Blessé Blessé
1-1461	VU VAN NHUÊ	Sergent	Hà-Nam	Thinh-Châu		
1-5375 art 02711 11-1366 1-3045 art 02364 art 02045	NGUYEN DUY CUC NGUYEN NGOC DIÊU HOANG THỎ TRAN VAN TU NGUYEN DAC HUU TA VAN THUY	id. 1 ^{re} Cl. id. id. id. id.	Hà-Dông Hà-Dong Thai-binh Phu tho Thai binh Bac Giang	Son-Dông Le-Duong Xuân Vu Tu my Diêm diên Dang Anh		
3-1377 3-1187 3-1428 14-110 3-1074	Ng. TUONG SUNG NGUYEN QUI DUONG VAN Ncô DANG DOAN NGUYET VAN CAT	id. id. id. id. id.	Hung Yên Thai Binh Vinh Yên Thai Binh Bac Ninh	Thuan Lê Can Nhu Son Thuong Diên Dai Bai		

N ^{os} M ^{ies}	NOMS	Grades	Province d'origine	Village	Récomp. obtenue et date	obser.
14-903	NGUYEN VAN THA	1 ^{re} Cl.	Thai Binh	Tha Ly	Croix de guerre 4-11-16	
3-1189	NGUYEN VAN MICH	id.	Thai Binh	Liêu Don	id.	
3-1436	DUONG VAN TIN	id.	Vinh Yên	Hoà Don	id.	
1-2935	PHAM CONG TRÂN	id.	Hà Đông	Khuong trung	id.	
3-1180	TRAN VIEN	id.	Thai Binh	Rô-dê	id.	
1-3007	PHAM VAN KY	id.	Hà-Nam	La Lâm	id.	
3-1236	BUI NGHIÊM	id.	Thai-Binh	Tra Xuông	id.	
3-1075	NGUYEN VAN MAO	id.	Bac Ninh	Xuân Lai	id.	
3-1233	DINH HY	id.	Thai binh	Mai chu	id.	
3 1240	BUI LONG	id.	Thai Binh	Thuong Liêu	id.	
CO 4-0140	NGUYEN VAN TUAN	Caporal	Hà Đông	Tu Duong	id.	
1507656	NG DANH HOA	id.	Phu tho	Son ngo	id.	
13-1346	HUA VAN HUY	1 ^{re} Cl.	Hung Yên	Bui Xa	id.	
14-1238	NG VAN CHI	id.	Hai-Duong	Van Lam	id.	
1-2988	LE VAN BE	id.	Hà-Nam	Thô dê	id.	
3-1255	DANG CONG LA	id.	Thai Binh	An ly	id.	
1-5080	NGUYEN DANG VIÊN	id.	Son Tây	Dang Chung	id.	
3-1365	NG. VAN THUC	id.	Thai Nguyên	My-Trang	id.	
1-1245	DO CHUONG QUI	id.	Bac Ninh	Dông Miêu	id.	
1-3034	DO VAN MAU	Caporal	Phu Tho	Chiến Ung	id.	
14-1227	NG. VAN CHU	1 ^{re} Cl.	Hung Yên	Cao-Xà	id.	
3-06453	NG. VAN GIANG	id.	Vinh Yên	Thuong dat	id.	
3-1207	NG. BA NIEM	id.	Thai binh	Duyên trang	id.	
3 3019	NG. VAN KHAN	id.	Phu tho	Châu vi	id.	
3-1364	NG. VAN DEN	id.	Thai nguyên	Ky-phu	id.	
ar 1-01984	TRAN TIEN MAU	id.	Phu Ly	Phuong tra	id.	
1-951	TRAN VAN BIÊN	id.	Hà đông	Thuong thuy	id.	
1-2941	PHAM VAN HO	id.	Hà đông	Nôi trăn	id.	
11-152	NG. DANG HUAN	id.	Bac Ninh	Nghiêm xa	id.	
1-2946	LUONG VAN NGÂN	id.	Hà đông	Van trai	id.	
3-8427	BE VAN LUOC	Sergeant	Cao Bang	Ban Lich	id.	
1-2244	DO VAN DAU	1 ^{re} Cl.	Ninh binh	Hiếu Thiêu	Médaille colon. Laos	
2-2240	NG. KHAC TANG	id.	Hà Đông	Dan tham	id.	
1-2251	NGO DOAN HAP	id.	Quang yên	Phuong coc	id.	
15-1330	NGUYEN VAN MAU	Caporal	Hà-dông	Chua dong	Croix de guerre	
3-9385	VAN DANH TUONG	Sergeant	Vinh-Yên	Dai tu	id.	
3-8469	TRIEU VAN CANH	id.	Cao Bang	Lung mau	id.	

N ^{os} M ^{les}	NOMS	Grades	Province d'origine	Village	Récomp. obtenue et date	obser.
3 1192	NGUYEN NANG	1 ^{re} Cl.	Thai binh	Thuong an	Croix de guerre Félicitations 9-9-17 id. id. id. id.	Tué Blessé Blessé Blessé
14 808	LE CANH	2 ^e Cl.	Nghê an	Vinh thu		
2-705	NGUYEN VAN PHUNG	Sergent	Nam dinh	Bôi xuyên		
4-08061	MAC NHU MY	Caporal	Kiên an	To trai		
3-7637	NGUYEN VAN THU	1 ^{re} Cl.	Phuc yên	Dông tao	id.	Blessé
4 1623	VU VAN LUONG	1 ^{re} Cl.	Nam dinh	Ouan phuong trung	id.	Blessé
11-408	DANG VAN DUNG	id.	Hai duong	Tiêu xa	id.	Blessé
16-513	NGUYEN BOC	id.	Quang nghĩa	Thi phô nhi pai	id.	Blessé
16-530	NGUYEN TAU	id.	Quang ngai	Van bau	id.	Blessé
15-179	PHAM HICH	id.	Quang ngai	Thach an dong	id.	Blessé
11-1324	HOANG VAN PHAM	id.	Hà đông	Công xuyên	id.	Blessé
14-1807	TRAN VAN PHAT	id.	Hai-duong	Cam-La	id.	Blessé
11-1686	NGUYEN NHU NGU	id.	Hai-duong	Tuong vân	id.	Blessé
20-426	DIM OK	id.	Kg chuong (Cambodge)	Locokoar	id.	Blessé
14-1869	VU VAN CO	id.	Hai duong	Ngu nguyên	Médaille mil. et Croix de G. avec palme	Blessé
16-937	PHAM HY	1 ^{re} Cl.	Thua thiên	Thulê		
16-504	BUI QUANG THUÂN	Caporal	Thua thiên	Tân hơ	Croix de guerre 29-9-17	Tué
16-482	LE DAY	2 ^e Cl.	Thua thiên	Ana cuu	Croix de guerre 1-10-17	
13-112	MAI VAN LẬP	id.	Thanh hoa	My thình	id.	Blessé
2-2265	HO TU	1 ^{re} Cl.	Thai binh	Thuân an	id.	
15-238	TRUONG PHAM	2 ^e Cl.	Quang nam	Ài nghĩa	id.	
20-381	DY SIN	id.	Phom-Penh	Phum mot Ktrasos	id.	
1-1453	BUI VAN DAN	Sergent	Son tây	Hoang xa	id.	28-5-11
1 5871	PHAM VAN CHUOC	Caporal	Son tây	Cung thuận	id.	
3-1291	CAO VAN TI	id.	Hung yên	Phuong tra	id.	
4 ^T -5365	DUONG BA NGUYEN	Sergent	Ninh binh	Yên liêu thuong	id.	
3 ^T -8691	TRAN KHAC TINH	id.	Nam dinh	My trang	id.	
18 33	HUYNH VAN AN	Caporal	Cocong	Tinh Loi	id.	

N ^{os} M ^{lrs}	NOMS	Grades	Province d'origine	Village	Récomp. obtenue et date	obser.
18-375	DANG VAN HUU	Caporal			Croix de G. 28 mai 17	Passé au D.I.C. et R.d.C. le 14- 2-18
19-266 18-384 18-517	DANG VAN NGAI LE VAN TUONG DOAN VAN LUU	2 ^e Cl. 2 ^e Cl. id.	Mytho Cantho Gocong	My dong trung Nhon ai Tinh huu	id. id. Félicita- tions 28 Mai 17	
18-832	NGUYEN VAN SUU	2 ^e Cl.	Soctrang	Dai-duc	Félicita- tions 28 Mai 17	
18-472	LE VAN LY	id.	Travinh	An-truong	Félicita- tions 3-6-17	
20-207	THACK PHONG	Sergent				Passé au 7 ^e B.I.C. le 22- 8-17
1 ^T 7177 19-219	NGUYEN VAN PHO NG. VAN HUÊ	id. 2 ^e cl.	Soctrang	An lac thôn	id.	Com- mo- tionné Passé au D. I.C. le 30-9- 17 R. d. C.
18-2 19-36 18-705	PHAN VAN BO NGUYEN VAN PHO NGUYEN VAN HO	id. id. id.	Gocong Rachgia Vinh-Long	Tân-dung Hoà-Bùng Trung Ngai	id. id. Croix de Guerre 2-6-17	Blessé

N ^{os} M ^{ies}	NOMS	Grades	Province d'origine	Village	Récomp. obtenue et date	obser.
19-52 20-548 18-22	LE VAN YE MUON CHACK DINH VAN NHIEU	1 ^{re} Cl. 2 ^e Cl. 1 ^{re} Cl.	Rachgia Kg sieu	Tan-duc Kg Tham	C. de G. 2-6-17 id.	Blessé Blessé Blessé Passé au D.I.C. et R.d.C. le 26-10-17
19-330 18-688	NG VAN DAY NGUYEN VAN THAU	2 ^e Cl. Caporal	Cantho	Thien my	id. C. de G. 6 Juin 1917	Tué
18-729	VO VAN TRANG	2 ^e Cl.	Soctrang	Dai huu	id. 9-6-17	Blessé
18-822	NGUYEN VAN TAI	Caporal	Soctrang	Dai duc	id. 8-6-17	Blessé Passé à la 3 ^{ec} le 17-8 1917
19 264 13-91	NGUYEN VAN BAY NG. VAN SUNG	2 ^e Cl. id. Caporal	Longxuyen Than hoa Haiduong	My-luong Bao tho Nhi chan	id. 1-10-17 C. de G.	Blessé
2-0271	HOANG NHAT TUYEN	1 ^{re} Cl.	Phu tho	Bo dan	id.	
1-3036 3-5697 2073 0-9849	NG VAN LÂN NGUYEN VAN DI NGUYEN VAN LAU THAN DOC	id. id. Sergent id.	Hànâm Phu-yên Thai-Binh Nam dinh	Thuong vi Thanh Shuoc Tân Hung Ngocgiathuong	id. id. id. 24-10-16 id.	
3-214 3-1121 1-3033	HONNG THO NGUYEN DUC CAN HA VAN PHU	Caporal id.	Bac ninh Phu tho	Dinh vi Tiên chan	id. id.	
11-1309 3-1226	NGUYEN VAN LE NGUYEN NGOC QUAN	id. 1 ^{re} Cl.	Hà đông Thai binh	Hoàng xa Tam đông	id. id.	
3-1243 1-2926	PHAN VAN SO BUI VAN THUYEN	id. id.	Thai binh Hà đông	Cam my Duy lai	id. id.	
11-1252 3-1205 1-280	NG. KHACH THANH VU DUC PHAN NG. VAN MONG.	id. Caporal Adjud.	Bac Ninh Thai binh Hà đông	Duong xa Lo xa Tu Ky	id. id. id.	

Aux Armées, le 10 Mars 1918

Le Capitaine BOCHOT Ct. prov. le 21^eB. Ind. : Signé : BOCHOT.

21^e BATAILLON DE MARCHÉ INDOCHINOIS

ETAT RÉCAPITULATIF des récompenses diverses
accordées aux Indochinois depuis le 1^{er} Janvier 1918
jusqu'au 31 Mars 1918.

Nos Mles	NOM	Grade	Province d'origine	Village	Récomp. obtenue et date	obser.
16/354	HO CONG TAC	2 ^e Cl.	Thua-Thiên	Huong-Câu	Croix de guerre 11 Mars 1918	Blessé griève- ment

Aux Armées, le 11 Avril 1918.

Le Capitaine BOCHOT Commandant le 21^e Bataillon
de Marche Indochinois,

Signé : BOCHOT.

Armée française d'Orient

2^e BATAILLON

Groupement de MALIK

DE MARCHE INDOCHINOIS

Zône-Sud

LISTE des Travailleurs qui
ont été cités.

Nos M ^{le}	NOMS	Grade	Date de la citation	Ord. du Bon	Pays	Huỵn	Province
4946	DÔ VAN TÊ (Tuc)	Sergent	19 Octobre 16	N ^o 13	à Yên Liên Ha, Ninh-Binh, tué à l'ennemi (Tonkin).		
6598	LÊ VAN TRINH	1 ^{re} Cl.	id.	id.	à Can dôi, Hai-Duong (Tonkin).		
6193	BUI VAN LUAN	2 ^e Cl.	id.	id.	à Thu-phap, Sontây (Tonkin).		
7775	LE BA CÔ	id.	id.	id.	à Phuong la đông Bac-ninh (Tonkin).		
139	NG. NGOC LÂN	Sergent	id.	id.	à Bac-Ninh, prov. Bac-Ninh (Tonkin).		
7518	NG. VAN TOI	Caporal	id.	id.	à Van Trung, prov. Vinh-yên (Tonkin).		
7224	NG. VAN CHAC	1 ^{re} Cl.	id.	id.	à Cao quan Hung Yên (Tonkin).		
7732	NGO VAN HOACH	2 ^e Cl.	id.	id.	à Yên my, Bac Ninh (Tonkin).		
9608	NG. VAN RAT	id.	22-1-17	N ^o 3	à Trac bat Bac Ninh (Tonkin).		
3254	LE VAN NHU	Adjut	id.	id.	à Cô phap, Vinh-Yên (Tonkin).		
7525	KHONG VAN CÔC	Sergent	id.	id.	à Nghia yên, Vinh-yên (Tonkin).		
9923	KHUC CAM	id.	id.	id.	à Thỉnh quang, Thai-Binh (Tonkin).		
7564	CHU RI CİAI	Caporal	id.	id.	à Pheo Lun, Bac Ninh (Tonkin).		
8788	NG. VAN THAN	2 ^e Cl.	id.	id.	à Đông viên, Bac Ninh (Tonkin).		
9102	NG. VAN CUONG	1 ^{re} Cl.	id.	id.	à Trung đông Bac Ninh (Tonkin).		
8737	VU VAN DÔ	2 ^e Cl.	id.	id.	à (Mang nhuong Thai Binh (Tonkin).		
9929	TRAN VAN TRAC	Sergent	26-1-17	N ^o 4	à Lun Xa, Thai Binh (Tonkin).		

Nos M ^{le}	NOMS	Grade	Date de la citation	Ord. du Bon	Pays Huyên Province
9982	TRAN VAN BIEN	Caporal	26-1-17	N ^o 4	à Phu xa Hai duong (Tonkin).
164	DANG TAI AN	id.	id.	id.	à Cao xa Hà đông (Tonkin).
9132	TRAN NGOC CÔNG	1 ^{re} Cl.	id.	id.	à Phu hà thai Binh (Tonkin).
7141	BUI DANG PHU	1 ^{re} Cl.	id.	id.	à Doan dào, Hung yên (Tonkin).
1467	VU VAN CHAN	id.	id.	id.	à Trà lam Hungyên (Tonkin).
8740	NGUYEN DAC	2 ^e Cl.	id.	id.	à Phu My, Thai Binh (Tonkin).
2305	LE VAN VANG	id.	id.	id.	à Cầm sơn Mytho (Cochinchine).
9480	DINH LY	id.	id.	id.	à Dong phu Thai Binh (Tonkin).
7565	QUACH VAN TRU	id.	id.	id.	à Phu Khê Bac Ninh (Tonkin).
7418	NG. VAN TU	id.	id.	id.	à Dai dong Bac Ninh (Tonkin).
6059	NG. MAI DINH	id.	id.	id.	Inconnu.
4475	PHAM VAN TUY	Sergeant	id.	id.	à Tuy Lac Ninh Binh (Tonkin).
516	TRAN VAN RAU	2 ^e Cl.	12-2-17	N ^o 5	à Cat chu mai Nam Dinh (Tonkin). Tué.
7400	NGO HUU THUOC	id.	id.	id.	à Chi nê Bab Ninh (Tonkin). Tué.
7226	NG VAN DAN	1 ^{re} Cl.	id.	id.	à An dô Hung yên (Tonkin) Tué.
8742	TRAN CHAN	id.	id.	id.	à Tructam Thai Binh (Tonkin). Tué.
7839	CHU VAN CAU	id.	id.	id.	à Van khuc Hung yên (Tonkin). Tué.
8773	DINH VAN TEO	2 ^e Cl.	id.	id.	à Binh chu Bac Ninh (Tonkin). Tué.
8881	NG. HO THUAN	id.	id.	id.	à Tam tri Thai Binh (Tonkin). Tué.
12	DUONG VAN NGO	id.	id.	id.	à Samora Bac lieu (Cochinchine). Tué.
9295	NGUYEN KIM CHUNG	id.	22-2-17	N ^o 6	à Thuong phuc Hau-duong (Tonkin). Tué.

N ^{os} M ^{le}	NOMS	Grade	Date de la citation	Ord. du Bon	Pays Hyên Province
8387	PHAM VAN BINH	2 ^e Cl.	22-2-17	N ^o 6	à Lung huong cao-Bang (Tonkin).
6135	VU CUONG	Sergent	id.	id.	à Phuc anh Nam Dinh (Tonkin).
6804	VU VAN TIEP	1 ^{re} Cl.	id.	id.	à Son tinh Phu tho (Tonkin). Tué.
872	LE VAN MUOI	Caporal	12-3-17	N ^o 10	à Langkhé Thudaumot (Cochinchine).
6	DO HUY NHU	2 ^e Cl.	id.	id.	à An nghiệp Haidiong (Tonkin).
441	TRAN VAN NGUYEN	Cap. Fr	id.	id.	à Phuong cuc Thai binh (Tonkin).
6047	NG. VAN LAI	1 ^{re} Cl.	16-4-17	N ^o 14	à Bai truong Hàdong (Tonkin). Tué.
9973	SAM	2 ^e Cl.	id.	id.	à Hichau Batti (Cambodge). Tué.
345	SAM SAN	id.	id.	id.	à Kompris Barai (Cambodge). Tué.
1500	VUONG VAN GIEM	id.	id.	id.	à Trinh nguyên Thai binh (Tonkin). Tué.
6928	LE VAN THANH	id.	id.	id.	à Khê lu Phuc an (Tonkin). Tué.
457	PHAM DINH THU	id.	id.	id.	à Lai yêen Hàdong (Tonkin). Tué.
279	OR	id.	id.	id.	à Kaucung Battambang (Cambodge). Tué.
7679	DO DINH PHU	id.	id.	id.	à Try yêen Kiên an (Tonkin). Tué.
1989	DO VAN KHIET	id.	id.	id.	à Phu thu, Thudaumot (Cochinchine). Tué.
1593	DO SAN	id.	id.	id.	à Dung Nghia, Thai binh (Tonkin). Tué.
1683	PHAM V. GIAN	id.	id.	id.	à Trung ta Haiduong (Tonkin). Tué.
314	TAN	id.	id.	id.	à Pnom-penh, 3 ^e quartier (Cambodge). Tué.
4949	PHAM DINH KHAI	Sergent	id.	id.	à Noc trung Haiduong (Tonkin).
1263	TRAN VAN TIEN	2 ^e Cl.	id.	id.	à Mydung Haiduong (Tonkin).
708	KEM KAM	id.	id.	id.	à Ang Prosti Ronicais Hesck (Cambodge).

N ^{os} M ^{ls}	NOMS	Grade	Date de la citation	Ord. du	Pays. Huyên. Province
9461	NGUYEN HINH	Caporal	16-4-17	14	à Chuyen dinh Thai Binh (Tonkin).
26	KAN ONY	2 ^o Cl.	id.	id.	à Pnom-Penh 3 ^o quartier (Cambodge).
10	TRUONG V. LIEUX	id.	id.	id.	à Tho chuong Haiduong (Tonkin).
1106	LUONG V. TAN	id.	id.	id.	à Tiên trat Phutho (Tonkin).
9257	NG. VAN CHAU	Caporal	id.	id.	à Thiêm xuyên Bac Ninh (Tonkin).
3945	PRAM	1 ^{re} Cl.	id.	id.	à Muc à Kompnal (Cambodge).
9424	NGUYEN V. THAC	id.	id.	id.	à Duc Minh Hung yén (Tonkin).
9138	VU VAN THIEM	Caporal	id.	id.	à An khê Thaibinh (Tonkin).
9700	NG. VAN LOC	2 ^o Cl.	id.	id.	à Van chung Vinhyén (Tonkin).
305	DONG	id.	id.	id.	à Khapokhpop Stingtrong (Cambodge).
286	SAUM SAM	id.	id.	id.	à Chrey Chrey Bac Rolias Phéard.
3405	HUYNH V. TRINH	id.	id.	id.	à Tân thuận Sadec (Cochinchine).
7032	NG. VAN CHI	id.	id.	id.	à Dong lô Vinh Yên (Tonkin).
8311	TANG PHU HA	id.	id.	id.	à Hà phuong Haiduong (Tonkin).
6748	PHAM VAN TON	1 ^{re} Cl.	id.	id.	à Luongxa Hàđông (Tonkin).
7476	NG. VAN BA	2 ^o Cl.	id.	id.	à Duc bang hànám (Tonkin).
8555	BUI DINH DAU	id.	id.	id.	à Vo ngai Thai Binh (Tonkin).
5141	TRINH DAC KE	Adjud.	id.	id.	à Thanh khê Namdinh (Tonkin).
8496	VU VAN CHUONG	Sergeant	id.	id.	à Na nghiêng Caobang (Tonkin).
6378	TRAN VAN SUC	1 ^{re} Cl.	id.	id.	à Tang ma Phutho (Tonkin).
28	VU VAN TAO	Caporal	id.	id.	à Hung giang Haiduong (Tonkin).

N ^{os} M ^{le}	NOMS	Grade	Date de la citation	Ord. du	Pays	Huỵn	Province
6905	VUONG VAN DAC	Sergeant	16-4-17	N ^o 14	à	Daidồng	Phuc an (Ton-kin).
5015	TRIEU MOC	id.	id.	id.	à	Chi yên	Namdinh (Ton-kin).
6793	HA CONG NHUONG	1 ^{re} Cl.	id.	id.	à	Thuy lộc	Phuho (Ton-kin).
7814	NG. VAN HANH	id.	id.	id.	à	Cam da	Sontây (Ton-kin).
7184	NG. VAN NGO	2 ^e Cl.	id.	id.	à	Ninh phu	Hung yên (Tonkin).
54	VU VAN LOE	id.	id.	id.	à	Hàlung	Haiphong (Tonkin).
6943	BUI VAN BOI	id.	id.	id.	à	Do trăn	Phuc an (Ton-kin).
7497	NG. VAN CHICH	id.	id.	id.	à	Lam xuyên	Vin Yên (Tonkin).
1741	NG. VAN KHANG	id.	id.	id.	à	Dông xa	Haiduong (Tonkin).
9889	TIEN VAN TU	Caporal	id.	id.	à	Tiên Bao	Bac Ninh (Tonkin).
4926	NG. VAN NHIEU	Sergeant	id.	id.	à	Thiên trác	Bac Ninh (Tonkin).
5203	NGUYEN VAN DOC	1 ^{re} Cl.	id.	id.	à	Thông thương	Nam Dinh (Tonkin).
9252	NG. VAN XICH	id.	id.	id.	à	Chung sơn	Bac Ninh (Tonkin).
9701	KONG VAN KY	2 ^e Cl.	id.	id.	à	Phu yên	Vinh yên (Tonkin).
7523	BUI VAN TUNG	1 ^{re} Cl.	id.	id.	à	Dông ve	Vinh yên (Ton-kin).
1478	NG. VAN LOC	Caporal	id.	id.	Inconnu	Thai bình.	
3655	PHAM VAN THIET	2 ^e Cl.	id.	id.	à	Tân lý tây	Mytho (Cochinchine).
3 ^T -5141	TRINH DAC KE	Adjut	29-9-17	id.	à	Thanh Khê	Dai An Namdinh (Tonkin).
1 ^A -3976	NG. VAN PHU	Caporal	id.	id.	à	Thanh tân	trung Long-xuyên (Cochinchine).
3 ^T -9642	NG. KHAC THAP	2 ^e Cl.	id.	id.	à	Miêu Tha	Quoc uy Sontay (Tonkin).
1 ^T -6792	TRAN VAN DOAI	1 ^{re} Cl.	id.	id.	à	Phung xa	Câm - Khê Phu to (Tonkin).

Nos Mle	NOMS	Grade	Date de citation	N° de l'or.	Pays Huyên Province
4 ^T -1487	VU VAN THANH	2° cl.	29-9-17	14	à Lai cac, nha quan Ninh binh (Tonkin)
14 ^T -1671	VU YEM	id.	id.	id.	à An ninh Vinh bai Hai-duong (Tonkin).
1 ^T -6391	NG. VAN DUYET	1 ^{re} cl.	id.	id.	à Xuân duong Trinh thuy Hunghoa (Tonkin),
1 ^T -6416	NG. VAN NHA	2° cl.	id.	id.	à Cao xa hac-tri hung-hoa (Tonkin).
15 ^T -431	NG. DINH TE	id.	id.	id.	à Phuonghoa dinh Thang Binh QgNam (Tonkin)
10 ^T -250	NG. VAN CHUC	id.	id.	id.	à Vinh thai, Tham Nién Hanam (Tonkin).
1 ^A -2789	NG. VAN BAY	id.	id.	id.	à Tân duc Anbinh, Cholon (Cochinchine).
3 ^T -9096	LUONG TIEN	id.	id.	id.	à An khang Tién Hai, Thai-Binh (Tonkin).
3 ^T -9289	DAM HUYNH	id.	id.	35	Huong Mac Dang ngan Bac Ninh (Tonkin).
176	TRAN VAN DU	id.	id.	id.	Dai chung Duy tién Hà-nam (Tonkin).
7182	TRAN HUY HOA	1 ^{re} cl.	29-10-17	43	Ngoc nha Hung yén (Tonkin).
6992	PHAM BA SAN	id.	id.	id.	Kiên cai duy, Vinh yén (Tonkin). Tué.
7463	BUI VAN MIEN	2° cl.	id.	id.	Quang dat, Hai duong (Tonkin).
9269	NG. KHAC PHONG	1 ^{re} cl.	id.	id.	Lac nhue Bac Ninh (Tonkin).

TIRAILLEURS AYANT REÇU LA MÉDAILLE MILITAIRE

3186	HOANG VAN VAN	Sergent	26-10-17	41	Ha châu Hung yén (Tonkin)
2666	NG. BA HAM	Adjud.	id.	id.	Lién chan Sontay (Tonkin).

Aux Armées, le 2 mars 1918.

Le Chef de Bataillon, commandant
le 2° Bataillon de Marche Indochinois,

Signé : EHRARD.

12^e Région
—
Place de Bergerac
—

Année 1918
—

OBJET :
Félicitations
—

ORDRE DE LA PLACE N° 3

Le Général commandant d'Armes félicite :

l'interprète LEROUX, matricule 511, de l'hôpital n° 44
qui a fait preuve d'initiative et de diligence, à l'occasion d'un commencement d'incendie, qui s'est déclaré à l'hôpital n° 44 à Bergerac, le 11 février 1918, vers 12 h. 15.

Grâce aux mesures prises, l'hôpital a pu être soustrait à une destruction complète.

Il félicite également pour leur conduite digne de tous éloges :
les infirmiers annamites CAO HUY BICH, matricule 11-as-39

HUYNH VAN PHUNG, matricule 111-as-43

VU VAN CHAP, matricule 108-as-67.

CHINH VAN KIET, matricule 104-as-67

qui, au mépris de tout danger, sont montés sur les toits pour détruire le foyer de l'incendie, et qui, malgré des brûlures légères aux bras et aux jambes, ont largement contribué à la protection de l'immeuble.

Bergerac, le 15 février 1918.

Pour le Général Commandant d'Armée :

Le Major de la Garnison,

RIBET.

Pour copie conforme :

L'Officier d'Administration Gestionnaire
de l'hôpital n° 44,

Signé : J. CHABREFY.

Vu : le Médecin-Chef,

Signé : *Illisible.*

G. A. E.

Toul, 2 Décembre 1917.

—
Direction des Etapes
—
Service Forestier
—
Secteur de la Place
de Toul
—

Le Capitaine VAILLANT, Chef du Service
Forestier du Secteur de Toul,
à Monsieur le Chef de Bataillon Comman-
dant le 11^e Bataillon Indochinois.
Secteur postal 185.

Apprenant le départ prochain de la première Compagnie de votre Bataillon, mise à ma disposition pour l'exploitation forestière et maintenant appelée à d'autres travaux, je ne veux pas la laisser partir sans vous exprimer le regret que me cause ce départ, et vous dire combien j'ai apprécié la bonne volonté, la discipline, la régularité de travail et le désir de bien faire de vos hommes.

Employés à un travail nouveau pour eux, dans des conditions de cantonnement peu avantageuses et fatigantes pour eux, vos hommes ont en peu de temps atteint un rendement voisin de celui de troupes européennes, et l'eussent certainement dépassé s'ils avaient été mis dans de meilleures conditions. J'ai été étonné de la rapidité avec laquelle ils se sont assimilés l'usage de nos outils, et de la qualité de leur travail, qui a dépassé rapidement celui de Troupes Européennes non spécialisées.

Aussi est-ce avec un très vif regret que je les vois partir et je tiens à rendre hommage à leurs qualités.

Signé : VAILLANT.

9^e Corps d'Armée

Au Q. G. le 17 octobre 1917.

—
ETAT-MAJOR

1^{er} Bureau

—
N^o 6994 cab

Le Général HIRSCHAUER, commandant le 9^e corps d'armée.
à Monsieur le Commandant ECKERT,
commandant le 11^e bataillon indochinois.

Au moment où votre Bataillon vient d'être retiré du front je tiens à vous exprimer toute ma satisfaction pour la belle tenue de votre troupe

Aussi bien en première ligne qu'aux cantonnements de repos, les Tirailleurs Indochinois se sont montrés disciplinés, corrects et animés du meilleur esprit. Les différents éléments détachés au Quartier Général se sont fait remarquer par leur attitude très militaire.

Leur tenue et leur conduite ont toujours été irréprochables...

Signé : HIRSCHAUER.

CHAPITRE II

L'aide en Travailleurs

SECTION PREMIÈRE

Nombre et recrutement des travailleurs indochinois

Obligée de porter sur le front de combat des effectifs de plus en plus nombreux, et sans cesse renaissants, la France s'appauvrisait à l'intérieur en main-d'œuvre. Et cependant, hors de la zone des armées, un travail immense, d'une urgence extrême, réclamait de jour en jour un personnel plus nombreux. Il fallait ravitailler la population civile et les armées, assurer la culture de la terre ; il fallait surtout équiper les troupes, fournir aux unités combattantes un matériel de guerre de plus en plus perfectionné, des camions, des avions, des tanks, des canons, des mitrailleuses, des munitions, dont la consommation effroyable et imprévue exigeait un effort de production de plus en plus intensifié.

Sur la question de la main-d'œuvre comme sur celle des unités combattantes, les nécessités pratiques ont fini par l'emporter sur les sophismes et les inquiétudes théoriques. L'appel à la main-d'œuvre indochinoise a même précédé, nous l'avons vu, le recrutement de soldats indochinois.

L'essai a d'abord été des plus modestes. Sur la demande du général Famin, le directeur de l'aéronautique — le général Hirschauer — employa, en avril 1915, 40 ouvriers spécialistes

annamites, venus de Saïgon. Très satisfait de cette tentative, il en demanda 200 nouveaux le mois suivant. Le sous-secrétariat de l'artillerie, encouragé par ces résultats, réclama 500, puis 4.000 spécialistes annamites. Au cours de l'année 1915, 4.631 ouvriers indochinois débarquèrent à Marseille (1).

Le principe une fois accepté, le nombre des travailleurs indochinois transportés en France s'accrut rapidement. Au mois de mai 1916, ils étaient 15.000 (2). L'année 1916 en vit arriver, à elle seule, 26.908 ; 11.719 autres débarquèrent à Marseille en 1917 et 5.806 en 1918 ; il en vint même encore 727 en 1919 (3). L'effectif total des travailleurs indochinois recrutés pour la France atteignit 51.000, dont 48.981 sont effectivement venus en France (4).

Le recrutement des travailleurs indochinois a été assuré par le principe de l'engagement volontaire, sans appel obligatoire. Des avantages nombreux ont été attribués aux travailleurs qui consentaient à venir en France. Sur certains points, ils ont été assimilés aux tirailleurs. Par exemple, un décret du 15 août 1916 a reconnu aux travailleurs coloniaux, ouvriers spécialistes, ouvriers non spécialistes et interprètes, blessés ou ayant contracté une maladie en service commandé les mêmes droits à pension et gratification de réforme que les tirailleurs, tirailleurs de renfort, ouvriers auxiliaires de l'intendance et de réserve de santé, engagés pour la durée de la guerre sous le régime du décret du 15 décembre 1915, et les mêmes droits à pension pour leurs veuves et orphelins,

(1). Famin, p. 129-130 ; Sarraut, p. 43.

(2). Lebrun, *L'effort colonial français*, p. 21.

(3). Sarraut, p. 43.

(4). Sarraut, p. 44.

en cas de service commandé, que pour les veuves et orphelins des tirailleurs (1).

D'autre part, des primes ont été accordées au départ des travailleurs comme des tirailleurs, des allocations et des secours ont été payés aux femmes des uns comme des autres (2).

SECTION II

Organisation du service

L'emploi de la main-d'œuvre coloniale a nécessité toute une organisation spéciale. Le « Service des travailleurs coloniaux » a été créé en décembre 1915 par le général Galliéri, d'accord avec M. Doumergue, ministre des colonies, et confié au général Famin, directeur des troupes coloniales (3). Annamites, indigènes de l'Afrique du Nord, Chinois même, relevèrent tous de ce service.

§ 1. — *Réception et affectation*

Les autorités du pays d'origine s'occupaient du recrutement et de l'embarquement des travailleurs. Ils débarquaient à Marseille, où était organisé un vaste Dépôt des travailleurs coloniaux. Ils y étaient reçus, visités médicalement et habillés chaudement. Le Dépôt établissait pour chacun d'eux deux pièces administratives avec la photographie et les empreintes digitales de l'ouvrier et tous les renseignements

(1). Contrôle général du travail et de la colonisation ; *Notice à l'usage des tirailleurs et ouvriers envoyés en France pour coopérer à la Défense nationale*, p. 6.

(2). Vignon, p. 250.

(3). Le général Famin en a décrit le fonctionnement dans son ouvrage, *Le Droit prime la Force*, chap. XVIII : Ouvriers indo-chinois.

le concernant : une fiche à conserver par l'administration et un livret remis à l'ouvrier qui devait le garder sur lui.

Le Service des travailleurs coloniaux à Paris servait d'organe intermédiaire entre les employeurs et les ouvriers. Il recevait toutes les demandes de main-d'œuvre, s'assurait des conditions d'hygiène, de nourriture et de confortable offertes, et donnait au Dépôt de Marseille, l'ordre d'envoyer les ouvriers (1).

Encadrés par des interprètes indigènes et par des sous-agents d'administration, ou des gradés français blessés ou inaptes (2) ayant, autant que possible, déjà servi en Indochine, les ouvriers étaient répartis entre les diverses entreprises. Ils ont d'abord été affectés aux industries travaillant pour l'Etat, puis progressivement, aux compagnies de chemins de fer, aux régions libérées (3), et à quelques établissements privés ou américains (4). Suivant leurs aptitudes, ils ont été employés dans des usines installées de préférence dans le Midi : écoles d'aviation de Pau, Cazaux, Châteauroux, Avord, etc... ; arsenaux de Tarbes, Toulouse, Castres, etc. ; poudreries de Saint-Médard, Toulouse, Saint-Chamas, Bassens, Bergerac, Salins-de-Giraud, etc. . ; forges de Firminy, Saint-Chamond, etc... ; ateliers de chargement de Vénissieux, Moulins, Montluçon, etc...(5). Des Annamites ont aussi travaillé à la vigne dans les départements du Midi (6). Les 48.000 travailleurs indochinois venus en France

(1). Famin, p. 150-151.

(2). *Op. cit.*, p. 151.

(3). Sarraut, p. 43.

(4). Famin, p. 152.

(5). Lebrun, *op. cit.* p. 21.

(6). *Loc. cit.*

ont été répartis entre 80 établissements de l'Etat ou de l'initiative privée (1).

§ 2. — *Le contrôle de la main-d'œuvre*

Une fois les ouvriers affectés à une entreprise, la tâche de l'administration n'était pas terminée. Ces ouvriers formaient une main-d'œuvre inconnue, agglomérée en masse sur des points du territoire où parfois l'usine de guerre avait été créée de toutes pièces. (Par exemple, la poudrerie de Bergerac). De graves problèmes économiques naissaient de l'emploi de ce personnel. Il fallait se rendre compte de ses aptitudes, encore ignorées, surveiller son rendement, son état d'esprit économique et politique. Il fallait s'assurer des conditions de nourriture, de couchage, d'hygiène, du travail, surveiller la santé et l'état moral, combattre le découragement qui devait exercer une prise facile sur des hommes désaccimatés.

Le Service des travailleurs coloniaux a pris toutes les mesures nécessaires pour répondre à ces divers besoins. Les entreprises qui employaient des coloniaux étaient réunies par groupements et les commandants de région, par de fréquentes visites, exerçaient une active surveillance en vue de réprimer tous les abus.

Une sorte de tutelle protectrice avait, en outre, été organisée sur les tirailleurs et les travailleurs. Un « Contrôle des tirailleurs et travailleurs indochinois », assuré par les administrateurs des services civils de l'Indochine, connaissant particulièrement la langue et les mœurs annamites, avec l'assistance de quelques mandarins indigènes, fut institué et fonctionna sous la direction, à partir de 1918, du

(1). Régismanset, p. 44. ; Voir *infra* appendice, p. 125 et suivantes.

Résident supérieur Guesde. Les contrôleurs, accrédités par les ministres de la Guerre et de l'Armement et par le général commandant en chef, avaient accès dans tous les ateliers, hôpitaux et formations militaires de l'intérieur et de la zone des armées. Ils visitaient fréquemment les groupements, en vue de surveiller l'observation des règlements concernant les tirailleurs et travailleurs, les conditions d'hygiène, de logement, de couchage, d'habillement et d'alimentation, et le rendement du travail. En contact avec les Indochinois ils s'efforçaient de connaître leur état d'esprit, de suivre leur évolution mentale ; ils leur donnaient des conseils, écoutaient leurs revendications et pouvaient proposer toutes améliorations utiles se rattachant aux points qu'ils avaient pour mission d'observer.

D'autre part, les mandarins, délégués indigènes, envoyés de l'Indochine, visitaient aussi les tirailleurs et les travailleurs, les encourageaient dans le travail et la tenue morale, s'enquéraient de leurs besoins et de leur état d'esprit et, par des rapports judicieux, firent réaliser d'intéressantes améliorations (1).

Des hôpitaux indochinois, dotés de tout le confort possible, ont été institués à Marseille et à Bordeaux. (2) Des foyers ont été installés dans tous les groupements importants, avec théâtre annamite, jeux divers, fournitures pour écrire (3). Les indigènes s'y retrouvaient entre eux après la journée de travail, et c'était pour eux comme une résurrection de leur petite patrie lointaine.

Le Service des travailleurs coloniaux et les contrôleurs

(1). Famin, p. 150-151 ; Régismanset, p. 271.

(2) Famin, p. 160.

(3) Famin, *loc. cit.* ; Lebrun, p. 22.

de la main-d'œuvre indochinoise multipliaient d'ailleurs les recommandations aux commandants de groupements et aux chefs d'entreprises : ils leurs montraient les qualités psychologiques de ces catégories diverses de travailleurs et les moyens d'obtenir d'eux le meilleur rendement. L'annamite, dit une de ces instructions, est patient, consciencieux, attaché à son travail, il a besoin qu'on lui accorde confiance et initiative. Il est discipliné sous un chef bienveillant, et les remontrances ont sur lui plus d'effet que les punitions. Il est sensible aux encouragements, aux grades et distinctions, surtout accompagnées d'un certain cérémonial. La nostalgie, qui est à redouter, peut être combattue par des permissions de détente, les occupations récréatives, l'enseignement du français et du quôc-ngu.

« Petit de taille et fragile de santé, l'indigène a besoin d'une nourriture substantielle pour achever son acclimatement et pour fournir un travail intensif. Il est aussi nécessaire de lui répéter les recommandations les plus élémentaires d'hygiène et, pour les lui faire observer, de le surveiller constamment.

« Les choses de la guerre ne le laissent pas indifférent. Par des causeries sur les événements du front, sur le travail dans les usines de guerre, on le persuaderait de son concours utile à la défense nationale et on éveillerait son désir d'y participer activement. » (1)

Enfin une des préoccupations essentielles du Service des travailleurs coloniaux a été non seulement d'en obtenir le meilleur rendement immédiat pour les besoins de la défense nationale, mais de développer leur instruction générale et

(1) Document du Service du Contrôle général des troupes indochinoises.

leurs aptitudes professionnelles, en vue de leur utilisation après la guerre dans leur colonie d'origine. Nous allons retrouver cette action et ses effets en exposant l'ensemble des résultats obtenus par la main-d'œuvre annamite.

SECTION III

Les résultats

§ 1. — *Le rendement technique*

Au point de vue technique, les Annamites ont fourni un rendement des plus satisfaisants. Les rapports des contrôleurs de la main-d'œuvre constatent leur dextérité et leur esprit de discipline. Citons à titre d'exemples, deux de ces rapports. Le premier concerne les Annamites affectés au service automobile ou aux chemins de fer.

« Nos indigènes donnent toujours entièrement satisfaction à leurs employeurs qui apprécient hautement leur zèle, leur dextérité, leur attention et leur application soutenue et en font spontanément l'éloge.

« Je vous signalerai deux cas particulièrement intéressants pour l'Indochine.

« Les résultats obtenus des automobilistes annamites de la Réserve Stenbock sont remarquables. Soumis à un entraînement méthodique, sous la direction bienveillante de chefs ayant presque tous servi aux colonies, assistés d'un groupe d'instructeurs indochinois choisis, les Annamites deviennent très résistants. Le jour du passage d'un de nos contrôleurs, pendant la mauvaise saison, on comptait seulement, sur un effectif de 1.600, 7 malades à l'hôpital, dont 3 pour accidents sans gravité, et 24 malades à l'infirmerie, parmi lesquels 12 cas de varicelle.

« Les résultats au point de vue intellectuel sont non moins concluants. Au cours de topographie, les Indochinois répondent en français aux questions qui leur sont posées et dessinent au tableau noir les accidents du terrain tels qu'ils sont figurés sur les cartes d'état-major.

« Trois faits, entre tant d'autres, permettent d'apprécier leur valeur professionnelle et les services qu'ils rendent.

« On les a vu rester au volant pendant 36 heures consécutives sans paraître plus fatigués que les meilleurs conducteurs français.

« D'autre part, les frais d'entretien des camions conduits et soignés par eux sont inférieurs d'un quart aux dépenses occasionnées par les camions confiés à des Européens.

« Enfin, depuis qu'on les emploie à la Réserve Stenbock, ils n'ont à leur actif aucun accident mortel au préjudice de ceux qu'ils ont transportés.

« Les travailleurs des chemins de fer se font, eux aussi, remarquer par un rendement très satisfaisant.

« Engagés, au début surtout, comme manœuvres, par la Compagnie du Nord, ils n'ont pas tarder à attirer l'attention de leurs chefs et il n'est pas rare aujourd'hui de voir leur donner des postes de confiance tels que des postes d'aiguillage dans des gares très mouvementées. Ce seul fait me dispense de tout autre éloge. » (1)

Un autre rapport contient des appréciations aussi élogieuses sur le rendement des Annamites affectés à l'aviation ou à des services d'armement.

« Les employeurs qui, dans les débuts, trouvent la main-d'œuvre annamite coûteuse et de faible rendement

(1) Rapports trimestriels des contrôleurs de la main-d'œuvre indochinoise.

ne tardent pas à revenir sur cette première impression et à apprécier vivement l'adresse de nos indigènes, leur facilité d'assimilation, le soin et la régularité qu'ils apportent dans leur travail.

« D'une manière générale, on peut dire que, partout où un travail délicat est confié aux Indochinois, les résultats obtenus dépassent les prévisions les plus optimistes.

« Les exemples abondent à l'appui de cette affirmation ; je me vois obligé de faire un choix et de me borner à ne citer que les plus caractéristiques.

« L'Ecole d'aviation de . . . , par exemple, a fonctionné uniquement grâce aux Indochinois, et dans d'excellentes conditions. Les officiers et le commandant de l'Ecole le reconnaissent volontiers et font tous leurs efforts pour encourager et s'attacher nos indigènes.

« A l'Ecole d'aviation . . . , le nombre des appareils brisés ou détériorés pendant la manœuvre sur le sol, qui était élevé, est tombé presque à zéro depuis que des Indochinois en sont chargés.

« A l'atelier de construction de . . . , un ouvrier annamite employé à la fabrication des patins pour canons de 75 fournit actuellement un rendement supérieur de 25 pour cent à celui des meilleurs ouvriers européens.

« A la Poudrerie du . . . , des primes proportionnelles à la production ayant été allouées pour encourager les travailleurs annamites, le rendement ne tarda pas à dépasser de beaucoup le maximum prévu par le barème.

« D'un rapport d'un contrôleur technique, j'extrais encore les quelques appréciations suivantes émises à la suite de sa récente visite aux Ateliers . . . à . . . :

« Cinq hommes sont occupés au montage des ailes

d'avions, travail minutieux et délicat, dont ils s'acquittent fort bien ; cinq hommes sont occupés au montage des avions, travail exigeant autant d'intelligence que d'habitude, dont ils s'acquittent à l'entière satisfaction de leurs chefs d'atelier ; un homme est, à la forge, chargé d'un travail qui demande beaucoup d'attention ; il remplit sa tâche aussi bien que les spécialistes français. Un homme est à l'atelier de l'outillage ; c'est un spécialiste de première catégorie, très adroit, qui occupe un emploi des plus en vue dans la maison. »

« Tout ce qui est mécanisme, conduite ou surveillance des machines, a le don d'intéresser tout particulièrement nos indigènes. Dans tel atelier, la discipline la plus stricte a pu être maintenue par la simple menace de les éloigner des machines » (1).

§ 2. — *L'état moral*

Si, du point de vue technique du rendement de la production, on passe au point de vue moral, on constate l'excellent état d'esprit des ouvriers indochinois. Le soin avec lequel le Service s'est préoccupé de leur bien être physique et de leur état moral a produit les plus heureux effets. Ils ont vu qu'on s'occupait de leur faire le plus doux possible le séjour sous un autre climat, loin de leur terre natale. Souvent ils ont connu une condition matérielle qu'ils n'avaient pas chez eux. Les distributions de tabac d'Extrême-Orient, de bétel leur ont été sensibles, les foyers leur ont permis de se récréer et de se retrouver comme chez eux,

(1) Rapports trimestriels des contrôleurs de la main-d'œuvre indochinoise.

loin des malsaines distractions du cabaret et du vice. Leurs chefs, les contrôleurs du Service, leurs compatriotes ont veillé avec un soin jaloux sur eux et ont ligué leurs efforts pour adoucir le plus possible et à tous les égards leur séjour en France.

Aussi cette population ouvrière s'est-elle montrée travailleuse, silencieuse. Elle s'est conduite régulièrement et les populations françaises l'ont bien accueillie. Elle ne s'est pas mêlée aux grèves qui ont eu lieu dans les villes où elle était cantonnée, et même dans les usines où elle était en contact avec des ouvriers français (1).

Un détail mérite d'être signalé comme témoignage de la bonne tenue morale des ouvriers indochinois. Grâce à leur esprit d'économie, à leur bonne conduite, ils ont pu réaliser des épargnes importantes, dont le total au 1^{er} mars 1918, s'élevait au chiffre de 5.943.943 fr. Ce chiffre se décomposait ainsi : (2)

Délégation	1.368.336 fr.
Bons et Obligations de la Défense Nationale	411.030 «
Mandats postaux	3.892.691 «
Caisse d'épargne	271.887 «

§ 3. — *L'enseignement du français*

Le développement de l'instruction générale des ouvriers indigènes rentrait aussi, nous l'avons dit, dans les préoccupations essentielles du service de la main-d'œuvre coloniale.

(1). Famin, p. 159-160.

(2). Document du service du Contrôle général des troupes indochinoises au ministre des colonies.

Apprendre à ces ouvriers à lire, à écrire le français présentait d'abord l'intérêt immédiat de les retenir après le travail, de les distraire et, par une occupation, de leur éviter la nostalgie de leur pays natal et les mauvaises fréquentations du dehors. Cet enseignement répondait surtout à des considérations d'ordre plus élevé. Enseigner aux indigènes la langue française, c'est établir entre eux et la France le plus précieux point de contact, c'est ouvrir leur pensée à l'intelligence de la civilisation française, de l'action de la France dans le passé et dans le présent, c'est abattre la plus haute barrière qui les sépare de la France et travailler au rapprochement des idées, des sentiments, à la création d'une atmosphère de sympathie réciproque.

A cet égard, le Service des travailleurs coloniaux a obtenu d'intéressants résultats. Des cours de français ont été organisés dans la plupart des groupements après les heures de travail. L'assistance y étaient libre, mais les élèves y étaient attirés par des récompenses honorifiques attribuées aux meilleurs sujets et aussi par l'appât d'une légère augmentation de salaire pour ceux qui parleraient le français d'une manière suffisante. Aussi, malgré le travail intense qui leur était demandé, de nombreux indigènes suivirent-ils ces cours (1).

Le tableau suivant dressé par les soins du service du Contrôle général des troupes indochinoises, donne une idée des résultats obtenus au 1^{er} mars 1918. Il porte sur 36.715 travailleurs indochinois (2).

(1). Famin, p. 154.

(2). Document du Contrôle général des troupes indochinoises.

Degré d'instruction	A l'arrivée en France	Au 1 ^{er} Mars 1948	En augmentation	En diminution
Lisant et écrivant couramment leur langue maternelle et le français	705	1 514	809	
Lisant et écrivant couramment leur langue maternelle et s'exprimant en français.	2.344	6.446	4.102	
Lisant et écrivant couramment leur langue maternelle.	8.430	9.447	1.017	
Complètement illettrés	25.238	19.308		5.928
Totaux	36.715	36.715	5.928	5.928

En résumé, le nombre des Indochinois lisant et écrivant couramment leur langue et le français a plus que doublé. Le nombre de ceux possédant leur langue maternelle et parlant le français a à peu près doublé, et le nombre des illettrés a diminué d'un quart. Ces chiffres sont d'autant plus significatifs que l'enseignement n'était pas obligatoire et que, dans sa grande majorité (la première colonne du tableau le démontre), la population ouvrière indochinoise se composait de paysans auparavant dépourvus de toute culture intellectuelle (1).

Le document précité a soin d'ajouter qu'il n'a pas été tenu compte dans ce tableau, « des travailleurs qui, bien qu'illettrés, ont appris par la pratique à s'exprimer en une sorte de « sabir » qui permet cependant de les comprendre et d'être compris d'eux. »

(1) Aujourd'hui, la plupart des écoles traditionnelles indigènes, qui ne mènent plus à rien, ne fonctionnent plus dans les communes indochinoises où elles fleurissaient autrefois.

Au point de vue plus pratique, la connaissance du français a rapproché les ouvriers indochinois des contre-maitres et des patrons. Elle a permis de réduire notablement le nombre des interprètes et de les remplacer par des travailleurs gradés chargés des fonctions de chef d'équipe dans les ateliers et les cantonnements (1). Elle a permis aux ouvriers de recevoir avec plus de fruit l'enseignement professionnel.

§ 4. — *La formation de spécialistes*

Le Service des travailleurs coloniaux, en effet, a songé à l'avenir des ouvriers et des colonies et s'est efforcé de développer la spécialisation de la main-d'œuvre indochinoise et d'assurer aux ouvriers ainsi spécialisés des débouchés dans leur colonie d'origine.

La grande masse des ouvriers venus d'Indochine étaient des manœuvres ou des paysans ignorants de la technique industrielle. Le nombre des ouvriers spécialistes n'atteignait pas 2.000 (2). Le Service s'est efforcé d'obtenir des employeurs la spécialisation des manœuvres dans des emplois de mécanicien-ajusteur, menuisier, charpentier, fondeur, chaudronnier, etc., pour faciliter leur transformation en ouvriers. Cette excellente pratique a abouti à la formation de nouveaux spécialistes. En avril 1919, le nombre de ceux-ci avait plus que doublé : il dépassait 4.000 sans compter 600 rapatriés et il allait sans cesse en augmentant, notamment dans l'aviation et la fabrication de l'artillerie (3).

Le Gouverneur général de l'Indochine demandait 1.250 spécialistes, notamment des métallurgistes, maitres-

(1). Famin, p. 153-154.

(2). *Op. cit.*, p. 155.

(3). *Loc. cit.*

mineurs, électriciens, mécaniciens, spécialistes en constructions navales, fabrication du caoutchouc, du papier et du verre. Sur son désir et en vue de constituer des noyaux de spécialistes indigènes pour les industries existantes, ou intéressantes à créer en Indochine, le service de la main d'œuvre a mis un certain nombre d'ouvriers à la disposition d'entreprises similaires françaises, même sans exiger que celles-ci fussent fournisseurs directs de l'Etat. Après de multiples démarches au ministère du Commerce, de la Marine, de la Reconstitution industrielle, le contrôleur général, M. Guesde, put faire placer un millier de spécialistes :

Salines du Midi (exploitation de salines)	400	ouvriers annam.
Papeterie Bergès (fabrication de la pâte à papier)	250	— —
Société parisienne du caoutchouc (industrie du caoutchouc)	200	— —
Verrerie de Puy-Guillaume (fabrication de bouteilles)	160	— —
Hutchinson, à Langlée (industrie du caoutchouc)	100	— —
Etablissements Nersin (fabrique de cartonnerie)	50	— —
Le Rouissage industriel (rouissage des textiles)	50	— —
L'Onduléum (fabrique de carton ondulé)	25	— —
La Briquetterie de Marseille (briques et tuiles mécaniques) (1).	25	— —

(1). Famin, p. 156. (Ces chiffres et les catégories de spécialistes ne concordent pas avec les indications données par Régismanset, p. 272 et 273.)

Enfin 30 Annamites ont suivi les cours de perfectionnement professionnel de l'Ecole des Arts et Métiers d'Angers, pour le métier de fondeur de cylindres pour moulins. Sous la direction d'un contre-maitre français, ils sont retournés en Indochine et formeront un premier noyau de spécialistes qui permettra dans l'avenir aux industriels du Tonkin de se passer pour ces travaux du concours des Chinois (1).

Non content d'assurer un métier au plus grand nombre possible de travailleurs indochinois, le Service s'est préoccupé de leur procurer des situations, en signalant aux autorités locales la main-d'œuvre disponible. 25 ouvriers spécialistes des centres d'aviation ont été admis à un stage spécial dans les établissements de l'aéronautique, puis renvoyés en Indochine, en vue d'assurer l'entretien du matériel de l'escadrille d'aviation de la colonie. 30 radiotélégraphistes, après un stage de plusieurs mois aux centres de Lyon et d'Issy, ont été chargés de monter en Indochine de nouvelles stations de T. S. F. et d'en assurer le fonctionnement (2).

A la suite d'une enquête menée dans tous les établissements ayant utilisé des Annamites, une fiche a été dressée pour chaque ouvrier spécialiste, avec tous les renseignements utiles sur la profession qu'il a exercée, son aptitude professionnelle, sa conduite générale, les récompenses qu'il a obtenues. Ces fiches individuelles ont été classées par établissements et transmises en Indochine. Elles permettent aux industriels de la colonie de trouver les indigènes spécia-

(1). Famin, p. 157.

(2). *Op. cit.*, p. 158.

lisés dont ils ont besoin pour développer ou créer des entreprises (1).

Le Service des travailleurs coloniaux a fait preuve d'une sage prévoyance, en préparant l'emploi après guerre des ouvriers spécialistes, au mieux de leurs intérêts et des intérêts de la colonie. Il a ainsi heureusement résolu à leur égard le problème délicat du retour à la colonie après la guerre. Il nous faut maintenant envisager dans son ensemble ce problème qui se pose aussi bien pour toutes les catégories de la main-d'œuvre et pour tous les éléments combattants rapatriés.

(1). *Op. cit.*, p. 158-159.

APPENDICE

I

SITUATION DES GROUPEMENTS

de Travailleurs Indochinois à la date du 1^{er} Septembre 1918

GOUVERNEMENT MILITAIRE DE PARIS

Usine à gaz de Versailles.	31
Société Parisienne de Caoutchouc à Paris	174
Atelier Bréguet, à Vélizy	47
Société d'expansion française, à Boulogne-sur-Seine	47
C. R. A., Le Bourget	102
Atelier de Réparations de St-Cyr.	391
Parc d'Artillerie de Vincennes.	286
Atelier spécial d'Aubervilliers.	190
Atelier de Fabrication d'Aviation de Villacoublay.	241
3 ^e Cie d'Ouvriers, Vincennes-Maison Blanche	232
Ecole Aviation, à Buc	29
Centre Bourget Triage.	25
Centre de la Plaine St-Denis.	235
Centre d'Ermont Eaubonne.	79
Pépinières Nationales à Satory.	101
Centre de triage de Vincennes.	120
2 ^e Réserve Aérostation militaire, Versailles, ...	198

*
**

RÉGION DU NORD

Centre de Boulogne.	196
Calais	138
Hornoy	50
Yillay.	50

Camaches	45
Chepy Valines	43
Hartainneville	48
Dunkerque	169
Airaines	50
Abbeville.	251
Ecole d'aviation du Crotoy	54
Service des routes militaires à Beauvais.	41

*
**

3° RÉGION

Réseau du Nord, Centre de Serqueux.	20
do , Centre d'Aumale	74
Centre de triage de Trappes.	50

*
**

4° RÉGION

Ecole d'Aviation de Chartres.	327
Dépôt Matériel des Chemins de fer D. M. C. Chartres.	29

*
**

5° RÉGION

Usine Davey et Blekfort à Héry.	74
Etablissement Hutchinson à Langlée.	87
Cartonnerie Verson à Jouy sur Morin.	28
Société Air Liquide à Montereau.	50
Génie américain à Gièvres.	193
Ecole militaire d'Artillerie de Fontainebleau.	110

*
**

7° RÉGION

Centre d'Ambérieu.	139
Centre de Construction de Baraque Andelot en Montagne.	23

*
**

8^e RÉGION

Atelier de Construction de Bourges.	377
Pyrotechnie de Bourges.	140
Etablissement Billant, à Bourges.	80
Chefferie de Dijon.	99
Chefferie de Bourges.	66
8 ^e Escadron du Train des Equipages, Dijon.	200
Ecole d'Aviation du Camp d'Avord.	672
Génie américain, à Challuy par Plagny.	510
P. O., à Vierzon.	116
Centre de triage de Chagny.	153
Briqueteries Vigier, à Saincoins.	27
Génie Américain à Beaune.	296
Saint-Parize.	664

*
**

9^e RÉGION

Poudrerie du Ripault.	522
Ecole d'Aviation de Châteauroux.	411
Ecole d'Aviation de Tours.	49
Atelier de St-Pierre des Corps, près Tours.	49
Sous-Intendance de Tours.	51
Vandœuvres	85
Poitiers	66
Exploitation Robert à Fresmes.	E F.
Mission anglo-américaine Nevy Pailloux.	473
Ecole des Fondeurs à Angers.	36
Exploitation Thuan, à Dun sur Auroy.	50

*
**

12^e RÉGION

Poudrerie de Bergerac.	1.881
Poudrerie d'Angoulême.	2.154
Société Debouchaud-Exploitation à Mouthiers.	21
Génie américain à Périgueux.	115

14^e RÉGION

Bocuze, 20 Rue Grillon, Lyon.	89
Cie Générale de Navigation H. P. L. M , Lyon. . .	60
Papeterie Bergès, à Lancey.	199
Cartoucherie de Valence.	29
Haour Frères, à Brignais.	55
Usines de Fives Lille, à Givers.	59

*
**

15^e RÉGION

Poudrerie de St-Chamas.	609
Poudrerie de Sorgues.	330
Sté des Constructions navales de la Ciotat.	28
Usine Delestrado et Nicolas, à Marseille.	54
Cie des tramways, à Marseille.	123
Usine Maulet, à Marseille.	51
Centre de Bois, à Marseille.	122
Etablissement Fraissinet, à Marseille.	10
Sté des Tuileries et Briqueteries, à Marseille	24
Sté de la Ramie, à Entraigues.	22
Poudrerie de Salin de Giraud.	263
Centre d'Avignon.	113
Dépôt 7 ^e Régiment du Génie d'Avignon.	6
Produits chimiques de Rassuen.	27
Ecole d'Aviation d'Istres.	816
Centre d'Alais P. L. M.	117
Station-Magasin de Miramas.	188
Polygone expérience de Salaise.	304
Travailleurs agricoles des Bouches du Rhône.	28
Rolland à Joncques.	26
Cie des Salins du Midi, à Aigues-Mortes.	213
Etablissement Turcat et Méry, à Marseille.	48
Ancienne Cie du Canal de Baucaire-Domaine des Corrèges.	25
Arsenal Maritime de Toulon.	495
Majorité Générale de Place de Toulon.	434
Parc d'Artillerie de Toulon.	62

Cie Produits chimiques d'Alais, à St-Auban.	65
Usine Schneider à la Londe (Batteries les Maures). . .	107
Camp de Fréjus, à St-Raphaël.	144
Les Arcs (Var).	23
Chefferie de Nice.	141
Centre de bois de Grenoble, à Nice.	23
Travailleurs agricoles des Alpes-Maritimes.	99
Aviation Guers-Pierrefeu	286
Thonand Durandy, à Bans Roux.	23
Travailleurs agricoles du Var.	107

*
**

16^e RÉGION

Parc d'artillerie de Castres.	1.602
Détachement de la Crémade.	273
Dynamite de Paulilles.	96
Exploitation Forestière à Beinnet-Olette.	94
Travaux agricoles de l'Hérault.	135
do do de l'Aude	116
Cie des Salins du Midi, à Cette.	217

*
**

17^e RÉGION

Usine Lannemezan	422
Poudrerie de Toulouse.	6.232
Atelier de Fabrication de Toulouse.	379
Sté des Métaux, à Castelsarrasin.	412
Réseau du Midi, Centre de Toulouse.	38
Génie à Lectoure.	600

*
**

18^e RÉGION

Poudrerie de St-Médard.	2.351
Poudrerie de Bassens.	1.710
Atelier de Construction de Tarbes.	669
Hauts-Fourneaux de Pauillac.	38

Etablissements Cardes, à Bordeaux.	53
Quai Deschamps, à Bordeaux.	38
Centre d'Aviation de Cazaux.	422
Centre d'Aviation de Biscarrosse.	192
Ecole d'Aviation de Pau.	830
Réseau du Midi, Bordeaux.	39
Travailleurs agricoles de Gironde	401
do do de la Charente-Inférieure.	23
Génie à Mimizan.	186
Génie à Pau.	480
Centre de construction de Baraque Tardets	23
Génie américain, St-Sulpice d'Izon.	347

LISTES DES METIS ENGAGÉS

comme T. C. Indochinois en France

NOM ET PRÉNOMS	AFFECTATIONS ET ADRESSES
Burin, Arsène	O. S. T. N° Mle 31-Ecole d'aviation de Pau (B. Pyrénées)
Lecanu, Jacques	Caporal 31-Ecole d'aviation de Pau (B. Pyrénées)
Papin, Louis	O. S. T. N° Mle 152 Ecole d'aviation de Pau (B. Pyrénées)
Fayolle, J.	O. S. T. N° Mle 188 Quartier Brunet, Cartoucherie de Valcien, (Drôme)
Brard, Henri	Brigadier N° Mle 89 au Dépôt des tramways des Chartreux, Marseille.
Hursy, Robert	O. S. T. N° Mle 186 au Dépôt des tramways des Chartreux, Marseille.
De Goy, Pierre	O. S. T. N° Mle 184 au Dépôt des tramways des Chartreux, Marseille.
Bignet, A.	Automobiliste Hôpital mil. Istres (Bouches-du-Rhône)
Carré, J. Bte	O. S. T. N° Mle 35, Ecole d'avi. d'Istres
Capoulet, Emile	O. S. T. N° Mle 43 do
Donet, Jean	O. S. T. N° Mle 183 5 ^e Dépôt de la flotte, Toulon (Var)
Loliet, Paul	O. S. T. N° Mle 90 5 ^e Dépôt de la flotte, Toulon (Var)
Daviaud, L.	Brigadier N° Mle 122 Cie Gle de navigation, 90 Avenue Leclerc, Lyon.
Henriot, Léon	Brigadier 6. O. S. T. Groupe d'aviation de Vincennes
Ginat, Henri	O. S. T. N° Mle 30 Groupe d'aviation de Vincennes
Dubois, Pierre	O. S. T. N° Mle 33 Groupe d'aviation de Vincennes
Capdeville	O. S. T. N° Mle 34 Groupe d'aviation de Vincennes
Pommier, J.	Sergent T. M. 396 par B. C. M. Paris ci-devant à Tarbes
Ferrand, A.	Méréchal des logis 560 caserne Robert Toulouse
Hennecart, Louis	O. S. T. N° Mle 299 Camp d'aviation de Chartres (E.-et-L.)

NOM ET PRÉNOMS	AFFECTATIONS ET ADRESSES
Coronat, Etienne	O. S. T. N° Mle 13 caserne Riff, Tarbes (H. Pyrénées)
Bouquet	O. S. T. N° Mle 13 caserne Riff, Tarbes (P. Pyrénées)
Louit, Paul	Atelier militaire n° 51 de la Chapelle sur Dun (Saône-et-Loire)
Garabet, J.	N° 121 mécanicien Gr. indoch. à l'école d'aviation du camp d'Avor (Cher)
Lechien	N° 121 mécanicien Gr. indoch. à l'école d'aviation du camp d'Avor (Cher)
Hoang-Lu, dit Lestuny,	O. S. T.
Sanh, Michel	d°
H-Tu, Edouard	d° 215
Raynaud, Louis	d° 273
Riberis Viera, José	d° 327
Dumont, Etienne	d° 328
Huu-The, Joseph	d° 329
Chuc, Louis	
Riberio, Léon, Constant,	d° 339
Randon	d° 8
Vincent, Louis	d° 124
Pierre	d°
Frédéric, L.	d°
Duson, J.	d°
Minh, J.	d°
Dumons.	d°
Jean	d° 42
Louis	d°
Raynaud, C.	d°
Tinh	d°
Baptiste	d°
Martin	d°
Esseve	d°
Bozert	d° 92
Alexandre	d°
Fau	d° 120

P. C. C.

Le Chef de Bureau du Contrôle général du travail et de la colonisation.

Signé : Illisible.

CHAPITRE III

Le Problème du retour des Indochinois

Ce problème intéresse une population considérable. Peu d'Annamites sont restés en France, y ont fondé une famille, s'y sont créé des intérêts stables. L'immense majorité des travailleurs et des tirailleurs est revenue au pays natal. Même en défalquant le petit nombre des Indochinois qui se sont fixés en France, en tenant compte des tirailleurs tués ou morts en France et disparus (1.123 tués ; un nombre à peu près équivalent de travailleurs décédés), c'est près de cent mille hommes qui ont quitté l'Indochine pendant une, deux, trois ou quatre années, pour venir combattre ou travailler en France et qui reviennent dans la colonie. Que vont-ils devenir ?

SECTION PREMIÈRE

Craintes exprimées au sujet de l'emploi des indigènes en France

Des esprits imbus d'un pessimisme incurable redoutaient tout d'un brusque contact d'une importante partie des populations indigènes avec une civilisation à peu près entièrement nouvelle pour eux. S'ils s'inclinaient devant les nécessités nationales, plus fortes que toutes les théories, qui avaient jeté bas les dogmes et imposé cet afflux indigène, ils n'entendaient pas renoncer à leurs thèses et ils n'ont pas voulu comprendre la leçon des faits : « Tous les indigènes amenés

en France... auront été jetés dans un monde d'idées nouvelles et singulièrement dangereuses pour des têtes non préparées. Idées que personne chez eux ne pensait, *ne pouvait penser*... Que représentent à l'esprit concret des peuples colorés la « liberté de l'individu », les « droits de la femme », « l'égalité des citoyens », la « liberté des cultes », la « liberté de la presse », le « droit de suffrage »..., les « courants nationalistes » ... ? Parmi ces masses d'extra-Européens, de plus intelligents ou de plus « mauvais » se pourront trouver pour semer des paroles dangereuses, abuser, entraîner les simples... » (1).

Voilà pour la question politique. Voici l'objection morale et économique : « Si nos mœurs, telles qu'ils les observaient chez eux-mêmes parmi les colons, choquaient déjà et troublaient les indigènes, combien n'auront-ils pas été révolutionnés en France, par ce qu'ils auront vu, entendu, dans les milieux où ils ont été précipités ? Ce n'est point la vie de la vraie famille française..., mais la vie sans famille, dérégulée, débridée de la ligne de feu, la vie de guerre. Or la guerre n'est point une école de morale. Comment les hommes qui, sur le front, vivent dans cette perpétuelle préoccupation : tuer ou être tué ; qui, à l'arrière, sont invités à une production intensive et reçoivent des salaires anormaux, demeureront-ils dans l'équilibre, déjà relatif, du temps de paix ?... Combien de mauvais instincts, — d'instincts animaux — se réveillent (pendant la guerre), « se posent » dans la vie de chaque jour ! N'oubliez pas les exemples fâcheux que nos sujets, souvent faibles au moral comme des enfants, surtout devant les Blancs, leurs « maîtres », auront eu sous les yeux : atteintes quotidiennes portées à

(1). Vignon, p. 182-183.

leurs idées quant à la religion, à la morale, à la famille, aux usages des ancêtres, au respect de l'autorité ; propos fâcheux tenus à l'atelier par nos ouvriers contre les patrons, les contre-mâîtres ; menaces de grèves ou grèves elles-mêmes ; conseils passés à l'indigène : « Tu en fais trop ; repose-toi ; t'en fais pas ! » Et encore, dans cet atelier, des salaires « merveilleux », « fantastiques » (1) ; puis à la porte, le cabaret, et les filles, filles hardies qui provoquent l'Annamite timide s'il passe sans les regarder. »

« Si la pénétration des idées était fatale, du moins convenait-il qu'elle fût lente ; il importait que l'indigène ne fût pas déraciné, même chez lui. . . Et voici que des dizaines de milliers d'indigènes vont rentrer dans leur pays surprenants pour leur milieu ancestral, éléments perturbateurs. . . »

« Gouverneurs et administrateurs ne cachent point leur inquiétude : quels troubles ne seront point portés à la vieille hiérarchie ? quelles conséquences auront pour la santé du corps social la raillerie ou le mépris de ce qui était considéré par tous comme saint, sacré, loi des morts ? Nos sujets ne

(1). D'après le *Règlement fixant les conditions d'engagement et les obligations des ouvriers indigènes*, édité et appliqué par le ministère de la Guerre, Service des travailleurs coloniaux, les ouvriers indigènes employés en France sont classés en deux catégories : 1^o Ouvriers de profession ou spécialistes ; 2^o Manœuvres ou non spécialistes. La solde journalière des ouvriers spécialistes ou non-spécialistes est fixée comme suit, en tenant compte de leur grade militaire pour ceux qui ont déjà servi : Adjudant 2 fr. 89, Maréchal-des-Logis 1 fr. 95, Brigadier 1 fr. 20, Maître-ouvrier 1 fr. 05, Ouvrier de 1^{re} classe 0 fr. 90, Ouvrier de 2^e classe 0 fr. 75. Il est alloué en outre une prime journalière de travail, qui n'est due que pour toute journée de travail effectif. Cette prime est ainsi fixée : Ouvriers spécialistes : 1^{re} série 3 fr. 50, 2^e série 3 fr., 3^e série 2 fr. 75. Ouvriers non-spécialistes : 1^{re} série 1 fr., 2^e série 0 fr. 50.

Peut-on, dans ces conditions, parler de salaires « merveilleux », « fantastiques » ?

seront-ils pas plus difficiles à conduire ? les réclameurs, les délinquants, plus nombreux ? Sur les plantations, à l'atelier, ne devra-t-on pas craindre de fréquentes ruptures du contrat de travail, voire des grèves ? Dans les villes, ne verra-t-on pas s'accroître le nombre des fainéants, déclassés, population de troubles et d'émeutes ? » (2).

Ces inquiétudes sont en grande partie théoriques. Elles reposent sur une conception *à priori* de la psychologie des indigènes, sur la notion abstraite de deux races, de deux civilisations entièrement distinctes et sur de purs raisonnements de cabinet. C'est une vue des choses aussi dangereuse que fausse que de prétendre qu'une race n'emprunte au contact d'une autre plus civilisée ou différemment civilisée que les vices de cette dernière. Cette conception va à l'encontre de la notion du progrès ; elle est contraire à l'expérience historique ; elle repose sur un déterminisme décourageant, qui fait bon marché de la volonté individuelle et de l'action sur l'homme de lois ou d'institutions réfléchies.

SECTION II

Mesures prises en vue de leur retour

Les faits constatés pendant la guerre la condamnent absolument. Les tirailleurs ou les travailleurs coloniaux n'ont pas été laissés librement à l'influence des causes dissolvantes analysées plus haut. Le Service des travailleurs coloniaux, le Contrôle général des troupes indochinoises et les délégués indigènes ont, par des institutions d'ordre moral, par des conditions de bien-être, par une surveillance soutenue, maintenu chez les Indochinois employés en France une atmosphère de discipline, de travail, de conduite morale, dont nous avons constaté les résultats, au point de vue du

(2). Vignon, p. 184, 185, 186.

rendement du travail, des progrès intellectuels, de l'épargne, du bon esprit à l'égard de l'autorité et du patron.

Le retour en Indochine de cent mille hommes déracinés aurait peut-être constitué un danger pour la colonie si la France les avait laissés livrés à eux-mêmes, leur engagement terminé. Il n'en a rien été. Les services de la main-d'œuvre, nous l'avons vu, ont tenu à suivre les ouvriers spécialistes jusqu'à leur retour et à assurer leur situation à venir. Nous allons maintenant exposer les mesures qu'ils ont prises pour ménager la transition à l'ensemble des Indochinois, tant tirailleurs que travailleurs. En prenant ces dispositions, ils ont répondu par avance à ceux qui redoutaient le retour de France et opposé à un fatalisme déprimant l'influence d'une action heureuse et intelligemment préparée.

Une Notice rédigée, en français et en quôc-ngu, par le « Contrôle général du travail et de la colonisation » (1), a été distribuée aux tirailleurs et aux ouvriers militaires indochinois, en vue de leur faire connaître les avantages qui leur sont réservés à leur retour en Indochine.

§ 1^{er}. — *Examens sanitaires et soins médicaux*

A leur port de débarquement, — à Saïgon, Tourane ou Haïphong, suivant leur destination, — les soldats ou ouvriers sont reçus par un Comité de notabilités de la ville, qui doit s'occuper d'eux. Ils passent une visite médicale et ne sont renvoyés dans leurs villages qu'en bon état de santé ou complètement rétablis. Les tirailleurs malades, blessés ou éclopés sont hospitalisés. Les travailleurs dans ces mêmes cas, sont admis gratuitement à l'hôpital de la province ou,

(1). Service créé en Indochine à la fin de la guerre.

sur leur demande, soignés chez eux par le médecin de la province. Les infirmes ou incurables peuvent se faire hospitaliser ou obtenir une allocation mensuelle, dans les mêmes conditions que les tirailleurs ou engagés militaires spéciaux licenciés sans pension ni gratification de réforme. Les pensions et gratifications de réforme, les pensions de veuves et orphelins, sont les mêmes pour les travailleurs et les tirailleurs (1).

Quant aux mutilés, le Centre d'appareillage de Hanoï leur fournira un appareil gratuit et leur apprendra à s'en servir (2).

§ 2. — *Comités Provinciaux*

Le gouvernement s'est préoccupé de faire reprendre aux travailleurs et tirailleurs libérés leur ancienne profession ou de leur en procurer une nouvelle.

Les valides, après avoir quitté le port de débarquement et accompli les formalités sanitaires, sont reçus par le Comité provincial, institué au chef-lieu de chaque province et composé de l'Administrateur, de fonctionnaires français et indigènes, de colons et de commerçants. Ce comité est spécialement chargé de s'occuper des Annamites revenus de France (3). Il aide ceux qui reprennent la culture de leurs rizières à rejoindre leur village. A ceux qui n'ont pas de rizières ni de bien familial, il s'efforce de procurer du travail dans la province.

§ 3. — *Emplois réservés*

Les tirailleurs peuvent obtenir un emploi dans l'administration. Une loi du 2 décembre 1917 réserve tous les

(1). Notice, p. 4 et 6.

(2). Notice, p. 6.

(3). Notice, p. 8.

emplois administratifs aux militaires indigènes réformés pour blessures ou, à défaut de candidats possédant les aptitudes physiques nécessaires, aux militaires indigènes libérés ayant obtenu, à leur libération, un certificat de bonne conduite (1).

§ 4. — *Concessions de terres*

Quant aux ouvriers non spécialistes, le Comité provincial les fait embaucher dans les provinces, grâce au concours des colons ou des commerçants qui font partie de ce comité ou, à défaut, il les signale au Comité Local ou Central institué au chef-lieu de chaque pays, à Saïgon, Hué, Hanoï et Pnom-Penh, et chargé de placer dans le commerce, l'industrie ou les services des travaux publics les ouvriers dont les commerçants, les industriels ou l'Administration auraient besoin (2).

Un régime spécial a été imaginé pour ceux qui n'ont pas de rizière ni de métier. Le gouvernement accorde à ceux qui voudraient être cultivateurs des concessions sur les terres disponibles, sans propriétaire et incultes, encore nombreuses en Cochinchine, en Annam et au Cambodge. L'Administration leur fait des avances en buffles, bœufs, charrues, semences et même en matériaux pour la construction des habitations. Le concessionnaire deviendra propriétaire de la terre, dès qu'il l'aura mise en valeur (3).

Au Tonkin, à défaut de terres libres à concéder dans le Delta tonkinois, l'Administration attribue des lots, à ceux qui en feront la demande, dans un terrain situé dans le huyèn de Đông-hy. Elle paie les dépenses des six premiers

(1). Notice, p. 8.

(2). Notice, p. 8.

(3). Notice, p. 10.

mois d'installation : construction de la maison et du gros mobilier, achat d'un buffle, instruments aratoires, riz (à raison de 120 kilos par mois et pendant six mois), semences diverses, allocation de 8 piastres par mois, et fourniture de médicaments. Sur ces dépenses, le concessionnaire n'aura à rembourser, par quart et à compter de la troisième année d'exploitation, que 80 piastres représentant la valeur du buffle, des instruments aratoires et de la somme avancée (1).

Enfin, en Annam et au Tonkin, des grades de mandarinat seront accordés à ceux des plus méritants qui auront mis ces terres en valeur dans certaines conditions.

§ 5 — *Honneurs attribués aux soldats et travailleurs*

Le service du contrôle général n'a point négligé ce point de vue. Sachant combien les Indochinois sont sensibles aux marques d'honneur et de distinction, il a voulu faire honorer dans leurs villages ceux qui ont mérité la reconnaissance de la France, en leur attribuant des distinctions enviées.

Les militaires originaires de l'Annam ou du Tonkin recevront un titre de mandarinat militaire égal à celui d'équivalence correspondant à leur grade dans l'armée ; soit en Annam, de trois deux inférieur, pour les adjudants-chefs, à neuf deux, pour les tirailleurs de deuxième classe, avec une ou deux classes supplémentaires, suivant l'importance de leurs blessures, citations ou décorations. Au Tonkin, les titres seront conférés suivant le tableau d'équivalence réglementaire en usage.

Pour les militaires camdodgiens, la Croix d'officier de l'Ordre Royal du Cambodge sera conférée aux indigènes décorés de la Légion d'honneur, de la Médaille militaire, de

(1). Notice, p. 12.

la Croix de guerre ou qui auront été l'objet de citations. La Croix de chevalier sera donnée à ceux qui auront rendu des services distingués. Ceux qui possèdent de bons certificats auront soit la Médaille d'argent ou de bronze de S. M. le Roi du Cambodge, soit le Muniséraphon. L'attribution de chacune de ces décorations comportera en même temps la délivrance de titres honorifiques de mandarinat. Enfin, des distinctions honorifiques posthumes seront remises avec apparat aux familles des volontaires décédés en France, afin de perpétuer le souvenir des Cambodgiens morts au Champ d'honneur ou en service.

En Cochinchine, où n'existent ni décorations du pays, ni grades de mandarinat, les militaires décorés de la Croix de guerre et de la Médaille militaire et les ouvriers titulaires de la Médaille du ministère du Travail auront dans les cérémonies rituelles un droit de présence, variable suivant la qualité de la croix et le nombre de palmes. Ils auront droit aussi aux honneurs posthumes et leurs noms seront inscrits sur les tablettes de la pagode de leur village d'origine. De même pour les tirailleurs et travailleurs morts en France en service (1).

SECTION III

Etat d'esprit des rapatriés

En somme, toutes les précautions ont été prises pour ménager la transition et faciliter la réadaptation des indigènes à leur milieu. Elle s'est faite, pour la grande majorité, dans les meilleures conditions. Le rapport de l'inspecteur général des colonies, Rheinart, chargé d'étudier sur place cette question, aboutit à cette conclusion, d'après les don-

(1). Notice. p. 14.

nées du service de surveillance organisé pour les rapatriés par les autorités locales de la Cochinchine et du Tonkin.

En Cochinchine, la très grande majorité du contingent était composée de cultivateurs, qui se sont empressés de retourner à leur rizière. Quelques tirailleurs se sont rengagés dans les troupes de la colonie ; un assez grand nombre se sont fait incorporer dans la garde civile ou, bénéficiant de la loi du 2 décembre 1917, ont été admis dans les emplois subalternes de la colonie. Les artisans ont repris leur métier. Des situations ont pu être assurées par les comités locaux aux ouvriers. En reprenant leurs anciennes occupations, les rapatriés ont repris leur ancien état d'esprit. Les chefs de province sont unanimes à constater leur bonne tenue (1). Ils ont touché la prime de démobilisation, comme les soldats français, et les allocations ont été continuées pendant trois mois à leurs familles. L'influence de ces rapatriés, dont ces mesures faisaient des « satisfaits » ne pouvait d'ailleurs être bien considérable sur leurs compatriotes, car c'étaient en général des recrues d'un rang social bien inférieur et sans instruction (2).

Dans le Tonkin et dans le Nord-Annam, le rapport de l'inspecteur général Rheinart fait des constatations analogues. A l'époque de sa mission, à la fin de 1920, sur 64.524 hommes, tirailleurs ou travailleurs, embarqués aux dépôts d'Haïphong, 42.400 avaient été rapatriés. Leur état d'esprit est excellent. Ils parlent volontiers avec leurs compatriotes de leur séjour en France, du bon accueil et des bons traitements qu'ils y ont reçus. Leur propagande rend

(1). Rapport de l'inspecteur général des colonies Rheinart. Cf Régismanset, p. 255.

(2). Régismanset, p. 255.

même la population moins sournoise et plus confiante à l'égard des Français. Les rapatriés reviennent à la terre. Ils sont déferents vis-à-vis des autorités françaises et plus détachés à l'égard des notables. Ils servent volontiers d'interprètes à leurs parents et amis qui ont des requêtes à présenter à l'administration française et permettent de se passer des interprètes officiels (1).

En résumé, sur la grande majorité des tirailleurs et des ouvriers, le séjour en France paraît n'avoir exercé qu'une répercussion sociale et politique insignifiante en raison même de la classe sociale à laquelle ils appartenaient et leur défaut d'instruction générale. C'est aussi l'impression du gouverneur général Maurice Long, qui réservait d'ailleurs son opinion, tout en se défendant de tomber dans le pessimisme, à l'égard des rapatriés plus cultivés. « Si l'on peut, déclarait-il, estimer, à la lumière des constatations déjà faites, que les répercussions sociales immédiates de l'envoi d'un si grand nombre d'indigènes en Europe seront faibles, il me paraît préférable de ne rien conclure encore en ce qui touche les répercussions d'ordre purement politique, qui sont à plus longue portée. Il faut attendre pour en juger après le retour de certains éléments de catégorie supérieure, gradés et ouvriers spécialisés, appartenant à une classe d'indigènes évolués, dont l'esprit a été sollicité en France par les idées et les doctrines les plus avancées de la société européenne moderne. Ils forment une minorité, il est vrai, mais ce sera une minorité agissante. Nul ne saurait dire quelle influence ils prendront sur leurs compatriotes dans l'avenir.

(1). Rapport Rheinhardt. Cf Régismanset, p. 256.

« Je n'admets d'ailleurs pas, *à priori*, comme le font d'incorrigibles pessimistes, que cette influence doive être nécessairement pernicieuse aux intérêts de la souveraineté française. Il y a de fortes raisons, au contraire, pour estimer que, le gouvernement persévérant dans la politique réaliste et généreuse si opportunément pratiquée par M. Albert Sarraut, l'intervention de la plupart de ces individualités nouvelles dans la vie des collectivités indigènes, pourra avoir pour heureux effet de seconder et de hâter l'évolution normale de celle-ci dans le sens même où nous le dirigeons..... » (1).

(1). Maintenant que ces « éléments de catégorie supérieure » sont rentrés depuis quelque temps dans la colonie, nous pouvons affirmer que le regretté gouverneur général a vu juste.

CHAPITRE IV

L'Aide Financière

Les détracteurs de l'expansion coloniale française prétendaient que les colonies « coûtaient chers » et qu'en cas de guerre la métropole devrait renforcer les troupes d'occupation et les aider pécuniairement. Les colonies ont répondu à ces craintes en apportant à la France des combattants, des travailleurs et l'appui de leur concours financier.

En ce qui concerne l'Indochine, ce concours lui est venu de deux côtés, du gouvernement général et des particuliers.

SECTION PREMIÈRE

L'Aide du Gouvernement général

La situation financière de l'Indochine, dès avant la guerre, était excellente et, depuis 1901, ses budgets se sont toujours liquidés avec un solde de recettes, sauf ceux des exercices 1905, 1906 et 1911. Le plus fort excédent de recettes s'est réalisé en 1912, où il se chiffrait par 5.440.000 piastres dont 3.216.999 \$ pour le budget général et 2.223.774 \$ pour les budgets locaux (1). Depuis longtemps l'Indochine ne reçoit pas de subvention de la métropole pour ses dépenses civiles. Sur un total de 42 millions de piastres, la plus value du budget général a dépassé 8 millions en 1914 et 5 millions en 1915 par rapport aux prévisions budgétaires (2).

(1). Brenier, atlas, p. 96 et graphique n° 31, p. 97.

(2). Lebrun, *L'effort colonial français 1916*, p. 25.

§ 1. — *Prise en charge de dépenses de ravitaillement*

En présence de cette situation prospère qu'allait compléter, après un léger fléchissement en 1915, un commerce extérieur sans précédents, l'Indochine a estimé que son devoir était non seulement d'envoyer ses produits à la métropole, mais de les prendre à sa charge ou de lui en faire l'avance. « Il nous a paru, disait M. Roume en 1915 (2), qu'une situation relativement prospère de la colonie lui imposait des devoirs particuliers envers la mère-patrie, au milieu de la crise sans précédents qu'elle traverse alors que son or s'écoule à flots pressés en même temps que son sang. C'est dans ce sentiment de piété filiale que nous vous proposons de prendre à la charge du budget général de l'Indochine, par imputation sur sa caisse de réserve, les dépenses en approvisionnements que nous avons effectuées ou engagées jusqu'à cette date pour le compte de la métropole, et qui s'élèvent au chiffre approximatif de 4.245.000 piastres, soit 41.037.000 francs. » Ces approvisionnements consistaient notamment en fournitures de riz et de maïs.

L'année suivante, le gouverneur général intérimaire Charles, rappelant ce précédent, proposait au Conseil de gouvernement (3) de prendre à la charge de la colonie l'envoi de 30.000 tonnes de riz et de 20.000 tonnes de maïs, représentant une dépense de 7 millions 500.000 fr., plus une foule de dépenses accessoires, se montant à plusieurs millions. Il faisait remarquer que les trois premiers trimestres de l'exercice 1916 accusaient une plus-value de recettes de

(1). Roume, discours au Conseil de gouvernement, session de 1915.

(2). Charles, Discours au Conseil de gouvernement, 14 novembre 1916.

5.882.648 \$ pour le budget général et de 3.387.446 \$ pour les budgets locaux.

Enfin, en septembre 1918, le gouverneur général Sarraut prit un arrêté analogue, mettant à la charge du budget du gouvernement général les dépenses faites par la métropole pour de gros achats d'alcool pour le service des poudres. (1)

§ 2. — *Avances à la métropole*

D'autre part, la colonie a servi de banquier à la France, en lui faisant l'avance sur ses propres fonds de la plus grande part des débours qu'entraînaient les ordres reçus. Par les comptables locaux, elle lui a fait des avances de trésorerie se montant au moment de l'armistice, à 30 millions de piastres. (2) Elle a acheté des traites à la Bourse et payé des fournitures acquises à la métropole, permettant à celle-ci de se libérer envers ses fournisseurs étrangers par un change avantageux en dollars, livres, yen, de piastres qui étaient à un cours assez élevé, et lui évitant d'emprunter à des conditions onéreuses et d'accentuer la dépréciation du franc. (3) Le budget général de la colonie a fait des avances pour l'achat de bateaux au Japon. En 1916, il a payé pour la métropole 54 millions ; en 1917, plus de 100 millions. (4) Dans ces opérations la colonie prenait à sa charge les risques de fluctuations de la piastre et la hausse de la piastre a causé des pertes sensibles au budget général.

La colonie a aussi pris à sa charge l'abondement des soldes militaires, et elle l'a conservé même après la guerre,

(1) Documents sur la guerre publiés par la Chambre de Commerce de Paris, Bulletin de l'Agence générale des Colonies, 1918, p. 583.

(2) Rapport de la Commission monétaire indochinoise, p. 39 et suiv.

(3) *Op. cit.* p. 41-42.

(4) Régismanset, p. 46.

dépense qui, pour la seule année 1920, représente 60 millions de francs. (1)

Pendant la guerre, l'Indochine n'a pas aidé financièrement la métropole seule, mais aussi l'Afrique équatoriale, dont la situation budgétaire était déficitaire. En 1921, ce groupe colonial a encore reçu de la métropole une subvention de 4 millions pour assurer son équilibre budgétaire, et une autre de 949.237 fr. (1.619.023 au budget de 1922) pour le service de son emprunt. (2)

SECTION II

L'aide des populations

La population indochinoise, elle aussi, a participé comme son gouvernement à l'aide pécuniaire apportée à la France pour soutenir la lutte contre les Empires centraux. Elle l'a fait sous une double forme : les souscriptions aux emprunts de la Défense Nationale et les souscriptions aux œuvres de guerre.

§ 1. — *Souscriptions aux emprunts nationaux*

Le montant total des souscriptions aux divers emprunts nationaux émis de 1915 à 1920, recueillies dans les diverses colonies, représente un total de plus de 600 millions. L'Indochine a été constamment en tête et, d'année en année, sa part contributive a été en s'accroissant.

Voici le montant des souscriptions pour chaque emprunt et pour chaque colonie. (3)

(1) Régismanset, p. 47.

(2) Cf. Sarraut, p. 68 ; Budget de l'Indochine. L'Indochine supporte aussi chaque année, les dépenses d'entretien des Etablissements français et les dépenses militaires en Extrême-Orient, par exemple, en 1924, ces dépenses se sont chiffrées à 5.294.820 piastres pour les services militaires et maritimes et 294.730 piastres pour les Etablissements. Elle a, en outre, consenti des avances de plusieurs millions aux Iles du Pacifique.

(3) Sarraut, p. 46.

COLONIES		1915	1916	1917	1918	1920 5 0/0	1920 6 0/0	Totaux
Indochine	12 944.800	21.619.855	47.562.556	102.177 993,60	65.368.280	117.741.150	367.314.634,60	
Réunion	805.464	11.580.472,75	9.870.922,60	18.024 790,70	8.385.500	28.017.200	76.714.350,25	
Martinique	476.694	2.422.963,75	7.035.715,80	7.805.700	13.188.200	12.156.950	43.106.225,55	
Madagascar	1.654.752	1.694.818,75	1.519.901,60	8.188.700	3.277 800	21 198.850	37.534.822,35	
Afrique Occ. Française	2.939.024	3.836.609,25	2.650.902	3.767.745,90	4.218.700	13.799.650	31.212.031,15	
Guadeloupe	741.752	615.570	1.423.450	3.294.288,63	3.943.400	5.490.228	15.508.688,60	
Nouvelle Calédonie	181.984	1.546.788,25	1.799.721	2.765.430,30	765.000	2.844.150	9.903.073,55	
El ^{es} Français dans l'Inde	619.696	872.235	1.322.550	2.283.300,50	1.092.500	1.864.750	8.055.131,50	
Guyanne	1.491.000	426.355	892.554,60	900.186,60	2.439.000	1.291.550	7.441.246,20	
Afrique Equat. Française	124.608	407.747,75	96.794,60	1.515.544,80	2.541.600	2.636.333	7.322.628,15	
Djibouti	372.240	351.606,25	1.283.231,50	629.351,80	1.714.700	658.300	4.909.429,65	
Saint-Pierre et Miquelon	148.192	276.101,25	152.154,80	565.019,40	297.000	1.368.500	2.806.967,45	
Océanie	—	170.722,50	357.954,80	—	124.900	452 500	1.106.077,30	
Cameroon	—	65.362	63.455	191.301,50	—	349.045	669.163,60	
Togo	—	19.170	—	—	—	—	19.170	
Totaux :		22.500.808	45.806.377,50	76.051.864,40	152.109.354	107.256.680	209 898.556	
							613.623.639,90	

La participation de l'Indochine représente plus de la moitié et près des deux tiers de l'ensemble de ces souscriptions. Sur les 367.314.634 fr. 60 qu'elle a souscrits, 30 pour cent l'ont été par la population indigène.

A ces souscriptions aux emprunts, il conviendrait d'ajouter les souscriptions aux bons et aux obligations de la Défense Nationale. Mais leur montant total est impossible à déterminer. On sait que le ministre des Finances a avoué à la tribune de la Chambre qu'il était dans l'impossibilité de préciser la valeur totale des bons de la Défense Nationale émis. La difficulté de cette évaluation, qui surprend au premier abord, s'explique par la multiplicité des caisses publiques et privées qui ont été ouvertes à cette émission. Il n'est pas invraisemblable de fixer à plusieurs centaines de millions la participation de l'Indochine à ces valeurs. Au premier janvier 1917, elle avait déjà souscrit 156 millions de Bons du Trésor (1).

D'autre part, le chiffre de 367 millions doit être complété par celui de souscriptions d'origine indochinoise, mais faites en France ; industriels, commerçants, fonctionnaires établis en Indochine et ayant souscrit à leurs comptes en banque en France ; souscriptions des travailleurs indochinois en France (V. *suprà*, p. 118).

§ 2. — *Souscriptions aux œuvres de guerre*

Enfin, les colonies, et à leur tête l'Indochine, ont apporté pendant la guerre d'importantes contributions aux diverses œuvres de guerre. Au 15 avril 1915, le montant des souscriptions collectives ou privées atteignait en Indochine

(1). Bulletin de renseignements coloniaux, janvier 1917.

3.032.401 fr. 33 (1), en avril 1918, 9.237.787 fr. 22 (2) ; au 4 octobre 1918, 9.990.049 fr. (3).

Ces souscriptions ont été centralisées pour l'ensemble des colonies par un Comité présidé par M. Bloch, procureur général près la Cour des comptes, et réparties par ses soins entre diverses œuvres de secours et d'assistance. Y compris des souscriptions directes et diverses (4), le total de ces souscriptions pour l'ensemble des colonies a été arrêté par le Comité à la somme de 27 millions, se répartissant ainsi :

Indochine	13.816.177,66
Madagascar	6.065.153,55
Afrique Occidentale Française	3.825.905,68
Martinique	604.716,67
Etablissements français de l'Océanie	496.621,64
Etablissements français dans l'Inde	368.871,87
Guadeloupe	292.980,05
Afrique Equatoriale Française	292.554,67
Nouvelle Calédonie	290.492 »»
Réunion	190.176,79
Guyane	151.240,03
Côte des Somalis	127.257,17
Nouvelles Hébrides	64.527,83
Cameroun (pays à mandat)	35.280,65

(1). Bulletin de renseignements coloniaux, avril 1915.

(2). Henry Simon, ministre des colonies. Discours au Sénat, séance du 9 juillet 1918.

(3). Bulletin de l'Agence Générale des Colonies, 1919.

(4). Par exemple, en avril 1917, M. A. Sarraut remit à Mme Poincaré un chèque de 4.000 francs que lui avait apporté M. Cuong au nom des pères et mères de famille annamites pour l'œuvre des orphelins de la guerre (Bulletin de renseignements coloniaux, avril 1917).

Saint-Pierre et Miquelon	34.785,25
Souscriptions directes et diverses	93.277,50
	26.749.959,01
Intérêts des fonds déposés	653.905,57
Total	27.403.864,58 (1)

La part de l'Indochine représente donc plus de la moitié des cotisations.

Il faut également mentionner les dons en nature, d'objets de nature très diverse et impossibles à dénombrer et à évaluer : denrées alimentaires, tabac, etc... ; la participation aux « journées » réservées à telle ou telle œuvre : Belges, Départements envahis, Orphelinat des armées, etc.

Depuis la guerre, ce mouvement de solidarité s'est manifesté sous une autre forme. L'Indochine a adopté des communes sinistrées : Carency, Origny en Thiérache, Haulvigné et Chavignon (2).

Dans un autre ordre d'idées, la journée Pasteur au profit des laboratoires, en 1923, sur un produit total de 42 millions, a rapporté 1.050.000 fr. rien qu'en Indochine.

Notons enfin, que depuis déjà fort longtemps la colonie verse chaque année en France d'importantes sommes à titre de subventions, contributions et dotations à divers organismes métropolitains ; elle y a également créé et entretenu des chaires et des bourses d'études auprès des Universités

(1). Sarraut, p. 47.

(2). Sarraut, p. 48.

de Paris et de province. Pour 1923 par exemple, ces dépenses se chiffrent (contribution aux charges militaires non comprise) à plus d'un demi million de francs (1).

(1). Cf. Budget de l'Indochine, 1923, ch. X, art. 3, ch. XI, art. 9, ch. XII, art. 7, ch. XXXIV, art. 2. La contribution annuelle de l'Indochine aux charges militaires est actuellement d'environ 100 millions de francs. En dehors de la quote-part due en vertu de la loi de finances, la colonie apporte à la métropole un concours volontaire en prenant à sa charge des dépenses militaires qui s'élèvent à plus de 5 millions de piastres. V. *suprà* p. 148, note 2 ; Budget général de l'Indochine 1924, Titre I et Titre II, ch. VII.

CHAPITRE V

L'Aide économique

(Renvoi à la II^e Partie)

DEUXIÈME PARTIE

La situation économique de l'Indochine pendant la guerre

Quelles ont été les conséquences de la guerre sur le développement économique de l'Indochine? Quelles relations a-t-elle déterminées entre la colonie et la métropole? Tels sont les problèmes que nous étudierons sous cette rubrique. La situation du commerce extérieur en fera l'objet principal; nous montrerons la part respective de la France et des autres colonies, puis de l'étranger, dans l'ensemble du commerce de l'Indochine, pendant les années 1914 à 1918, dans les différentes branches d'importations et d'exportations.

Nous exposerons ensuite le mouvement de la navigation et des ports pendant la guerre, puis les améliorations apportées aux voies de communications, chemins de fer et routes; enfin la crise des transports maritimes au cours des hostilités.

CHAPITRE I^{er}

La situation commerciale

SECTION PREMIÈRE

La situation commerciale dans son ensemble (1)

Envisagée dans son ensemble, la situation commerciale de l'Indochine marque un développement sérieux au cours de la guerre.

COMMERCE GÉNÉRAL

Années	Importations	Exportations	Totaux
	francs	francs	francs
1913	305.331.958	345.259.253	650.591.211
1914	266.493.174	332.337.238	538.830.412
1915	224.417.563	345.093.472	569.511.035
1916	334.955.777	390.981.467	725.937.244
1917	373.555.560	430.200.036	803.755.596
1918	363.383.754	454.503.991	817.887.745

(1). Rapports annuels au Gouvernement général sur le commerce et la navigation de l'Indochine ; Statistiques des douanes ; Bulletin de l'Agence Générale des Colonies, *passim*.

COMMERCE SPÉCIAL

Années	Importations	Exportations	Totaux
	francs	francs	francs
1913	234.806.689	285.459.089	520.265.778
1914	210.749.446	287.826.413	498.575.859
1915	162.094.716	286.239.291	448.334.007
1916	234.332.385	297.747.846	532.080.231
1917	244.371.044	316.580.786	560.951.830
1918	243.144.253	351.252.119	594.396.372

Tant au commerce général qu'au commerce spécial, les totaux, après avoir fléchi, en 1914 et 1915, sur les chiffres de 1913, accusent, à partir de 1916, un mouvement ascendant qui, dès cet exercice, dépasse les résultats de l'exercice normal de 1913 et s'accroît régulièrement jusqu'en 1918. De 1913 à 1918, le commerce général passe de 650 millions et demi à 818 millions et le commerce spécial, de 520 millions à 594 et demi. Il est à remarquer que la baisse de 1914 et 1915 est due à peu près exclusivement à la diminution des importations pendant ces deux années, les exportations se maintenant à un niveau à peu près constant.

D'ailleurs, au cours de cette période, on constate un accroissement du mouvement des exportations beaucoup plus marqué que celui des importations. Au commerce général, les importations n'augmentent qu'à peine de 60 millions, de 1913 à 1918, tandis que les exportations augmentent de près de 110 millions. Au commerce spécial, les importations de 1918 sont à peine supérieures à 8 millions au chiffre de 1913 et le montant des exportations de 1918 dépasse celui des exportations de 1913 de près de 66 millions.

Ainsi la balance commerciale de l'Indochine, déjà régulièrement favorable avant la guerre, a accusé pendant les hostilités un excédent régulier et croissant d'exportations. La colonie tend à développer ses exportations plus que ses importations.

Dans cet exposé général, on peut tirer cette première conclusion que l'Indochine n'a pas souffert, dans l'ensemble de sa situation commerciale, de l'état de guerre. Elle a connu pendant cette période une ère de prospérité dont nous retrouverons les indices en exposant sa situation monétaire et qui s'est notamment manifestée par l'accroissement des importations de métaux précieux. Malgré l'état de guerre, les difficultés des relations internationales, et, notamment, celles tenant à la rareté et à la cherté du fret, le bilan commercial de l'Indochine, comprenant le total du commerce extérieur général et du commerce intérieur (cabotage), après un fléchissement en 1914 et 1915, s'est élevé en 1916 au-dessus du chiffre de 1913, atteignant presque le milliard, qu'il a dépassé en 1917 et plus encore en 1918.

Années	Commerce extérieur	Commerce intérieur	Totaux
1913	650.591.000	227.654 000	878 245.000
1914	598.830.000	228.192.000	827.022.000
1915	569.511.000	216.161.000	785.672.000
1916	725.937.000	272.381 000	998.318.000
1917	803.755.000	277.571.000	1.081.326.000
1918	817.888.000	294.246.000	1.112.134.000

Il y a lieu de faire ici une remarque générale. Les statistiques utilisées dans ce chapitre sont extraites des Rapports annuels au Gouvernement général sur le commerce et la navigation de l'Indochine, rapports qui utilisent les docu-

ments statistiques de l'Administration des douanes. Dans ces statistiques, les valeurs en francs attribuées aux divers produits sont des valeurs fixées par la Commission permanente des valeurs en douane. Cette Commission s'est efforcée de serrer le plus près possible la réalité, mais elle a pu néanmoins établir des valeurs assez sensiblement différentes des valeurs commerciales, fonctions de facteurs complexes, surtout pendant une période aussi troublée. Ces valeurs depuis 1911, n'ont été que légèrement majorées, en 1916 et en 1917, soit en moyenne de 40 0/0 sur l'ensemble des marchandises importées et de 11 0/0 sur l'ensemble des marchandises exportées, tandis qu'en 1919, la Commission des valeurs en douane les a considérablement majorées (par rapport à 1911, 253 0/0 sur l'ensemble des marchandises importées et 252 0/0 sur l'ensemble des marchandises exportées). Ces majorations ont été maintenues pour 1920 et 1921 (1).

Cette remarque appelle une triple observation. Si l'on compare le mouvement du commerce, importations et exportations, de 1914 à 1918, on a pour 1916, 1917 et 1918 des chiffres comportant des majorations de prix, mais des majorations inférieures aux majorations réelles. L'augmentation en valeurs du mouvement des affaires, telle qu'elle ressort des statistiques, est donc inférieure à l'augmentation réelle. Inversement, cette majoration des valeurs indique un accroissement dans une certaine mesure factice, ne correspondant pas nécessairement à une augmentation des quantités importées ou exportées. D'autre part, la majoration

(1). Note rédigée par la Direction des services économiques de l'Indochine dans « *L'Indochine* », numéro spécial de la *Vie technique, industrielle, agricole et coloniale*, décembre 1922, p. 15.

appliquée étant de 40 0/0 aux importations et de 11 0/0 aux exportations, les statistiques accusent donc pour les exportations comparativement aux importations, un mouvement d'accroissement moins accentué qu'il ne l'a été effectivement. Nous n'aurons d'ailleurs plus à faire les mêmes réserves sur la valeur des rapprochements entre les diverses années quand nous ferons la comparaison des mouvements pour les principaux produits, car nous ne tiendrons compte que des quantités et non des valeurs en francs.

Aux mouvements d'importations et d'exportations, les diverses parties de l'Indochine ont participé dans les proportions suivantes :

IMPORTATIONS (chiffres arrondis)

Années	Cochinchine	Tonkin	Annam	Cambodge
1914	148.498.000	51.652.000	5.710.000	4.889.000
1915	114.405.000	40.944.000	3.736.000	3.010.000
1916	155.749.000	66.595.000	5.825.000	6.164.000
1917	164.134.000	65.147.000	5.368.000	9.722.000
1918	165.072.000	64.877.000	5.068.000	8.127.000

EXPORTATIONS

Années	Cochinchine	Tonkin	Annam	Cambodge
1914	216.404.947	58.607.825	11.131.119	1.682.522
1915	188.360.255	85.353.915	10.212.845	2.312.276
1916	211.340.353	71.082.187	13.268.758	2.056.548
1917	245.329.204	61.406.683	8.013.017	1.834.882
1918	275.731.000	64.662.000	8.703.000	2.156.000

Les importations de l'Annam ont à peine dépassé, en 1916, le chiffre de 1913, et le montant en a été inférieur pendant toutes les autres années de la guerre, même en 1917 et 1918. Les importations des autres pays indochinois se sont, sauf en 1915, accrues dans les proportions d'environ un dixième pour la Cochinchine, trois dixièmes pour le Tonkin et six dixièmes pour le Cambodge.

Les exportations ont atteint leur maximum en 1915 au Tonkin et au Cambodge, en 1916 en Annam. En Cochinchine, elles sont allées en augmentant régulièrement de 1915 à 1918. Sauf en Annam, importations et exportations ont dépassé, en 1918, les chiffres de 1918.

SECTION II

Relations commerciales respectives avec la France et avec l'étranger

Un point plus intéressant est de déterminer la part respective de la France, des autres colonies et de l'étranger dans le commerce d'importation et d'exportation de l'Indochine pendant la guerre.

Les tableaux suivants l'indiquent par année.

IMPORTATIONS

Années (1)	de France (2)	des colonies (3)	France et Colonies réunies (2+3)	de l'étranger
1913	—	—	107.485.638	127.321.051
1914	84.047.364	5.821.795	89.869.159	120.880.287
1915	42.822.558	4.196.020	47.018.578	115.076.138
1916	57.111.069	5.730.030	62.841.099	171.491.286
1917	356.688.02	6.873.049	60.561.072	183.809.972
1918	24.977.113	8.236.824	33.213.937	209.930.316

EXPORTATIONS

Années (1)	vers la France (2)	vers les Colonies (3)	France et Colonies réunies (2+3)	vers l'étranger
1913	—	—	80.614.739	204.844.350
1914	76.588.561	1.250.888	77.839.449	209.986.964
1915	59.000.798	1.651.407	60.652.205	225.587.086
1916	66.200.029	1.447.173	67.647.202	230.100.644
1917	57.189.736	361.937	55.551.673	259.029.113
1918	20.367.181	1.290.983	21.658.164	329.593.955

§ 1^{er}. — *Commerce avec la France*

La lecture de ces tableaux permet de constater une diminution extrêmement rapide des importations de la France vers l'Indochine et des exportations de l'Indochine vers la France. Le montant des importations métropolitaines en Indochine tombe de 84 millions en 1914 à 43 en 1915. Après avoir un peu remonté, 57 et 56 et demi en 1916 et 1917, il descend à son chiffre le plus bas, 25 millions en 1918. Les importations des autres colonies se maintiennent mieux et même dépassent, en 1917 et 1918, le montant de 1914, passant de 6 à 7 et 8 millions en chiffres ronds. Mais étant donné la proportion minime des importations coloniales dans l'ensemble, cet accroissement ne suffit pas à enrayer la diminution des importations France et colonies en Indochine : en 1918, elles n'atteignent pas même le tiers du chiffre de 1913 et elles sont tombées de près de moitié, de 1916 à 1918.

§ 2.— *Commerce avec l'étranger*

Comme le montant total des importations de l'Indochine s'est accru pendant la guerre, c'est donc qu'elle a demandé de plus en plus de produits à l'étranger. En effet, après une légère baisse en 1914 et 1915, la valeur totale des importations de l'étranger suit une augmentation continue. De 127 millions en 1913, elle passe à 171 et demi en 1916, 184 millions en 1917 et 210 millions en 1918. Ainsi, tandis que, en 1913, les produits franco-coloniaux représentaient environ 46 0/0 des importations indochinoises et les produits étrangers 54 0/0, en 1918, la part de la métropole et de ses colonies n'était plus représentée que par 13,5 0/0 et celle de l'étranger par 86,5 0/0. Si l'on additionne les années 1914 à 1918, la France et ses colonies ont introduit en Indochine 293.500.000 fr. de produits, et les pays étrangers, 800 millions soit près de trois fois plus.

Pour les exportations, le même phénomène apparaît plus accentué encore. Les exportations vers la France tombent de 76 millions et demi en 1914, à 59, 66 et 57 millions en 1915, 1916 et 1917 et en 1918 la chute est encore plus rapide : les exportations n'atteignent plus que 20.367.000 fr. A part 1917, les exportations vers les colonies se maintiennent à peu près ; mais comme leur proportion est encore plus faible que pour les importations, l'ensemble des produits indochinois exportés vers les territoires dépendant de la mère-patrie descend de 80 millions et demi, en 1913, à 57 millions et demi, en 1917, et à 21 millions et demi seulement, en 1918, soit à peine un peu plus du quart de l'année 1913.

Ici encore, c'est l'étranger qui bénéficie de ce ralentissement extrême du courant exportateur franco-colonial. Le mouvement des exportations vers l'étranger accuse un accroissement continu, même en 1914 et en 1915. De 205 millions en 1913, ces exportations passent, d'année en année, à 210, 225, 230, 259 et 329 millions et demi. Déjà faible avant la guerre, la part de la métropole et de ses colonies dans les exportations de l'Indochine tombe de 28 0/0 en 1913 à 6,15 0/0 en 1918, tandis que celle de l'étranger passe de 72 à 83,85 0/0. Pendant la période de 1914-1915, l'Indochine a exporté en France et aux colonies pour 285.350.000 francs de produits, et à l'étranger pour 1.254.300.000 fr., soit quatre fois et demi plus.

Le ralentissement des transactions commerciales entre la France et l'Indochine s'explique aisément. La plupart des industries de la métropole ont été, et dans une proportion croissante à mesure que les hostilités se prolongeaient et que les besoins de l'armement s'intensifiaient, absorbées par les productions en vue de la défense nationale. Les usines ont de moins en moins travaillé pour le commerce libre et elles ont réservé leur production à l'Etat. D'autre part, un grand nombre de produits de première nécessité, notamment des denrées alimentaires, ont été réquisitionnés pour le ravitaillement de l'armée et de la population civile. Pour ces deux motifs, les produits disponibles pour l'exportation vers l'Indochine tendaient à se raréfier de plus en plus.

A cette restriction de la production s'est ajoutée la crise du fret. Les transports d'Extrême-Orient en France sont devenus de plus en plus difficiles. La flotte commerciale, déjà insuffisante, avant la guerre, pour les relations de la

métropole avec ses colonies, a subi de lourdes pertes par suite de la guerre sous-marine. La rareté du fret, son coût et le coût des assurances maritimes, ont joué le rôle de tarifs prohibitifs.

Cette crise était plus grave encore à l'égard des exportations indochinoises, puisque, vers la France, le peu de navires disponibles étaient réservés au transport des combattants et des travailleurs.

La crise du fret a ralenti le mouvement des produits d'Extrême-Orient vers l'Europe, comme des produits d'Europe vers l'Extrême-Orient. Les pays de l'Europe occidentale en ont tous plus ou moins souffert, mais dans une moindre mesure que la France, s'ils disposaient d'un tonnage plus considérable, ou si leur production restait libre. A l'insuffisance ou, pour mieux dire, au défaut de transports maritimes, la France joignait l'arrêt de sa production libre. Les usines cessaient d'être clientes de l'Indochine pour les matières premières nécessaires à leur production normale ; les restrictions apportées à l'entrée ou à la consommation de certains produits tendaient aussi à une réduction des exportations indochinoises vers la France.

Or l'Indochine ne voyait pas sa main-d'œuvre raréfiée par une mobilisation générale. Les engagements des travailleurs et des combattants laissaient disponible pour la production l'immense majorité de sa population. Le défaut de développement industriel, de main-d'œuvre technique spécialisée, les difficultés des transports vers la France, ne permettaient pas d'attendre de l'Indochine l'effort industriel intense en vue de la défense nationale que la France a demandé aux usines métropolitaines. La colonie, en un mot, conservait son entière liberté de production. Privée de ses

fournisseurs et de ses clients français habituels, elle a tout naturellement été amenée à se tourner vers de nouveaux fournisseurs et clients, plus proches, vers les pays d'Extrême-Orient. Les statistiques des importations et des exportations par pays de provenance et de destination témoignent de la part croissante des pays voisins de l'Indochine dans son commerce extérieur pendant la guerre :

IMPORTATIONS DE L'ETRANGER

Désignation des pays	1914	1915	1916	1917	1918
Hong-Kong	50 943.505	55 329.535	76.970.000	77.571.000	97.486.000
Singapore	25 953.462	23.704.106	29.551.000	28.720.000	34 307.000
Chine	20.998.371	19.561.449	21.575.000	20 351.000	23.478.000
Angleterre	4 048.930	4.546.589	13.786.000	21.332.000	12.519.000
Indes néerlandaises	3.103.995	3.270.482	5 897.000	6.948.000	6.111.000
Etats-Unis	2 840.783	2.250.197	4 738.000	5.841.000	5 677.000
Japon	3.377.112	2.233.124	5.990.000	5.749.000	8.917.000
Indes Anglaises	4 687.791	1.968.787	9.720.000	11.666.000	10.675.000
Autres pays d'Amérique	346.375	686.109	615.000	1.273.000	4.278.000
Suisse	596.538	494.231	840.000	688.000	471.000
Siam	461.342	478.093	683.000	1.044.000	1.812.000
Allemagne	1 955.039	155.315	»	»	»
Pays-Bas	230.607	64.356	153.000	»	»
Australie	253.352	12.917	33.000	162.000	259.000
Belgique	297 270	7.664	»	»	»
Autriche	182.372	115	»	»	»
Autres pays	603.443	313.069	366.000	124.000	218.000
Italie	»	»	328.000	419.000	137.000
Philippines	»	»	246.000	1.457.000	3.573.000
Totaux :	120.880.287	115.076.138	171.491.000	183.810.000	209.930.000

EXPORTATIONS VERS L'ETRANGER

Désignation des Pays	1914	1915	1916	1917	1918
Hong-Kong	85.145.466	112.343.176	127.514.671	133.134.158	163.451.306
Singapour	37.063.411	46.686.291	31.477.248	40.804.136	33.567.839
Indes néerlandaises	23.451.385	28.005.514	18.149.795	23.552.047	16.630.943
Philippines	9.438.486	17.449.741	19.721.749	23.261.203	29.819.135
Chine	16.448.295	13.592.367	14.922.017	8.940.772	5.864.563
Angleterre	5.978.785	5.363.806	2.314.642	429.769	81
Japon	17.569.641	3.743.671	11.656.531	24.995.845	73.919.275
Siam	1.815.271	1.903.164	2.833.370	2.740.267	3.343.314
Amérique	2.800.312	1.163.370	1.322.462	1.106.293	679.261
Autres pays d'Extrême-Orient	1.490.062	265.027	23.790	21.602	1.602.722
Indes anglaises	994.855	49.200	35.121	1.282	714.167
Allemagne	5.069.411	»	»	»	»
Belgique	1.958.532	»	»	»	»
Autres pays d'Europe	763.052	21.759	129.198	41.739	1.349
Totaux :	209.986.964	225.578.086	230.108.644	259.029.113	329.593.955

La part des pays belligérants dans le commerce extérieur indochinois devient de plus en plus restreinte et tombe à peu près à zéro. Seule, l'Angleterre, grâce à la supériorité de sa marine marchande, réussit à développer ses exportations, qui passent de 4 millions de francs, en 1914, à 4 millions et demi, en 1915 ; à 13.800 000 fr., en 1916 ; à 21.330.000 fr., chiffres record, en 1917 ; à 12 millions et demi, en 1918 ; ainsi un pays à fret abondant s'empare du commerce laissé disponible par les autres pays d'Europe. Les Etats neutres eux-mêmes (Suisse et Pays-Bas), ne réussissent pas à maintenir leur avance.

Avec l'Angleterre, les Etats-Unis et les autres pays d'Amérique accentuent leurs importations et se classent au rang des principaux fournisseurs de l'Indochine. Les Etats-Unis passent de 2.840.000 fr. d'exportation en 1914 à 4.738.000 en 1916, 5 840.000 en 1917 et 5.677.000 en 1918 ; les autres pays d'Amérique montent de 350.000 fr. en 1914 à 686.000 fr. en 1915, 1.273.000 fr. en 1917, et 4.278.000 en 1918, soit plus de 12 fois plus qu'en 1914.

Quant aux pays d'Extrême-Orient, si la Chine en raison de sa situation politique troublée, reste à l'écart, il n'est pas de voisin de l'Indochine qui ne bénéficie d'un accroissement considérable de ses commandes. Hong-Kong double son mouvement d'importations vers l'Indochine (de 51 à 97 millions et demi) ; les Indes néerlandaises aussi (de 3 à 6 millions) ; Singapore monte de 26 à 34 millions ; le Japon de 3.380.000 fr. à 9 millions ; les Indes anglaises de 4 687.000 à 10.675.000 fr. ; le Siam de 460.000 à 1.800.000 fr. ; les Philippines de 246.000 en 1916 à 1 million et demi en 1917, à 3 millions et demi en 1918.

Quant aux exportations de l'Indochine, la part de

l'Extrême-Orient devient aussi prépondérante. Celle de l'Europe tombe à rien, même celle de l'Angleterre qui de 6 millions descend à 2.300.000 fr. en 1915, à 430.000 fr. en 1917, à 81 fr. en 1918. Les Indes anglaises accusent une dépression marquée en 1915 (49.000 fr. au lieu de 995.000 en 1914), en 1916 (35.000 fr.) et surtout en 1917 (1.282 fr.), et remontent en 1918 (714.000 fr.). L'Amérique diminue aussi ses importations d'Indochine : 2.800.000 fr. en 1914, 1.200.000 à 1.300.000 en 1915, 1916, 1917 ; 679.000 en 1918. En somme, plus encore que pour les importations, ce sont les voisins d'Extrême-Orient qui accaparent le commerce avec l'Indochine. La Chine baisse de 16 millions et demi à 6 millions. Mais Hong-Kong double ses transactions (de 85 millions en 1914 à 163 et demi en 1918) ; les Philippines passent de 9 millions et demi à 30 millions ; le Japon de 17 millions et demi à 74 millions ; le Siam de 1.800.000 fr. à 3.300.000 fr. ; Singapore, les Indes néerlandaises, les autres pays d'Extrême-Orient accusent des fluctuations plus irrégulières.

En résumé, les hostilités n'ont pas interrompu la prospérité économique de l'Indochine ; elle n'a fait que s'accroître au cours de la période de guerre. Mais c'est au profit des pays d'Extrême-Orient surtout qu'elle a grandi et au détriment de la France. La guerre a amené la création ou le développement de courants économiques de l'Indochine vers le Pacifique au préjudice du courant vers l'Europe, et surtout vers la France.

§ 3. — *Place de l'Indochine dans l'ensemble du commerce métropolitain*

Recherchons maintenant qu'elle a été la part de l'Indochine dans l'ensemble de la vie économique de la métropole pendant la guerre. Le tableau suivant va nous permettre de comparer son rôle à cet égard avec celui de l'ensemble des colonies et celui de l'étranger.

**Parts respectives de l'Indochine,
de l'ensemble des Colonies (1) et des pays étrangers
dans le commerce spécial de la France (en millions de francs (2))**

IMPORTATIONS				EXPORTATIONS		
Années	de l'Indochine	de l'ensemble des Colonies	de l'étranger	vers l'Indochine	vers l'ensemble des Colonies	vers l'étranger
1913	—	797,2	7.624,1	—	894,8	5.985,4
1914	76,5	750,3	5.651,9	84,0	721,3	4.147,5
1915	59,0	1.120,8	9.915,0	42,8	594,9	3.342,5
1916	66,2	1.258,8	19.381,6	57,1	820,4	5.394,2
1917	57,1	1.989,6	25.564,5	56,6	801,4	5.211,3
1918	20,3	1.476,2	20.830,3	24,9	863,5	3.859,2

Le mouvement de transactions commerciales de l'Indochine avec la métropole n'a pas toujours suivi celui des transactions des colonies et de l'étranger. Notamment, tandis que les importations coloniales vers la France ont été en croissant, sauf en 1918, celles de l'Indochine ont constamment fléchi, sauf en 1916, les exportations de la France vers l'Indochine ont diminué depuis 1916, alors qu'elles se sont maintenues pour l'ensemble des colonies. Comparées à celles

(1). y compris l'Afrique du Nord.

(2). Cf Sarraut, p. 144.

de l'ensemble des colonies et de l'étranger, les importations françaises de l'Indochine et les exportations françaises vers l'Indochine peuvent se ramener aux pourcentages suivants :

Années	Importations de l'Indochine en France		Exportations de la France vers l'Indochine	
	0/0 des imp. Colon.	0/0 des imp. étrang.	0/0 des export. vers les Colonies	0/0 des export. vers l'étranger
1914	10 0/0	1,35 0/0	11,65 0/0	2,02 0/0
1915	5,2 0/0	0,60 0/0	7,20 0/0	1,28 0/0
1916	5,3 0/0	0,34 0/0	6,96 0/0	1,07 0/0
1917	2,9 0/0	0,22 0/0	7,06 0/0	1,08 0/0
1918	1,4 0/0	0,10 0/0	2,88 0/0	0,64 0/0

Il convient d'ailleurs, de ne pas tirer de ces chiffres des conclusions excessives. Si la part de l'Indochine dans la valeur des produits apportés par les colonies à la métropole a été en diminuant, comme la proportion en valeur des achats qu'elle lui a faits, il ne faut pas en déduire que la colonie d'Extrême-Orient ait négligé volontairement d'apporter à la métropole son concours en matières premières et en produits fabriqués et de favoriser le change de la France en lui achetant et en lui vendant. Il faut se garder de conclure trop hâtivement que l'effort indochinois ait été inférieur à celui d'autres colonies. Si elle ne l'a pas marqué plus intense, cela ne tient pas à son moindre loyalisme, mais aux difficultés où l'a mise son éloignement de la France de lui acheter ses produits et de lui apporter les siens, éloignement qui l'a placée dans un état d'infériorité notable, par rapport surtout aux colonies du continent africain.

SECTION III

L'aide de l'Indochine à la France en produits

La conclusion à tirer de ce rapprochement, et sur laquelle nous aurons à insister, c'est la part beaucoup trop faible des transactions coloniales avec la métropole, et la participation trop considérable de l'étranger à la vie économique de la France, en pleine guerre. Si, pendant les hostilités, la production libre était en grande partie arrêtée en France, la métropole avait cependant d'immenses besoins et elle aurait pu en satisfaire une bonne part en s'adressant à ses colonies. La diversité des ressources de l'Indochine lui aurait notamment permis de répondre à un appel de la métropole. En examinant par catégories de produits les apports de l'Indochine à la France, d'une part, à l'étranger, d'autre part, pendant la guerre, nous allons nous rendre compte de l'insuffisance de ces apports de la colonie à la métropole et trouver les causes de ce fait regrettable, qui n'est d'ailleurs pas spécial à l'Indochine.

C'est seulement à partir de l'année 1916 qu'il est possible de déterminer l'apport des colonies en produits pour les besoins de la défense nationale ou du ravitaillement. Jusqu'en 1916, le commerce était libre et chaque ministère ou service coopérant à la défense militaire ou au ravitaillement achetait directement ou par intermédiaires les denrées et matières dont il avait besoin. A partir du commencement de l'année 1916 jusqu'à la fin des hostilités, les importations coloniales en vue de la défense nationale ont été centralisées sous l'autorité du ministère des Colonies. Pour cette période de trois années, on possède donc le montant par

catégories des quantités de produits fournis par les colonies aux divers services de la métropole (intendance, ravitaillement, troupes coloniales, poudres, habillement, service de santé, aéronautique, génie, marine) (1).

Pendant les années 1916 à 1918, les matières entrées d'Indochine en France sous le contrôle direct du seul ministère des Colonies se sont élevées aux quantités suivantes :

Riz cargo	170.092 tonnes
Riz blanc	98.341 —
Alcool	19.950 —
Maïs	18.756 —
Sucre	10.738 —
Ricin	10.559 —
Paddy	3.000 —
Haricots	2.452 —
Tabacs	2.344 —
Caoutchouc	1.238 —
Coprah	1.150 —
Coton	672 —
Bois	548 —
Matières grasses	543 —
Divers	899 —
Total	335.882 tonnes (2)

(1). Cf. Sarraut, p. 48.

(2). Sarraut, p. 49.

Par ordre d'importance de leurs apports pendant cette période, les diverses colonies ont le classement suivant :

Afrique occidentale française	555.961 tonnes
Indochine	335.882 —
Réunion	235.337 —
Guadeloupe	197.153 —
Martinique	180.849 —
Madagascar	105.146 —
Afrique équatoriale française	52.803 —
Etablissements français dans l'Inde	2.788 —
Côte française des Somalis	116 —
Total	1.606.205 tonnes (1).

L'Indochine vient donc au second rang, après l'Afrique occidentale française. Mais celle-ci n'obtient le premier rang que grâce à l'énorme quantité d'arachides, soit 463.236 tonnes, qui forme plus des quatre cinquièmes de son apport.

A ces chiffres, il faut ajouter ceux qui sont fournis par les statistiques relativement au commerce libre, c'est-à-dire les marchandises entrées en France hors du contrôle du ministère des Colonies, à partir de 1916, et, en 1914 et 1915, la totalité des marchandises introduites en France par commerce libre. Les tableaux qui suivent nous permettront de suivre pour l'Indochine la proportion de ses envois en France et à l'étranger, pour les principales branches de ses exportations.

(1). Sarraut, p. 50.

SECTION IV

Mouvement des principales exportations sur la France et sur l'étranger

Bœufs et buffles (têtes)

Désignation	1913	1914	1915	1916	1917	1918
Bœufs	3.584	10.777	13.097	4.802	3 889	1.882
Vaches	2	»	»	»	»	»
Veaux	»	»	3	»	»	»
Buffles	35	1.470	2.840	1.923	1.626	560
Bufflesses	1	150	14	»	»	»
Bufflons	»	»	»	»	»	»
Totaux :	3.622	12 898	15.954	6.725	5.515	2.442

Peaux brutes

Années	Vers la France et les Colonies	Vers l'étranger	Totaux
	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>
1913	1.090	2.049	3.139
1914	689	1.384	2.073
1915	584	1.250	1.834
1916	613	1.142	1.655
1917	582	706	1.288
1918	61	986	1.047

Peaux tannées

Années	Vers la France et les Colonies	Vers l'étranger	Totaux
	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>
1913	»	210	210
1914	»	165	165
1915	18	402	420
1916	»	230	230
1917	14	312	326
1918	13	428	441
Peaux corroyées			
	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>
1913	»	783	783
1914	27	794	821
1915	»	654	654
1916	»	217	217
1917	16	595	611
1918		445	445

Toute l'importation de l'Indochine en bétail sur pied et en viande a été dirigée pendant la guerre sur l'Extrême-Orient, surtout sur Hong-Kong et Singapore. Cependant les besoins de la métropole étaient immenses, en présence de la crise de l'agriculture et de l'élevage national et elle a fait appel à certaines de ses colonies, l'Afrique du Nord et Madagascar notamment, pour le ravitaillement en viande des troupes et de la population civile. L'Indochine possède un cheptel admirable, s'élevant, d'après le recensement de 1916, à 1.490.000 bovins, 1.485.000 bubalins et 2.663.000

porcins, répartis surtout dans le Cambodge et le Laos (1). Mais des questions de transport s'opposaient au ravitaillement de la France par l'Indochine en cette matière. Le coût exorbitant et les risques de la traversée n'auraient pas permis le transport sur pied. Le transport des viandes était impossible, en l'absence de navires aménagés en frigorifiques. Quant aux conserves, c'est une industrie qui n'est encore qu'en voie de création. Cette matière fournit un exemple typique de ce que le manque de transports aménagés ou le défaut d'industrialisation peuvent faire perdre économiquement à une colonie et à la métropole, en forçant celle-ci à se fournir à l'étranger de produits qu'elle trouverait sur ses territoires coloniaux.

De même, l'étranger a à peu près complètement absorbé les peaux travaillées, tannées ou corroyées, alors que l'Indochine pourrait fournir la métropole en peaux fines. Pendant la guerre, le gouvernement avait réquisitionné tous les cuirs de Madagascar et de l'Afrique occidentale française pour le service de l'habillement de la guerre. Crise des transports, qualité insuffisante au point de vue industriel, ont écarté de la réquisition les cuirs indochinois.

(1) Sarraut, p. 197.

Soies grèges

Années	Vers la France et les Colonies	Vers l'étranger	Totaux
	<i>kilos</i>	<i>kilos</i>	<i>kilos</i>
1913	16.999	75.900	92.899
1914	10.656	36.836	47.492
1915	20.426	34.816	55.242
1916	7.275	24.615	31.890
1917	10.386	1.600	11.986
1918	8.775	1.626	10.401

On assiste ici à un effort de la sériciculture indigène pour venir en aide à l'industrie nationale de la soierie, gravement compromise pendant la guerre par la réduction des trois quarts de la production des magnaneries nationales. A partir de 1917, l'exportation vers la France a commencé à dépasser l'exportation sur l'étranger. Mais cette exportation est bien peu de chose, en comparaison des 10 à 15.000 tonnes venues de l'étranger qu'absorbent par an les fabriques françaises. La production de la soie est une des industries traditionnelles de l'Indochine. Tant en Cochinchine qu'au Cambodge, elle occupe une surface cultivée en mûriers de 12.000 hectares, produisant annuellement 5.600 tonnes de cocons frais et 225 tonnes de soie grège. Avec plus de soins donnés aux éducations, le rendement en cocons pourrait être augmenté des deux tiers. Le produit trop peu soigné jusqu'ici peut être amélioré par le perfectionnement scientifique de la sériciculture et de la filature (1).

(1) La Vie technique, p. 85.

Des efforts en ce sens ont été faits depuis une vingtaine d'années surtout. Sur l'initiative de l'Agence économique, une société groupant les principaux industriels de la soierie lyonnaise s'est constituée en 1920, avec l'appui financier et moral du gouvernement général, en vue d'élever la production en dix ans à 900.000 kg. de soie et de créer des grainages, des magnaneries et des filatures (1).

(1) Sarraut, p. 184.

Pêches

Années	Poissons secs, salés, autres	Crevettes sèches	Ailerons de requins. Bi- ches de mer. Algues marit.	Pâtes de poisson et saumures
		<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>
1913	29.664	1.125	147	1.644
1914	30.087	1.038	75	618
1915	28.518	1.037	71	1.031
1916	24.119	1.354	61	939
1917	23.104	1.316	60	1.013
1918	21.466	1.702	45	825

En cette matière encore, la guerre a montré l'intérêt considérable que présentait pour le ravitaillement de la métropole une faune dont certaines colonies, l'Indochine particulièrement, sont extrêmement riches. Le commerce, aujourd'hui surtout local, du poisson pourrait prendre une grande extension avec la création de fabriques de conserves, ou salaisons, utilisant aussi les déchets pour obtenir des tourteaux, des huiles, des guanos.

Le riz et ses dérivés

Le riz est la culture de beaucoup prépondérante en Indochine, et pour l'exportation, notre colonie d'Extrême-Orient se classe ici la seconde. Pour la période décennale 1911-1920, la Birmanie accusait une exportation moyenne annuelle de 1.821.000 tonnes ; l'Indochine, de 1.224.200 tonnes ; le Siam, de 863.000 tonnes. La moyenne d'exportation va sans cesse en s'accroissant. Voici les moyennes par périodes quinquennales de 1901 à 1920 :

1901-1905 :	858.340 tonnes
1906-1910 :	1.153.596 —
1911-1915 :	1.150.927 —
1916-1920 :	1.297.441 — (1)

Ces exportations tendent à se rapprocher de celles de la Birmanie, qui exporte par an 1.800.000 à 1.900.000 tonnes.

La production annuelle s'élève, pour chaque pays de l'Union, aux chiffres ronds suivants :

Cochinchine	2.000.000 de tonnes
Cambodge	650.000 —
Tonkin	2.000.000 —
Annam	1.200.000 —
Laos	225.000 —
	6.075.000 — (2)

L'exportation vient pour la plus grande part (90 0/0 environ) de Cochinchine.

Avant la guerre, pendant les années 1909 à 1913,

(1) Sarraut, p. 221.

2) *loc. cit.*

l'exportation s'était répartie de la manière suivante entre la France et ses colonies, d'une part, et l'étranger, d'autre part : (1)

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>
1909	268.755	827.100	1.095.855
1910	284.794	984.722	1.269.616
1911	204.963	653.490	858.453
1912	171.271	641.902	817.173
1913	311.389	975.415	1.286.804

soit une moyenne annuelle de 1.065 560 tonnes, dont 248.234 pour la France et les colonies et 816.326 pour l'étranger, ou 23,30 0/0 pour la France et les colonies et 76,70 0/0 pour l'étranger.

Pendant la période 1914 à 1918, les exportations ont été respectivement les suivantes :

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>
1912	175.271	641.902	817.173
1913	311.389	975.415	1.286.804
1914	359.040	1.059.928	1.418.968
1915	238.911	1.134.328	1.373.239
1916	235.909	1.109.450	1.345.359
1917	177.323	1.189.425	1.366.748
1918	43.339	1.576.376	1.619.715

(1) Bulletin de l'Agence générale des Colonies, novembre 1920, p. 1180.

ce qui représente une moyenne annuelle d'exportation de 1.424.806 tonnes, dont 210.904,4 pour la France et ses colonies et 1.213.901,4 pour l'étranger. Malgré l'augmentation de l'exportation totale, la part de la France métropolitaine et coloniale est moins élevée de 37.330 tonnes en moyenne annuelle que dans la période quinquennale précédente, tandis que celle de l'étranger s'est accrue de près de 400.000 tonnes, soit 50 0/0. L'exportation à l'étranger s'élève à 85,18 0/0 du total ; l'exportation sur la France est tombée à 14,82 0/0. La part de la France, qui représentait 25 0/0 en 1914 est descendue progressivement à une proportion de plus en plus faible : 17,40 0/0 en 1915, 17,54 en 1916, 13,27 en 1917 et seulement 2,67 0/0 en 1918. Jamais l'exportation n'a été aussi infime sur la France, depuis le début du XX^e siècle, qu'en 1918, bien que cet exercice ait battu le record des exportations de riz de l'Indochine.

Les exportations se sont réparties de la manière suivante entre les divers pays de l'Union indochinoise :

Répartition de l'exportation du riz entre les pays de l'Union indochinoise

Années	Cochinchine		Tonkin		Annam		Cambodge	
	tonnes	francs	tonnes	francs	tonnes	francs	tonnes	francs
1914	1.295.473	173.882.930	110.422	16.423.202	11.927	1.435.404	1.135	104.404
1915	1.085.600	145.863.165	280.703	41.309.782	4.895	606.390	2.040	184.654
1916	1.231.077	168.714.237	111.228	16.673.211	2.304	323.031	748	83.559
1917	1.259.279	204.908.700	103.629	18.500.200	1.689	258.300	2.150	246.300
1918	1.447.152	236.973.400	170.880	30.678.400	852	133.600	831	94.500

Cette diminution des exportations sur la France était d'autant plus regrettable que la métropole a importé du riz en grandes quantités de l'étranger, alors que la production indochinoise aurait pu suffire à tous ses besoins ; elle aurait pu même répondre à une demande accrue, si la France avait, dès le temps de guerre, suppléé à l'insuffisance de la production nationale en céréales, en mélangeant la farine de riz à la farine de froment, au lieu d'importer en grandes masses des blés étrangers.

Le ralentissement des exportations de riz indochinois vers la France a tenu à trois causes principales : la pénurie et la cherté du fret ; la hausse de la piastre et les hauts cours du riz en Extrême-Orient, qui ont dirigé une partie croissante de la production vers Hong-Kong, Singapore et le Japon. Le change de la piastre, plus élevé que celui de la roupie, a favorisé les importations en France de riz birman, — surtout, il est vrai après la guerre, où la hausse de la piastre s'est beaucoup plus accentuée.

La troisième cause est le manque d'homogénéité des riz indochinois, dont les diverses variétés, à gros grains, à grains allongés et aplatis, à grains allongés et cylindriques, sont mélangées dans les cultures et traitées en même temps dans les rizeries de Cholon. D'où une décortication imparfaite, un pourcentage élevé de brisures et de farines, qui fait préférer par le commerce européen les riz très homogènes de Java, d'Espagne, d'Italie ou de la Caroline, tandis que les riziers indochinois, ayant le placement assuré en Extrême-Orient des qualités inférieures, ne changeront rien à leur outillage.

Cet inconvénient pourrait être évité par la sélection des riz dans les cultures, étudiée par le laboratoire de Saïgon et

la station rizicole de Cantho, par le triage avant usinage et par la création de rizeries munies d'outillage perfectionné. La Société des rizeries d'Extrême-Orient et la Société des rizeries d'Indochine, fondées en 1919, au capital de 25 et de 2 millions se préoccupent du perfectionnement de l'industrie rizicole.

Il est possible d'augmenter aussi la production par l'extension des superficies cultivées, notamment grâce à des travaux hydrauliques aujourd'hui presque inexistants, par l'amélioration des moyens de transport et enfin, par la création d'un enseignement technique agricole dans chaque pays de l'Union (1).

Quant à la hausse de la piastre, elle a fait place, depuis 1921, à une baisse, qui peut, quoique maintenue à 400 0/0 environ au-dessus du taux moyen d'avant-guerre (10 francs au lieu de 2 fr. 50) favoriser à nouveau un courant d'exportation vers la France. En restreignant ses importations de l'étranger, celle-ci aurait d'ailleurs réduit la dépréciation de son franc, atténué par conséquent les inconvénients de la hausse de la piastre.

Enfin, si l'exportation vers la France a diminué dans de telles proportions, c'est parce que les tarifs du fret ont joué à l'égal d'une véritable prohibition douanière sur les riz cargo et le paddy ; c'est surtout l'exportation de ces catégories qui a été atteinte. A défaut d'une réorganisation des transports entre la métropole et les colonies, l'usinage sur place permettrait de remédier dans une certaine mesure à l'insuffisance de la marine marchande.

(1) On ne s'explique pas l'absence de cet enseignement dans un pays agricole tel que l'Indochine.

Maïs

Années	France	Etranger	Totaux
	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>
1913	133.248	25	133.273
1914	93.883	5.322	99.205
1915	61.724	1.265	62.989
1916	37.528	3.946	41.474
1917	7.175	5.250	12.425
1918	»	2.623	2.623

Le marché métropolitain, qui, en 1913, avait absorbé 133.248 tonnes, a progressivement abandonné le maïs indochinois, au point de n'en pas acheter en 1918 une seule tonne.

L'étranger, après la chute des exportations en 1915, causée par la suspension des droits de douane en France sur les maïs étrangers et la fermeture d'usines du Nord, ainsi que par l'abondance des récoltes en Argentine et aux Etats-Unis, a récupéré, en 1916 et 1917, une partie des exportations abandonnées par la France. Ici encore, c'est le fret qui est responsable de l'arrêt des apports vers la France d'une denrée que l'Indochine peut actuellement produire jusqu'à concurrence d'un million de quintaux.

Coprah

Années	France	Etranger	Totaux
	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>
1913	5.595	50	5.645
1914	8.156	259	8.415
1915	7.059	805	7.864
1916	2.582	2.532	5.114
1917	1.660	401	2.061
1918	»	1.029	1.029

La baisse des cours et la cherté des frets ont progressivement ralenti les envois vers la France, sans que les exportations à l'étranger aient été considérables.

La culture de l'arachide est susceptible de se développer en Indochine, mais les grands producteurs sont surtout les colonies de l'Afrique, capables de satisfaire à elles seules aux besoins de la métropole.

Mentionnons ici l'exportation intense du ricin pendant la guerre. De 350 à 600 tonnes d'huiles, destinées à Hong-Kong, avant la guerre, elle a atteint en 1918, 3.000 tonnes de graines dirigées exclusivement sur la France, pour les besoins de l'aéronautique. C'est un mouvement exceptionnel qui ne survivra pas à la guerre. La culture du ricin, faite en vue de l'huile d'éclairage, ne saurait guère se développer en Indochine surtout avec la concurrence du pétrole (1).

(1). *L'Indochine*, dans la Vie technique, industrielle, agricole et coloniale, décembre 1922, p. 54.

Sucres bruns de l'Annam

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>
1913	»	3.865	3.865
1914	»	3.976	3.976
1915	1	5.505	5.506
1916	1.702	3.984	5.686
1917	60	669	729
1918	»	680	680

L'arrêt de l'industrie sucrière dans les départements envahis a contraint la France à importer une plus grande quantité de sucres de canne. Mais elle n'a pas trouvé de secours dans ses colonies. L'Indochine a tenté en 1916, un effort sans lendemain, en lui envoyant pour la première fois, 1.702 tonnes de sucre brun d'Annam, 400 tonnes de sucre blanc ont aussi été exportées en 1915. Mais le prix du fret, supérieur, de Tourane à Marseille, au prix de la marchandise, a complètement arrêté cette exportation. Celle-ci s'est dirigée surtout sur Hong-Kong. D'ailleurs l'Indochine ne suffit pas à sa propre consommation : elle importe, chaque année, 8.000 tonnes de sucre raffiné. La superficie des terres cultivées en canne à sucre est évaluée à 6.000 hectares en Cochinchine et 12.000 en Annam, mais le rendement est faible (une à deux tonnes de sucre brut à l'hectare, au lieu de cinq et demie à Cuba, de dix à Java, de quinze aux îles Hawaï) et le sucre d'Annam n'est pas complètement raffiné (1).

(1). La Vie technique, *op. cit.*, p. 53.

Café

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>
1913	1.951	263	2.214
1914	2.395	41	2.436
1915	3.577	54	3.631
1916	4.955	36	4.991
1917	259	56	315
1918	117	»	»

La culture du café est relativement récente en Indochine. Elle va en se développant, surtout au Tonkin. La métropole en raison des besoins de l'armée, — et de la population civile, dont la consommation a doublé de 1913 à 1919 — a à peu près absorbé jusqu'en 1916 la production indochinoise ; puis l'exportation est tombée à presque rien, en 1917 et 1918, en raison de la cherté du fret. La détaxe d'entrée accordée par la loi du 1^{er} août 1913 et les primes à l'exportation allouées par le gouvernement général de l'Indochine sont des stimulants à l'accroissement de cette culture, qui, malgré les attaques d'un parasite, le borer, doit permettre à la France d'atténuer peu à peu le monopole de fait du Brésil, qui produit 70 0/0 de la consommation mondiale du café.

Poivres

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>
1913	35.355	6.433	41.788
1914	26.265	6.226	32.491
1915	25.758	17.352	43.110
1916	19.761	6.108	25.869
1917	13.256	3.252	16.508
1918	16.937	17.570	24.507

La consommation française du poivre est tombée de 4.200 tonnes avant la guerre à 2.000 tonnes pendant la guerre. L'Indochine, dont la production (région de Kampot-Hâtiên) est annuellement de 4.000 tonnes, suffirait à satisfaire la demande de la métropole. La diminution au profit de l'étranger, surtout en 1918, tient au cours de la piastre. D'autre part, l'exportation vers la France a tendu à se rapprocher du quantum admis à la détaxe coloniale.

Thé de l'Annam et du Tonkin

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>
1913	3.086	636	3.722
1914	5.676	1.223	4.899
1915	8.690	935	9.635
1916	8.882	303	9.185
1917	8.306	312	8.618
1918	9.548	840	10.388

Le thé est une des rares denrées dont la France ait absorbé pendant la guerre l'exportation croissante indochinoise. Cette exportation a plus que triplé, de 1913 à 1918, en raison surtout des achats faits par l'intendance pour les troupes indigènes. Après la guerre, un débouché intéressant peut être fourni par le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, qui consomment 3 000 tonnes de thé par an. Des essais d'exportation tentés au Maroc n'avaient pas réussi. A une question posée à ce sujet par M. Géo-Gérald, député, le ministre des Colonies a répondu que les indigènes musulmans du Maroc préfèrent le thé vert au thé noir d'Indochine et que des instructions seraient données au gouvernement général de l'Indochine pour préconiser la préparation des thés indochinois sous la forme de thé vert.

« Les thés Indochinois bien préparés sont susceptibles de concurrencer facilement ceux de provenance étrangère qui sont frappés d'un droit de 200 fr. par 100 kgs et le Département des Colonies s'efforcera, en liaison avec les services du protectorat du Maroc, de réaliser la substitution des

thés indochinois aux thés étrangers sur le marché marocain » (1).

L'Indochine peut arriver à suffire à toute la consommation franco-coloniale. Mais il faut que la culture soit conduite plus scientifiquement et la préparation plus soignée, car si le théier se cultive dans toutes les parties de l'Indochine, « aucune taille n'est pratiquée. Les feuilles sont utilisées sans avoir été séchées ni fermentées. » (2).

(1). Bulletin de l'Agence générale des Colonies, novembre 1920, p. 1103.

(2). *L'Indochine*, dans la Vie technique, industrielle, agricole et coloniale, p. 56.

Cannelle

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>Kilos</i>	<i>Kilos</i>	<i>Kilos</i>
1913	1.067	287.597	288.664
1914	»	274.902	274.902
1915	27.797	355.946	385.743
1916	»	453.246	453.246
1917	»	291.661	291.661
1918	»	362.300	362.300

L'exportation se fait exclusivement vers l'étranger. Il n'a été envoyé en France que 1.067 kgs en 1913 et 29.797 en 1915, tandis que l'exportation à l'étranger atteint jusqu'à 450.000 kgs, dont 250.000 à 300.000 vers la Chine. La France, comme toute l'Europe, n'utilise que la cannelle de Ceylan. Les qualités indochinoises sont d'ailleurs très diverses et les prix vont de 0 \$ 60 à 10 \$ le kg. (1).

(1). *op. cit.*, p. 56.

Gomme laque et stick-lac

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>
1913	6.799	1.273	8.072
1914	1.873	477	2.350
1915	246	757	1.003
1916	995	357	1.353
1917	605	350	955
1918	»	2.187	2.187

Benjoin

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>
1913	1.336	»	1.336
1914	162	»	162
1915	»	»	»
1916	76	»	76
1917	52	»	52
1918	»	»	»

Les exportations de ces produits ont été insignifiantes pendant la guerre, bien que l'augmentation du prix de la main-d'œuvre au Japon et les troubles de la Chine aient été de nature à augmenter la demande de gomme laque indochinoise.

Essence de badiane

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>kilos</i>	<i>kilos</i>	<i>kilos</i>
1913	230.082	62	230.144
1914	53.505	100	53.605
1915	74.303	294	74.597
1916	64.881	»	64.881
1917	102.325	»	102.325
1918	47.836	»	47.836

La badiane est fournie par la culture de l'anis étoilé vrai, au voisinage du Kouang-Si. C'est une huile essentielle appréciée, d'un prix élevé et dont la production est sujette à des fluctuations considérables : 30 tonnes en 1908, 230 en 1913. L'interdiction de l'absinthe en France pendant la guerre n'a pas permis de maintenir à son niveau d'avant-guerre l'exportation sur la métropole, qui absorbait toute la production (1).

(1). Bulletin de l'Agence Générale des Colonies ; la Vie technique, *op. cit.*, p. 56.

Caoutchouc

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>
1913	1.687	452	2.139
1914	1.460	486	1.946
1915	3.761	6	3.767
1916	5.478	7	5.485
1917	9.308	»	9.308
1918	5.380	»	5.380

La culture du caoutchouc en Indochine est un des plus beaux spécimens de la colonisation française. Au caoutchouc sylvestre, obtenu par la saignée, dans les possessions africaines et en Indochine, est venue se superposer, dans notre colonie d'Extrême-Orient, la culture de l'hévéa, du caoutchouc de plantation, introduit de Malaisie en Indochine en 1897 seulement. Vingt ans après, les terrains plantés en hévéas, en Cochinchine et dans le Sud-Annam, occupaient une superficie de plus de 32.000 hectares ; le capital engagé atteignait 50 millions de francs ; le nombre de pieds, 6 millions dont un million en saignée.

L'exportation a commencé en 1908, concurremment avec le caoutchouc de cueillette, jusqu'en 1914, année à partir de laquelle le caoutchouc de plantation est seul exporté. Pendant la guerre, l'exportation n'a fait que s'accroître et elle a été dirigée exclusivement vers la France. Cette augmentation répondait à la demande de plus en plus intense ; elle marquait l'arrivée successive à rendement des hévéas plantés de 1902 à 1906. Les plantations des années sui-

vantes ont laissé leur trace dans les chiffres de 1919 à 1921, où les exportations sont montées à 29.500, 31.420 et 36.480 quintaux. On prévoit pour 1925, par suite du rendement de nombreux hévéas plantés de 1910 à 1914, une production de 70.000 à 80.000 quintaux (1). Le rendement à l'hectare, dans les excellentes terres rouges et grises de Cochinchine, dépasse celui des plantations de Malaisie et de Java (600 kgs au lieu de 400 à 500, pour les plantations de dix à douze ans). L'Indochine est à la tête de la production coloniale du caoutchouc, dont elle a fourni les trois quarts des exportations en 1921 (3.648 tonnes sur 4.942).

(1). Cf. Sarraut, p. 246.

Coton en laine (coton égrené)

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>
1913	150	3.284	3.434
1914	19	1.147	1.166
1915	»	1.158	1.158
1916	»	3.339	3.339
1917	147	588	735
1918	»	869	869

Coton non égrené

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>
1913	73	6.386	6.459
1914	41	4.130	4.171
1915	1	2.581	2.582
1916	»	2.267	2.267
1917	»	3.063	3.063
1918	»	3.965	3.965

Fils de coton simples écrus

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>
1913	»	17.121	17.121
1914	»	21.540	21.540
1915	1.768	16.144	17.912
1916	10 401	12.014	22.415
1917	3.814	7.299	11.113
1918	»	3.413	3.413

L'exportation vers la France est insignifiante et bien inférieure à l'exportation sur l'étranger, pour le coton en laine et le coton non égrené. A part un effort en 1916, les fils de coton simples écrus vont aussi presque exclusivement à l'étranger. Même dans cette direction, les envois tendent à diminuer. En raison du prix du fret, ou des prix insuffisamment rémunérateurs, notamment au Japon, les filatures locales tendent à utiliser davantage la production locale. Les fabriques manquent de matière première et ont à faire face, par suite de la diminution des importations, à des demandes plus importantes de la clientèle intérieure : d'où une réduction de leurs envois, même sur l'Extrême-Orient, de filés de coton.

Le développement de la culture du coton est un des problèmes les plus urgents à l'heure actuelle en présence de la consommation formidable de l'industrie en Europe. L'Europe est tributaire des Etats-Unis, qui lui fournissent 75 0/0 de la matière première ; or les Etats-Unis tendent à développer leur industrie cotonnière et non seulement à lui réserver leur production, mais à accaparer la production de l'Egypte. L'Angleterre, la France (qui consommait avant la guerre 300.000 tonnes de coton, chiffre que le retour de l'Alsace - Lorraine portera à 400.000 tonnes) doivent chercher dans leurs colonies le moyen d'assurer leur ravitaillement cotonnier.

L'Association cotonnière coloniale a surtout porté ses efforts sur le développement de la culture du coton en Afrique occidentale française. Mais l'Indochine ouvre aussi à cet égard les plus belles perspectives d'avenir. La production annuelle atteint 7 à 800.000 tonnes, dont 5 à 600.000 pour le Cambodge, où cette culture trouve les conditions les plus

favorables à son extension. La « culture des berges », après la décrue du Mékong, s'étend sur 20.000 hectares et produit 5 à 6.000 tonnes d'un coton à courte soie et irrégulier. La « culture des terres rouges », plus récente, est pratiquée sur des terrains élevés, à l'abri de l'inondation. Ces terrains sont d'une fertilité incomparable ; ils donnent un coton à longue soie, propre, soyeux, nerveux et résistant. Comme ils occupent plus de 2 millions d'hectares, la production pourrait y être étendue d'une façon presque illimitée. Avec l'appui de l'administration locale, le Comptoir cotonnier de Paris s'est tourné vers ces terres, à partir de 1917 il a procédé à des essais avec la collaboration des cultivateurs indigènes, puis il a commencé, en 1919, à défricher une concession de 18.000 hectares et construit une usine à égrener le coton. La qualité du « Cambodian cotton » est excellente, et les Anglais l'ont introduit dans l'Inde. L'importation de main-d'œuvre (le Cambodge étant relativement peu peuplé) et la baisse de la piastre, qui facilitera l'importation en Indochine de capitaux français, permettront d'assurer le développement sur une grande échelle d'une culture particulièrement indispensable. Même si ces cotons, attirés vers les débouchés d'Extrême-Orient, Hong-Kong et le Japon, ne devaient pas aider au ravitaillement de la métropole, ils constitueraient pour l'Indochine une source inépuisable de profits (1).

(1). Sarraut, p. 163 et suiv.

Houille

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>
1913	22.209	309.439	331.648
1914	14.080	331.088	345.168
1915	882	450.117	450.999
1916	31.106	417 807	448.913
1917	19.949	349.723	369.672
1918	»	228.275	228.275

L'impossibilité pour les pays d'Extrême-Orient de se procurer du charbon anglais pendant la guerre a développé les exportations de houille de l'Indochine au-delà du chiffre de 1914 (331.088 tonnes sur l'étranger), qui était un record. La rareté du fret, puis la hausse de la piastre ont ralenti les envois sur la France. L'éloignement, la cherté du transport d'une marchandise lourde et encombrante ne permettront pas à l'Indochine de diminuer sensiblement le tribut payé par la métropole à l'étranger pour le combustible houiller.

Cependant, cette colonie possède des gisements houillers considérables, évalués à 12 milliards de tonnes, et certains exploités à ciel ouvert. Les mines de Hongay, sur la baie d'Along, fournissent la majeure partie de la production en charbon anthraciteux. Des couches de charbon gras de grande puissance ont été découvertes au Tonkin et permettront de se passer des charbons japonais qu'on additionnait au charbon maigre de Hongay. Dix-neuf mines sont exploitées. La production est passée de 321.000 tonnes en

1907, à 700.000 en 1920, dont 450.000 ont été exportées.
Elle a donné, de 1916 à 1920, les résultats suivants :

Désignation	1916	1917	1918	1919	1920
Mines de Hongay	576.000	540.000	510.000	520.000	550.000
Autres mines	109.000	103.000	126.000	145.000	150.000
Totaux :	685.000	643.000	636.000	665.000	700.000

Mineral de zinc

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>
1913	12.673	13.531	26.204
1914	6.260	12.204	18.464
1915	16.921	16.181	33.105
1916	»	38.345	38.345
1917	»	24.672	24.672
1918	»	13.794	13.794

Mineral d'antimoine

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>
1913	951	»	951
1914	753	167	920
1915	650	»	650
1916	»	782	782
1917	»	»	»
1918	»	»	»

Mineral d'étain et Wolfram

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>	<i>tonnes</i>
1913	139	83	222
1914	183	32	215
1915	423	»	423
1916	433	»	433
1917	225	»	225
1918	1 404	»	1.404

Le manque de tonnage et la hausse de la piastre ont déterminé une crise de l'industrie minière. Après une exportation sur la France de 17.000 tonnes en 1915, favorisée par les hauts cours résultant de l'énorme demande de métaux et compensateurs de la hausse des frets, l'exportation du minerai en zinc vers la France est tombée à zéro. La hausse de la piastre, la baisse du cours des métaux et la hausse des frets ont aggravé la crise en 1919 et accumulé les stocks. Des primes de sorties atteignant 428.000 \$ ont permis d'écouler ces stocks, qui atteignaient 62.000 tonnes, presque intégralement. La production a été réduite à partir de 1918.

Désignation	1915	1916	1917	1918	1919	1920
	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>
Mines de zinc	36.000	48.000	39.000	28.000	15 934	7.198
Mines d'étain	»	»	519	614	429	438

La production de l'antimoine est passée de 478 tonnes en 1914, à 2.244 tonnes en 1917. La baisse des cours a entraîné la suspension de l'exploitation.

Ciment

Années	France et Colonies	Etranger	Totaux
	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>
1913	»	35,488	35.488
1914	»	32.861	32 861
1915	»	39.787	39.787
1916	»	47.302	47.302
1917	»	46.357	46.357
1918	»	35.842	35.842

La cimenterie d'Haïphong, créée en 1899 par la Société des Ciments Portland artificiels de l'Indochine et qui occupe actuellement plus de 3.000 Annamites, a réussi à maintenir et même à développer pendant la guerre ses exportations, grâce à de nouveaux débouchés à Singapore et à Java.

SECTION V

Mouvement des principales importations provenant de la France et de l'Etranger

Dans les chiffres globaux du commerce spécial de l'Indochine pendant les années de guerre, nous avons constaté dans les importations le même phénomène d'ensemble que dans les exportations : accroissement du montant absolu des importations, diminution de plus en plus accentuée de la part de la France au profit de la part des pays étrangers. L'examen des principaux chapitres d'importation va nous montrer dans quelle mesure la répartition des diverses catégories de marchandises importées s'est faite entre la France et l'étranger pendant cette période.

Farine de Froment

Années	de France et des Colonies	de l'étranger	Totaux
	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>
1913	21.638	111.380	133.018
1914	14.070	80.180	94.250
1915	1.610	62.290	63.900
1916	627	68.392	68.019
1917	949	102.943	103.892
1918	710	84.468	85.178

Les quantités introduites en Indochine descendent à un niveau inférieur à celui de 1913 et qui en 1915 et 1916, n'atteint pas 50 0/0 de celui de cet exercice. Mais tandis

qu'en 1913, la France était représentée par ces entrées pour près d'un sixième, le rapport est renversé dès 1914 et, les années suivantes, l'étranger devient le fournisseur à peu près exclusif.

Ces résultats sont aisés à expliquer. Le pain est surtout l'alimentation de la population européenne, qui diminue par la mobilisation. La cherté du pain en restreint la consommation parmi les indigènes. De là, une importation réduite. D'autre part, le gouvernement français a réquisitionné les stocks de blés et de farines et réglementé la vente, en raison de la réduction des cultures. Il n'y a donc pas de disponible pour l'exportation. La consommation indochinoise est assurée par l'Amérique et l'Australie.

Sucres

Années	de France et des Colonies	de l'Etranger	Totaux
	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>
1913	5.474	4.410	9.884
1914	3.176	3.932	7.108
1915	460	5.530	5.990
1916	276	6.933	7.209
1917	114	7.528	7.642
1918	»	9.785	9.785

Les cours élevés du sucre et la diminution de la population européenne déterminent, en 1914 et 1915, une réduction de la consommation ; celle-ci tend à remonter en 1916 et atteint, en 1918, son niveau d'avant-guerre. L'arrêt de l'industrie sucrière dans les départements envahis suspend naturellement les envois de la métropole. Les fournisseurs sont Hong-Kong et Singapore.

Thés

Années	de France et des Colonies	de l'Etranger	Totaux
	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>
1913	»	2.413	2.413
1914	»	1.194	1.194
1915	»	974	974
1916	»	905	905
1917	»	895	895
1918	»	1.103	1.103

Les importations vont en diminuant, sauf une légère montée en 1918. La hausse des prix à l'extérieur et l'application aux thés étrangers des droits de douane du tarif métropolitain, en vertu du décret du 21 août 1914, poussent le consommateur à recourir au thé indigène. Celui-ci trouve plus de faveur et nous avons constaté l'augmentation de l'exportation.

Tabacs

Années	de France et des Colonies	de l'Etranger	Totaux
	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>
1913	3.372.500	783.800	4.156 300
1914	4.929.400	700.200	5.629.600
1915	2.859.300	519.000	3.376.300
1916	2.821.900	777 300	3.599.200
1917	2.494.100	812 500	3.306 600
1918	1.189,100	2.099.600	3.288.700

La France demeure le principal fournisseur jusqu'en 1917, bien que ses fournitures ne puissent se maintenir au chiffre record de 1914 et déclinent lentement, au profit de l'étranger. En 1918, l'insuffisance des approvisionnements de la métropole fait fléchir ses entrées de plus de 50 0/0 ; celles de l'étranger s'élèvent aussitôt presque au double des entrées de France. La plus-value porte sur les tabacs manufacturés de Manille et de Hong-Kong

Cotons en laine

Années	de France et des Colonies	de l'Etranger	Totaux
	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>
1913	4.681	53.262	57.943
1914	7	46.183	46.193
1915	109	31.624	31.733
1916	163	45 090	45.253
1917	652	24.602	25.254
1918	120	40.558	40.878

La hausse des cours détermine une réduction des importations ; en raison de la rareté du fret, on tend à restreindre l'envoi de ce produit encombrant ; les importations de fil de coton augmentent au contraire. L'importation des cotons en laine remonte en 1916, pour retomber en 1917, de près de 50 0/0 ; cette perte est presque regagnée en 1918. Dans ces mouvements, la part de la France est nulle.

Vins (en hectolitres)

Années	Ordinaires			de Liqueurs			de Champagne et Mousseux	Totaux
	France et Colonies	Etranger	Total	France et Colonies	Etranger	Total		
1913	67.495	362	67.857	2.548	279	2.827	1.548	72.232
1914	60.031	241	60.272	1.437	197	1.634	1.423	63.329
1915	50.499	169	50.688	3.545	123	3.668	1.125	55.461
1916	38.589	264	38.845	3.697	230	3.927	1.701	44.480
1917	25.887	814	26.701	2.995	134	3.129	672	30.502
1918	20.669	20.446	41.115	1.558	232	1 790	275	43.180

Les récoltes déficitaires de 1913 et 1914, la réquisition des stocks par l'autorité militaire, le renchérissement des cours et du fret, amenèrent une réduction continue des importations françaises. La consommation totale diminua : la population européenne est réduite, et la population indigène renonce au vin, à cause de sa cherté. Une reprise marquée se manifeste en 1918, mais au profit de l'étranger seulement, dont les fournitures, jusqu'alors infimes, égalent celles de la France. Les faibles disponibilités de la métropole obligent l'Indochine à se fournir en Californie, en Australie et en Argentine.

Pétroles (raffinés et essences)

Années	de France et des Colonies	de l'Etranger	Totaux
	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>	<i>Tonnes</i>
1913	14	47.388	47.402
1914	6	40 783	40.789
1915	5	38.147	38.152
1916	49	32.872	32.921
1917	»	36.846	36.846
1918	2	34.610	34.612

La hausse persistante dans les pays producteurs provoque un certain resserrement de la consommation. Les principaux fournisseurs sont les Indes néerlandaises et les Etats-Unis d'Amérique.

Métaux

Années	de France et des Colonies	de l'Etranger	Totaux
	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>
1913	5.057.700	11.953.200	17.010.900
1914	3.499.300	9.033.100	12.532.400
1915	1.002.200	9.118.000	10.120.200
1916	2.279.200	14.417.700	16.696.900
1917	1.823.600	22.862.800	26.686.400
1918	358.000	24.879.400	25.237.400

Ouvrages en métaux

Années	de France et des Colonies	de l'Etranger	Totaux
	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>
1913	9.489.700	5.068.100	14.557.800
1914	9.286.100	4.756.300	14.042.400
1915	3.847.900	3.820.600	7.668.500
1916	7.800.100	6.037.900	13.838.000
1917	7.898.500	6.515.500	14.414.000
1918	3.400.500	8.210.500	11.602.000

Les métaux non ouvrés et les ouvrages en métaux accusent une décroissance à peu près continue pour les envois de France. En 1915, les métaux tombent au cinquième du chiffre de 1913 ; en 1918, ils n'atteignent pas même le douzième. De plus de 5 millions de tonnes, en 1913, l'importation française descend à 358.000 tonnes, en 1918. Les ouvrages en métaux tombent au tiers de la valeur de 1913 et 1914. Cette situation n'a rien de surprenant. La métallurgie

française travaillait exclusivement pour les besoins de la défense nationale et avait dû abandonner de plus en plus sa production d'exportation. L'Indochine a dû demander à l'étranger les fers et aciers en barres, le cuivre pur ou allié, le zinc laminé, les machines et ouvrages divers en métaux. L'importation étrangère en métaux a, de ce fait, rapidement progressé à partir de 1916, pour atteindre en 1917, et dépasser, en 1918, le double de son montant de 1913. La plus-value s'explique d'ailleurs en partie par la hausse des prix. En 1918, le chiffre de 8.200.000 francs d'ouvrages en métaux achetés à l'étranger est le plus élevé et n'avait jamais été constaté.

Fils de lin, de chanvre ou de ramie

Années	de France et des Colonies	de l'Etranger	Totaux
	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>
1913	105	4.082	4.187
1914	227	2.981	3.208
1915	373	3.298	3.671
1916	185	2.661	2.846
1917	32	2.352	2.384
1918	52	1.689	1.741

Fils de jute

Années	de France et des Colonies	de l'Etranger	Totaux
	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>
1913	»	2.549	2.549
1914	64	2.539	2.603
1915	33	2.056	2.089
1916	44	2.426	2.470
1917	15	3.240	3.255
1918	»	2.910	2.910

Fils de coton simples écrus

Années	de France et des Colonies	de l'Etranger	Totaux
	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Quintaux</i>
1913	2.733	12.551	15.288
1914	5.292	17.771	23.063
1915	5.578	29.346	34.924
1916	3.404	27.676	31 080
1917	4.076	18.572	22.648
1918	1.341	16.232	17.573

Les entrées de fil de lin, de chanvre ou de ramie accusent une diminution à peu près continue, qui tient à l'insuffisance de la production mondiale et à la cherté des cours. Les fils de jute se maintiennent à peu près aux mêmes chiffres avec une avance en 1917, non maintenue l'année suivante.

Les fils de coton sont en sérieuse augmentation en 1914 et surtout en 1915 : les entrées de France doublent le chiffre de 1913 et celles de l'étranger dépassent le montant de 1913 de près de 75 0/0. Cette augmentation tient, nous l'avons dit, à la rareté du fret : on remplace les envois encombrants de coton en laine par des envois de filés de coton. D'autre part, les tissus de coton sont rares et les cotonnades chères ; une grosse partie des fils de coton importés est utilisée par les indigènes pour fabriquer des étoffes inférieures. Mais cette avance s'atténue en 1916 et 1917. En 1918, les entrées ne dépassent guère celles de 1913 et, pour la France, elles leur sont inférieures de moitié.

Tissus de Jute

Années	de France et des Colonies		de l'Etranger		Totaux	
	<i>Quintaux</i>	<i>Francs</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Francs</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Francs</i>
1913	3.352	227.800	165.354	10.862.300	168.886	11 090.100
1914	3.072	166.100	247.778	16.393.500	250.850	16 559.600
1915	1 518	87.500	136.050	8.581.900	137.558	8 669.400
1916	81	9.800	194.933	16 851.800	195.014	16 861.600
1917	82	10.000	162.948	13.776.500	163.030	13 786.500
1918	50	7.200	228.692	18.763 200	228.742	25.963.200

Tiss^{us} de Coton

Années	de France et des Colonies		de l'Etranger		Totaux	
	<i>Quintaux</i>	<i>Francs</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Francs</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Francs</i>
1913	94.548	34.163.000	4.789	1.304.700	99.337	35.467.700
1914	64.149	24.573.100	5.726	3 089.400	69.875	27 662 500
1915	29.875	11.910.100	11.550	4 373.600	41.425	16.283.700
1916	28.290	14.219.200	43.899	20.732.900	72 189	34.952.100
1917	20.259	17.608 400	38.625	33.752 500	58.884	51.360.900
1918	12.307	8.016 000	36.218	40 543.700	48.525	48.559.700

Tissus de laine

Années	de France et des Colonies		de l'Etranger		Totaux	
	<i>Quintaux</i>	<i>Francs</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Francs</i>	<i>Quintaux</i>	<i>Francs</i>
1913	2.116	2.250 600	348	435.700	2.464	2.686.300
1914	2.023	2.086 400	309	393.400	2.332	2 479.800
1915	480	547.300	98	132.600	578	679.900
1916	666	777.100	2.902	3.992.700	3.568	4.769.800
1917	686	810.200	605	697.500	1.291	1.507 700
1918	207	523.000	471		678	

Tissus de Soie

Années	de France et des Colonies		de l'Etranger		Totaux	
	Quintaux	Francs	Quintaux	Francs	Quintaux	Francs
1913	70	399.100	2.262	12.447.500	2.732	12.876.700
1914	87	567.900	2.319	11.031.300	2.406	11.599.200
1915	54	278.600	2.549	12.192.400	2.603	12.471.000
1916	44	286.300	2.378	11.370.600	2.422	11.656.900
1917	76	465.600	2.052	9.902.600	2.128	10.368.200
1918	129	838.600	2.548	11.605.700	2.677	12.444.300

L'importation des tissus de jute servant surtout à l'emballage des céréales, se maintient dans les environs du chiffre de 1914. Les prix élevés limitent les achats aux besoins du commerce d'exportation. En 1918, l'augmentation est de 65.000 quintaux : le développement des exportations du riz a obligé les commerçants à acheter beaucoup plus de « gunnies » dans l'Inde anglaise, malgré leur prix élevé. Les envois de France ne comprennent que des sacs en retour.

L'entrée des tissus de coton tombe, en 1915 et 1918, à la moitié du chiffre de 1913. Mais la diminution porte exclusivement sur les importations françaises qui, en 1915, ne représentent qu'à peine le tiers de 1913 et, en 1918, guère plus du huitième. La rouennerie française a perdu pendant la guerre la place prépondérante (95 % de l'importation) qu'elle occupait auparavant en Indochine. L'Angleterre, Hong-Kong et le Japon se sont emparés de sa place. L'étranger qui, en 1913, n'importait que 5 0/10 de la consommation indochinoise, en fournit les trois quarts en 1918.

La France a perdu aussi son quasi monopole pour les

tissus de laine. Les envois tombent de 2.000 quintaux à 600, 400 et 200 : la plupart des fabriques de la métropole sont occupées à faire exclusivement du drap pour la troupe. L'étranger arrive aisément non pas à se substituer à elle, mais à la dépasser. En 1916, il atteint le chiffre de 2 902 quintaux d'ailleurs exceptionnel, et dû à de forts achats de draps de laine pure ou mélangée, passés au Japon et à Hong-Kong pour l'intendance à Hanoï, et non renouvelés en 1917 et 1918.

L'importation des tissus de soie a marqué une reprise en 1915 et une autre en 1918, la ramenant à peu près au chiffre de 1913.

Telles sont les fluctuations des principaux produits exportés ou importés par l'Indochine. Par ce rapide exposé on peut voir que malgré les difficultés économiques issues de la guerre, l'Indochine a réussi à assurer d'une manière satisfaisante le ravitaillement de sa population et de ses industries, puisque le montant de ses importations a augmenté et qu'elle a aussi trouvé des débouchés à sa production, puisque le chiffre de ses exportations s'est aussi accru. Il faut en excepter certaines industries, comme les mines, le caoutchouc, qui ont eu à souffrir, mais surtout après la guerre, de la hausse du fret et de la piastre. Sous cette réserve, la période de guerre a été économiquement calme et prospère pour l'Indochine. C'est seulement dans ses relations avec la métropole que l'état de guerre a amené une perturbation, plus préjudiciable à la métropole, privée des ressources et des débouchés qu'elle avait normalement dans la colonie, qu'à celle-ci qui a trouvé, dans son voisinage surtout, d'autres fournisseurs et de nouveaux clients.

Nous examinerons plus loin la situation monétaire de

l'Indochine pendant la guerre et la question des transports maritimes avec la France. Terminons d'abord l'exposé de la situation économique proprement dite de la colonie, en décrivant l'état, au cours de cette période, de son commerce intérieur, de sa navigation et de ses moyens de communication.

[The following table is extremely faint and illegible. It appears to be a multi-column table with several rows of data, possibly a statistical summary of economic or transport data for Indochina during the war period.]

CHAPITRE II

Le commerce intérieur et la navigation ⁽¹⁾

Les mouvements du commerce intérieur, cabotage et transit, ont suivi pendant la guerre ceux du commerce extérieur.

SECTION PREMIÈRE

Le cabotage et le transit

A. CABOTAGE

I. Mouvement des marchandises

Années	Entrées	Sorties	Totaux
	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>
1913	104.473.092	123.177.532	227.653.624
1914	114.663.300	113.528.327	228.191.627
1915	105.240.869	110.919.929	216.160.798
1916	127.811.453	144.569.668	272.381.121
1917	132.493.885	145.076.777	277.570.662
1918	146.548.524	147.697.545	294.246.069

(1) Rapports annuels au Gouvernement général sur le commerce et la navigation de l'Indochine.

II. Subdivisions par pays

(entrées et sorties réunies)

Années	Cochinchine	Tonkin	Annam	Cambodge
	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>
1914	47.223.607	82 800.473	77.198.573	20.968.974
1915	45.896 130	76.414.516	71 820.757	22 029.395
1916	59 281.147	98.509.029	88.302.795	26 288.150
1917	59.603.974	101.116.583	91.450.441	25.349.664
1918	72.323.825	103.087.251	90.323.685	28.511.308

B. TRANSIT

Années	<i>Francs</i>
1913	51.394.688
1914	40.632.526
1915	48.379.681
1916	79.832.771
1917	98.402.034
1918	97.503.957

A part une diminution dans le montant du cabotage en 1915 correspondant à la fois à un déficit des entrées et des sorties, les résultats vont en dépassant ceux de 1913 et tous les chiffres antérieurs. Aux entrées l'augmentation de 1913 à 1918, est de 42 millions, soit de 40 0/0 ; aux sorties elle est de 24 millions et demi, soit de 20 0/0. Le total passe de 227.653.624 fr. à 294.246.069 fr. Tous les pays de l'Union indochinoise participent à cette augmentation, gardant leurs positions respectives de 1914 : le Tonkin vient au premier

rang, l'Annam au second, la Cochinchine au troisième et le Cambodge au dernier rang.

Quant au transit, la diminution constatée en 1914 est à peu près annulée en 1915. L'année 1916 marque une augmentation de 28 millions et demi, soit de 56 0/0 sur 1913. Elle est elle-même dépassée de 19 millions en 1917 et de 18 millions et demi en 1918. Le transit arrive donc à doubler de 1913 à 1918. En dépit des coupures résultant des pluies d'été, des droits au passage en Indochine et de la situation troublée du Sud de la Chine, le trafic Haïphong-Yunnanfou forme la partie essentielle du transit, en raison de la rapidité et de la sécurité du transport. Le transit du Yunnan sur Hong-kong passe de 19.421.131 fr. en 1914

à 30.533.454 — en 1915

à 54.893.189 — en 1916

Il atteint son maximum

68.011.295 — en 1917

et baisse à 52.531.840 — en 1918, diminution de 15 millions et demi sur les expéditions d'étain en saumons.

Le courant de Yunnan-France comporte les valeurs suivantes :

1915 33.265 fr.

1916 454.811 —

1917 1.156.593 —

1918 929.059 —

Le mouvement Hong-Kong-Yunnan accuse des plus-values constantes :

1915 16.802.412 fr.

1916 21.745.671 —

1917 24.692.834 —

1918 33.275.963 —

SECTION II

Le mouvement de la navigation et des ports (1)

§ 1^{er}. — La navigation

I. Entrées

Pavillons	1914		1915		1916		1917		1918		
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	
VAPEURS	Français	307	779.738	304	699.911	299	750.101	351	691.476	343	469.688
	Anglais	397	845.422	431	877.782	497	941.139	372	612.279	281	359.706
	Allemand	112	165.068	»	»	»	»	»	»	»	»
	Norvégien	87	121.802	77	104.794	82	132.364	67	99.235	70	101.387
	Hollandais	29	91.127	41	80.571	33	73.687	30	64.540	30	91.062
	Américain	17	39.904	51	90.480	87	124.261	103	160.992	139	242.705
	Japonais	124	287.299	243	454.542	109	224.520	215	410.497	284	561.594
	Suédois	3	10.864	»	»	»	»	»	»	»	»
	Russe	7	18.296	13	14.518	11	21.203	3	6.790	14	31.470
	Grec	»	»	1	4.049	1	2.990	2	6.411	»	»
	Portugais	»	»	1	217	14	7.863	35	25.723	33	31.756
	Chinois	23	37.269	44	64.865	90	122.928	133	165.188	247	302.884
	Siamois	31	4.208	39	5.826	42	8.058	40	7.125	49	9.778
	Danois	»	»	»	»	»	»	»	»	1	3.145
VOILIERS	Chinois	883	25.166	890	25.688	955	29.530	891	28.286	965	31.955
	Indigènes	161	2.824	178	3.504	236	6.166	188	2.952	184	3.056
	Siamois	33	1.713	37	644	111	2.705	61	1.087	74	1.550
	Totaux :	2.214	2.450.700	2.350	2.427.191	2.567	2.447.515	2.491	2.282.581	2.714	2.241.176

(1) Rapports annuels au Gouvernement général sur le commerce et la navigation de l'Indochine.
 Bulletins de l'Agence générale des Colonies, *passim*.

II Sorties

Pavillons	1914		1915		1916		1917		1918		
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	
VAPEURS	Français	317	661.615	288	616.479	299	680.759	332	604.349	332	437.080
	Anglais	386	813.905	426	867.242	494	932.483	376	632.381	281	366.438
	Allemand	116	195.388	»	»	»	»	»	»	»	»
	Norvégien	89	123.624	74	102.082	79	128.902	59	91.829	76	107.646
	Hollandais	28	92.573	41	83.813	30	63.788	31	62.729	35	96.520
	Américain	16	39.638	52	92.350	88	123.509	104	162.165	145	244.251
	Japonais	123	282.638	246	460.558	108	219.817	201	379.777	258	525.094
	Suédois	3	10.864	»	»	»	»	»	»	»	»
	Portugais	»	»	»	»	14	7.863	34	24.958	35	33.371
	Russe	8	20.685	13	14.518	13	23.515	3	6.790	13	25.096
	Grec	»	»	1	4.049	»	»	3	9.401	»	»
	Chinois	31	38.024	44	63.725	96	124.267	145	164.593	261	314.977
VOILIERS	Siamois	33	5.269	38	5.244	41	7.989	42	8.365	53	10.492
	Danois	»	»	»	»	»	»	»	»	1	3.145
	Chinois	760	22.222	722	20.462	677	21.908	715	23.777	782	26.998
	Indigènes	250	4.007	262	3.751	287	5.651	252	3.903	253	3.914
	Siamois	15	352	14	216	116	1.597	44	1.087	43	1.042
Totaux :	2.175	2.310.804	2.221	2.334.489	2.342	2.342.048	2.341	2.176.104	2.568	2.196.064	

La navigation par mer accuse une augmentation du nombre des navires aux entrées (sauf en 1917) et aux sorties. L'augmentation est de 500 unités aux entrées et de 393 aux sorties. Le tonnage reste à peu près stationnaire pendant les années 1914, 1915 et 1916 et il accuse aux entrées une diminution de 165.000 tonnes en 1917, de 200.000 tonnes en 1918 ; aux sorties une diminution de 165.000 tonnes en 1917 et de 145.000 tonnes en 1918.

Cette augmentation du nombre d'unités s'accompagnant d'un tonnage stationnaire ou moindre témoigne de la diminution du tonnage moyen des navires. L'accroissement du nombre de bateaux correspond en effet aux efforts faits pendant la durée de la guerre en vue de pallier à la pénurie de navires à gros tonnage, que la réquisition ou l'appât de frets particulièrement rémunérateurs ont éloigné des eaux indochinoises (1).

Au point de vue du tonnage, les positions respectives des divers pavillons se modifient. Le pavillon japonais qui jusqu'en 1917, occupait le troisième rang, prend en 1918 la place de l'Angleterre et conquiert le premier rang, le pavillon anglais passant au troisième rang. La position géographique du Japon et le développement de sa flotte de commerce devaient naturellement lui permettre d'accaparer pendant la guerre une grande partie du fret de l'Indochine.

De 247 unités et 569.937 tonnes en 1914, il passe en 1918 à 542 unités et 1.086.688 tonnes.

Le pavillon national se maintient au second rang avec 624 unités et 1.441.353 tonnes en 1914 et 675 unités et 906.768 tonnes en 1918.

(1) Bulletin de l'Agence générale des Colonies, novembre 1920, p. 1194.

Le pavillon anglais passe au troisième rang. Représenté en 1914 par 783 unités et 1.659.327 tonnes, il n'est plus représenté en 1918 que par 562 unités et 726.144 tonnes.

Après le Japon, les plus fortes augmentations portent sur le pavillon chinois :

54 unités et 75.293 tonnes en 1914, 508 unités et 617.861 tonnes en 1918,

et sur le pavillon américain : ¹

33 unités et 79.542 tonnes en 1914, 284 unités et 486.956 tonnes en 1918.

§ 2. — *Le mouvement des ports*

Le port de commerce de Saïgon est situé sur la rivière du même nom, à 45 milles dans l'intérieur des terres. Il jouit de la personnalité civile, avec l'autonomie administrative et financière. Il est administré par un Conseil d'administration et possède un budget spécial, alimenté par des taxes d'outillage.

Le mouvement du port de Saïgon manifeste une progression constante, dont le tableau suivant donne une idée :

Mouvement du Port de Saïgon (1)

Années	Entrées				Sorties			
	Navires		Tonnages		Navires		Tonnages	
	<i>Fluv.</i>	<i>Exter.</i>	<i>Fluv.</i>	<i>Exter.</i>	<i>Fluv.</i>	<i>Exter.</i>	<i>Fluv.</i>	<i>Exter.</i>
1913	668	707	129.988	1.394.524	622	700	115.733	1.340.481
1914	633	703	120.091	1.330.300	641	700	122.607	1.317.299
1915	683	683	119.593	1.146.816	678	680	116.710	1.149.527
1916	574	833	102.935	1.246.125	577	836	103.862	1.251.433
1917	554	857	104.592	1.137.641	554	854	104.553	1.116.937
1918	544	920	94.266	1.086.978	545	926	94.144	1.099.676
1919	542	596	92.896	906.689	542	593	92.854	898.087
1920	547	769	92.725	1.389.644	550	770	93.346	1.395.715
1921	542	835	108.048	1.591.221	548	828	109.183	1.590.739

(1) Annexe à la Notice rédigée par l'Inspection Générale des travaux publics de l'Indochine, dans la Vie technique, *op. cit.* p. 41, Annexe 3.

Années	Total entrées et sorties				Total général	
	Navires		Tonnages		Navires	Tonnages
	Fluv.	Exter.	Fluv.	Exter.		
1913	1.375	1.322	244.721	2.979 726	2.697	3 224.447
1914	1 274	1.403	242.698	2.647.599	2.680	2.890.297
1915	1.361	1.363	236.303	2 96.343	2.724	2.532.646
1916	1 451	1.669	206.797	2.497 558	2 820	2.701.355
1917	1.108	1.708	209.145	2.254.278	2.816	2.463.723
1918	1.089	1.816	188.380	2.186.654	2.935	2.375 034
1919	1.084	1.189	185.750	1.804.776	2.273	1.990 526
1920	1 097	1.539	186.071	2.785 359	2.636	2.971 130
1921	1.090	1.663	217.231	3.181.960	2.753	3.399.191

Le tonnage total des marchandises entrées et sorties, atteignant, en 1921, 3.181.960 tonnes, classe Saïgon parmi les grands ports français, après Marseille et le Havre (1).

Il convient d'ailleurs, d'ajouter au trafic du plus grand port maritime de Saïgon le trafic du plus grand port fluvial de l'Indochine, Cholon. C'est à Cholon que sont réunies les rizeries d'où sortent les riz exportés de Cochinchine. En 1920, Cholon a reçu plus de 1.700 000 tonnes de paddy et exporté 1.400.000 tonnes de produits décortiqués. Le trafic réuni de Saïgon et de Cholon atteint donc 6 millions de tonnes (2).

L'unité économique de ces deux ports vient d'être complétée par leur réunion administrative. Une série d'arrêtés pris par le Gouverneur général de l'Indochine en

(1) La Vie technique, décembre 1922, p. 40 et suiv.

(2) *op. cit.* p. 43.

1923 ont placé le port fluvial et les canaux de Cholon sous l'autorité du Conseil d'administration du port de Saïgon (1).

Dès le début de l'occupation, l'Administration s'est préoccupée de doter le Tonkin d'un port en eau profonde, à Haïphong, auquel ont été consacrées des sommes considérables. L'accès en a été facilité aux gros navires à partir de 1902, par la coupure de Dinh-Vu. Les travaux d'amélioration du chenal d'accès et du port se sont élevés de 1911 à 1919, à 586.000 piastres, indépendamment des travaux de dragage, qui ont coûté, en 1920, 164.000 piastres.

(1). Sarraut, p. 40.

Mouvement du port de Haïphong (1)

Mouvement des Navires

Années	Nombre de Navires		Tonnage	
	<i>Entrées</i>	<i>Sorties</i>	<i>Entrées</i>	<i>Sorties</i>
1916	311	311	483.727	484.940
1917	330	332	433.389	435.007
1918	463	456	333.636	329.872
1919	487	478	500.565	492.020
1920	466	475	532.107	540.090

Tonnages des Marchandises

Années	Long cours				
	<i>Entrées</i>	<i>Sorties</i>	<i>Totaux</i>	<i>Riz et dérivés</i>	<i>Autres marchandises</i>
1916	83.265	282.715	365.980	111.129	254.861
1917	109.254	286.766	396.020	103.529	292.491
1918	72.629	344.991	417.620	179.446	238.174
1919	78.512	361.684	440.196	188.660	251.536
1920	192.751	387.723	490.474	149.765	340.709

Années	Cabotage		
	<i>Entrées</i>	<i>Sorties</i>	<i>Totaux</i>
1916	13.265	27.749	41.014
1917	38.400	38.010	76.410
1918	25.294	30.560	55.854
1919	38.820	81.328	120.148
1920	168.303	62.059	230.362

(1) Annexe de la Notice rédigée par l'Inspection générale des travaux publics de l'Indochine, dans la Vie technique, *op. cit.*, p. 41, annexe 3.

Le nombre des navires fréquentant le port d'Haiphong n'a cessé de s'accroître, même pendant la guerre et si le total du tonnage a diminué durant cette période, par suite de l'affaiblissement du tonnage moyen par unité, le tonnage a sensiblement augmenté à partir de 1919. Même au cours des hostilités le tonnage des marchandises au long cours (surtout du riz et de ses dérivés) et au cabotage a été en s'accroissant. L'augmentation est plus marquée encore en 1919 et en 1920.

Citons enfin Tourane, le port de l'Annam central qui, de 1913 à 1920, a connu le trafic suivant : (1).

<i>Années</i>	Longs cours		Cabotage	
	<i>Navires entrés</i>	<i>Tonnage</i>	<i>Navires entrés</i>	<i>Tonnage</i>
1913	19	16 865	2.516	364 116
1914	22	18.847	3.118	317.984
1915	13	13.905	3.083	315.428
1916	20	12.469	3.090	335.730
1917	22	10.574	2.666	282.250
1918	29	11.360	3.438	120.079
1919	49	27.909	3.260	189.931
1920	39	18.463	3.052	240.635

(1). Sarraut, p. 160.

CHAPITRE III

Les voies de communication pendant la guerre

SECTION PREMIÈRE

Les chemins de fer (1)

Constructions et exploitation pendant la guerre

Les voies ferrées indochinoises se divisent en trois groupes : le groupe du Nord (Tonkin-Nord-Annam)
le groupe du Centre (Annam)
le groupe du Sud (Cochinchine).

Le groupe du Nord comprend :

La ligne de Hanoï à la frontière chinoise, longue de 167 km. ; la ligne de Hanoï à Vinh-Benthuy (326 km.) et la ligne Haïphong-Hanoï-Laokay (383 km.), construite par la colonie, mais exploitée par la Compagnie des chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan.

Cette dernière ligne est prolongée de Laokay à Yunnan-

(1). La Vie technique, *op. cit.*, p. 27 et suiv ; — Sarraut, p. 478 et suiv.

fou par le chemin de fer du Yunnan (469 km), construit en territoire chinois par la Compagnie concessionnaire des chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan à la suite de la convention franco-chinoise des 9-10 avril 1898.

Le groupe du Centre est constituée par un des tronçons du transindochinois, d'une longueur de 174 km, de Tourane à Hué et à Dongha.

Le groupe du Sud comprend deux lignes :

La ligne de Saïgon à Nhatrang (408 km), tronçon méridional du transindochinois, sur laquelle se greffent les embranchements de Phanhiêt (12 km), de Phanrang (4 km) et de Xomgon (39 km) ;

La ligne de Saïgon à Mytho (71 km).

La période de guerre a apporté peu de changements à ce réseau encore incomplet. C'est vers l'achèvement du transindochinois que doit porter l'effort le plus urgent. Cette ligne, destinée à réunir le Tonkin, l'Annam et la Cochinchine, et leurs capitales, a une importance politique et économique considérable. Or elle comporte actuellement deux coupures, de Nhatrang à Tourane et de Dongha à Benthuy. La partie Tourane-Dongha avait été construite en vue de relier la capitale de l'Annam à un port fréquenté, puis prolongée jusqu'à Dongha pour amorcer une liaison avec le Tonkin. Mais ce tronçon isolé, sans relations avec le Sud ni avec le Nord, défavorisé d'ailleurs par les interruptions fréquentes du trafic causées par les typhons ou les inondations, a toujours eu une exploitation déficitaire.

Chemin de fer de Tourane à Dongha

Années	Longueur exploitée	Voyageurs à un kilomètre	Tonnes Kilom.	Recettes		Dépenses		Produit net de l'exploitation	Coefficient d'exploitation
				Totales	par km	Totales	par km		
1913	175	10.785.695	758.912	fr. 322.440	fr. 1.845	fr. 535.290	fr. 3.060	fr. 212.850	466
1914	—	10.534.196	1.189.754	328.824	1.879	498.210	2.847	169.386	178
1915	—	9.827.072	983.587	300.789	1.720	571.046	3.263	270.257	180
1916	—	13.885.592	1.187.171	499.182	2.853	654.741	3.740	155.559	131
1917	—	14.616.653	952.947	563.109	3.218	726.482	4.151	163.373	129
1918	—	11.983.825	676.375	533.050	3.046	896.700	5.124	363.650	168
1919	—	14.697.251	1.239.609	1.067.514	6.100	1.636.654	9.352	569.140	153
1920	—	14.114.655	1.054.276	2.278.233	13.108	2.992.760	17.101	714.527	131
1921	—	12.470.060	1.800.000	1.409.363	8.054	1.904.750	10.884	494.813	135

L'exploitation ne sera susceptible de laisser des bénéfices que lorsque la jonction sera faite au moins vers le Nord, jusqu'à Vinh-Bênthuy (300 km).

Un décret du 11 septembre 1913 avait autorisé l'ouverture des travaux sur la première section Vinh-Tânâp (92 km 500) et un décret du 26 juin 1915, sur l'autre section de tête, de Dongha au fleuve Nganson (132 km.) Mais les difficultés de recrutement de la main-d'œuvre et l'élévation des prix, résultant de la guerre, n'ont permis que d'entreprendre les travaux d'infrastructure, de 1915 à 1919 et sur la seule section Vinh-Tânâp, l'achèvement de cette section aurait nécessité, pour les ponts métalliques, le matériel de voie et le matériel roulant, la fourniture de produits métallurgiques, qu'il était impossible de se procurer pendant la guerre. Les terrassements ont été à peu près terminés, ainsi que les piles et culées de la plupart des ouvrages d'art. Il reste à exécuter les tabliers des ponts, à poser le ballast et la voie, à équiper la ligne en stations, remises et matériel roulant. Pour la section Dongha-Nganson, les projets définitifs sont approuvés. Les projets de la section Tânâp-Nganson n'ont fait l'objet que d'une approbation de principe du ministère des Colonies (1). Le défaut de ressources financières avait d'ailleurs empêché la continuation des travaux. L'emprunt de 6 millions de piastres, que la loi du 6 juin 1921 a, pour la première fois, autorisé la colonie à émettre sur son propre territoire et qui a été couronné d'un plein succès, a pour but de lui permettre l'achèvement de cette ligne.

(1). Sarraut, *op. cit.*, p. 479 ; la vie technique, *op. cit.*, p. 30.

Le prolongement vers Nacham de la ligne du Quang-Si avait pour but d'atteindre le Song-Ki-Kung en un point où il est accessible en tous temps à la petite batellerie. L'ouverture des travaux de ce tronçon Dongdang-Nacham (17 km) avait été autorisée par décret du 16 avril 1913. Les travaux ont été effectués pendant la guerre et en 1919, il, ne restait que la voie à poser. Ce tronçon a été ouvert au trafic en novembre 1921.

A part la ligne Haïphong-LaoKay-Yunnanfou formant le réseau de la Compagnie Française des chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan, les trois réseaux du Nord, de l'Annam Central et du Sud sont exploités directement par la colonie.

La ligne du Yunnan traverse d'abord le delta tonkinois, contrée agricole, riche et surpeuplée, puis la vallée étroite, peu cultivée et peu habitée du Fleuve Rouge. Elle passe ensuite en territoire chinois, d'abord dans une région déserte et malsaine, et enfin, jusqu'à son terminus, elle traverse une contrée fertile et peuplée. Dans l'ensemble les pays desservis assurent à ce réseau un trafic important (1).

(1). La Vie technique, p. 31.

Chemins de fer du Yunnan (ligne de Haiphong à Yunnanfeou) (1)

Années	Longueur exploitée	Voyageurs à un kilomètre	Tonnes Kilom.	Recettes		Dépenses		Produit net de l'exploitation	Coefficient d'exploitation
				Totales fr.	par km fr.	Totales fr.	par km fr.		
1913	859	404.273.758	35.310.491	7.736.887	9.007	5.041.445	5.880	2.695.442	65
1914	—	103.833.658	38.017.035	7.536.000	9.594	5.068.745	5.901	2.467.255	67
1915	—	96.268.707	30.294.785	6.950.988	8.090	4.556.232	5.304	2.394.756	66
1916	—	417.405.244	35.689.606	8.607.685	10.024	5.820.676	6.776	2.787.009	67
1917	—	427.632.337	45.712.912	9.745.466	11.345	6.027.407	7.017	3.717.759	62
1918	—	165.496.658	46.450.634	11.956.257	13.919	7.275.928	8.470	4.680.329	61
1919	—	197.989.558	47.674.364	16.805.719	19.564	12.614.777	14.685	4.190.944	75
1920	—	243.488.585	47.946.983	24.984.929	29.186	21.137.135	49.580	3.847.794	85
1921	—	452.512.000	50.344.000	24.306.000	28.340	18.920.000	22.026	5.386.000	78

(2) Ligne exploitée par la Compagnie des chemins de fer de l'Indo-chine et du Yunnan (395 km en territoire tonkinois et 464 en territoire chinois).

Malgré la guerre et la situation révolutionnaire en Chine ce trafic n'a fait que se développer. Le produit net de l'exploitation est passé de deux millions et demi en 1914, à plus de quatre millions et demi en 1918. Le nombre des voyageurs au kilomètre est monté de 104 millions à 165 et demi et le tonnage kilométrique de 38 à 46 millions.

La ligne de Hanoï à la frontière tonkinoise traverse d'abord la région peuplée des rivières du delta, puis des régions montagneuses, dénudées et désertes, enfin une contrée assez riche et assez peuplée (1). Dans l'ensemble, le trafic, qui s'était élevé en 1912 à 32 millions de voyageurs et 5 millions de tonnes au kilomètre, n'a retrouvé ces chiffres qu'en 1919 et, pendant la guerre, a comporté de 22 à 28 millions de voyageurs et une moyenne de deux millions et demi de tonnes au kilomètre. Le produit net de l'exploitation a beaucoup baissé de 1913 à 1915.

(1) La vie technique, p. 32.

Ligne de Hanoi à la frontière chinoise

Années	Longueur exploitée	Voyageurs à un kilomètre	Tonnes kilom.	Recettes		Dépenses		Produit net de l'exploitation	Coefficient d'exploitation
				Totales fr.	par km fr.	Totales fr.	par km fr.		
1913	167	27.817.104	2.446.490	879.940	5.270	711.842	4.260	fr. 168.098	81
1914	—	22.935.154	2.374.431	776.079	4.647	698.930	4.135	77.149	87
1915	—	23.802.426	2.318.030	779.663	4.670	887.607	4.117	92.056	88
1916	—	28.172.201	2.716.638	1.113.258	6.666	»	»	»	»
1917	—	25.980.519	2.409.121	1.214.522	7.273	»	»	»	»
1918	—	26.137.003	3.173.060	1.484.797	8.890	»	»	»	»
1919	—	28.035.930	5.231.408	2.602.648	15.584	»	»	»	»
1920	—	33.807.705	5.459.799	5.241.205	31.384	»	»	»	»

En 1916, cette ligne a été réunie à celle de Hanoi-Vinh-Bénthuy, qui, pendant les deux années précédentes, avait accusé des déficits d'exploitation.

Ligne de Hanoï à Vinh-Bénthuy

Années	Longueur exploitée	Voyageurs à un kilomètre	Tonnes kilom.	Recettes		Dépenses		Produit net de l'exploitation	Coefficient d'exploitation
				Totales fr.	par km fr.	Totales fr.	par km fr.		
1913	326	49 387.798	10 100 383	1 453 330	4 457	1 423 677	4 367	fr. 29.653	97
1914	—	45 262.148	9 352.414	1 341.625	4.115	1 379.145	4 230	37.520	102
1915	—	36 404.056	6 458.192	1 023.924	3.140	1 196.458	3 651	466.534	116
1916	—	62 429.129	14 294.416	2 265.867	6 951	2 455.161	4 980	923.964	73 (1)
1917	—	57 509 497	12 430 509	2 471 382	7 581	3 000 321	6 086	685.587	84
1918	—	60 903 320	42 199 898	3 174 825	9 739	3 730 594	7 570	927.935	80
1919	—	78 774 550	17 008 023	6 108 888	18 740	5 930 067	14 029	2 781 469	68
1920	—	89 322 660	14 052 048	11 891 138	36 476	13 178 155	24 762	4 954 188	71
1921	493	105 000 000	29 700 000	10 677 712	21 659	8 742 825	27 734	1 943 887	82

(1) A partir de 1916, les lignes de Hanoï à la frontière chinoise et à Vinh-Bénthuy ont été réunies en un seul réseau dit : « Chemin de fer du Nord ». Dès ce moment les dépenses sont portées en bloc sur la seconde et les coefficients sont ceux de l'ensemble des deux lignes.

La région traversée est cependant deltaïque, rizicole, peuplée et assez prospère, très prospère même dans la partie tonkinoise du tracé (1). Mais le trafic se développera certainement quand la jonction sera faite entre le Tonkin et la Cochinchine par le Transindochinois achevé. En tout cas, à partir de la fusion avec la ligne précédente, le trafic de la ligne même Hanoi-Vinh-Bênthuy s'est accru, dès les trois dernières années de la guerre. Les voyageurs kilométriques ont plus que doublé, et les tonnes presque triplé, de 1915 à 1918 et cet accroissement s'est encore accentué en 1919 et 1920. Le bénéfice net des deux lignes réunies a presque atteint le million en 1916 et 1918. Il est monté à 2.800.000 francs en 1919 et à près de 5 millions en 1920.

Les lignes du réseau du Sud ont une histoire analogue. La ligne Saïgon-Mytho-Cholon joint les villes les plus importantes et traverse la partie la plus riche de la Cochinchine (2). Aussi son trafic kilométrique est-il de beaucoup supérieur à celui des autres lignes indochinoises.

(1) *op. cit.*, p. 32.

(2) *loc. cit.*

Chemins de Fer du Sud de l'Indochine (Ligne de Saïgon à Mytho)

Années	Longueur exploitée	Voyageurs à un kilomètre	Tonnes Kilom.	Recettes		Dépenses		Produit net de l'exploitation	Coefficient d'exploitation
				Totales fr.	par km fr.	Totales fr.	par km fr.		
1913	71	19.252.776	883.884	827.925	11.660	314.757	4.732	fr. 513.168	38
1914	—	19.531.868	935.752	840.704	11.841	346.680	4.883	494.024	41
1915	—	18.009.144	1.152.548	765.164	10.778	397.921	1.336	457.243	40
1916	—	20.671.944	2.587.193	975.792	13.743	»	»	»	(1)
1917	70	21.891.614	1.091.582	1.104.806	15.500	»	»	»	»
1918	—	22.701.630	1.656.340	1.426.035	20.085	»	»	»	»
1919	—	24.325.605	1.097.985	2.229.448	31.330	»	»	»	»
1920	—	27.388.032	901.132	5.316.093	75.953	»	»	»	»

(1) A partir de 1916, les lignes Saïgon à Mytho et à Nhatrang ont été réunies en un seul réseau dit des « Chemins de fer du Sud ». Les dépenses et les coefficients sont ceux de l'ensemble à partir de 1916.

Au contraire, la ligne de Saïgon-Nha-Trang, après avoir parcouru la vallée fertile et peuplée de la rivière de Saïgon, traverse les contreforts montagneux, aux forêts inexploitées, de la chaîne annamitique, régions pauvres auxquelles il faudrait des travaux d'irrigation, l'exploitation rationnelle des forêts et le développement des cultures d'hévéas (1). Enfin, cette ligne se termine en cul de sac. Aussi l'exploitation en a-t-elle toujours été déficitaire jusqu'en 1915, où sa fusion avec la ligne Saïgon-Mytho a permis de compenser le déficit et le bénéfice respectifs de ces deux lignes.

(1) *op. cit.* p. 32.

Ligne de Saïgon à Khanh-Hoa

Années	Longueur exploitée	Voyageurs à un kilomètre	Tonnes kilom.	Recettes		Dépenses		Produit net de l'exploitation	Coefficient d'exploitation
				Totales fr.	par km fr.	Totales fr.	par km fr.		
1913	332	25.663.059	5.794 737	876.337	2.640	1.035.217	3 117	158.380	118
1914	445	28.329.307	8.427.067	1.242.955	2.793	1.394.452	3.134	151.497	111
1915	465	25.278.010	8.468.378	1.153.105	2.492	1.641.110	3.529	482.005	142
1916	—	27.501.393	8.108.489	1.476.506	3.175	2.498.526	4.662	15.588	102
1917	—	27.853.185	8.832 291	1.984.483	4.268	3.077.179	6.618	12.110	99
1918	464	31.918.624	13.897.728	2.798.484	6.031	3.809.556	7.131	395.559	90
1919	—	31.187.489	12.540.315	4.253.678	9.148	6.398.008	11.986	85.118	99
1920	—	32.972.100	13.014.797	7.826.601	16.868	11.980.435	22.393	1.162 259	90
1921	534	61.130 000	16.900.000	8.538.075	15.925	7.917.000	14.770	621.075	93

En résumé, si l'on envisage les résultats généraux de l'exploitation, le produit net du réseau de la colonie s'accroît régulièrement et cet accroissement s'est produit même pendant la guerre.

**Résultats généraux de l'exploitation du réseau
de la colonie (1) (en piastres)**

Années	Recettes totales	Dépenses totales	Produit net
1915	1.633.345	1.795.160	155.915
1916	2.120.415	1.869.476	250.939
1917	2.045.778	1.896.865	148.913
1918	2.205.932	1.980.627	225.305
1919	2.501.801	2.148.420	353.381
1920	2.831.282	2.471.379	400.037

Cependant, les recettes moyennes d'exploitation sont toujours insuffisantes à couvrir les dépenses d'exploitation et le service des capitaux engagés, lesquels s'élèvent pour le réseau de la colonie à 182.582.973 fr.

Mais la considération financière ne doit pas être seule retenue pour apprécier l'utilité d'une voie de communication. Les intérêts généraux, politique, militaire, économique et commercial, doivent entrer en ligne de compte. D'ailleurs, le réseau indochinois est incomplet et comporte de fâcheuses coupures. Les lignes qui se terminent en impasses sont déficitaires. Une des caractéristiques de ce réseau est la part considérable du trafic des voyageurs dans les recettes, trafic

(1) Graphiques de l'Inspection générale des travaux publics de l'Indochine, dans la Vie technique, p. 36.

d'ailleurs surtout local, l'Annamite ne se déplaçant guère que pour aller au marché voisin. Les marchandises de production locale et de consommation courante se trouvant à peu près partout, n'effectuent pas non plus de grands parcours (1).

C'est surtout du commerce extérieur et du transit qu'il faut attendre le développement du trafic marchandises ; mais celui-ci ne peut devenir plus important tant qu'une ligne continue ne permettra de drainer vers les ports la production de toutes les parties de l'Indochine et de faire rayonner vers l'Indochine tout entière les matières premières et marchandises importées. Enfin production agricole et industrielle d'une part, et voies ferrées de l'autre, sont solidaires. L'achèvement du réseau ferroviaire, en favorisant les déplacements de la main-d'œuvre, l'arrivée des matières premières et l'écoulement des produits facilitera l'extension de la culture, de l'exploitation forestière, minière, etc... : ces nouveaux produits formeront à leur tour un aliment considérable au trafic par chemins de fer.

(1) La Vie technique, p. 35.

SECTION II

Le développement du réseau routier indochinois pendant la guerre (1)

C'est à partir de 1913, sous l'impulsion du gouverneur général Sarraut, qu'un programme d'ensemble a commencé d'être mis à exécution. De 1912 à 1921, le réseau des routes de l'Indochine a doublé. Il compte aujourd'hui plus de 27.000 km dont 10.000 empierrés et 9.000 terrassés, praticables aux automobiles pendant la plus grande partie de l'année. Pendant la guerre, le Gouvernement général, dans l'impossibilité de poursuivre sa politique ferroviaire, a reporté tout son effort sur la construction de routes. Le budget général a consacré annuellement plus de trois millions de piastres à la construction de routes coloniales, la construction des routes locales, provinciales et communales étant à la charge des budgets locaux. La longueur de routes coloniales exécutées de 1912 à 1920 a été de 3.400 km, nécessitant une dépense totale de 28.400.000 piastres, soit environ 400 km en moyenne par an, au coût moyen kilométrique de 8.400 piastres. Le coût du kilomètre est passé de 5.200 piastres en 1912 à 10.400 en 1920. Actuellement, 4.595 kilomètres de routes coloniales sont achevées sur les 8.961 que comporte le programme du réseau (2).

Une mention spéciale doit être faite à la route coloniale numéro 1 ou route mandarine. Elle va de la Porte de Chine

(1) Notice de l'Inspection générale des travaux publics de l'Indochine, dans la Vie technique, p. 19 et ss.

(2) *Op. cit.*, p. 23.

à la frontière du Siam, par Langson, Hanoï, Huê, Saïgon et Phnom-Penh. D'une longueur totale de 2.572 kilomètres, c'est la grande voie de communication qui relie les quatre parties de l'Indochine et leurs capitales.

Or, jusqu'en 1913, « la plus grande partie de la route mandarine n'avait de route que le nom : sur quelques sections seulement elle était praticable aux pousse-pousses et aux voitures légères ; dans la plus grande partie de son parcours, elle n'existait qu'à l'état de piste, où seuls les piétons et les cavaliers pouvaient circuler, les cols étaient escaladés tout droit, en escalier, le mode de locomotion normal était le palanquin et la chaise à porteurs, les bagages étaient portés à dos de coolies et le déplacement d'un simple voyageur avec ses bagages prenait l'allure d'une caravane ; le transport des correspondances postales était assuré par un service de coolies » (1).

La mise en état carrossable de cette route sur tout son parcours a été décidée et commencée en 1913 et poursuivie sans relâche pendant la guerre et depuis. La largeur de 6 mètres a été adoptée, avec un rayon minimum de courbes de 15 mètres et des rampes maxima de 0 m. 06. Les ponts sont la plupart en ciment armé et calculés pour une surcharge roulante de neuf tonnes.

Les travaux ont été exécutés simultanément sur tout le parcours et par petites entreprises ou tâches, afin d'obtenir le maximum de rendement en employant tous les petits entrepreneurs installés dans les diverses provinces et en faisant travailler sur place la main-d'œuvre disponible.

(1) Notice rédigée par l'Inspection Générale des Travaux publics de l'Indochine, dans la Vie technique, *op. cit.*, décembre, 1922, p. 49.

Avec de grandes entreprises, le travail aurait coûté plus cher et n'aurait pas été mené aussi rapidement.

La route coloniale n° 1 est actuellement empierrée sur 2.227 km, soit près des 9/10 de sa longueur (1).

Les autres routes formant le réseau des routes coloniales sont celles qui ont été classées par arrêtés du gouverneur général du 18 juin 1918 et du 27 mai 1919. Avec la route mandarine, elles sont au nombre de 18. Elles correspondent aux routes nationales de la métropole. Elles font partie du domaine public de l'Indochine et leur entretien, qui était à la charge des budgets locaux, est depuis 1919 supporté par le budget général (2).

Les routes classées par l'arrêté du 18 juin 1918 parmi les routes locales et, en Cochinchine, provinciales ou communales, sont, pour la construction et l'entretien, à la charge des budgets locaux que subventionne le budget général.

Voici qu'elle était au 31 décembre 1921 l'importance du réseau routier indochinois (3).

(1) *eodem loco*.

(2) Même notice, p. 24 ; Sarraut, p. 491.

(3) Notice, Annexes, p. 24 et 25 ; Sarraut, p. 327.

Désignation	Longueur empierrée	Longueur praticable aux automobiles pendant la moitié de l'année	Longueur à construire ou impraticable aux automobiles plus de six mois par an	Total
	<i>km</i>	<i>km</i>	<i>km</i>	<i>km</i>
Routes coloniales	4.595	1.793	2.573	8 961
Cochinchine R. locales	640	79	393	1.112
— R. provinciales	1.188	211	283	1.682
— R. communales	1.315	—	—	1.315
Tonkin R. locales	1.401	3.884	—	5.285
Annam R. locales	594	1.873	2.380	4.847
Cambodge R. locales.	677	525	1.680	2.882
Laos R. locales	176	606	1.316	2 098
Totaux :	10.586	8.971	8.625	28.182

CHAPITRE IV

Les transports maritimes entre la France et l'Indochine pendant la guerre

SECTION I

Difficultés de ces transports

En étudiant la situation du commerce de l'Indochine pendant la guerre, nous avons attribué à la rareté du fret une grande part de responsabilité dans la diminution des relations commerciales entre la colonie et la métropole. Les difficultés de transports maritimes ont contraint l'Indochine à chercher en Extrême-Orient d'autres clients et d'autres fournisseurs, comme elles ont obligé la métropole à s'adresser aussi à l'étranger pour satisfaire à ses immenses besoins d'importations, au détriment de tout profit pour la colonie et surtout de la balance commerciale de la France. La nécessité de réduire les frets lourds et encombrants a suscité en Indochine un effort industriel réel, en vue de substituer à l'envoi de matières premières des produits usinés, par exemple, des fils ou des tissages, du caoutchouc préparé (1) ; mais l'Indochine était encore à un stade trop

(1). Henry Simon, ministre des Colonies, discours au Sénat, séance du 9 juillet 1918.

jeune de son évolution industrielle pour que cet effort, si intéressant soit-il, ait pu être assez développé pour présenter une véritable importance.

Les questions de transports ont aussi longtemps retardé le recrutement de combattants et de main-d'œuvre indigènes.

Avant la guerre, les relations entre la métropole, la Nouvelle Calédonie, l'Inde et l'Indochine étaient assurées par la Compagnie des Messageries Maritimes, concurrencée par les pavillons anglais et allemand. L'insuffisance du pavillon national tenait à l'absence d'équilibre entre le fret d'aller et le fret de retour. « Avant la guerre, certaines colonies n'importaient pas assez d'articles métropolitains pour rémunérer un trajet. Tel était, notamment, le cas pour Madagascar et l'Indochine. Les bateaux français qui se rendaient dans ces deux pays partaient de Marseille avec un demi-chargement, donc à moitié sur lest, d'où un important déficit pour la Compagnie de navigation qu'un tel voyage mettait en perte. Au retour, au contraire, le fret était surabondant, mais il fallait en relever le prix afin de réaliser le bénéfice qui n'avait pu être obtenu sur le trajet de sens inverse. Nos concurrents étrangers pouvaient, eux, prendre comme simple appoint du fret de ou pour nos colonies, ayant par ailleurs de quoi constituer une cargaison suffisante dans les deux sens. Aussi étaient-ils à même de consentir pour ces transports des rabais notables que ne pouvaient accorder nos armateurs » (1).

D'après les statistiques de la Chambre de Commerce de

(1). Dewawrin, Delibert et Houdart, *Comment mettre en valeur notre domaine colonial*, p. 100.

Saïgon, il est entré dans ce port en 1914 : 155 vapeurs des Messageries ; 20 des Chargeurs réunis ; 75 français ; 456 de nationalités diverses. Sur 1.327.702 tonnes de marchandises exportées, la part des vapeurs français n'avait été que de 537.256 tonnes (1).

Désagréable pour l'orgueil national et compromettante pour les intérêts nationaux, cette dépendance partielle des relations franco-indochinoises à l'égard des pavillons étrangers assurait du moins les relations commerciales entre la métropole et sa colonie. La guerre est venue en menacer l'existence même. La disparition de la marine marchande allemande ; l'abandon progressif, après une avance considérable dans les premières années de la guerre, des eaux indochinoises par les navires britanniques, ont laissé à elle-même la marine marchande nationale. Déjà insuffisante en temps de paix, elle a vu son rôle proprement commercial de plus en plus réduit.

Une décision du 5 août 1914 autorisait les Compagnies de navigation subventionnées à suspendre la presque totalité de leurs services maritimes postaux ; seules devaient continuer à être assurées, au moyen de cargos, les relations avec l'Indochine et Madagascar. Le 13 août, les compagnies étaient invitées à rétablir, dans la mesure du possible, leurs services ordinaires (2).

La Compagnie des Messageries maritimes faisait un effort méritoire pour assurer les services avec l'Extrême-Orient, mais la situation empira rapidement. Les réquisi-

(1) Conférence coloniale, 1917, Section des transports maritimes, p. 108.

(2) G. Bureau. *Les rattachements de la Marine Marchande*, dans *Colonies et Marine*, n° du 1^{er} juin 1919, pp. 338-339.

tions réservèrent le fret au transport de troupes et de marchandises de guerre. En l'absence d'une direction centrale, d'un sous-secrétariat de la Marine marchande, laissé sans titulaire, les ministères usaient et abusaient des réquisitions. Ils disposaient du tonnage selon leurs besoins. Le ministère de la Marine, auquel le sous-secrétariat avait été rattaché en 1913, avait la haute main sur ses services ; il réquisitionnait pour les opérations navales. Les ministères de la Guerre, des Travaux publics, des Colonies, du Commerce réquisitionnaient et affrétaient aussi chacun de leur côté. L'Administration des chemins de fer de l'Etat s'assurait par le même procédé la disposition d'une flottille pour le transport des charbons anglais. A un certain moment, la réquisition atteignit plus de la moitié du tonnage(1). Les armateurs se plaignaient de l'inopportunité et de l'injustice des réquisitions ; les navires n'étaient pas, prétendaient-ils, utilisés au mieux des intérêts généraux et les réquisitions, qui épargnaient certains, leur assuraient grâce à la hausse du fret, des bénéfices énormes.

Tombé très bas au moment de la déclaration de guerre, en raison de l'arrêt de la vie économique et demeuré assez bas pendant quatre mois, le fret se releva avec la reprise du trafic, et avec la raréfaction des navires disponibles. Des moyennes de 20 fr. à l'exportation et 15 fr. à l'importation à la veille de la guerre, il passa à 30 fr. en moyenne au printemps de 1915 (2) ; il monta de plus en plus en 1916 et 1917. En avril 1917, il dépassait 1.000 fr. la tonne pour l'Asie française (3).

(1) G. Bureau, *op. cit.*, p. 340.

(2) G. Bureau, *op. cit.*, p. 339.

(3) Paul Bluysen, *L'organisation du fret colonial*, dans *Colonies et Marine*, novembre 1917, p. 185.

Cette situation était encore aggravée par l'augmentation des assurances, par les surestaries, par le défaut de main-d'œuvre (la loi du 8 août 1913 ayant versé dans l'armée de terre tous les inscrits des réserves de l'armée de mer en excédant des besoins de celle-ci sans tenir compte des besoins de la marine de commerce), plus tard par les torpillages.

Les colonies, pour satisfaire à leurs besoins, comme à leur vif désir d'aider la métropole en lui envoyant leurs produits, étaient réduites à des moyens de fortune, au jour le jour : de temps en temps, leurs députés obtenaient des faveurs, des levées de réquisitions, des envois de paquebots exceptionnellement détournés de leur route (1). Cela était bien insuffisant, au moment même où une campagne était menée pour démontrer le secours formidable que les colonies pouvaient apporter en nature à la métropole. Les entrepôts privés et les magasins publics des colonies regorgeaient de produits qui attendaient leur transport. Des milliers de tonnes de denrées, dont le transport jusqu'au port d'embarquement avait nécessité un effort écrasant, ont pourri faute de navires pour les amener en France (2).

En présence de cette situation aussi préjudiciable à la métropole qu'à ses colonies, les pouvoirs publics se sont préoccupés de rechercher les moyens de remédier à la crise du fret colonial. Ils se sont arrêtés à deux ordres de mesures : assurer aux colonies une part dans le tonnage existant ; favoriser la construction de navires.

(1) *Bluyssen, op. cit.*, p. 186.

(2) *Sarraut*, p. 60.

SECTION II

Le contingentement et le stockage

Les lois du 20 avril 1916 et du 4 avril 1918 ont autorisé le ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement à pourvoir pendant la durée des hostilités et trois mois après, par des achats amiables ou des réquisitions, aux besoins de la consommation civile en certains produits. Cette mesure a été déclarée applicable aux colonies.

En octobre 1917, le ministre des Colonies, M. René Besnard, d'accord avec son collègue du Ravitaillement, M. Viollette et l'ensemble du Conseil des ministres, adopta le plan suivant, reposant sur le double principe du contingentement du fret et du stockage des produits coloniaux.

Le ministre admettait le principe qu'un contingentement fixe, sur l'ensemble du fret français, devait être attribué aux colonies ; mais la nécessité d'amener en France des denrées d'alimentation de divers pays étrangers l'entraînait aussitôt à admettre provisoirement une réduction de ce fret français colonial à la moitié du chiffre global qu'il avait pu atteindre jusqu'alors. Ce contingentement devait se répartir sur la totalité des produits plus ou moins périssables ou d'une nécessité plus ou moins urgente. Attribué surtout au commerce, il réservait une certaine place aux industries coloniales et aux denrées d'un transport facile.

Ce contingentement, surtout ainsi réduit, risquait de fermer tout débouché à une grosse part des produits coloniaux, ceux qui ne pourraient être consommés sur place, et d'en amener la perte, avec la ruine des colonies. Le ministre prévoyait des envois de denrées pour leur éviter la famine. D'autre part, il fit admettre par le gouvernement le principe

de la responsabilité de l'Etat, au cas où les colonies se démuniraient pour la métropole et où une formidable restriction du fret les mettrait dans l'impossibilité d'exporter. En conséquence, il fut convenu que l'Etat achèterait ferme dans les colonies mêmes toutes les denrées dont depuis 1916 et à la suite d'accords avec le ministre du Ravitaillement, les gouverneurs généraux avaient été invités à développer le rendement et d'autre part, les produits et matières premières commandés par divers organismes du ravitaillement militaire.

Puis l'Etat, toujours à ses frais, stockerait la partie de ces matières premières et produits que le contingentement manifestement trop réduit n'aurait pas permis de transporter soit chez le producteur, soit dans des magasins généraux suivant des modalités réglées par les gouverneurs. Il prendrait livraison sur place des produits achetés avec paiement à la réception des quantités livrées ou acceptées.

Ainsi les apports en France étaient limités et les colonies recevaient les envois indispensables. L'Etat devenait propriétaire des richesses coloniales, laissées provisoirement chez les producteurs ou dans les magasins généraux et devait les utiliser dans la métropole au fur et à mesure que les transports deviendraient plus faciles.

Enfin, le ministre des Colonies dirigeait en personne l'exécution de ces résolutions et établissait aussitôt une harmonie d'action par des instructions aux gouverneurs (1).

Au début de l'année 1918, M. Bluysen, député de l'Inde, demanda par voie de question écrite au Journal Officiel, si et dans quelle mesure ces dispositions avaient reçu applica-

(1). Cf. Bluysen, *op. cit.*, p. 187 à 189.

tion aux colonies. Le ministre répondit au mois de mai, que leur exécution était en pleine période de réalisation pour les produits suivants :... pour l'Indochine, le riz et le poivre ; mais qu'il n'était pas possible d'indiquer par rapport à la production totale, les quantités achetées, les marchés étant en voie de réalisation, ni les stocks, qui variaient suivant les possibilités d'évacuation (1).

SECTION III

Mesures en faveur de l'amélioration des transports

En second lieu, le Parlement s'est efforcé d'encourager la construction ou l'achat de nouvelles unités pour assurer les relations maritimes franco-coloniales. Dans le projet déposé en ce sens par le gouvernement, les députés coloniaux avaient obtenu l'insertion d'une disposition déterminant les conditions où des avances pourraient être consenties aux armateurs français, sur un crédit de 50 millions, pour l'achat de navires à propulsion mécanique provenant des pays alliés ou neutres, ou pour la construction de cargo-boats spécialement destinés au transport des marchandises entre la France et les colonies ou les pays de protectorat français, ou inversement.

Le Gouvernement préféra faire voter l'attribution aux armateurs bénéficiaires des avances d'une ristourne de 20/0 sur les intérêts dus par eux au Trésor public, pour toute la période où ils auront pratiqué avec leurs navires la navigation coloniale, la différence entre le taux de 40/0 dont

(1). Bulletin des Halles, 28 mai 1918, dans le Bulletin de l'Agence générale des colonies, 1918, p. 588.

ils bénéficieront et le taux normal de 6 0/0 devant être supportée moitié par l'Etat, moitié par les colonies (1).

§ 1^{er} *La loi du 13 avril 1917*

D'autre part, la loi du 13 avril 1917 prévoit un système de garanties d'intérêts. L'Etat et les colonies passeraient avec les armateurs des contrats dont les clauses varieraient suivant les besoins de transports à satisfaire. Certaines colonies, en effet, manquent de fret d'exportation, d'autres ont, au contraire, un fret abondant et sont en mesure de fournir un trafic important aux Compagnies de navigation. Les tarifs de celles-ci doivent tenir compte de ces divers éléments. La loi du 13 avril 1917 prévoit l'aide pécuniaire de l'Etat aux Compagnies sous la forme de garanties d'intérêts assurant à leurs actionnaires un dividende minimum, suivant le système adopté par les grandes Compagnies de chemin de fer et préconisé par divers publicistes (2). Enfin, dans les cas où les bénéfices réalisés dépassent un certain quantum, l'excédent se partage entre l'Etat et les Compagnies (3).

En fait, la loi du 13 avril 1917 est restée lettre morte.

§ 2. — *Les projets de flotte coloniale*

La section des transports maritimes de la Conférence coloniale instituée en juillet 1917 par M. Maginot, ministre des Colonies, préconisait : l'achat de navires par l'Etat et

(1). Candace, *Nos colonies et la marine marchande*, dans *Colonies et Marine*, 15 juillet 1917, p. 55.

(2). Du Vivier de Streel, *Revue de Paris*, 1^{er} février 1916 ; Candace, *op. cit.*, p. 56.

(3). Cf. Delacourt, *Les relations économiques de la France avec ses colonies au lendemain de la guerre*, p. 160.

par des consortiums privés, fondés spécialement aux colonies ; l'intensification des affrètements de l'Etat et la réduction au strict minimum des réquisitions ; le concours effectif des alliés anglais, américains et surtout japonais pour le transport en France des stocks coloniaux ; enfin la création d'une flotte coloniale spécialement affectée au transport entre chaque groupe de colonies et les pays voisins ou la France. Cette flotte serait constituée par la mise à la disposition des colonies d'une partie du matériel naval que l'Etat est amené à acheter pour les transports en vue de la défense nationale ou du ravitaillement, dans les conditions prévues pour la cession aux colonies du matériel acheté pour la guerre.

La section se déclarait opposée à la gestion en régie et préférerait l'administration par des Compagnies, moyennant redevances et charge de dépenses.

Enfin, elle demandait que les colonies puissent favoriser la création des compagnies coloniales assurant les transports entre les colonies et la métropole, par des primes à la navigation, du crédit maritime ou des garanties d'intérêts (Loi du 13 avril 1917) (1).

En ce qui concerne spécialement l'Indochine, la section de l'Indochine à la Conférence constatait l'urgence de lui procurer du tonnage ; il convient, déclarait-elle, « de prier le Bureau interallié de Londres de ne mettre aucune entrave aux demandes d'autorisation d'affrètement présentées par les maisons de commerce françaises pour le transport des marchandises indochinoises sur France nécessaires au ravi-

(1) Conférence Coloniale. Délibération de la Section des transports maritimes, p. 99 et 100.

taillement métropolitain et de faciliter au contraire l'acceptation de ces demandes, étant données les rares occasions qui se présentent en ce moment ». (1)

L'Union Coloniale Française dans sa lettre adressée au ministre des Colonies le 4 mars 1919, s'est également déclarée hostile au projet de constitution d'une flotte d'Etat pour les colonies. La Commission des transports maritimes de la Section de l'Indochine a émis le vœu que ce projet soit repoussé :

« Considérant qu'aucune industrie n'a besoin de plus de souplesse que l'industrie de l'armement, qu'aucune n'a plus besoin du régime de la liberté commerciale, surtout lorsqu'il s'agit de soutenir la concurrence économique internationale ;

« Considérant d'ailleurs, que l'expérience qui vient d'être faite de la réquisition de la flotte par l'Etat est décisive ;

« Considérant que la menace seule de l'institution d'une flotte d'Etat aurait pour premier effet d'empêcher même de se manifester toute initiative privée tant en matière de constructions de navires qu'en matière d'armement...

« Et certains d'être l'interprète des représentants des intérêts nationaux en Indochine... » (2).

Pour l'Indochine en particulier, l'Union Coloniale approuve le programme commun de la Compagnie des Messageries maritimes et de la Compagnie des Chargeurs Réunis, à savoir, au lieu, comme avant la guerre, d'un

(2) Vœux de la Section de l'Indochine. Conférence Coloniale, juillet 1917, p. 108.

(2) Union coloniale française, *Esquisse d'un programme de mise en valeur, Indochine, Madagascar, Côte des Somalis*, 1920, p. 50.

départ chacune par mois sur l'Indochine, représentant dans l'ensemble 216.000 mètres cubes offerts au commerce indochinois : 26 départs par an de Marseille par paquebots et 26 départs par an du Nord par cargo-boats, attribuant au commerce une capacité utile de 468.000 mètres cubes, soit 252.000 de plus qu'avant la guerre. En outre, la Compagnie des Chargeurs Réunis envisage un service partant d'Anvers sur la Chine, mais desservant au retour l'Indochine, et qui, effectué à raison de 12 départs par an, par des unités de 15.000 mètres cubes, donne pour les exportations d'Indochine vers la France, un complément de 180.000 mètres cubes.

Provisoirement, en attendant le service complet, les deux Compagnies assureront au minimum 12 à 14 voyages par an, soit un cubage utile de 126.000 mètres cubes ou 84.000 tonnes.

Tous ces services définitifs ou provisoires seraient organisés indépendamment et en sus des touchées qu'effectueraient à Saïgon les navires de la ligne de Chine de la Compagnie des Messageries Maritimes et des services des unités de la Société de Navigation à vapeur France-Indochine, qui représentent 32.000 mètres cubes (1).

Tout en admettant la moins grande urgence, l'Union coloniale demande aussi la reprise du projet de réorganisation des services maritimes locaux, en vue de l'établissement d'un service de grand cabotage reliant les ports de l'Indochine à Singapore, Bangkok et Hong-Kong (2).

Dès son retour en Indochine, en février 1917, le gou-

(1). ., Union Coloniale, *op. cit* p. 48 et 49.

(2). *op. cit.*, p. 49.

verneur général Sarraut s'était préoccupé de l'amélioration des relations entre la colonie et la métropole. Il avait conçu un vaste programme économique : organisation, avec le concours de compétences et de commerçants, d'un service du ravitaillement et des transports maritimes, spécialement chargé d'envoyer en France les produits indochinois ; ordre aux autorités locales de préparer, d'accord avec les colons et les indigènes, une extension immédiate des cultures : en quelques mois les surfaces cultivées furent considérablement augmentées ; impulsion aux industries locales, pour permettre à l'Indochine de réduire ses importations de la métropole ; construction de routes par des pionniers militarisés, dans des contrées en friche, pour les faire mettre en culture par le trop plein de la population du delta ; construction d'un tramway indispensable au développement de la région minière de Thaï-Nguyễn ; amélioration du réseau routier ; aménagement du port d'Haïphong pour l'industrie privée.

Enfin, couronnement de cet édifice élevé en vue du ravitaillement de la métropole, création d'une flotte commerciale indochinoise par le gouvernement général, en association avec les commerçants français et les indigènes, chauds partisans de cette association (1).

Les installations maritimes de Saïgon étaient susceptibles de faciliter l'exécution de ce projet. L'arsenal de Saïgon était resté le seul vestige de la doctrine des points d'appui, mais l'augmentation du tonnage des navires de guerre en le mettant dans l'impossibilité de recevoir de grosses unités, le

(1). Le Temps, lettre de son correspondant d'Hanoï, résumé dans le Bulletin de renseignements coloniaux, août 1917.

rendait inutile à ce point de vue. Mais il possède une grande cale, des ateliers qui peuvent occuper 1.800 personnes. C'est un organisme onéreux et insuffisant, tant qu'il ne sert qu'à entretenir de vieilles unités militaires, une flottille locale et du matériel de travaux publics. Si l'on crée une flotte indochinoise, Saïgon peut, au contraire, fournir les ressources pour sa construction, observait M. Rondet-Saint (1).

Dans son discours au Sénat du 9 octobre 1918, le ministre des Colonies, M. Henry Simon, malgré des réserves sur l'impossibilité d'une exécution immédiate généralisée en raison de l'absence d'industrie dans certaines colonies, préconisait aussi la création d'une flotte commerciale coloniale et l'ouverture de chantiers de construction coloniaux. Il annonçait l'aménagement prochain dans ce but de l'arsenal de Saïgon, et rappelait à ce propos le rapport que le député Le Hérisse avait en vain déposé en ce sens à la Chambre en 1906.

Le projet Sarraut est entré, à la fin de la guerre, dans la voie de la réalisation. La flotte commerciale indochinoise a été constituée et une Direction de la flotte indochinoise a été créée au gouvernement général. Trois cargos ont été lancés en 1921 : l'« Albert Sarraut », de 3.100 tonnes de portée en lourd, construit pour la flotte indochinoise par les services maritimes de l'arsenal de Saïgon, et deux cargos de 1.500 tonnes, le « Van Vollenhoven » et les « Fils Doumer » livrés par les « Ateliers Mécaniques » d'Haïphong, qui occupent plus de 1.200 ouvriers indigènes.

(1). Rondet-Saint, dans la Dépêche Coloniale, avril 1918, (même Bulletin, mars-avril 1918).

Si intéressants soient-ils, ces efforts sont encore bien insuffisants. Avant la guerre, le problème de la marine marchande était déjà un sujet de préoccupations. En 1913, le commerce maritime de la France représentait en poids, avec quarante millions de tonnes, 54 0/0 de son commerce extérieur et en valeur (13 milliards de francs) 65 0/0. L'accroissement de la flotte marchande étant plus lent que le développement du commerce extérieur, la moitié des sorties et les trois quarts des entrées s'effectuaient sous pavillons étrangers (1).

La guerre a porté ce problème au premier plan. Le défaut de fret a retardé les transports de troupes, restreint et ralenti les résultats de l'admirable effort des colonies. Il a obligé à payer des frets formidables à des armateurs étrangers et à demander à l'étranger, plus qu'aux colonies, les denrées et les matières premières indispensables à la France. Aujourd'hui, la question du fret est une des plus angoissantes, une véritable question de vie et de mort pour la métropole et ses colonies, pour l'industrie, le commerce, l'économie nationale tout entière. L'indépendance économique, politique même, de la France et de son domaine colonial est ici en jeu.

Comment réaliser l'augmentation de la flotte marchande?

La mainmise sur les unités ennemis, l'achat de navires à l'étranger, n'ont pu être que des procédés temporaires ou onéreux insuffisants pour combler les pertes causées par la guerre sous-marine et donner à la flotte un accroissement en

(1). Cf Candace, article dans *Colonies et Marine*. novembre 1917, p. 169 et suivantes.

rapport avec le montant du commerce extérieur. C'est donc aux constructions navales intérieures qu'il faut demander un rendement intensifié. Le lancement moyen avant la guerre était de 140.000 tonnes par an et les chantiers au nombre de 8 seulement. La fabrication du matériel de guerre, le défaut de main-d'œuvre spécialisée et de matières premières ont ralenti au cours des hostilités la production annuelle des navires marchands. Le chiffre de 1914 a pu être obtenu pendant la campagne 1917-1918 et notablement accru depuis.

Pour intensifier cet effort, il convient de réorganiser le régime de la marine marchande. Sans demander à l'Etat la construction ou l'achat d'une flotte (1), il convient de modifier la législation à cet égard. La loi du 19 avril 1906 attribue aux constructeurs une prime de 145 francs par tonneau de jauge pour les vapeurs et de 95 francs pour les voiliers, avec taux diminuant d'année en année. Les armateurs touchent, à titre de compensation d'armement, une somme de 10 à 12 francs par tonneau de jauge pour un navire naviguant dans des conditions normales.

Ces primes ont l'inconvénient de détourner le constructeur ou le navigateur de toute initiative : il se laisse subventionner par l'Etat. Les primes à la navigation poussent à naviguer sans utilité, à gaspiller le temps et le matériel.

Au lieu d'allouer à l'aveugle des primes, dont le service grevait l'Etat, en 1914, de 36 millions et demi, il vaudrait mieux organiser un système calculé sur la garantie d'intérêts des chemins de fer ou conserver au budget des crédits qui seraient distribués en connaissance de cause.

(1). *Suprà*, p. 265.

CHAPITRE V

La Situation Monétaire

Pour comprendre la situation monétaire de l'Indochine pendant et depuis la guerre, il est indispensable de connaître les grandes lignes du régime monétaire particulier qu'elle pratiquait avant 1914 (1).

SECTION PREMIÈRE

Le régime monétaire avant la guerre

Depuis une époque antérieure à l'occupation française jusqu'en 1903, l'Indochine était, comme les pays voisins, au régime de l'étalon d'argent. En dehors du système indigène entièrement distinct de la sapèque, monnaie exclusivement usitée pour les menus échanges intérieurs, l'unité monétaire était la piastre d'argent. Ont circulé d'ailleurs successivement, et même simultanément avec cours légal : l'ancienne piastre mexicaine, introduite par le corps expéditionnaire,

(1) Sur cette question, voir notamment : J. H. Adam, *L'argent métal et la question monétaire indochinoise* ; Deltieux, *La question monétaire en Indochine* ; Demartial, *Rev. pol. et parlem.*, février 1908 ; Nogaro, *Rev. écon. internat.*, avril 1922 ; A. Girault, *l'Economiste français*, 1922, *passim* ; W. Oualid, *Le privilège de la Banque de l'Indochine et la question des banques coloniales*.

puis la nouvelle piastre mexicaine, le trade dollar américain. En 1885 fut mise en circulation une piastre française identique à la piastre mexicaine, soit de 27 gr. 215 au titre de 900 millièmes. Des sous-multiples 50/100^{es}, 20/100^{es} et 10/100^{es} avaient été émis dès 1879.

Dès le début, on avait essayé d'introduire en Cochinchine les pièces divisionnaires d'argent françaises, mais elles reprenaient le chemin de la métropole. De même, en 1878, on essaya de substituer la pièce de 5 francs française à la piastre. Mais sa valeur légale étant supérieure à sa teneur d'argent fin, elle fut réexportée vers la métropole, d'autant plus vite que la colonie avait une balance des comptes débitrice.

Sous ce régime le prix de la piastre par rapport au franc, d'après son poids d'argent, était de 5 fr. 27. Jusqu'en 1873, le rapport d'échange entre l'or et l'argent resta à peu près constant et le cours en franc de la piastre se maintint sensiblement à la valeur correspondante au pair de la piastre avec le franc.

A partir de 1873, la suspension générale de la frappe libre de l'argent dans les pays bimétallistes détermina une baisse du métal argent, et conséquemment de la piastre. A la fin de 1902, le cours de la piastre était tombé au-dessous de 2 francs.

Les conséquences de cette baisse méritent de nous retenir un moment, parce qu'avec la hausse qui a suivi la guerre, nous constaterons les conséquences inverses.

Cette baisse avait de graves inconvénients. La tenue de la comptabilité publique était difficile et l'équilibre du budget de la colonie sans cesse bouleversé, une partie des recettes (impôts locaux) et des dépenses (achats aux indigènes) étant

évaluée en piastres et d'autres en francs. A partir de 1882, le budget local fut établi en piastres (1).

D'autre part, un décret du 10 décembre 1887 donne au gouverneur général le droit de fixer par arrêté, le 25 de chaque mois, le rapport légal de la piastre et du franc, d'après la valeur commerciale du métal argent.

La baisse de la piastre atteignait directement le gouvernement général qui, sauf les droits de douane, reçoit ses impôts en piastres et fait la plus grosse partie de ses dépenses en or. Elle frappait aussi les fonctionnaires et tous ceux qui avaient des dépenses à faire ou des capitaux à rapatrier en Europe, notamment les colons qui voulaient liquider et rentrer en France. La baisse profitait aux entreprises qui ne faisaient que des dépenses intérieures et vendaient à l'étranger, mais elles avaient à redouter, et avec elles toute la population, la hausse des importations.

Cependant, jusqu'en 1903, le régime monétaire était bien celui de l'étalon d'argent avec deux monnaies légales : piastre mexicaine et piastre française, cette dernière réduite à 27 grammes en 1895. L'une et l'autre pouvaient être importées et exportées librement, sauf pour la piastre mexicaine, une taxe de sortie de 3 0/0 *ad valorem*. Les excédents de la balance des comptes entre l'Indochine et les pays avoisinants pouvaient se régler par des transports effectifs de numéraire.

Des décrets de 1903 et de 1905 ont bouleversé la pureté théorique de ce régime monétaire et placé l'Indochine sous un système particulier que nous analyserons plus loin. Les inconvénients de la baisse continue de la piastre avaient

(1) Décret du 5 juillet 1881.

soulevé la question de la réforme du régime de l'étalon d'argent en Indochine et une Commission interministérielle fut chargée, en 1902, de l'étudier. La question était à l'ordre du jour en Extrême-Orient. Atteinte, elle aussi par la baisse, du métal argent, l'Inde anglaise avait supprimé la frappe libre et stabilisé sa monnaie d'argent, c'est-à-dire attribué à son unité monétaire, la roupie, une valeur définie non pas par son poids d'argent fin, mais par un poids d'or déterminé, tout en laissant à cette monnaie d'argent, de valeur désormais conventionnelle, son pouvoir libératoire indéfini.

L'exemple de l'Inde anglaise allait être bientôt suivi par les Straits Settlements, par les îles Philippines et par le gouvernement siamois.

Cependant la Commission interministérielle ne se prononça ni pour l'adoption du système monétaire métropolitain, ni pour la stabilisation de la piastre par rapport à l'or. D'une part, on savait que la monnaie d'or en francs ne répondait pas aux besoins des indigènes et les tentatives d'introduction des monnaies d'argent n'avaient pas réussi.

D'autre part, la stabilisation de la piastre par rapport à l'or se heurtait à une double objection. Elle suppose la constitution d'une réserve d'or suffisante afin de pouvoir fournir au même taux de l'or ou des traites sur l'extérieur, quand la balance des comptes est débitrice. La situation alors régulièrement débitrice de cette balance en Indochine rendait cette réserve difficile à constituer et à maintenir.

Autre objection : la stabilisation par rapport à l'or, avantageuse dans les relations avec les pays à étalon d'or est désavantageuse dans les rapports avec les pays à étalon d'argent. Les premières forment la partie principale du commerce de l'Inde anglaise. L'Indochine, au contraire, a

pour client le plus important la Chine, pays à étalon d'argent. La stabilisation pouvait donc être pour elle plus préjudiciable qu'utile.

La Commission se borna donc à suggérer les mesures propres à préparer la stabilisation, en dissociant le cours de la piastre indochinoise de celui du métal argent.

Ces suggestions ont été retenues : deux décrets du 3 juin 1903 ont prohibé l'entrée des piastres mexicaines et facilité leur exportation, en levant le droit de sortie. Le décret du 3 janvier 1905 a interdit l'exportation des piastres françaises, ainsi que de l'argent métallique. Enfin, un arrêté du gouverneur général du 3 octobre 1905 a décidé que les piastres mexicaines cesseraient d'avoir cours en Indochine à partir du 1^{er} janvier 1906.

Quelles sont les conséquences de ce régime qui est encore à l'heure actuelle, celui de l'Indochine ?

L'Indochine a désormais sa monnaie propre. Elle a cessé d'être au régime du monométallisme argent. Si, de ce régime, la piastre possède le premier caractère, à savoir le pouvoir libératoire illimité, elle en diffère à deux autres points de vue : l'absence de frappe libre et la dissociation de la valeur de l'unité monétaire et du métal.

D'abord, la frappe n'est pas libre. Elle est réservée au gouvernement de l'Indochine et éventuellement à la Banque de l'Indochine, pour le maintien de son encaisse au niveau légal.

L'interdiction d'importer des piastres mexicaines, démonétisées et d'exporter des piastres françaises et de l'argent métallique sans autorisation, entrave la liberté des mouvements du numéraire. Les débiteurs étrangers ne peuvent plus se libérer en important des piastres étrangères

achetées au poids. L'Indochine ne peut pas régler en piastres métalliques le déficit éventuel de sa balance des comptes.

Autre caractère, qui est la conséquence du premier : le cours de la piastre française n'est plus nécessairement lié à celui du métal argent. Il peut y avoir dissociation, en d'autres termes, entre le prix de la piastre-métal et le cours du change de la piastre-effets, puisqu'elles ne sont plus susceptibles d'être employées l'une pour l'autre suivant l'avantage du créancier ou du débiteur de l'étranger. Si la balance des comptes est créditrice, comme on ne peut importer de piastres étrangères, la piastre française fait prime et peut dépasser au change sa valeur comme lingot.

En fait, les variations du cours de la piastre étaient fréquentes et importantes. En 1909, elle fit prime de 12 0/0, sur le dollar de Hong-kong ; en 1911, elle perdit 3 0/0 sur ce même dollar. Seules les banques de la colonie, installées à la fois à Hong-kong et à Saïgon, tiraient profit des variations du change (1).

En résumé, le régime monétaire de l'Indochine se caractérise par la circulation intérieure d'une monnaie d'argent et d'une monnaie de papier échangeable contre elle et par l'interdiction de faire servir cette monnaie, même transformé en lingot, aux règlements extérieurs.

Ce régime présentait un double danger pour les relations intérieures et les relations avec l'étranger.

Le gouvernement s'étant réservé le monopole de la

(1) Rapport de la Commission monétaire indochinoise de 1920, p. 15.

frappe, devait fournir à la colonie une quantité de monnaie suffisante pour alimenter ses échanges intérieurs. L'administration ne pouvait d'avance prévoir exactement les besoins monétaires à un moment donné, d'autant plus qu'il lui fallait commander de longs mois à l'avance à la Monnaie de Paris les piastres nécessaires. L'insuffisance de monnaie pouvait entraîner et a entraîné, à diverses reprises, des crises monétaires, momentanées, il est vrai, mais non moins graves.

À l'extérieur, la situation régulièrement créditrice de la balance des comptes de l'Indochine a supprimé en fait l'inconvénient d'exporter le numéraire. Les débiteurs étrangers ont la faculté de se libérer en lingots d'or ou d'argent, toujours demandés à l'intérieur. Mais une situation débitrice mettrait l'Indochine dans une position monétaire des plus critiques. Aucun gold point ne viendrait alors limiter en théorie la hausse du change. Or si les balances annuelles sont favorables à l'Indochine, il existe certainement, dans le cours d'une année, des périodes de quelques semaines ou de quelques mois où le commerce recherche les remises sur l'extérieur. L'exportation clandestine de la monnaie peut seule empêcher la prime et en Extrême-Orient, en Indochine notamment, ces sorties clandestines sont des plus difficiles à entraver. Cette situation a provoqué notamment pendant la guerre des crises monétaires momentanées.

Inversement, la position débitrice d'un pays étranger par rapport à l'Indochine produit dans ce pays une hausse de la piastre indochinoise, c'est-à-dire que la valeur d'échange de la piastre est supérieure à la valeur du métal d'argent qu'elle contient. Les débiteurs de l'Indochine ne

pouvant se libérer en numéraire, la piastre-papier est plus demandée qu'offerte sur ce marché extérieur. Sur cette place, à Hong-Kong par exemple, le billet de la Banque de l'Indochine fait prime sur la valeur intrinsèque de la piastre métallique.

Quelle a été sous ce régime, la situation monétaire de l'Indochine pendant la guerre? Quelles ont été les fluctuations de la piastre indochinoise? Quelles ont été les causes et les conséquences de ces fluctuations? (1)

SECTION II

Les cours de la piastre de 1914 à 1918

Avant d'indiquer les mouvements du cours de la piastre pendant la guerre, il convient de faire une double observation. On distingue le cours commercial de la piastre et son cours officiel. Le cours commercial est celui qui est pratiqué par les banques. Il varie chaque jour, parfois dans une même journée; il varie suivant les localités (il est un peu moins élevé à Hanoï qu'à Saïgon), en raison de la diversité des conditions locales : quantité de numéraire, situation de la balance régionale, difficulté du ravitaillement en numéraire, activité des transactions... Il varie même, sur une même place et le même jour suivant les banques.

Ces différences et ces variations sont très gênantes pour le Trésor, dont les opérations de recettes et dépenses en francs doivent se faire à un taux uniforme pour toute la

(1) Nogaro, *op. cit.* ; Rapport de la Commission monétaire indochinoise au Gouverneur général, août 1920 ; Adam, *Le métal argent et la question monétaire indochinoise*, thèse Paris, 1922.

colonie. Aussi l'Administration a-t-elle la faculté (1) de fixer un cours officiel et de le modifier au cas de variation jugée importante du cours commercial.

En fait, le Gouvernement général prend pour base du cours officiel la moyenne des cours publiés par les quatre banques de Saïgon : la Banque de l'Indochine, la Banque Industrielle de Chine, la Hong-Kong Bank et la Chartered Bank. Il maintient ainsi une relation étroite entre le cours officiel de la piastre et sa valeur commerciale.

Il convient d'ailleurs de remarquer que le cours réel d'achat pratiqué en banque pour l'achat ou pour la vente a parfois dépassé de 1 fr. le cours en francs affiché (2). C'était généralement par rapport aux devises étrangères que la piastre était alors surcotée.

Les mouvements de la piastre pendant la guerre ressortent du tableau suivant, où figurent pour chacune des années 1914 à 1918, quelques cours officiels choisis parmi ceux qui accusent le mieux les oscillations :

(1) Décret du 13 juillet 1902, art. 3.

(2) Déposition du Directeur de la Banque de l'Indochine devant la Commission monétaire indochinoise de 1920 ; Rapport de la Commission monétaire indochinoise, p. 27, note 2.

Cours officiels de la piastre en Indochine de 1914 à 1918

Dates		Cours en francs	Dates		Cours en francs
1914	4 Janvier	2,40	1917	19 Septembre	4,55
	14 Juin	2,55		23 Octobre	3,50
	18 Juillet	2,40		31 Décembre	3,95
	1 ^{er} Août	2,25			
	4 Septembre	2,40	1918	22 Mai	4,20
				27 Août	4,75
1915	27 Janvier	2,25		28 Septembre	4,75
	1 ^{er} Mars	2,40		10 Octobre	4,10
	20 Mars	2,35		16 Octobre	4,20
	4 Juillet	2,50		11 Novembre	4,
	1 ^{er} Décembre	2,60		12 Novembre	3,75
				20 Novembre	4,50
1916	7 Janvier	2,65		31 Décembre	4,45
	9 Mai	3,30			
	12 Juillet	2,80			
	31 Décembre	3,15			

Ce tableau permet de constater qu'après un léger recul au début de la guerre, la piastre a conservé à peu près, depuis le mois de septembre 1914 jusqu'au mois de juillet 1915, si l'on néglige quelques oscillations de courte durée, la position qu'elle occupait pendant l'année qui a précédé l'ouverture des hostilités. A partir de juillet 1915, elle a commencé un mouvement ascendant, d'abord faible pendant la deuxième moitié de 1915 et qui est allé en s'accusant en mai 1916 (3 fr. 30) et surtout en septembre 1917 (4 fr. 55). Après une légère chute en octobre (3 fr. 50), le mouvement

a repris, pour atteindre son maximum (4 fr. 75) en août et septembre 1918. D'octobre à décembre 1918, le cours à oscillé de 3 fr. 75 (12 novembre) à 4 fr. (11 novembre) et à 4 fr. 50 (20 novembre). C'est seulement à partir de 1919 qu'un mouvement plus continu et plus important de hausse s'est produit, menant la piastre jusqu'à 10 fr. 70 à la fin de l'année 1919, au record de 16 fr. 50 le 14 février 1920, renouvelé après une chute de 2 fr. 50 en mars, le 14 avril. Cette date marque le summum du cours de la piastre, qui, après des fluctuations diverses, ne dépassant plus 11 fr. 50, est descendue en février 1922 à un cours voisin de 6 fr. pour reprendre à nouveau son mouvement ascensionnel actuel.

En résumé, on assiste pendant la guerre à un phénomène marqué de hausse de la piastre, qui atteint à son maximum (4 fr. 75) 100 0/0 de son cours en juillet 1914 (2,40). Sans insister dans ce travail, sur l'accentuation considérable de cette hausse après la guerre, retenons simplement le fait même de la hausse, et recherchons en les causes et les effets.

SECTION III

Les causes de la hausse de la piastre

Les causes de la hausse de la piastre peuvent se ramener à trois ordres d'idées : la hausse du métal argent ; la baisse du franc ; un groupe de causes tenant aux conditions locales de l'Indochine.

§ 1^{er}. — *La hausse du métal argent*

Le cours de la piastre, c'est-à-dire le chiffre exprimant sa valeur d'échange en francs, a suivi, pendant la guerre, une hausse lente et à peu près continue, parallèle à celle du prix, en monnaie d'or, de l'argent métal. Au début des hostilités, le cours de l'argent a d'abord baissé, jusqu'en août 1915, d'environ 20 0/0 : à cette baisse a correspondu une baisse de la piastre d'environ 10 0/0 (2,25 au 1^{er} août 1914 et au 27 janvier 1915). Puis la hausse atteint jusqu'au printemps de 1919, 80 0/0 et 100 0/0 (4,50 et 4,75), pendant que le cours du métal argent, durant la même période, s'élève de 75 0/0 (1).

Cette corrélation entre les cours de la piastre et ceux du métal argent est naturelle, puisque la piastre se définit par un poids donné d'argent fin.

§ 2. — *La dépréciation du franc*

C'est surtout après la guerre que la dépréciation du franc produit son effet sur la piastre et entraîne à son profit des fonds plus considérables. Au printemps de 1919, le retour à la liberté commerciale a pour effet, d'abord, une nouvelle hausse du prix, en or, de l'argent, puis une dépréciation profonde du change français, c'est-à-dire de la valeur du franc exprimée en cents de dollar des Etats-Unis. La baisse du franc vient s'ajouter à la hausse du métal argent pour accentuer la hausse de la piastre. Celle-ci est une marchandise argent dont le prix s'exprime en francs comme pour toutes autres marchandises, une dépréciation de l'unité monétaire française a pour résultat une hausse de la valeur

(1) Rapport de la Commission monétaire indochinoise, p. 26.

de la piastre exprimée en cette unité dépréciée, le franc, c'est-à-dire une hausse des cours. Le cours maximum de 16 fr. 50 (13 février 1920) correspond, d'une part, à un prix de l'argent de 134 centièmes de dollar à New-York pour 31 gr. 0719 d'argent fin, et d'autre part, à un change du franc caractérisé par le cours de 14 fr. 50 pour le dollar et d'environ 50 fr. pour la livre sterling (1).

Dans cette hausse de la piastre, la part la plus importante est celle de la dépréciation du franc, qui intervient pour 180 0/0 ; la hausse du prix en or de l'argent intervient pour 120 0/0 et les causes locales pour 8 0/0. Si la première cause avait agi seule, le cours de l'argent restant le même, la piastre aurait monté à 7 fr. ; si le franc était supposé au pair, la hausse de l'argent s'étant seule manifestée, la piastre serait montée à 5 fr. 50. La baisse des cours de l'argent, à partir de février 1920 et le relèvement du franc à partir de mai 1920 ont entraîné, au contraire, l'abaissement de la piastre (2).

§ 3. — *La balance des comptes*

A ces deux causes dont l'une, la dépréciation du franc, n'a guère joué qu'après la guerre, sont venues s'ajouter, pour accentuer la hausse de la piastre, une série de causes locales. Même pendant la guerre on constate, en effet, des défauts de concordance entre les mouvements du métal argent et ceux de la piastre, des hausses ou baisses de la piastre concomitantes à des baisses et des hausses du prix de revient à Londres avant la frappe.

(1) *loc. cit.*

(2) Rapport de la Commission monétaire, p. 27.

Dates	Cours à Londres de l'once standart d'argent fin	Cours à Paris de la livre sterling (Chèque sur Londres)	Prix de revient de la piastre avant la frappe	Cours de la piastre à la Banque de l'Indochine (taux de vente des traites à vues/Paris)
	<i>d.</i>	<i>Fr.</i>	<i>Fr.</i>	<i>Fr.</i>
1917				
31 Août	46	27,44	4,45	4,21
1 ^{er} Octobre	49	27,34	4,75	4,00
15 Septembre	51	27,50	4,935	4,54
22 Septembre	55	27,52	5,33	4,52
7 Novembre	44 1/2	27,37	4,29	3,75
22 Décembre	43 3/8	27,25	4,15	3,975
1918				
23 Avril	49	27,16	4,685	4,20
30 Juin	48 7/8	27,16	4,67	4,43
12 Juillet	48 13/16	27,17	4,665	4,50
18 Août	48 13/16	27	4,58	4,65
(1) 2 Septembre	49 1/2	26,19	4,56	4,67

Ce défaut de concordance ne peut s'expliquer que par l'action sur le cours de la piastre d'autres causes que la hausse du métal argent et la dépréciation du franc. Ce sont des causes spéciales à l'unité monétaire indochinoise, des causes tenant aux circonstances locales particulières à l'Indochine. Ces causes sont : les variations de la balance des comptes en Indochine, la qualité du numéraire en circulation, enfin la concurrence des banques.

(1) Rapport de la Direction du contrôle financier de l'Indochine au ministre des Finances, 15 septembre 1919.

On sait que le taux du change est en fonction de la balance des comptes. Quand un pays a plus de dettes que de créances à l'égard de l'étranger, la demande de papier sur ce pays tend à diminuer, d'où baisse du change ; quand il est plus créancier que débiteur, le papier sur ce pays est recherché et tend à hausser. Or pendant la guerre, l'Indochine a présenté un excédent constant d'exportations sur les importations, comme nous l'avons vu. Son commerce spécial a présenté de 1914 à 1918, en importations et en exportations, les chiffres suivants :

Années	Importations	Exportations	Excédent des exportations
	<i>francs</i>	<i>Francs</i>	<i>Francs</i>
1914	210.749.446	289.826.413	77.076.967
1915	162.094.716	286.239.291	124.144.575
1916	234.332 000	294.748.000	60.416.000
1917	244.371.000	316.581.000	72.210.000
1918	243.144.000	351.252.000	108.108.000

L'excédent total des exportations, pendant cette période quinquennale, a été de 441.955.542, soit une moyenne annuelle de 88.391.108 fr. Cet excédent a fait naître au profit de l'Indochine un solde créditeur énorme sur l'étranger, d'où une demande accrue du papier sur l'Indochine, c'est-à-dire une cause de hausse de la piastre.

La balance commerciale est d'ailleurs le plus important des éléments de la balance des comptes, mais non le seul, et les autres éléments de la balance des comptes ont aussi exercé leur action sur le cours de la piastre. Par exemple, pendant la guerre, les dépenses payées par l'Etat français en

Indochine ont de beaucoup dépassé les sommes que la colonie avait à payer au Trésor en France. Une partie de cet excédent a été couverte par des souscriptions aux emprunts nationaux. Sur leur total qui a atteint 241 millions de francs, les Caisses du Trésor en Indochine ont conservé 92 millions et la différence, soit 149 millions de francs, a été transférée dans la métropole par l'intermédiaire des banques. A la fin de l'année 1919, les Caisses du Trésor en Indochine se trouvaient avoir payé pour le compte de l'Etat, un excédent de plus de 120 millions de francs.

Loin de modifier les effets sur la piastre des résultats du commerce extérieur, les opérations budgétaires et de trésorerie exécutées de 1914 à 1919 pour le compte de l'Etat ont donc ajouté leur action dans le même sens et ont accrue dans une large mesure le solde créditeur de l'Indochine sur l'extérieur, notamment sur la métropole (1).

§ 4. — *La rareté du numéraire*

D'autre part, de même que l'abondance excessive de la monnaie entraîne sa dépréciation, sa rareté, son insuffisance par rapport aux besoins des transactions, détermine sa hausse. Or l'Indochine a souffert pendant la guerre d'une véritable pénurie de monnaie. La métropole ne l'a pas ravitaillée en piastres métalliques. Pendant les années 1914 à 1918, il n'a pas été frappé par l'Hôtel des Monnaies de Paris de piastres ni de 50/100^e de piastres, mais seulement des 20/100^e et des 10/100^e de piastres, en nombre et valeurs assez insignifiants, comme on peut le constater d'après le tableau suivant :

(1) Rapport de la Commission monétaire indochinoise, p. 19.

Années	1 piastre	50/100 ^e de piastre	20/100 ^e de piastre	10/100 ^e de piastre	Total en piastres	Valeur au pair en francs
1914	—	—	500.000	266.739	766.739	4.140.392
1915	—	—	—	—	—	—
1916	—	—	200.000	200.000	400.000	2.160.000
1917	—	—	—	150.000	150.000	810.000
1918	—	—	—	—	—	—
Totaux	—	—	700.000	616.739	1.316.739	7.110.392

Il a été frappé, en outre, par la Monnaie de Paris des 1/100^e de piastres en bronze.

Années	1/100 ^e de piastre	Valeur au pair en fr.
1914	110.267,99	595.447,14
1915	—	—
1916	13.115,70	70.824,78
1917	97.615,59	527.124,18
1918	23.715,28	128.062,51
Totaux :	244.714,56	1.321.458,61

L'accroissement total du numéraire, y compris la monnaie de bronze, n'a donc été que de : 8.431.850 fr. 61 de 1914 à 1918, total bien insuffisant en regard de l'accroissement des transactions.

En 1919, la Banque de l'Indochine se serait volontiers prêtée à l'exécution d'anciens engagements pris par elle en 1909 et 1911, qui l'obligeaient à rapatrier, c'est-à-dire à

faire frapper à ses frais et à introduire en Indochine 10 millions de piastres métalliques qu'elle avait jadis été autorisée à exporter. Elle avait même acheté 39.500 kgs d'argent fin, représentant environ 1.600.000 piastres. Mais le ministre des Finances fit suspendre la frappe, en raison de la mise à l'étude de la réforme monétaire de l'Indochine. Les demandes du gouverneur général du 30 juillet et du 10 décembre 1919, en vue de faire frapper des piastres à l'étranger, pour éviter le cours forcé, ne furent pas mieux accueillies (1).

Aussi les réserves de la Banque de l'Indochine allèrent-elles en diminuant à partir du 1^{er} juillet 1916, tandis que la circulation fiduciaire s'accroissait, passant de 29 millions de piastres environ au 1^{er} janvier 1915, à 31 millions au 1^{er} janvier 1916, 35 millions et demi au 1^{er} juillet de la même année, 36 millions 670.000 au 1^{er} juillet 1917 et 42 millions et demi au 1^{er} juillet 1918. Dès le 4 août 1914, le gouvernement français avait autorisé les colonies ayant des banques d'émission à suspendre l'application de la règle fixant au tiers de la circulation fiduciaire le minimum de l'encaisse de garantie. La Banque d'émission de l'Indochine ne fit usage de cette faculté qu'à partir du 1^{er} juillet 1918, et dans une mesure d'abord faible : au 1^{er} juillet 1918, la circulation fiduciaire représentait 3 fois, 2 l'encaisse. Mais l'arrêté du 31 décembre 1918 autorisa l'émission jusqu'à huit fois l'encaisse et celui du 17 décembre 1919 jusqu'à douze fois. La proportion des émissions à l'encaisse monta rapidement à 12 fois, 7 au 1^{er} avril 1920, début du cours forcé. A cette dernière date, l'encaisse était de 5.606.539 piastres et la circulation de 71.244.400 piastres.

(1) Adam, p. 160, note 3.

**Circulation fiduciaire en Indochine
et encaisse métallique de garantie de la Banque**

Dates	Encaisse	Circulation	Rapport circulation encaisse
	<i>piastres</i>	<i>piastres</i>	
1914 1 ^{er} Janvier	17.067.328,77	32.170.860	1,9
1 ^{er} Juillet	14.581.691,85	30.519.897	2,2
1915 1 ^{er} Janvier	17.680.423,19	28.887.411	1,6
1 ^{er} Juillet	19.393.475,43	30.765.635	1,6
1916 1 ^{er} Janvier	19.001.132,95	31.177.906	1,6
1 ^{er} Juillet	13.951.656,64	35.653.903	2,5
1917 1 ^{er} Janvier	15.575.112,34	33.366.349	2,1
1 ^{er} Juillet	14.811.934,73	36.673.927	2,5
1918 1 ^{er} Janvier	16.504.306,96	36.143.454	2,2
1 ^{er} Juillet	13.322.397,47	42.521.313	3,2

§ 5. — *La concurrence des banques*

Enfin la concurrence des banques tendait à la hausse du change. Les banques non privilégiées ne pouvaient se procurer des fonds qu'en vendant des traites sur l'extérieur.

Elles étaient amenées à se les disputer et à surenchérir sur les changes. Pour empêcher ses clients de porter leurs fonds aux autres banques, la Banque de l'Indochine était entraînée à élever le taux de la piastre. Il y a maints exemples de cette lutte, où les banques portaient le cours de la piastre au cours pratiqué la veille par l'une d'elles et supérieur à celui pratiqué par les autres. Par exemple, ce jeu a porté la piastre, du 7 juillet au 9 août 1919, de 5,75 à 7 fr., par des augmentations répétées de 0 fr. 05 ou 0 fr. 10 par jour (1).

(1) V. le rapport de la Direction du contrôle financier de l'Indochine au ministre des Finances, 15 sept. 1919, p. 88.

SECTION IV

Les conséquences de la hausse de la piastre

Quelles conséquences a entraînées la hausse de la piastre pendant la guerre ?

§ 1^{er}. — *La prospérité générale de l'Indochine*

Si l'on envisage exclusivement, durant cette période, la situation économique et sociale générale, on peut dire que, à la hausse de la piastre ont correspondu des années de prospérité pour l'Indochine et de bien être général. Mais il convient de réserver certains intérêts spéciaux qui ont souffert de cette hausse, surtout d'ailleurs lorsqu'elle s'est accentuée après l'armistice.

Les statistiques des douanes font ressortir, de 1914 à 1918, un progrès continu dans les mouvements commerciaux de l'Indochine. A part un fléchissement passager en 1915, le commerce général et le commerce spécial de la colonie accusent dans leurs totaux respectifs un accroissement régulier qui les porte à des chiffres dépassant les records de 1913. Le commerce général passe, de 1914 à 1918, en chiffres ronds, de 600 à 818 millions ; les importations du commerce général montent de 266 millions et demi à 363 millions ; les exportations, de 332 à 454 millions et demi.

Quant au commerce spécial, il s'élève de 500 millions en 1914, à près de 600 millions en 1918. Les importations

s'accroissent de 32 millions et demi (de 210.700.000 à 243.150.000 fr.) et les exportations de 63 millions et demi (de 287.800.000 fr. à 351.250.000 fr.)

Le cabotage et le transit accusent, eux aussi, d'importantes augmentations.

A ces témoignages d'activité économique intense, non arrêtée, mais multipliée par la guerre, s'ajoutent d'autres indices de prospérité. Au budget général les recettes des impôts directs passent de 37 millions de piastres en 1912 à 48 millions en 1918, ce qui a permis de doter plus largement tous les services publics et de poursuivre l'exécution d'un vaste programme de travaux. Les encaisses métalliques du Trésor et de la Banque de l'Indochine diminuent, du 31 décembre 1914 au 31 décembre 1919, de 21 millions et demi de piastres, dont la majeure partie est absorbée par la circulation. La circulation fiduciaire s'élève de 28 millions de piastres, au 31 décembre 1914, à 50 millions au 31 décembre 1919.

Les bénéfices de la Banque de l'Indochine, la progression des dividendes qu'elle distribue, prouvent la prospérité de sa situation, qui est intimement liée à la situation commerciale de l'ensemble de la colonie (1).

Un indice intéressant est encore fourni par le mouvement des importations de métaux précieux pendant la guerre. Le rapprochement des années de 1910 à 1919 donne les résultats suivants en millions de francs (2).

(1) Rapport de la Commission monétaire indochinoise, p. 28.

(2) *loc. cit.*, p. 22 et 25.

Années	Excédent des exportations de marchandises (métaux précieux déduits)	Excédent des importations de métaux précieux	Excédent des importations de monnaies	Importations nettes (exportations déduites de monnaies et métaux précieux)
1910	64,6	6,7	5,5	12,2
1911	21,0	8, -	— 20,4	— 12,4
1912	3,4	5,1	— 6,4	— 1,3
1913	57,4	8,4	4,7	13,1
1914	84,2	7,1	7,5	14,7
1915	130,5	6,3	— 5,4	0,9
1916	68, -	7,6	2,1	9,7
1917	84,8	12,6	0,4	13, -
1918	117,6	9,5	0, -	9,5
1919	373,8	60,1	5,2	65,3

Pendant la période quinquennale 1910-1914, l'excédent des exportations de marchandises autres que les métaux précieux a atteint en moyenne par an 46 millions de francs, et l'excédent d'importation des monnaies et métaux précieux la moyenne annuelle de 5 millions et demi. Les moyennes, pour la période 1915 à 1919 passent respectivement à 154 millions et à 19 millions et demi, soit plus du triple, pour les excédents d'exportations de marchandises et près du quadruple pour les excédents d'importations de monnaies et de métaux précieux. Si on tient compte du changement des taux d'évaluation opéré à partir de 1919, par suite de la dépréciation du franc, par la Commission des valeurs en douane — changement qui compromet la valeur de la comparaison — on obtient, pour la période 1915 à 1918, un excédent annuel d'exportations d'environ 100 millions de francs, et une moyenne annuelle de 8 millions 3 pour l'excédent d'importations des monnaies et médailles.

§ 2. — *Les emplois de l'épargne. — La thésaurisation*

Cette augmentation d'importations des métaux précieux correspond certainement à une phase d'enrichissement de la colonie. L'excédent de la richesse produite sur la richesse consommée à l'intérieur, peut être employé de trois manières principales : ou bien être exporté (économies des fonctionnaires et salariés ; bénéfices des sociétés dont les actionnaires résident en France ou des maisons de commerce françaises ou chinoises) ou bien être capitalisé à l'extérieur (achat de titres d'affaires situées hors de la colonie) ou enfin, être mis en réserve dans le pays même, c'est-à-dire thésaurisé. Le premier mode est resté pendant la guerre très important : les commerçants chinois, principalement exportateurs, et les commerçants français, surtout importateurs, ainsi que les fonctionnaires ou salariés venus de la métropole, ont fait sortir définitivement de la colonie *la presque totalité* de leurs profits ou économies (1).

Il faut cependant remarquer qu'à l'inverse, un élément nouveau d'importation est résulté, pendant la guerre, des épargnes réalisées, par les indigènes combattants et surtout travailleurs utilisés en France, et envoyées dans la colonie (2).

Le second mode a pris avec la guerre une certaine extension par les souscriptions recueillies en Indochine aux emprunts nationaux. A la différence du mode précédent, ce procédé ne fait pas perdre à la colonie définitivement les richesses exportées, mais lui réserve des importations sous forme d'intérêts, de dividendes et de remboursements.

(1) Rapport de la Commission monétaire, p. 24.

(2) Cf *supra*, p. 118.

L'accroissement des excédents d'importation de métaux précieux et de monnaies pendant la guerre indique enfin le développement pris par la thésaurisation en Indochine pendant la guerre. Or cette thésaurisation, en Extrême-Orient, ne présente pas les mêmes caractères et ne prête pas aux mêmes critiques qu'en Occident. Elle constitue pour le peuple l'unique forme de l'épargne. Hors des grandes villes, le peuple ne dispose d'aucun moyen de faire fructifier ou même de mettre en sécurité ses économies (1). La monnaie fiduciaire, les titres au porteur, sont exposés à l'incendie, à l'humidité, aux insectes. La thésaurisation de la monnaie métallique est la seule forme de l'épargne. Le développement de la thésaurisation est un indice de l'extension de l'épargne, une preuve de prospérité, le gage d'un acheminement du peuple vers un rôle économique plus actif (2).

§ 3. — *La stabilité des prix*

Enfin la hausse de la piastre a eu pour conséquence un fait de la plus grande importance au point de vue économique et social. Tandis qu'un grand nombre de pays bi-métallistes européens ont vu, au cours même des hostilités, mais surtout après la guerre, la dépréciation de leurs unités monétaires s'accompagner d'une hausse formidable de l'ensemble des prix, qui a atteint en moyenne 3 ou 400 0/0, l'Indochine a connu, pendant la guerre, un régime de stabilité relative des prix en monnaie locale. Cette situation s'explique aisément. La monnaie locale, la piastre, a suivi dans

(1) Depuis de longues années les Indochinois réclament en vain l'institution d'une Caisse d'épargne.

(2) Rapport précité, p. 24 et 25.

sa valeur, calculée par rapport à l'or, une progression parallèle à celle de l'argent métal ; ce renchérissement de la piastre a peu différé du renchérissement moyen, par rapport à l'or, des denrées, des matières premières et des produits fabriqués. Les prix moyens d'achat, à l'intérieur, de ces objets, denrées et matières, n'ont donc pas beaucoup varié dans l'ensemble, et les salaires ont, comme les prix, conservé une stabilité relative.

C'est seulement en 1919 et en 1920 que l'on a pu constater une hausse des prix de 10 à 20 0/0, plus accentuée d'ailleurs en Cochinchine qu'au Tonkin, et due principalement à l'élévation anormale des cours mondiaux du riz, à l'accroissement général des disponibilités liquides, piastres et billets, ainsi qu'à la tendance naturelle des commerçants importateurs et détaillants à retirer le maximum de profits d'une situation caractérisée par une demande surabondante de produits (1).

Cette stabilité relative des prix, conséquence du système monétaire et de son adaptation aux circonstances de la guerre, a été un inestimable bienfait pour la population indochinoise. Elle lui a permis de traverser la période des hostilités sans connaître la vie chère avec tous les effets qu'elle entraîne. Elle a contribué dans une large mesure, au point de vue social et politique, à maintenir la tranquillité d'esprit des populations, et à éviter les troubles graves qu'aurait pu susciter, surtout dans une contrée placée sous l'autorité d'une métropole en état de guerre et éloignée, toute perturbation d'ordre général dans les conditions économiques.

(1) Rapport de la Commission monétaire indochinoise, p. 29 et 30.

En fait, on a pu constater que, jusqu'en 1920, les affaires n'ont jamais été plus actives ; que l'indigène plutôt porté à dépenser qu'à épargner, — à cause de l'absence des institutions d'épargne, — a amélioré dans une large mesure ses conditions d'existence, notamment par des achats toujours plus considérables de produits d'importation et par l'envahissement des immeubles urbains ; que les importateurs et détaillants ont, de leur côté, réalisé des bénéfices considérables (1).

§ 4. — *Les inconvénients de la hausse de la piastre
pour le gouvernement général*

Si l'Indochine a vécu pendant la guerre une période de prospérité générale, dont a bénéficié dans son ensemble la population de la colonie, la hausse de la piastre a cependant lésé un certain nombre d'intérêts. Bien qu'ils aient été surtout compromis par la hausse plus accentuée qui a suivi la période des hostilités, il convient d'y faire une allusion.

La hausse de la piastre, au point de vue général, a causé des pertes au budget du gouvernement général et entravé l'exportation des capitaux français en Indochine : elle a apporté des dommages à certains intérêts particuliers ; entreprises ayant passé avec l'administration des contrats en francs ; fonctionnaires ; certains commerces d'exportation ; spéculateurs.

L'action de la hausse de la piastre sur la situation du budget général de l'Indochine nécessite quelques explications préliminaires. Le service du Trésor, entité unique pour

(1) Même rapport p. 29 : Régismanset, p. 38.

l'ensemble des territoires français effectuée notamment en Indochine, pour le compte de l'Etat français et de ses services, des recettes et des dépenses. Pendant la guerre, en Indochine comme en France, ces dépenses ont de beaucoup dépassé les recettes et l'excédent a été puisé dans les caisses des comptables locaux du Trésor, alimentées par les recettes et les réserves des budgets indochinois. Du début de la guerre au 31 décembre 1919, ces comptables locaux ont payé, pour le compte de l'Etat français, en excédant des recettes qu'ils encaissaient également pour son compte, une somme totale de 30 millions de piastres, représentée, dans les caisses du Trésor de la métropole, par 120 millions de francs environ. Mais pour régler cette situation, il ne suffirait pas au Trésor d'envoyer 120 millions de francs aux caisses, de l'Indochine. En effet, si c'est 120 millions de francs d'excédent que ces opérations ont laissés dans les caisses métropolitaines, c'est à 30 millions de piastres que s'élève le découvert des caisses indochinoises. Ces caisses étaient alimentées en piastres par les recettes et les réserves des budgets indochinois. Chaque opération décomptée en francs donnait lieu au paiement d'une somme de piastres équivalente, suivant le cours de cette monnaie au moment du paiement. Si la métropole s'était libérée en envoyant 120 millions de francs, au 31 décembre 1919, la colonie, au cours de 11 fr. 65 de la piastre à cette date, n'aurait reçu que l'équivalent de 10.600.000 piastres au lieu de 30 millions de piastres. C'est donc une perte, d'ailleurs variable avec le cours du change, de près de 20 millions, somme supérieure à l'actif du fonds de réserve du budget général de l'Indochine, auquel, d'après les règlements en vigueur, ces pertes devaient être imputées.

Si ces opérations ont constitué une perte pour l'Indochine, elles ont, dans certains cas, apporté à la métropole un service très appréciable. Par exemple, pour le règlement de divers achats relatifs au ravitaillement, les paiements en piastres effectués par les caisses locales ont pu servir à désintéresser des créanciers étrangers, c'est-à-dire à acheter des traites en livres, dollars ou yens ; ils ont évité à la métropole d'acheter elle-même ces remises à des conditions très onéreuses, à une époque où elle éprouvait déjà de grandes difficultés à acheter du change sur l'étranger (1).

Au contraire, le change français n'a en rien bénéficié d'une autre catégorie d'opérations, effectuées par le budget du gouvernement général avec la Banque de l'Indochine et dans laquelle il prenait à sa charge le risque des fluctuations des cours. Cette banque n'achète, au moyen des billets qu'elle est autorisée à émettre, que la quantité de traites sur l'étranger qu'elle est susceptible de revendre. Or, dans les périodes d'excédents importants des exportations sur les importations, c'est-à-dire dans la situation où s'est trouvée chaque année l'Indochine. Pendant la guerre, les traites tirées sur l'extérieur par les exportateurs indochinois trouvent plus difficilement preneurs. Pendant la guerre, le gouvernement de l'Indochine a aidé la Banque en se portant acheteur de ces traites. Pour payer à l'Etat français ou aux particuliers en France, les dépenses qu'il avait à faire dans la métropole (entretien de ses services, paiement des coupons des emprunts indochinois, contribution militaire de la colonie, etc...) au lieu d'imputer la dépense, par le débit du compte de la colonie au crédit du compte de l'Etat français,

(1) Rapport de la Commission monétaire indochinoise, p. 43.

dans les écritures du Trésorier payeur général de l'Indochine, le gouvernement général a préféré acheter à la Banque, en les payant en piastres, des traites en francs, qui ont été recouvrées par le Caissier payeur-central à Paris. Par cette opération de change réel, le budget général prenait à sa charge les risques de la spéculation sur le cours de la piastre. La Banque de l'Indochine a même reçu une partie importante des souscriptions que les Caisses du Trésor en Indochine avaient recueillies en piastres, lors de l'émission des emprunts nationaux de 1915, de 1916 et de 1920 (1). Seul, le commerce local a bénéficié de ces opérations destinées à absorber le maximum de traites sur l'étranger.

§ 5. — *Les inconvénients de la hausse de la piastre pour certains intérêts particuliers*

Au point de vue du développement économique de la colonie, la hausse de la piastre a présenté cet autre inconvénient d'arrêter l'apport des capitaux étrangers — français notamment — en Indochine et de provoquer, au contraire la sortie de la colonie des bénéfices réalisés ; en un mot, de compromettre le développement des affaires et la création de nouvelles entreprises. Un capital en franc se transformait en Indochine en un nombre insignifiant de piastres (2).

En dehors de ces inconvénients affectant une portée générale, la hausse de la piastre a compromis un certain nombre d'intérêts plus particuliers.

Les plus directement atteints furent les concessionnaires de services publics et les adjudicataires de marchés

(1) Rapport de la Commission monétaire, p. 42.

(2) Cf. Comité du Commerce et de l'Industrie de l'Indochine à Paris, séance du 29 mars 1920.

de fournitures ou de travaux publics à longue durée, dont les contrats comportaient une rémunération en francs. Ces contrats avaient, en fait, été rédigés en admettant des variations de la piastre comprises dans les limites correspondant à la moyenne normale des vingt dernières années, limites qui ont été largement dépassées. Les recettes de ces entreprises, transformées en piastres, diminuaient, et leurs dépenses, notamment les salaires, payés en piastres, restaient stationnaires. (1).

Le même inconvénient se manifestait pour les fonctionnaires payés en francs : il leur fallait pour vivre convertir ces francs en piastres, monnaie de paiement locale. Ils touchaient beaucoup moins de piastres avec le même traitement en francs, tandis que le prix en piastres des marchandises et denrées n'avait pas suivi une baisse équivalente. Pour remédier à cette situation, on recourut à l'abondement, au début de 1920 ; la piastre fut décomptée à un taux conventionnel, s'élevant avec le montant des traitements : 2 fr. 50 au dessous de 8.000 fr. ; 4 fr. pour la tranche entre 8.000 et 12.000 fr. ; le taux du jour pour la tranche supérieure. Les petits traitements ont ainsi fait des bonds prodigieux et se sont rapprochés des gros traitements. *Le traitement des fonctionnaires est devenu une charge de plus en plus lourde pour la colonie.* Aujourd'hui, bien que la vie y soit beaucoup moins chère qu'en France, le moindre fonctionnaire français (citoyen) y débute à plus de 30.000 fr. (2).

(1) Rapport de la Commission monétaire, p. 30.

Tous les fonctionnaires européens touchent actuellement leur supplément colonial en piastres, ce qui élève leurs traitements à des taux scandaleux que rien ne justifie. Cf. arrêté du gouverneur général du 25 février 1921. J. O. Indochine, 2 mars 1921, p. 368.

(2) Adam, p. 147, note ; Cf. Bulletin du Comité de l'Asie française, juillet 1920.

L'exportation a subi, elle aussi, le contre-coup de la hausse de la piastre non pas d'ailleurs d'une manière générale, car les statistiques de 1914 à 1918 accusent, au contraire, un mouvement ascendant du chiffre des exportations qui passe, de 287.826.413 frs en 1914, à 351.252.119 en 1918. Sans doute faut-il tenir compte, dans la comparaison de ces chiffres, de la hausse des prix des marchandises ; sans doute aussi cet accroissement n'est-il que d'environ 25 0/0 tandis que la proportion d'augmentation des importations atteint, de 1915 à 1918, 50 0/0 (de 162.094.716 francs à 243.144.253 francs). Les cours élevés de la piastre n'ont cependant restreint ou arrêté que certaines catégories de produits exportés, ne représentant guère, en 1918, plus de 45 millions de francs sur les 351 millions d'exportation de cet exercice. Le principal produit d'exportation de l'Indochine, le riz, n'a pas souffert de la hausse de la piastre, favorisé par les hauts cours en or de ce produit. Les quantités exportées (indépendamment, par conséquent, de toute fluctuation des prix) ont peu varié durant la guerre : de 1.345.359 tonnes, en 1916, chiffre le moins élevé de la période, à 1.619.715 tonnes, en 1918, chiffre le plus élevé de cette période. La pénurie et la cherté du fret ont d'ailleurs été, plus que la hausse de la piastre, la principale cause de l'arrêt de certaines exportations.

Par exemple, la mévente du minerai de zinc a commencé en 1917, à une époque où la hausse de la piastre était encore peu accentuée. C'est le fret qui l'a déterminée, comme il a amené une crise analogue dans les pays miniers séparés par la mer des centres métallurgiques européens et américains, par exemple l'Australie et l'Algérie. Les mines du Tonkin ont pu, en 1916, trouver au Japon un débouché

exceptionnellement important, qui s'est ralenti jusqu'à disparaître, à la baisse des métaux, après l'armistice. C'est seulement en 1919, au moment où les exploitants pouvaient enfin se procurer du fret à des conditions acceptables, grâce notamment aux sacrifices de la Direction de la flotte indochinoise, que la hausse de l'argent atteignit son point culminant, dépassant celle du zinc et du minerai. Or les entreprises minières du Tonkin étaient habituées à vivre au jour le jour sur des crédits bancaires, et elles avaient laissé croître leurs stocks presque au double de l'exportation des meilleures années. Le prix de revient du minerai stocké, grevé des intérêts des avances et des frais d'un magasinage prolongé, dépassait largement celui du minerai frais (1).

Le gouvernement de l'Indochine a consenti à cette industrie, pour faciliter la liquidation de ses stocks, des subventions dépassant 500.000 piastres.

Les mines de Tungstène, ont bénéficié au début de la guerre, des hauts prix du minerai. L'exportation est passée de 215 tonnes, en 1915, à 423 et 433 en 1915 et 1916. Puis elle est retombée à 225 tonnes et l'effondrement des cours, après l'armistice, a produit l'arrêt des ventes. La production mondiale, quadruplée pendant la guerre, était surabondante pour une période de paix. Ces entreprises ont reçu, en 1919, des subventions atteignant un total de 72.000 piastres.

La hausse de l'étain a permis aux mines d'étain de ne pas souffrir avant 1920 (2).

Quoi qu'il en soit des causes de ces méventes, les exploitants de mines métalliques ont été, avec les exporta-

(1) Rapport de la Commission monétaire, p. 31 et 32.

(2) *loc. cit.*

teurs de caoutchouc, les plus ardents à préconiser une réforme monétaire basée sur la stabilisation de la piastre à un taux déprécié par rapport à son cours (en 1920).

Les unes comme les autres, ces exploitations ont été désavantagées par rapport à certaines exploitations étrangères, du fait de la hausse de la piastre, en ce sens que les salaires absorbaient une partie du prix de vente plus forte qu'avant la guerre, tandis que dans les pays concurrents, la hausse des salaires a marché moins rapidement que celle du prix de vente. Mais comme les mines, les plantations de caoutchouc ne sont pas des entreprises à bénéfices ni à frais constants et réguliers et les difficultés provenaient d'arriérés d'emprunts en piastres et de la regression des prix en or du caoutchouc sur le marché mondial. Le gouvernement a largement aidé cette industrie intéressante, mais qui ne représente pas même 5 0/0 des exportations totales de la colonie, en donnant sa garantie à certains prêts, et en consentant des avances aux planteurs jusqu'à 800.000 piastres, ou 3 millions de francs-or, c'est-à-dire 16 0/0 de la valeur des caoutchoucs exportés (1).

La hausse de la piastre a aussi atteint d'autres cultures moins développées, mais dignes d'encouragement, celles du poivre, du coton, du café, etc., ainsi que certaines industries indigènes (broderies sur soie, incrustations, etc...)

Enfin la hausse de la piastre en 1919 et 1920 a causé des pertes cruelles à tous ceux qui, au lendemain de l'armistice, avaient spéculé à la baisse. La hausse fut inattendue. Du 28 septembre au 12 novembre 1918, le cours de l'argent

(1) *op. cit.* p. 37.

fin à Londres resta immobile à 49 d. $1/2$ et celui de la livre sterling à Paris, à 28 fr. 07. Le cours de la piastre descendit régulièrement de 4 fr. 75 à 3 fr. 75. Puis en novembre et décembre, l'argent descendit à 48, $7/15$, puis à 47 d. $3/4$ et la livre, aux environs de 28 fr. ; la piastre remonta à 4 fr. 50 et la hausse se stabilisa aux environs de 4 fr. 40.

On peut dire qu'à ce moment, tout le monde croyait à la baisse imminente et définitive. L'Indochine prit nettement position à la baisse, commerçants, industriels, fonctionnaires, particuliers, spéculèrent. Cette spéculation prit des formes diverses, se ramenant toutes à une transformation immédiate de piastres en francs au taux du jour, ces piastres ne devant être livrées qu'à terme, c'est-à-dire à un moment où la baisse se serait produite. Les opérations consistant à se constituer débiteurs de piastres se multiplièrent : avances sur titres possédés, sur titres de l'emprunt 4 0/0 1918 à souscrire pour le compte des entrepreneurs et à conserver à leur dossier jusqu'à remboursement des avances ; avances sur marchandises ou sur chèques, contrats de change à livrer. Les avances sur titres consenties par la Banque de l'Indochine firent un bond prodigieux à partir de l'armistice. Voici les chiffres pour ses établissements de Saïgon, Haïphong et Hanoï.

Dates		Etablissements		
		<i>Saïgon</i>	<i>Haïphong</i>	<i>Hanoï</i>
30 septembre	1918	112.102	1.609.951	332.375
30 novembre	1918	790.307	2.672.838	1.003.289
28 février	1919	764.996	2.844.694	1.272.932
30 juin	1919	589.282	2 966.916	1.583.640
31 juillet	1919	530.612	3.072.507	1.577.541 (1)

On conçoit quelles ruines cette fièvre de spéculation générale a entraînées après elle.

SECTION V

Mesures prises ou proposées à la suite de la hausse de la piastre

En 1919, la hausse de la piastre, qui dépassait 5 francs, détermina le gouvernement à réunir une Commission spéciale (mai 1919), puis la Commission interministérielle (juillet 1919). La première proposa la révision des contrats passés en francs avec l'administration, l'allocation de subventions à certaines industries et une stabilisation de la piastre. La Commission interministérielle préconisa la mise en circulation de petites coupures et d'une monnaie divisionnaire à bas titre, ce qui fut aussitôt réalisé, et l'adoption d'une piastre à teneur d'argent moins élevée ainsi que

(1) Conseil d'Escompte, séances à la succursale de Haïpong 6 novembre et 5 décembre 1918 ; — séance à la succursale de Hanoï, 31 mars 1919.

Adam. *L'argent métal et la question monétaire indochinoise*, p. 152.

l'établissement du cours forcé : ces deux mesures restèrent en suspens.

En vue de financer la récolte importante de 1919-1920, évaluée à 1.600.000 tonnes, le gouverneur général intérimaire prit, le 17 décembre 1919, un arrêté subordonnant l'exportation du riz au paiement en or ou argent du cinquième au moins des quantités exportées, au moyen de 24 gr. 3 d'argent fin ou 1/16 de ce poids d'or pur. En vertu de conventions passées avec la Banque de l'Indochine, les exportateurs lui remettaient ce métal contre des piastres en billets. Ces piastres étaient considérées comme avancées à la Banque par le gouvernement, qui devenait propriétaire des métaux importés. La circulation fiduciaire recevait ainsi l'appui de ces métaux, mais les banques et le commerce n'étaient pas garantis contre la crise des changes provenant du déséquilibre de la balance des comptes et de l'insuffisance de la monnaie métallique. La Banque, pour éviter les risques de change, découragea les acheteurs de piastres. La piastre fit prime de 18 à 20 0/0 sur le dollar de Hong-Kong.

Le gouverneur général titulaire rapporta l'arrêté le 30 décembre et, en prévision du cours forcé, qu'il institua le 27 mars 1920, conclut le 20 janvier 1920 une convention avec la Banque de l'Indochine. Le gouvernement se réservait de fixer le taux de conversion de la piastre en francs et il prenait à sa charge les risques de perte résultant d'un défaut d'équilibre éventuel entre ses achats et ses ventes de traites. Les billets étaient émis par la Banque, mais au compte du gouvernement général. Celui-ci achetait à la Banque les remises sur l'Indochine dont elle n'avait pas trouvé preneur. Par l'intermédiaire de la Banque, il livrait les billets émis aux acheteurs de remises sur l'Indochine et en échange, il

devenait bénéficiaire des devises étrangères remises en paiement par les acheteurs étrangers de riz. Le maximum de la circulation fiduciaire fut élevé de 25 millions.

La convention donnait au gouvernement le droit de fixer par arrêté le cours officiel de la piastre pour la Banque de l'Indochine. Il avait ainsi l'occasion de stabiliser le change indochinois, par exemple, en cas de baisse de l'argent, de maintenir le change de la piastre à un taux élevé, mais en assumant la charge de l'opération. Mais ne disposant pas d'une réserve d'or suffisante pour les périodes déficitaires, il se contenta de fixer des taux d'échange de la piastre sensiblement égaux à la valeur en francs du lingot de 24 gr. 3. Cela n'empêchait pas la baisse de la piastre, qui de 16 fr. 50 en février, tomba à 8 francs le 11 juin 1920 et fut accompagnée d'une baisse de 35 piastres sur le riz.

Malgré le rapport maintenu entre le taux d'échange de la piastre et la valeur en francs du lingot, le cours forcé fut mal accueilli. La piastre métallique faisait prime sur le billet. Le climat exposait les billets à une destruction rapide. L'indigène thésaurisait de plus en plus, même les sapèques.

La baisse de l'argent au début de 1921, fit descendre la piastre à 5 fr. 90, le 8 mars 1921, entre 6 et 8 francs pendant l'année 1921. Le gouvernement profita de cette baisse pour supprimer le cours forcé (1^{er} janvier 1922) et liquider l'opération prévue par la convention du 20 janvier 1920. Pour couvrir sa position et régler à la banque d'émission le solde débiteur du compte spécial, le gouvernement général dut se procurer, en plus des lingots qui lui avaient été remis par le commerce, soit 3.570 000 piastres, la quantité de métal fin représentant 29 millions de piastres. Le règlement du compte spécial absorba jusqu'à concurrence de

197.500.000 fr. les contre-parties dont le gouvernement général était propriétaire et lui laissa un avoir net évalué, en novembre 1921, à 120 millions de francs. Grâce aux achats effectués, pour couvrir sa position, au prix moyen de 6 fr. 81 la piastre qu'il avait vendue, en 1920, entre 9 et 16 fr. l'opération se soldait par un beau bénéfice. Mais c'était une spéculation à la baisse qui aurait pu mal tourner.

Depuis le 1^{er} janvier 1922, le régime monétaire de l'Indochine est donc redevenu ce qu'il était avant la convention de 1920 et l'institution du cours forcé. L'unité monétaire est la piastre, définie par un poids d'argent fin et soumise à toutes les variations de valeur de l'argent. L'exportation du métal argent est toujours interdite et l'importation pratiquement impossible.

Après la hausse qui a porté la piastre au maximum de 16 fr. 50 le 14 février 1920, elle a suivi, à travers des oscillations diverses un mouvement continu de baisse qui a atteint 5 fr. 75 le 17 mai 1921, cours à nouveau pratiqué, — après une hausse atteignant 8 fr. 15 le 4 octobre 1921, — le 21 février 1922. Depuis cette date on assiste à une hausse qui a atteint 14 fr. 10 le 11 mars 1924, et qui se maintient encore aujourd'hui aux environs de ce taux. Les finances publiques ont souffert de cette baisse, pour le règlement des soldes des fonctionnaires européens et de nombreux marchés, fixés en francs, pour le service des intérêts et de l'amortissement des emprunts, pour les contributions versées à la métropole.

Comme la hausse, la baisse a donc ses inconvénients, et ce sont surtout les variations de change qui sont désastreuses, en créant une incertitude constante pour les importateurs et les exportateurs, pour les capitalistes qui

veulent placer des capitaux en Indochine. L'incertitude du cours de la piastre continue à maintenir à un taux élevé le loyer des capitaux.

Ainsi conserve son actualité tout système qui, sans s'attacher spécialement à combattre la hausse, s'efforce d'amener par une réforme monétaire une stabilisation de la piastre, ou d'instaurer en Indochine le régime de l'étalon d'or.

C'est à cette dernière solution qu'ont abouti les travaux de la Commission monétaire instituée à Saïgon par M. Long en 1920. Voici les grandes lignes du système proposé, d'après le rapport rédigé par M. Berrué, président de cette commission. La Commission proposait à l'unanimité la création d'une piastre-or, définie légalement par la valeur d'un lingot d'or fin de poids déterminé, piastre à pouvoir libératoire illimité, dont la frappe serait libre.

Mais à côté de ce régulateur, constituant l'instrument d'échange mondial par excellence, subsisterait comme instrument monétaire réel pour les besoins intérieurs, une piastre-argent à pouvoir libératoire également illimité, mais à caractère fiduciaire, et dont la frappe serait réservée au gouvernement. Entre cette piastre d'argent et l'étalon d'or éventuel serait établi un rapport tel que « la valeur légale en or de la piastre-argent ne soit pas inférieure au prix de revient de la pièce (achat du métal argent majoré des frais de frappe) ».

Comment fixer la valeur de la piastre-or ? La Commission proposait de lui donner une valeur au moins égale à la valeur or de la piastre au moment du changement, ou de remplacer à une époque donnée, dans la définition légale de la piastre, le poids de 24 gr. 3 d'argent fin par un poids d'or

fin avec lequel on puisse acheter au moins 24 gr. 3 d'argent. Ceci pour écarter la réduction de la valeur d'échange de la piastre, suggérée par le Comité du Commerce et de l'Industrie de l'Indochine à Paris et par la Commission de juillet 1919.

La conversion des piastres d'argent en or devait être assurée par la constitution d'une réserve or, de 20 millions au début. La Commission observait qu'en juillet 1920 la colonie possédait la couverture nécessaire grâce au stock résultant de la convention de janvier 1920.

La réforme proposée aboutit, en somme, non pas à stabiliser la piastre d'argent par rapport à l'or, mais à créer une piastre d'or, avec maintien dans la circulation d'une monnaie d'argent fiduciaire. C'est le système du Gold exchange Standard, avec suppression de la frappe libre, qui suffirait à dissocier les cours de la piastre et du métal argent, établissement d'une parité fixe entre la monnaie fiduciaire locale et la circulation d'or extérieure, et constitution d'une réserve d'or pour les périodes déficitaires. Mais, différence essentielle avec le régime de l'Inde, le gouvernement continuerait à entretenir artificiellement la circulation selon les besoins intérieurs.

Que faut-il penser de l'adoption de l'étalon d'or en Indochine ?

D'une manière générale, sans entrer dans la discussion théorique des mérites respectifs de l'étalon d'or et de l'étalon d'argent, on peut observer que l'or est devenu en fait l'étalon du marché mondial ; c'est sur lui que se règlent les prix mondiaux. Son adoption offre l'uniformité d'expression aux transactions commerciales, ce qui est de nature à les faciliter et à les simplifier.

Mais pour apprécier l'intérêt de cette simplification, il faut tenir compte des régimes monétaires des pays avec lesquels l'Indochine est en relations. Avec l'étalon d'or, la stabilité du change est réalisée dans les relations avec les pays qui pratiquent cet étalon, mais au détriment de la stabilisation du change avec les pays à étalon d'argent. Or, l'Indochine a intérêt à conserver cette stabilité avec la Chine et Hong-Kong, pays à étalon d'argent, vers lesquels elle exporte la plus grande partie de son riz. L'adoption de l'étalon d'or rendrait plus difficile les communications et les transactions si intenses avec la Chine par la longue frontière commune et la ligne ferrée du Yunnan. La pénétration de l'influence française serait privée de ses meilleurs moyens d'action à l'heure où les grandes puissances se disputent cet immense marché. L'Angleterre qui a réalisé la stabilisation dans l'Inde, a laissé à Hong-Kong son régime monétaire indépendant de l'or.

L'adoption de l'étalon d'or en Indochine devrait donc être subordonnée à l'introduction de cet étalon en Chine et à Hong-Kong.

A supposer son principe accepté, sa réalisation pourrait-elle être assurée ?

Le problème le plus délicat est de déterminer le pair à donner à la monnaie stabilisée relativement à l'or. La Commission entend adopter « un prix moyen en monnaie d'or calculé sur une période raisonnablement étendue, choisie autant que possible en dehors des époques de crise du marché ». Mais précisément, au moment où la réforme serait la plus opportune, c'est parce que la piastre subit des fluctuations qu'il est bien difficile de prévoir. Des taux trop bas, s'ils ne coïncident pas avec une baisse générale des

prix, risquent de consolider une baisse de la piastre et de déterminer une crise de vie chère.

Le choix d'un taux de stabilisation voisin d'un cours moyen ne permet pas de conserver la piastre d'argent à son titre actuel, car la moindre hausse au-dessus de sa valeur légale, fixe par définition, la ferait disparaître. Il faut donc diminuer le titre et choisir un cours de sécurité suffisamment élevé, la monnaie d'argent devient purement fiduciaire. Cette monnaie allégée sera difficilement accueillie si l'on remarque, comme l'avoue la Commission, que la circulation a rejeté la pièce en argent de 50 centièmes de piastre, les sapèques françaises, de bronze et de zinc, comme le billet de banque et garde sa faveur à la vieille sapèque annamite. Il est trop facile à l'indigène de comparer une piastre allégée aux dollars de Hong-Kong ou de Chine demeurés intacts. Il acceptera malaisément d'échanger une piastre ancienne contre une nouvelle. Avant le retrait total de l'ancienne piastre, la coexistence des deux pièces entraînera le doublement des prix, c'est-à-dire un renchérissement des prix exprimés en piastres nouvelles, renchérissement qui risque de se consolider. L'obligation proposée de délivrer indifféremment des pièces d'or ou d'argent amènerait, avec la prime de l'or, sa disparition de la circulation. Enfin, les fonds de réserve résultant de l'application de la Convention de 1920 a reçu une autre affectation, et a fait l'objet d'un prélèvement pour l'exécution du programme de grands travaux. Or si la balance commerciale de l'Indochine, et peut-être sa balance des comptes (ce qui est difficile à apprécier), est favorable, la balance commerciale est fonction essentielle de l'exportation du riz et une mauvaise récolte suffit pour la mettre en déficit et ruiner la base du système.

En résumé, le moment actuel où la stabilité des changes n'existe plus, où les grandes nations ont en fait perdu leur étalon d'or, semble prématuré pour réaliser la réforme monétaire de l'Indochine. Elle se heurte en outre aux habitudes des indigènes et sa réalisation suppose au préalable qu'ils soient complètement familiarisés avec la monnaie fiduciaire.

TROISIÈME PARTIE

La Situation Politique et le Moral de l'Indochine pendant la guerre

Pendant les dernières années qui ont précédé la guerre, il était malaisé de prévoir quelle serait, au cas d'un conflit armé où serait entraînée la France, l'attitude des indigènes de ses colonies. L'incertitude sur l'état d'esprit des populations indochinoises était d'autant plus grande que celles-ci conservaient en face des autorités du gouvernement général une tenue distante, silencieuse, correcte, ne laissant rien deviner de leur psychologie véritable ni de leurs sentiments à l'égard de la France. A l'agitation politique intérieure de 1908, avait, il est vrai, succédé une période d'accalmie relative ; le gouverneur général Sarraut proclamant dans son retentissant discours de 1913 au Conseil supérieur de gouvernement, son intention de réaliser une politique de collaboration, généreuse et bienfaisante, seule de nature à faire accepter l'autorité nécessaire de la France, comptait

être compris des Annamites et n'avoir pas à faire à des ingrats : Regardons, s'écriait-il, la masse et non certaines castes ou des exemples isolés ! Pourquoi répéter sans cesse qu'ils ne peuvent nous aimer, qu'ils sont et resteront des ingrats ? Pourquoi les juger tous d'après quelques « évolués », trop tôt fourvoyés dans nos capitales métropolitaines et qui, dans nos journaux mêmes, hélas ! apprennent à nous mépriser ? Que ceux qui décrètent comme un dogme l'ingratitude annamite m'expliquent alors le culte dont reste ici entourée, depuis tant d'années, la mémoire de Paul Bert ? » (1).

Ces avances furent bien accueillies par l'élite annamite. Les lettrés imbus de la culture chinoise avaient d'abord marqué une vive hostilité, une révolte de leur sentiment national et traditionnel humilié contre l'occupation du sol annamite par un peuple de civilisation occidentale. Il avait fallu la guerre sino-japonaise et la victoire du Japon pour lui démontrer la fragilité de leur croyance et la puissance des armes occidentales qui avaient permis au Japon de vaincre. Puis par la Chine, qui envoyait en Europe des étudiants et des missions d'études, la philosophie sociale et politique du XVIII^e siècle s'introduisit en Indochine. Après la guerre russo-japonaise, les lettrés annamites se tournèrent vers le Japon, curieux de ce « nouveau savoir » que la France, prétendaient-ils, ne voulait pas leur donner.

Pour parer au danger d'une révolution contre le protectorat fomentée avec l'aide du Japon, promu champion de la race jaune, M. Beau rompit avec les errements de ses prédécesseurs, qui, poussés par le louable scrupule de ne pas porter atteinte aux institutions locales, avaient conservé

(1) Sarraut, Discours au conseil de gouvernement, 1913.

intacts l'enseignement traditionnel et les concours littéraires. En vue de répondre au reproche de l'élite de refuser l'instruction, il développa les écoles franco-annamites, créa un enseignement complémentaire et fonda une Université indo-chinoise. Cette mesure, accueillie avec enthousiasme par la population indigène, fut rapportée par ses successeurs qui, à tort ou à raison, la jugeaient prématurée.

L'élite des lettrés voyait donc avec satisfaction M. Sarraut comprendre ses aspirations et annoncer un programme d'enseignement. « Il comprit qu'on ne pouvait pas gouverner un vieux peuple ayant derrière lui vingt siècles d'histoire, possédant une longue tradition nationale, une culture et une civilisation anciennes, comme on gouvernerait par exemple des populations primitives ou à demi évoluées de l'Afrique. Il comprit que vis-à-vis d'un tel peuple les arguments de la force ne valaient rien, que la politique à poigne ferait infailliblement faillite, qu'il valait infiniment mieux proclamer tout haut l'idéalisme français. » (1)

Quant à la masse de la population ignorante et indifférente au début de l'occupation, plutôt que véritablement hostile, on pouvait espérer obtenir son attachement égoïste et intéressé au régime par l'accumulation de « bienfaits » d'ordre plus matériel : sécurité des personnes et de la propriété ; développement de la production et des salaires ; hygiène et soins médicaux ; amélioration des moyens de communication, etc...

Nous allons voir comment l'attitude de ces deux éléments de la population indigène pendant la guerre a

(1) Pham-Quynh, *L'évolution intellectuelle et morale des Annamites depuis l'établissement du protectorat français*, p. 20.

répondu aux espérances fondées sur le programme qui leur avait été promis, et aux mesures qui, pendant la période des hostilités, en ont constitué la réalisation au moins partielle. Mais un troisième élément restait à redouter : c'étaient ces « évolués » auxquels M. Sarraut faisait allusion dans son discours de 1913. N'allaient-ils pas profiter des embarras d'une métropole éloignée pour reprendre à leur compte la politique des réformistes annamites de 1908 ?

CHAPITRE PREMIER

L'état politique et moral

Si le Japon, en se déclarant l'allié de la France, enlevait aux partisans de l'indépendance annamite tout espoir de voir leurs vues appuyées par le « champion de la race jaune », ils avaient avec eux une autre puissance, l'Allemagne, qui, dans le but égoïste de servir ses propres intérêts, avait, dès avant la guerre, préparé minutieusement dans toutes les possessions françaises un mouvement séparatiste. La propagande germanique venait de partout. Dès le début de 1914, le consul allemand de Hong-Kong avait essayé de fomenter des troubles en Indochine ; mais sa tentative échoua devant le loyalisme des populations (1). Le prince Cuong-Dê, chef des nationalistes et prétendant à la royauté dans une Indochine indépendante, séjournait à Berlin au printemps de 1914, dans le but, croit-on, d'y prendre les instructions de l'Allemagne pour la guerre projetée (2). A Yunnan-Fou, il se publiait pendant la guerre quatre journaux quotidiens, écrits en chinois, mais appartenant à

(1) Documents sur la guerre publiés par la Chambre de Commerce de Paris : *L'effort des Colonies françaises* ; V. Bulletin de l'Agence générale des Colonies, 1918, p. 583.

(2) Bulletin de l'Asie Française, janvier mars 1915.

des Allemands et destinés, probablement, aux Tonkinois et aux Annamites (1). Des ballots de journaux anti-français ont été saisis à diverses reprises (2). En 1915, deux torpilleurs de la station locale de Saïgon ont saisi en mer un des plus importants agents de la propagande allemande qui se rendait de Shanghai à Bangkok (3).

SECTION I

Les troubles politiques

Tandis que, dans l'Afrique du Nord et Occidentale, les intrigues et les complots revêtent surtout un caractère religieux, en Indochine, le but politique est prédominant. D'après M. Louis Vignon, les mouvements y ont des visées séparatistes ; ils sont « nationalistes », « révolutionnaires », ou « républicains chinois ». Des groupements d'apparence littéraire ou économique sont susceptibles de préparer les troubles : « Voici, à titre d'exemple, les Chinois en Cochinchine. Négociants, colporteurs, partout nombreux, partout facteurs importants de la vie économique, ils sont organisés en « Congrégations » (sans caractère religieux) dont nous connaissons mal les ressources, les vraies tendances, l'influence sur le populaire... Voici, en Cochinchine encore, puis au Tonkin, des « révolutionnaires » sortant, les uns de nos écoles, les autres du groupe des lettrés, s'affiliant à des sociétés chinoises, telles la « Triade » ou le « Nénuphar Blanc », ou en fondant de nouvelles, entretenant des corres-

(1) de Pouvoirville, Dépêche Coloniale du 24 avril 1915.

(2) Vignon, p. 289.

(3) Roume, *La conquête des Colonies allemandes*, p. 17.

pondances avec des amis réfugiés à Paris, en Chine, au Japon, au Siam. » (1).

Après les graves évènements de 1908, une agitation constante s'était manifestée, jusqu'à la veille de la guerre. Au Tonkin, nos colonnes avaient dû opérer fréquemment contre les bandes du Dê-Tham, chef rebelle dont certains nationalistes se servaient comme porte-drapeau et contre lequel la population du Yên-Thê s'abstenait de prêter aucun appui à nos troupes. La province de Vinh était en état de trouble permanent. En avril 1913, attentat plus grave : des bombes avaient été jetées dans les rues d'Hanoï ; un mandarin « francophile » avait été assassiné à Thaï-Binh, et le procès devant la commission criminelle réunie par M. Sarraut donne à penser que c'était peut-être le prélude « du plus formidable complot qui ait jamais été tramé contre la France. » (2) En Cochinchine, le chef de bande, Tu Mat, avait aussi causé quelques troubles dans la région de Cholon, en 1913.

On ne pouvait évidemment espérer la disparition d'un seul coup de ce mouvement d'agitation, alors surtout que les difficultés de la métropole et les intrigues allemandes lui apportaient un nouveau stimulant. Il était naturel de craindre des résistances, des hostilités sourdes, et prudent de préparer des mesures éventuelles contre des coups de main ou même des insurrections. La surveillance des populations indigènes n'était qu'un acte de prudence politique, de même que la proclamation de l'état de siège en Cochinchine et au Tonkin. Il est exagéré de dramatiser ces mesures comme le

1) Vignon, p. 288.

(2) Bulletin de l'Asie Française, mars 1909, septembre 1913 ; Vignon, p. 245.

fait M. Vignon : l'état de siège n'a-t-il pas été déclaré dans la métropole elle-même et le souci de sa propre sécurité ne lui dictait-il pas d'étendre à une colonie éloignée, de conquête encore relativement récente, à une population qui n'a pas renoncé à son indépendance, une semblable mesure, qu'eût suffi à justifier le souci de la vie et des intérêts des nationaux français et des intérêts généraux de la colonie ? Par elle-même, elle ne signifie nullement que celle-ci ait à redouter un mouvement général de grande envergure.

En fait, les incidents de guerre, il y en a eu et d'assez nombreux, quelques-uns de graves, n'ont eu qu'un *caractère local* et ne permettent pas de conclure à une indisposition universelle de la population indigène contre la souveraineté française. Ils sont plutôt l'œuvre de quelques nationalistes que d'un esprit national indigène « francophobe » généralisé. M. Vignon le reconnaît : dans aucune de nos colonies, il n'y a eu d'insurrection générale pendant la guerre (1). L'agitation est venue de menées révolutionnaires isolées, quelquefois du recrutement, qui n'a pas toujours gardé en fait son caractère juridique d'engagement purement volontaire, qui surtout, a pu froisser les idées d'une population, habituée à ne voir dans les recensements que le prélude à des augmentations d'impôts (2) et à repousser l'établissement d'un état-civil « à la française » comme une intrusion dans la vie familiale (3).

En 1914, en 1915 et en 1916, les colonnes françaises ont opéré au Laos et au Haut-Tonkin : ce sont là des régions

(1) Vignon, p. 249.

(2) Brenier, Atlas, p. 8.

(3) Brenier, Atlas, p. 16.

incomplètement pacifiées. Dans son discours au Conseil de gouvernement, à la fin de l'année 1916, le gouverneur général intérimaire Charles examine la situation politique de l'Indochine. Il rapelle les opérations de la colonne Friquignon au Laos, les mesures prises au Cambodge, la répression de l'agitation cochinchinoise : ces mesures, observe-t-il, ont ramené la tranquillité, sauf en Cochinchine, où les ferments de troubles subsistent. Le mouvement d'Annam est sans racines profondes et sans gravité. La déposition du roi Duy-Tân, affirme encore M. Charles, y a été accueillie « avec satisfaction ». Le Tonkin garde une attitude modèle. Enfin les relations de l'Indochine sont excellentes avec le Siam et le Japon. En résumé, les agitations politiques cochinchinoises ont seules créé, d'après lui, dans cette partie de la colonie, un état d'insécurité (1).

A propos des relations de l'Indochine avec le Japon, il convient de signaler l'active police exercée par la flotte japonaise contre les bâtiments suspects qui cherchaient à introduire en Indochine des fauteurs de troubles, des armes et des munitions. Si l'Indochine a pu continuer à développer librement ses forces économiques et se trouver ainsi en mesure d'apporter à la France le précieux concours que nous avons décrit, c'est grâce à la sévère et exacte police exercée par la flotte japonaise sur les mers qui baignent ses côtes (2).

En dehors des opérations purement militaires de pacification au Laos et au Haut-Tonkin, les faits les plus importants auxquels faisait allusion le discours du gouverneur

(1) Discours au Conseil de Gouvernement, 14 novembre 1916.

2) Roume. *La conquête des colonies allemandes*, pages 17 et 18.

général Charles étaient : en Annam, l'évasion du roi Duy-Tân et le soulèvement de Quang-Ngai, en mai 1916, et surtout, en février de la même année, l'attaque de la prison de Saïgon. Les événements d'Annam ont été rapidement réprimés. Le roi Duy-Tân a été déposé ; les auteurs et complices de ces complots ont été condamnés par le Conseil de guerre de Hanoï, aux mois d'octobre et de décembre (1). Et cette répression a mis fin à une agitation qui n'avait pas de racines profondes dans la population annamite.

C'est devant une *Commission criminelle*, au contraire, qu'a été portée l'affaire la plus grave, par les faits commis, par sa durée, comme par le nombre de ses participants : l'affaire de Thai-Nguyên. Le 31 août 1917, la milice et le pénitencier de Thai-Nguyên se révoltent : des prisonniers enfermés dans ce pénitencier, conduits par Luong-ngoc-Quyên, « tho-lai » ou gradé de la milice, tuent leur gardien, un Français, et sa femme, sont ensuite libérés par des miliciens, massacrent les indigènes qui leur résistent, et attaquent la garnison. Ils envahissent la résidence, dont le chef est heureusement absent, détruisent le bâtiment du Trésor, enlèvent 80.000 piastres. Puis, ils appellent les mécontents, gagnent la campagne, élèvent çà et là des forêts, attaquent les colons et sèment partout la dévastation, la terreur et la ruine. Le mouvement dura pendant les mois de septembre et d'octobre (2).

La Ligue des Droits de l'Homme demandait le renvoi de l'affaire devant le tribunal de droit commun, la *Cour crimi-*

(1) Nous avons le devoir, pour nous conformer à l'exacte vérité, de dire que ce ne fut point à la « satisfaction générale » des Annamites ainsi qu'il l'affirme M. Charles.

(2) Vignon, page 249 ; *La Tribune Annamite* (journal publié à Paris), numéros des 13 et 20 juillet 1921.

nelle, comprenant des jurés annamites et comportant les garanties de la procédure devant la Cour d'assises (1). Les inculpés furent cependant déférés devant la Commission criminelle, composée d'un administrateur, d'un magistrat, d'un capitaine et du Résident de la province, par un arrêté du gouverneur général à Saïgon. A son arrivée en Indochine, en 1912, M. Sarraut avait été choqué d'apprendre qu'en cas d'attentat contre la domination française, la législation coloniale laissait le choix au gouverneur général de déférer les inculpés devant la Cour criminelle, juridiction de droit commun, ou devant la Commission criminelle, juridiction d'exception. Il avait demandé au gouvernement, à Paris, de supprimer cette faculté de renvoyer les inculpés devant un tribunal d'exception. Mais le gouvernement avait refusé. L'année suivante, se sentant responsable de la tranquillité du pays et de la sécurité de ses compatriotes et de la population paisible, M. Sarraut recourut à son droit d'option et choisit la Commission criminelle comme juge des assassinats de Hanoï et de Thaï-Binh, en ayant soin de faire plaider dans la presse les motifs de son changement d'attitude (2).

En 1917, conscient de la gravité de ce mouvement, éclatant en pleine guerre, le gouverneur général Sarraut ne croit pas devoir déférer au vœu de la Ligue. Cependant il s'efforce d'écarter de la Commission criminelle toute suspicion de partialité, en changeant de poste le Résident de la province, qui devait en faire partie, alors que son attitude à l'égard des indigènes avait été une des causes de leur révolte et que les inculpés l'accusaient formellement d'actes répétés de brutalité à leur égard.

(1) *La Tribune Annamite*, 20 juillet 1921.

(2) *Vignon*, page 288.

Les origines de l'affaire étaient, en effet, complexes. Si ses circonstances mêmes révélaient un certain caractère révolutionnaire, et, bien plus encore qu'un sérieux mouvement d'indépendance politique, un épisode de cette « *piraterie* » (1) qui a accompagné les débuts de l'occupation française, son étendue relative s'expliquait par une longue exaspération de la population contre la conduite criminelle du Résident.

Le gouverneur général Sarraut avait chargé la Commission criminelle d'enquêter sur les actes du Résident dans les différentes provinces (Sontây, Phuc-Yên et Nam-dinh) qu'il avait successivement administrées. Cette enquête, aidée par l'Association professionnelle des anciens miliciens, fit la lumière sur l'attitude coupable de ce chef de province. Les témoins, officiers et fonctionnaires européens pour la plupart, étaient peu suspects de partialité en faveur des indigènes. Les principaux étaient : le capitaine Salel, le lieutenant Girouce, M. Viala, conducteur des travaux publics M. Massina, inspecteur de la Milice, MM. Fragau et Martin, administrateurs, M. Nicolas, président de l'Association professionnelle des anciens miliciens de la Garde indigène, M. Girard, Inspecteur de la Milice, M. Tustes, adjoint au Résident de Thaï-Nguyên. Ils représentaient le Résident, M. D..., comme « un apologiste de la violence et de la manière forte. Doué d'une force herculéenne, il passe son temps à assommer ses administrés à coups de poing et à coups de trique ».

Des faits précis étaient articulés à sa charge : miliciens, qui lui déplaisaient, enterrés jusqu'au cou et déterrés à

(1) **Mouvements de rebellion,**

deuxièmes-morts ; jambes cassées à coups de pelle à des indigènes en corvées ; coups de crosse, de cravache à des sous-officiers, à des gardiens de chantiers ; coups d'épée à des prisonniers pour faciliter leur interrogatoire. M. Nicolas déposait ainsi :

« D... était d'une sévérité extrême. Il se rendait sur le chantier où travaillaient les prisonniers que les miliciens étaient chargés de garder. Lorsqu'il n'était pas content de leur travail, il frappait gardes et prisonniers... »

« Au cours des interrogatoires des prisonniers, de nombreux civils révoltés déclarèrent que la rébellion avait sa cause dans la brutalité du Résident.

« Un rebelle, fusillé en septembre 1917 par la Garde indigène, à Phuc-Yên, avait déclaré à l'inspecteur Tollet qu'il préférerait mourir plutôt que de retourner avec M. D... »

« Les gradés n'étaient pas mieux traités. Un jour, D..., d'un coup de canne, creva l'œil d'un sergent » (1).

A la Commission criminelle, M. Massina, ancien commandant de la Milice en 1914, déclara que « les prisonniers enchaînés aux pieds, devaient traîner de lourdes charrettes de gravier destiné à un pont en ciment armé, ajoutant que l'un d'eux avait préféré mourir plutôt que de continuer à mener une pareille vie... Il s'était jeté à l'eau, quoique ayant sa chaîne rivée à la jambe ».

M. Viala, entendu par commission rogatoire, exposa les sévices de D... envers les prisonniers qui, « chaînes aux pieds, cangue au cou, traînaient péniblement un rouleau compresseur dans les rues de Thaï-Nguyễn ». Ce témoin fut déplacé.

(1) Pierre Bertrand. Le Progrès civique, 27 août 1921, page 20.

D'autre part, révélait M. Nicolas, « l'état sanitaire du pénitentier était des plus mauvais. Du 1^{er} janvier au 31 août 1917, jour de la rébellion, il est mort au pénitentier 670 détenus. Ce n'était donc plus un lieu de détention, mais bien un « *crevatorium* » (1).

Enfin, peu de jours avant la rébellion, les habitants avaient adressé des plaintes au Résident supérieur qui les avait retournées au Résident sans aucune observation. C'est à ces révélations, reconnues fondées par la Commission criminelle, que le chef de la rébellion, — qui avait pris l'initiative de ces plaintes et avait lui-même, quelques jours avant de la déchaîner, dénoncé en vain les abus commis, — a dû de sauver sa tête (2).

L'administrateur accusé fut remplacé à la tête de la province par un homme distingué par son savoir, connaissant la langue et les mœurs des indigènes et s'intéressant à eux. Il devenait ainsi le président de la Commission criminelle. Homme de bien et de travail, il voulut se rendre compte par lui-même ; il fit la lumière tout entière, donnant aux accusés toutes facilités pour se faire défendre, établissant les responsabilités administratives. « Une conception élargie par une bienveillance naturelle pour les indigènes a relégué au second plan, si on peut ainsi parler, les dispositions du Décret sur cette juridiction, peu compatible avec les droits des accusés et les devoirs d'un juge soucieux de faire la lumière, encore en vigueur à l'heure actuelle, maintenue par le Décret du 21 février 1921 sur la justice, ce qui paraît incroyable.

(1) Ferdinand Buisson. Lettre au Ministre des Colonies, publiée par les Cahiers de la Ligue des Droits de l'Homme, juillet 1921.

(2) La Tribune Annamite, 20 juillet et 7 septembre 1921.

« Pour la première fois depuis quarante ans, les amis des indigènes ont été heureux de s'incliner devant les décisions de cette juridiction d'exception.

« ... Reconnaissons également que la tâche de la Commission a été facilitée par M. Sarraut, qui a manifesté publiquement, fortement son désir de voir la lumière se faire tant sur les actes des révoltés que sur les responsabilités du Résident dans le présent et dans le passé » (1).

Cet éloge de la Tribune Annamite, peu suspecte de partialité en cette matière, mérite d'être retenu.

Malgré les révélations de l'enquête, le Résident de la province fut appelé par le Résident supérieur à la direction de ses bureaux, c'est-à-dire à lui servir de second, après avoir été condamné par la troisième Chambre de la Cour à la peine dérisoire de deux cents francs d'amende pour « violences envers les indigènes dans l'exercice de ses fonctions ». Dans une lettre au ministre des Colonies, M. Ferdinand Buisson, au nom de la Ligue des Droits de l'Homme qu'il préside, demanda l'ouverture d'une enquête et des sanctions contre les abus impunis (2). Dans le Progrès Civique, M. Pierre Bertrand, en 1921, dénonça « l'oppression dont souffrait le peuple annamite » et demanda la séparation des pouvoirs administratifs et judiciaires et la suppression du mandarinat (3).

En résumé, l'affaire de Thai-Nguyên n'a nullement révélé d'esprit de séparatisme politique dans la population indigène. C'est plutôt une manifestation sporadique d'esprit

(1) Tribune Annamite, 20 juillet 1921.

(2) Tribune Annamite, 13 et 20 juillet et 7 septembre 1921.

(3) Le Progrès civique, divers articles en août, septembre et octobre 1921.

de piraterie et aussi, et surtout, de révolte contre des procédés condamnables d'administration.

Elle n'a pas eu pour effet de compromettre la sécurité politique de la colonie. Mais elle a mis à nu deux faits contre lesquels la population indigène — d'accord avec le gouvernement — ne saurait trop s'élever.

D'une part, certains administrateurs n'entendent pas leur rôle comme une « *mission civilisatrice* » — ô ironie des mots ! — mais prétendent gouverner avec un « *esprit colonial* », de vainqueurs envers des vaincus, de force brutale. L'exemple de M. D... n'était pas unique. L'œuvre colonisatrice de la France en Indochine avait eu hélas ! à déplorer d'autres faits semblables. Le Résident supérieur du Tonkin n'a-t-il pas couvert son subordonné au lieu de sévir et ne l'a-t-il pas appelé à un poste auprès de lui ? Lui-même, n'avait-il pas employé dans sa carrière la même « politique de la poigne » ? Cet état d'esprit particulier est même élevé par certains colons au rang d'une théorie : *on ne saurait gouverner les indigènes que par le mépris et la force brutale*. M. Messimy écrivait, en 1911 : « l'état d'esprit de l'Européen vis-à-vis de l'indigène asiatique se résume d'un mot : le mépris ». « ... Jamais, en aucun pays, la violation de tous les droits humains n'a été pratiquée avec un tel cynisme. Si un régime comparable à celui de l'Indochine avait été appliqué chez nous, le sang eût inévitablement coulé, et il a fallu la soumission et la placidité du peuple annamite pour qu'une révolte n'en soit pas résultée. » (1) Et M. Viollette disait l'année suivante : « L'Indochine est livrée toute entière à une bureaucratie sceptique et indifférente ; l'indigène est plus

(1) Rapport sur le Budget des Colonies, 1910.

méprisé, plus délaissé que dans aucune des colonies voisines, anglaises ou néerlandaises. On le considère comme un être inférieur, comme un enfant borné et hargneux que l'on mène à coups de rotin et dont on connaît les intérêts mieux que lui-même (1) ». Seule la force peut sauver le « *prestige du blanc* ». Curieuse façon de comprendre le prestige chez un peuple qui méprise la force !

L'impunité des brutalités, l'avancement qu'obtiennent parfois leurs auteurs montrent combien cet esprit est répandu dans la colonie. Cependant, il ne faut pas généraliser. Peu à peu l'esprit de conquérant tend à disparaître, par un meilleur recrutement des carrières coloniales, par la fermeté et l'humanité des directives données par des gouverneurs libéraux que nous avons connus en Indochine. A cet égard, la politique suivie, qui consiste à étendre de plus en plus l'instruction, l'enseignement supérieur, la liberté de la presse, à donner aux indigènes des prérogatives administratives, des droits politiques, leur permettra d'exercer un contrôle efficace sur les mandarins comme sur les fonctionnaires européens.

Le second fait révélé par l'affaire de Thai-Nguyên, c'est la survivance de la torture comme moyen d'information judiciaire. Le rotin et le bâton souvent subsistent en fait. Un décret du 1^{er} novembre 1901 a supprimé la question, mais elle s'est maintenue en fait, au Tonkin, en Annam, au Laos, au Cambodge, puisque M. Sarraut, en 1912, dut à nouveau l'interdire formellement. Des faits avaient été avoués par des magistrats indigènes, et des traces laissées par des applications de tenailles avaient été relevées par la

(1) Rapport sur le Budget des Colonies, 1911.

Cour criminelle. Les Résidents ne devaient pas ignorer ces pratiques moyenâgeuses. Ici encore se manifeste « *l'esprit colonial* », de conquérant. « Au lendemain de l'attentat de Hanoi, en 1913, un journal du Tonkin a demandé la mise à la question des inculpés, et ce n'était pas là une opinion isolée... des femmes même s'y ralliaient (1) ».

C'est, nous le répétons, de la politique indigène du gouvernement général et surtout du contrôle qu'elle permettra à la population indigène d'exercer sur ceux qui l'administrent, qu'il faut attendre le déracinement de cet esprit tenace et une justice plus humaine, déjà amorcée par la réforme des Codes.

SECTION II

L'attitude de l'ensemble de la population indigène

Tel est le tableau complet des troubles qui ont agité ou ensanglanté l'Indochine pendant la guerre. Les uns s'expliquent par une pacification incomplète des parties montagneuses de l'Indochine ; d'autres ont été des incidents de frontières, conséquence de l'état révolutionnaire des provinces du Sud de la Chine ou d'une propagande allemande ; certains se ramènent à des actes de piraterie latente, longs à faire complètement disparaître, d'autant plus que l'administration locale n'a pas encore fait de sérieux efforts pour comprendre la population indigène. Tous, même les plus graves, ont été des incidents locaux et aucun n'a compromis la sécurité générale de la colonie. Si quelques uns trouvent des circonstances atténuantes dans l'attitude de certains

(1) P. Bertrand, le Progrès Civique, 3 septembre 1921, p. 23, Note.

fonctionnaires, ou dans la passion convaincue de l'indépendance annamite, ils n'ont révélé qu'un sentiment séparatiste faible, isolé, sans racines profondes dans le pays. En somme — et c'est là l'essentiel — l'ensemble du territoire de l'Indochine est resté calme ; l'ensemble de la population a fait preuve du plus touchant loyalisme, et n'a pas suivi les agitateurs. On peut affirmer hautement que l'état d'esprit des indigènes, au cours de la guerre, a été excellent, correct et loyaliste. La meilleure preuve c'est que, loin d'accroître les forces militaires de la colonie, le gouvernement a pu les réduire de plus en plus à un strict minimum, et que le gouverneur général n'a pas changé sa politique indigène : « Les coupables, s'écriait M. Sarraut après l'affaire de Thaï-Nguyễn, seront punis, mais la politique de la France ne changera pas ! Il est des heures où chacun comprend combien certains reniements sont mortels pour l'honneur d'une race... La foule, la masse indigène s'est cabrée. Elle est venue spontanément vers le drapeau lumineux, qu'un forfait avait taché de sang et qu'elle voyait, toujours droit et ferme, dans les mêmes mains. Le crime à tous est apparu sans raison et sans excuse. L'engin qui frappe nos soldats a brisé la conspiration. Sur les fauteurs qui ont expié, après le calme jugement d'une sentence équitable, la paix éternelle et le silence sont désormais descendus » (1).

A part quelques individualités, sincères ou suspectes, quelques mécontents qu'elles entraînaient à leur suite, l'immense majorité de la population indigène acceptait l'autorité française avec satisfaction ou avec résignation. La politique

(1) Sarraut, Discours au Conseil de Gouvernement.

de collaboration commençait à porter ses fruits. La masse devinait confusément ce qu'elle avait gagné à l'administration française. L'élite s'ouvrait à la compréhension de la civilisation occidentale, au sentiment de la force morale et du prestige de la France. Les intérêts matériels, pour les uns, l'action intellectuelle et morale de la France, pour les autres, étaient des mobiles qui rapprochaient leur esprit ou leur cœur de la métropole et leur faisait accepter sa direction.

L'ensemble de la population avait la conscience plus ou moins claire mais certaine, du progrès matériel qu'avait apporté l'administration française : sécurité des personnes, des cultures et des transactions ; amélioration des routes, construction de chemins de fer ; etc. Pendant la guerre, elle allait connaître une ère de prospérité. Les transactions commerciales augmentaient ; les produits de la colonie trouvaient de faciles débouchés, à des prix rémunérateurs. Le riz, principale production de la colonie, était abondant et se vendait bien. A part quelques catégories de marchandises, l'exportation était facile et allait en s'accroissant. La richesse se développait. Les paysans achetaient des terres, des immeubles urbains.

La hausse de la piastre, d'autre part, a évité à l'Indochine les troubles économiques qu'ont connus les pays à change déprécié. Le papier indochinois maintenait sa valeur à l'étranger. Pendant la guerre, l'Indochine n'a pas connu la vie chère. Fonctionnaires, commerçants, ouvriers, paysans n'ont pas eu à subir cette dépréciation du revenu, cette hausse générale des produits, qu'entraîne la diminution de valeur de l'unité monétaire. Cette prospérité matérielle a certainement contribué dans une large mesure au maintien de la tranquillité politique des indigènes.

La guerre n'apportait-elle d'ailleurs pas avec elle de nouveaux avantages économiques ? L'Indochine trouvait en Extrême-Orient des fournisseurs et des clients qui assuraient son ravitaillement et des débouchés à son commerce. La culture, la production industrielle étaient stimulées : d'où de nouvelles sources de profit pour l'agriculture et l'industrie, des éléments de travail pour la population ouvrière.

De plus, les travailleurs dirigés sur la France y connaissaient des conditions de vie matérielle que la plupart, l'élément paysan notamment, n'avaient pas chez eux : salaires satisfaisants, logement convenable, nourriture saine, hygiène. Dans la colonie même, les familles des tirailleurs et des travailleurs bénéficiaient d'allocations, de délégations de soldes, des épargnes réalisées en France par les soldats et travailleurs indigènes et expédiées sur la colonie. Il y avait donc une catégorie importante de la population qui était des « satisfaits », auxquels la guerre apportait momentanément et dans une certaine mesure, une amélioration matérielle de leur sort. L'agriculture, le commerce étaient, eux aussi, des bénéficiaires de la guerre, grâce aux hauts prix des produits.

A ces causes de prospérité, de bien-être matériel, la hausse de la piastre ajoutait une plus grande facilité de vivre. Grâce à elle, par exemple, la population était incitée à utiliser dans une plus large mesure les chemins de fer, tant que les tarifs n'ont pas été augmentés. Et de fait, la hausse de la piastre s'est accompagnée d'une forte augmentation du trafic voyageur (1).

Tous ces avantages matériels ont maintenu pendant la guerre le moral des populations indochinoises, Même chez

(1) La Vie technique. Graphique, page 37.

ceux que le défaut d'instruction, l'esprit traditionnel invétéré n'élevait pas à des conceptions plus hautes du rôle de la France, la considération du bien-être matériel, créé par elle, maintenu et accru par elle pendant la guerre, suffisait à déterminer un sentiment plus ou moins conscient que l'amélioration de leur condition lui était due et à assurer la tranquillité de leur attitude.

Même ignorante et peu cultivée, la masse d'un peuple n'est pas sensible qu'à des considérations d'un ordre matériel. Le sentiment de la puissance de l'autorité auquel il est soumis contribue à lui faire respecter cette autorité. Ceux mêmes à qui échappait la conception d'une guerre du droit acceptaient plus volontiers la direction d'une puissance forte, capable d'assurer la paix dans leur pays. La victoire de la Marne a accru dans une mesure incalculable le prestige de la France dans ses colonies. Après les difficultés inouïes du début de la guerre, les revers qu'elle a essuyés en août, les angoisses de l'invasion et la marche sur Paris, sa victoire a revêtu une portée morale immense ; car elle démontrait sa puissance d'une manière d'autant plus éclatante qu'elle avait été plus disputée. L'influence sur les neutres, sur les indigènes des colonies, de la victoire de la Marne, puis de l'épopée de Verdun, a été inappréciable.

La conception même d'une guerre du droit finit par pénétrer les masses. Les indigènes combattant ou travaillant en France n'étaient pas tous formés au début, à cette idée comme l'ont observé les rapports du contrôle de la main-d'œuvre (1).

Prestige de la France ; amélioration des conditions

(1) Cf. *Supra*, chapitre II, première partie.

matérielles de l'existence ; notion plus ou moins claire mais réelle du rôle et de l'action bienfaisants de la France : toutes ces causes expliquent l'attitude loyale de l'ensemble de la population indigène de l'Indochine. Dans un discours au Conseil de gouvernement, le gouverneur général le constate : les indigènes ont compris définitivement que l'action de la France dans leur pays a vraiment pour objet « l'amélioration continue des conditions matérielles et morales de leur vie, leur accession aux méthodes de la science moderne et, parallèlement, leur participation progressive à la gestion des affaires publiques. Ils l'ont compris, ils nous ont crus, ils ont vus de leurs yeux que même au milieu de cette tourmente, nous n'interrompons aucune des œuvres que nous avons entreprises, et, dans le souci de voir se développer la politique à la fois humaine et sage à laquelle ils devaient tant, ils ont tenu à resserrer encore les liens qui les unissaient à la France » (1).

La masse, satisfaite dans ses intérêts matériels par une prospérité économique et commerciale jamais égalée, par la hausse de la piastre et la stabilité des prix, n'a aucune raison de s'agiter contre la France, dont elle commence à comprendre l'action bienfaisante dans le domaine économique.

SECTION III

L'attitude de l'élite

Quant à l'élite intellectuelle, c'est elle surtout qui est sensible à l'évolution de la politique française. Son hostilité, sa méfiance du début ont fait place à une confiance, *qui naît*

(1) Discours au Conseil de gouvernement, 1915.

au lendemain de l'annonce du programme du gouverneur général Sarraut, qui se change en admiration, quand l'élite saisit que la France a engagé toutes ses forces vives dans une lutte sans merci pour le droit, pour la liberté des peuples, quand la Marne vient lui donner le prestige de la victoire.

Dans son discours au Conseil de gouvernement de 1913, M. Albert Sarraut définissait le programme de politique indigène qui justifiait à ses yeux l'autorité coloniale de la France :

« La souveraineté française, déclarait-il, est l'intangible principe. Nul ne saurait le contester. Nul de ceux qui gouvernent ne saurait en permettre la discussion, mais, précisément à cause de son caractère et de son essence, et non pas seulement parce qu'elle est un fait. Car elle n'est point le droit de la force. Elle est avant tout le droit du progrès. Elle n'efface pas des patries : elle les protège et les grandit... (La France) n'opprime pas. Elle relève fraternellement, au contraire, vers les clartés une humanité obscure et courbée. Si elle va demander des débouchés pour les fruits de son activité féconde, elle donne en retour, sans compter, du progrès, du bienfait humain. Toute la grandeur de sa politique coloniale est là et doit rester là... Pour elle, quelle que soit la couleur de leur visage, les hommes sont des hommes, des consciences, des âmes... Elle guide par la main ses protégés vers le bon labeur matériel et moral qui les fera plus dignes en humanité, d'une valeur sociale et humaine plus grande, accroissant sans cesse le patrimoine universel. Elle est tutrice et non despote. Par là, son autorité est généreuse et intelligente. Elle n'en reste pas moins, toujours, l'autorité... Son développement supérieur et plus rapide confère

ici à la France, au nom même du droit humain, le pouvoir de souveraineté. Elle vient mettre en valeur, pour le mieux de tous, un capital d'efforts et de biens qui, sans elle, demeurerait stérile. Cela suffirait à justifier sa présence et son pouvoir. Son droit est le plus noble de tous, puisque c'est le droit du fort à protéger le faible... Bienfaits et sacrifices, telles sont réellement les bases puissantes de la souveraineté française, et c'est pourquoi la France a le droit d'exiger que ses protégés la respectent » (1).

La souveraineté de la France ainsi justifiée, le gouverneur général précisait son programme :

« Les indigènes étant des hommes comme nous, il faut les traiter en hommes comme nous, c'est-à-dire leur assurer les garanties primordiales de statut individuel, de droit personnel, que nous réclamons pour nous-mêmes... Il faut les protéger contre les violences ou les dols dont leurs personnes, leur travail ou leurs biens peuvent être menacés. Et ceci implique, avec le souci de la sécurité générale de leur pays, le soin de garantir la sécurité personnelle qu'assure le fonctionnement d'une justice équitable et régulière, aussi bien en matière de tribunaux indigènes que devant la juridiction française. Il faut ensuite accroître la valeur sociale et humaine que cette masse représente. Ceci appelle le développement de l'instruction publique. Il faut encore habilement nos protégés à participer dans une mesure légitime et convenable à l'administration de leur propre pays. Ceci commande leur accession aux emplois publics et l'institution d'organismes représentatifs leur donnant les moyens d'exprimer leurs vœux. Il faut, d'autre part, les protéger contre les

(1) Sarraut, Discours au Conseil de gouvernement, 1913.

maladies qui les frappent, les déciment, et diminuent le rendement de cette vaste main-d'œuvre. Ce sera le rôle de l'assistance médicale. Il faut mesurer équitablement les charges qui leur sont imposées. Ce sera l'œuvre d'une bonne fiscalité, établie avec mesure, prévoyance et équité. Il faut, enfin, que la paisible et légitime jouissance du droit du sol qu'ils cultivent dans les parties qui leur appartiennent n'ait rien à redouter des spoliations accomplies par l'arbitraire ou l'erreur. Et la détermination d'un bon régime foncier doit, dès lors, s'imposer à l'attention du pouvoir protecteur... » (1)

La France apporte donc à l'Indochine un programme de bienfaits matériels et moraux, qui a pour objet de développer la personnalité physique et morale des indigènes, d'accroître leur valeur sociale et humaine. Fondée sur le principe de leur collaboration, elle tend à les y préparer par l'instruction, à la réaliser par l'accès aux emplois publics et la représentation des indigènes. Mais en compensation de cet apport, elle demande le respect de son autorité protectrice.

C'est exiger le loyalisme des populations, l'acceptation de la protection française et l'abandon de toute velléité séparatiste. La masse, nous l'avons constaté, a compris la vertu de ce programme, elle a foi en ce programme elle n'a pas suivi les agitateurs, quels que furent leur provenance ou leurs mobiles.

Il était plus pénible à l'élite, directrice intellectuelle et morale du pays, de renoncer à revendiquer l'indépendance

(1) Sarraut. Discours au Conseil de gouvernement, 1913.

d'un peuple qui, s'il n'avait su se dégager de l'influence de la civilisation chinoise, avait du moins, pendant de longs siècles, vécu autonome, hors de la domination politique de l'Empire du Milieu. Elle a fait cependant ce geste au cours de la période de guerre, à l'époque même où tous les peuples soumis à une puissance européenne engagée dans la lutte s'agitaient pour recouvrer leur indépendance. Elle a accepté l'intervention de la France comme un fait « un fait qui dérive des lois ou de la fatalité de l'histoire » (1) parce qu'elle a confiance en sa politique. « Nos émigrés étaient désespérés de ne trouver dans le pays aucun écho à leur propagande. Ils nous ont assez amèrement reproché notre apathie, notre inaction, résultat d'un honteux asservissement des esprits. Nous ne croyons pas mériter ce reproche. Si nous avons été si sages c'est que nous avons compris. Nous avons compris, et nous avons mis trop de temps à le comprendre, trente années, la vie d'une génération, pour qu'on puisse nous faire un reproche, — nous avons compris que nos destinées sont liées à la France et que, pendant que le sort de celle-ci était en jeu sur les champs de bataille d'Europe, il était de notre intérêt de ne pas abuser de la situation, qu'il était au contraire de notre devoir de lui venir en aide. » (2)

« Nous sommes, reconnaît en termes excellents M. Pham-Quynh, un des plus dignes représentants de cette élite, un vieux peuple qui a besoin de se renouveler, de s'adapter à la vie moderne... Nous ne voulons à aucun prix

(1) Pham-Quynh, *L'évolution intellectuelle et morale des Annamites depuis l'établissement du protectorat français*. Conférence faite à l'Ecole Coloniale le 31 mai 1922, Publications de l'Agence Economique de l'Indochine, p. 13, 14, 23.

(2) Pham-Quynh, *op. cit.* p. 21.

faire table rase... de ce passé plusieurs fois séculaire qui nous a faits ce que nous sommes ; nous voulons rester nous-mêmes, conserver notre personnalité nationale, notre individualité historique ; mais nous tenons aussi à augmenter ce capital de tous les apports de la science et de la civilisation modernes pour pouvoir le transmettre plus riche à nos descendants. Nous aspirons à vivre pleinement notre vie nationale dans ce vaste concert de peuples qui constituent le monde moderne. Nous demandons à la France de nous y aider. Nous le lui demandons *en échange de notre indépendance politique*, des richesses de notre pays, du travail de nos hommes. Nous le lui demandons... surtout, parce que de toutes les nations de la terre, elle est la plus riche intellectuellement et moralement et qu'à travers sa longue et glorieuse histoire, elle a toujours travaillé à l'émancipation des peuples. » (1)

Ainsi, dans son ensemble, la population annamite, qu'il s'agisse des paysans peu cultivés ou de l'élite intellectuelle, pour des motifs divers, a accepté l'occupation en Indochine et ne s'est pas laissée entraîner par quelques agitateurs. Elle n'a pas voulu profiter de la guerre pour se séparer de la métropole et revendiquer son indépendance. Au contraire, elle lui a témoigné un loyalisme touchant. Consciente de ses véritables intérêts matériels, intellectuels, moraux, elle s'est tournée vers la France et l'a aidée de toutes ses forces, malgré son éloignement dans une lutte âpre, mais décisive. Par son attitude, elle a permis de réduire au strict minimum les troupes d'occupation et de renvoyer l'excédent dans la métropole. Elle a répondu avec empressement à

(1) Pham-Quynh, *op. cit.*, p. 23.

l'appel de celle-ci, le devançant même par son impatience à la servir. La perspective d'aller à l'autre extrémité du continent, sous un autre climat, au milieu d'un peuple parlant une langue inconnue, pour de longues années peut-être, de verser leur sang pour la nation qui occupait leur sol, de travailler pour elle, n'a pas fait hésiter des indigènes qui pourtant n'avaient jamais quitté leur famille, leur village, leur maison, leur rizière, qui vivaient paisiblement et dont le tempérament n'était nullement belliqueux. Sans y être forcé par un recrutement obligatoire, ils ont, au nombre de cent mille, spontanément, par engagements volontaires, tout quitté pour servir la France, pour se faire tuer pour elle. Une fois en France, ils se sont montrés courageux, disciplinés, tenaces sous les projectiles, travailleurs et gardant un bon esprit à l'usine.

La colonie a, en outre, apporté son or à la métropole, se classant de loin la première pour les souscriptions aux emprunts nationaux, avec plus de 367 millions de francs, (près des 2/3 du montant total pour l'ensemble des colonies), et pour les souscriptions aux œuvres de guerre, avec plus de 9 millions, sans compter les bons du Trésor, les bons et les obligations de la Défense Nationale, les dons innombrables en nature.

Enfin, la colonie n'a cessé de réclamer des navires pour apporter à la métropole l'aide précieuse de ses produits, matières premières pour la défense nationale, ou denrées pour le ravitaillement. La population a courageusement répondu à l'appel de son chef et travaillé au développement rapide de la production agricole ou industrielle. Pendant les années 1916 à 1918, plus de 335.000 tonnes ont été envoyées d'Indochine en France pour les services placés sous le

contrôle direct du ministère des colonies, indépendamment des exportations du commerce libre et de la période de guerre antérieure à 1916.

Voilà comment, pendant la guerre, la population indochinoise a répondu aux appels de la France, par un loyalisme sans réticences, pas seulement en quelque sorte négatif, mais affirmé par un effort sans cesse accru, par une aide de plus en plus considérable, en combattants, en travailleurs, en argent, en marchandises. Par son attitude, elle a témoigné de son attachement à la France, de sa reconnaissance pour l'œuvre déjà accomplie, de sa confiance dans les destinées de la France et dans sa politique d'émancipation.

CHAPITRE II

La politique indigène pendant la guerre

Il nous reste à voir quels actes de réalisation ont pendant la guerre corroboré la confiance dans ce programme indigène, dans quelle mesure le programme tracé par M. Sarraut a été exécuté de 1914 à 1918.

SECTION PREMIÈRE

L'enseignement

Le développement de l'instruction publique était l'une des principales préoccupations du gouvernement général pendant les hostilités. A la veille de la guerre, on distinguait en Indochine trois ordres d'enseignement (1) :

1^o L'enseignement français, destiné en principe aux enfants français ou assimilés. Il comportait à la base des écoles mixtes primaires européennes, là où la population d'âge scolaire (de 6 à 13 ans) était suffisante ; des écoles primaires de filles et de garçons à Hanoï, Haïphong, Saïgon ; des écoles primaires supérieures de filles et de garçons à Hanoï et à Saïgon. L'enseignement secondaire était dispensé, à Hanoï, complet depuis le premier janvier 1914

(1) Cf. Brenier, Atlas, p. 112, carte XV et graphiques 38 et 39.

(auparavant, pour le premier cycle seulement) au Collège Paul Bert, transformé en lycée à cette date. La population scolaire française était en 1913, de 1.193 élèves, dont 172 au Collège Paul Bert. Les écoles primaires supérieures étaient ouvertes, sous certaines conditions d'aptitude et dans certaines limites, à l'élite indigène, aux fils de mandarins, aux princes cambodgiens.

Les sanctions de cet enseignement sont : les certificats d'études primaires élémentaire et supérieur, le brevet élémentaire et le brevet supérieur valables en France depuis 1913.

2° L'enseignement traditionnel indigène, bouddhiste, dans les pagodes, au Cambodge et au Laos, confucianiste au Tonkin, en Annam, en Cochinchine.

En Cochinchine, les anciennes écoles de villages ont été, en partie, transformées en écoles communales publiques avec enseignement donné exclusivement en annamite. On comptait, en 1913, 493 écoles et 22.512 élèves.

Au Tonkin, l'enseignement indigène était librement organisé par les communes, jusqu'en 1906, et, donné exclusivement en caractères, conduisait aux concours littéraires. A partir de 1906, sous l'influence du Conseil de perfectionnement de l'enseignement indigène, créé par le gouverneur général Beau, les méthodes et programmes ont été progressivement transformés, d'accord avec le gouvernement annamite. On a introduit dans les programmes l'étude du quôc-ngu (1), des notions élémentaires d'histoire, de géographie et de sciences, et, au degré les plus élevés, des notions de français. Des cours normaux ont été institués à Hanoï pour le recrutement des professeurs. La modernisation de

(1) Langue annamite transcrite en caractères latins.

cet enseignement traditionnel s'est continuée par la réforme des concours littéraires et par la spécialisation et la formation spéciale des mandarins de l'enseignement.

En 1913, il existait, au Tonkin, 1.200 écoles officielles du 1^{er} degré, recevant environ 22.000 élèves (sans compter l'enseignement libre donné par des lettrés), 118 écoles du 2^e degré et 11 du 3^e degré.

En Annam, en raison d'une action moindre et de la plus grande force de la tradition, la réforme s'est opérée dans le même sens, mais plus lentement. En 1913, les écoles élémentaires indigènes, comportant l'enseignement traditionnel du 1^{er} degré, comptaient 1.260 écoles entretenues par les particuliers et 457 à la charge des communes ou cantons, ayant en tout 18.000 élèves. Des cours normaux pour la formation des instituteurs, organisés au Collège du Quôc-Hoc à Huê, ont cessé en novembre 1912.

L'enseignement traditionnel du 2^e degré était représenté par 77 écoles et 6.413 élèves; celui du 3^e degré, par 15 écoles et 1.546 élèves.

Depuis juillet 1913, des cours de français étaient professés au chef-lieu de chaque province, et il existait à Huê une école spéciale pour les fils de mandarins, et une école d'apprentis-mandarins (Hâu-bô).

L'enseignement traditionnel annamite était sanctionné, au 1^{er} degré, par un examen (tuyên) sur le quôc-ngu, donnant accès aux écoles de 2^e et 3^e degrés et à l'enseignement franco-annamite. Les écoles du 2^e degré ou primaires indigènes (enseignement annamite et chinois) avaient pour sanction le khao-khoa, correspondant au certificat d'études primaires franco-annamites. L'enseignement du 3^e degré, ou complémentaire, était sanctionné par le tuong-khao.

Au Cambodge et au Laos, l'enseignement donné par les bonzes dans les pagodes, consistait en éléments de lecture et d'écriture, avec, comme sanction, un certificat d'études élémentaires indigènes.

3° L'enseignement franco-indigène a pour caractéristique que *la langue française y sert pour l'enseignement, mais que les langues indigènes y sont également étudiées et servent pour certaines matières et pour les débuts* (1). La transition entre l'école indigène et l'école franco-indigène se fait par l'école préparatoire. En Cochinchine, les écoles préparatoires (cantonales) s'étaient beaucoup développées avant la guerre. On en comptait en 1913, 181 avec 18.954 élèves. Au Cambodge, il existait 25 écoles préparatoires de provinces comptant 273 élèves. Au Tonkin et en Annam en raison de la persistance des écoles traditionnelles, ces écoles étaient peu développées. Dans toutes ces écoles l'enseignement était donné en langue indigène, mais avec des notions de français usuel.

L'enseignement primaire franco-indigène était donné la première année, en pays annamite, en quôc-ngu. L'étude des caractères chinois avait été supprimée en 1913 dans les écoles franco-annamites primaires et complémentaires, au Tonkin et en Annam. Les études primaires se couronnaient par le certificat d'études de l'enseignement primaire franco-annamite. La population scolaire franco-indigène primaire s'élevait, en 1913, à 14.398 garçons et 3.230 filles.

Le 3^e degré de l'enseignement franco-indigène (ou enseignement complémentaire) était donné au Collège Sisowath, à Pnom-Penh ; au Collège du Quôc-hoc, à Hué ; au collège du protectorat, à Hanoï ; au quartier indigène du Collège

(1) Article 134 du *Code de l'Instruction publique* de 1917.

Ainsi la « réforme » apportée par M. Merlin (arrêté du 18 septembre 1924) ne fait que consacrer un état de choses existant,

Chasseloup-Laubat, à Saïgon. Ces collèges préparaient surtout aux emplois administratifs subalternes. Leur effectif, en 1913, n'était que de 885 élèves, bien insuffisant pour le recrutement administratif : il était donc impossible d'exiger, conformément aux arrêtés locaux, de tous les candidats aux emplois administratifs le diplôme de fin d'études complémentaires franco-indigènes qui couronne cet enseignement.

En résumé, en 1913, pour chaque pays de l'Union indochinoise, les proportions suivantes existaient entre le nombre de garçons fréquentant l'école :

	Garçons d'âge scolaire	Garçons fréquentant l'école	Proportions
Cochinchine	214.000	60.900	28 0/0
Tonkin	430.000	80.500	19 0/0
Annam	357.000	54.000	15 0/0
Cambodge	114.000	41.500	36 0/0
Laos	13.000	600	5 0/0 (1)

Cette organisation scolaire présentait l'inconvénient de limiter le domaine de l'enseignement ouvert aux indigènes. Il leur fallait, au cas où ils voulaient pousser plus loin leurs études, se rendre en France ou à l'étranger. L'enseignement secondaire complet n'était dispensé que dans un seul établissement ; l'enseignement supérieur n'existait plus. Il était nécessaire de faire face à la diminution du personnel européen mobilisé et de prévoir la substitution progressive à ce personnel d'agents indigènes sélectionnés. Enfin, aucune unité n'existait entre les programmes scolaires des divers pays de l'Union Indochinoise.

Le *Règlement général de l'Instruction publique*, mis

(1) Brenier, Atlas, graphique n° 39, p. 115.

en vigueur, par un arrêté du 21 décembre 1917, du gouverneur général Sarraut, à partir du 15 mars 1918, a eu pour objet de développer l'instruction publique en Indochine, conformément aux promesses du programme de 1913. A l'enseignement primaire, ouvert à tous, dans les villes et dans les campagnes, on a donné des programmes uniformes et une sanction identique dans toute l'Indochine. L'enseignement complémentaire a pour but le diplôme de fin d'études complémentaires, qui ouvre l'accès à l'enseignement supérieur local sous ses modalités diverses. L'institution d'un cycle spécial d'études secondaires, aboutissant à un baccalauréat local ou du type métropolitain, perfectionne en deux années d'études les meilleurs diplômés des écoles complémentaires et leur permet de fixer plus nettement la direction de leur carrière.

La création d'un enseignement supérieur a imposé une orientation précise aux enseignements purement locaux, dont il est l'aboutissement naturel et les a forcés à faire converger leurs programmes vers les siens. En outre, on a fortifié l'enseignement primaire et l'enseignement primaire supérieur, en attirant dans les écoles et les collèges un nombre plus considérable d'élèves, tentés par le prestige d'une culture plus haute et par les situations enviables qu'elle peut leur ouvrir.

Enfin, la création de l'Université indochinoise a été accueillie avec enthousiasme, non seulement dans la colonie même, mais dans tout l'Extrême-Orient, par tous ceux qui regrettaient la première Université inaugurée par M. Beau. Elle leur a démontré le libéralisme de la France, sa volonté d'ouvrir aux Annamites, à tous les degrés, même le plus élevé, l'accès à la culture occidentale.

Sans entrer ici dans le détail du Règlement général de l'Instruction publique du 21 décembre 1917, indiquons-en rapidement les grandes lignes.

L'enseignement général public officiel en Indochine comprend désormais (en dehors de l'enseignement professionnel, sur lequel nous reviendrons), trois degrés : au 1^{er} et au 2^e degré, les écoles françaises et les écoles franco-indigènes, à l'exclusion des écoles privées, qui comprennent désormais non seulement les écoles congréganistes, mais certaines écoles indigènes, même si elles appartiennent aux gouvernements protégés ; au 3^e degré, les écoles dites supérieures, dont l'ensemble est appelé à constituer l'Université indochinoise.

Les règles de l'enseignement du 1^{er} et du 2^e degré sont en principe communes à tous les pays de l'Union.

L'instruction est gratuite dans les écoles primaires publiques.

L'arrêté institue une Inspection générale (1) et un Conseil consultatif de l'Instruction publique.

L'enseignement du 1^{er} degré est donné dans les écoles primaires élémentaires françaises et dans les écoles primaires franco-indigènes. En principe, il y a une des premières dans chaque grande ville ou chef-lieu de province, une des secondes dans chaque commune. Les écoles doivent réunir certaines conditions d'installation, de salubrité et d'hygiène (art 73).

Les écoles primaires sont élémentaires ou de plein exercice, suivant qu'elles comportent une partie seulement (classes enfantines et préparatoires) ou la série complète des cours primaires. Il y aura au moins une de ces dernières

(1) Appelée aujourd'hui *Direction générale de l'Instruction publique*.

au chef-lieu de chaque province, avec un maître français, qui dirigera le groupe scolaire. (art. 76) (1)

L'enseignement des caractères chinois est facultatif dans les écoles élémentaires des pays annamites. Il est obligatoire pour les élèves des cours moyen et supérieur dans les écoles de plein exercice désignées par l'administration.

En principe, il doit y avoir au moins une école primaire de jeunes filles indigènes, comportant le cycle complet de l'enseignement primaire, dans chaque chef-lieu de province.

Des bourses d'internat et des « bourses familiales » peuvent être instituées dans les écoles primaires.

Le personnel indigène est recruté parmi les brevetés des écoles normales ou des cours normaux d'instituteurs de la colonie ; à défaut, parmi les brevetés élémentaires au titre français ; en dernier lieu, parmi les diplômés d'études complémentaires franco-indigènes.

L'enseignement franco-indigène a pour objet de développer l'usage de la langue française et de répandre les connaissances occidentales. L'enseignement y est donné en français, en principe, sauf les difficultés de recrutement du personnel, qui justifient des dispositions spéciales (art. 134).

Le certificat d'études primaires est la sanction de l'enseignement primaire.

L'enseignement du 2^e degré comprend : les écoles primaires supérieures françaises ; l'enseignement secondaire, l'enseignement complémentaire franco-indigène ; les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices.

(1) En fait, le nombre des écoles primaires, tant élémentaires que de plein-exercice, est notoirement insuffisant : les 9/10^e des enfants d'âge scolaire sont dans l'impossibilité de s'instruire, la liberté de l'enseignement est aujourd'hui supprimée par le Décret du 14 mai 1924.

Les écoles primaires supérieures de garçons et de filles sont régies par les mêmes dispositions que les écoles similaires de la métropole. Le contingent des élèves indigènes est fixé annuellement par l'administration ; ils ne peuvent être boursiers.

Pour l'enseignement secondaire, le Règlement de 1917 institue à Hanoï un lycée, dans lequel s'incorporera le Collège Paul Bert. Ce lycée donnera l'enseignement secondaire français, auquel seront admis les élèves français ou annamites, et l'enseignement secondaire local, pour les indigènes, payants ou boursiers. L'enseignement secondaire français est celui de la métropole avec la langue chinoise écrite et parlée au même titre que les autres langues vivantes.

L'enseignement secondaire français sera progressivement ouvert au Collège Chasseloup-Laubat à Saïgon. (1) Les indigènes pourront y être admis.

L'enseignement complémentaire franco-indigène est donné aux mêmes établissements qu'auparavant. De nouveaux pourront être ouverts par le gouverneur général. Peuvent y entrer les élèves titulaires du certificat d'études primaires âgés de moins de 16 ans.

Le Règlement de 1917 prévoit la création progressive, dans chaque pays de l'Union, de deux écoles normales pour former les maîtres et les maîtresses indigènes de l'enseignement primaire, comportant quatre années d'enseignement complémentaire et deux années de perfectionnement pratique (élèves-maîtres). Les élèves seront internes gratuits : les élèves-maîtres recevront une allocation mensuelle de

(1) Ce collège est actuellement transformé en lycée de plein exercice où l'enseignement secondaire est donné au même titre et dans les mêmes conditions qu'au lycée de Hanoï.

8 à 10 \$. L'admission est subordonnée à l'âge maximum de 18 ans, au certificat d'études primaires et à l'engagement de servir dix ans comme instituteur.

Cette organisation est complétée, pendant la période d'organisation des écoles normales et ultérieurement pour intensifier, s'il y a lieu, le recrutement des instituteurs primaires, ou par la création de « cours normaux de préparation pédagogique » dans les écoles complémentaires de chef-lieu de chaque pays. Ils sont ouverts aux titulaires du diplôme de fin d'études complémentaires ou du brevet élémentaire, âgés de moins de 22 ans, et qui s'engagent à servir pendant cinq ans comme instituteurs auxiliaires. Le stage est d'une année, avec examen professionnel de sortie.

L'enseignement des écoles complémentaires est réparti entre quatre années d'études. Le programme est fixé en tenant compte du double objet de cet enseignement.

« 1° Familiariser parfaitement les élèves avec la langue française, seul instrument possible des études ultérieures ».

« 2° Leur faire acquérir un bagage de connaissances scientifiques ou spéciales (mathématiques, sciences physiques et naturelles, géographie, dessin) suffisant pour leur permettre de se préparer aux études spéciales de l'enseignement supérieur et développer en tous cas, chez eux, avec l'habitude de l'observation et du raisonnement, le sens de la réalité » (1).

Le troisième degré de l'enseignement est l'enseignement supérieur. L'arrêté de 1917 prévoit la constitution progressive de cet enseignement. « La Direction de l'Enseignement supérieur, décide l'article 527, centralise l'administration

(1) Code de l'Instruction publique, art 251.

de tous les établissements dont l'ensemble est appelé à constituer l' « Université indochinoise ». Elle a pour mission de préparer la création, d'organiser le régime et d'élaborer les programmes des Ecoles supérieures qui seront successivement ouvertes en Indochine aux étudiants français et indigènes ».

L'article suivant prévoit la suppression des Cours de droit institués par l'arrêté du 29 mars 1910 et la suppression de l'Ecole des Hâu-Bô de Huè et de l'Ecole des Mandarins de Hanoï, par cessation de l'admission d'élèves à partir du 1^{er} novembre 1917. L'Ecole de médecine et l'Ecole vétérinaire de l'Indochine demeureront respectivement régies par l'arrêté du 29 décembre 1913 (1) et l'arrêté du 15 décembre 1915. L'Ecole des travaux publics est placée sous le contrôle direct de la Direction de l'Enseignement supérieur.

Les Ecoles supérieures seront créées par arrêté du gouverneur général, sur la proposition du Directeur de l'enseignement supérieur. Les professeurs sont recrutés dans le personnel de l'enseignement supérieur de la métropole, à défaut parmi les titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur métropolitain ayant accompli dix ans de service effectif dans un service public.

Les étudiants (élèves boursiers ou auditeurs libres) doivent être : citoyens ou sujets français, protégés asiatiques ou Asiatiques citoyens français, âgés de 18 à 25 ans, pourvus du baccalauréat de l'enseignement secondaire, du diplôme d'études complémentaires ou du brevet de l'enseignement primaire supérieur.

(1) L'Ecole de médecine est récemment transformée en école de plein-exercice, et les élèves munis du baccalauréat du type métropolitain peuvent s'y préparer au doctorat en médecine. V. *infra* p. 359.

Les élèves boursiers ont droit à l'internat gratuit. Les élèves annamites sont dispensés de l'impôt personnel, du service militaire et des prestations (art. 549). Ils doivent contracter l'engagement de servir le gouvernement pendant dix ans, s'ils en sont requis.

Les études sont sanctionnées par un « diplôme d'études supérieures » pour chaque spécialité.

Bref, ces écoles dites supérieures ne sont encore que des sortes d' « *Instituts techniques* », d'écoles professionnelles destinées à fournir l'administration de fonctionnaires. Sauf l'école de médecine, un véritable enseignement supérieur n'existe pas encore en Indochine.

Indépendamment de ces efforts, en vue du développement de l'instruction générale à ses divers degrés, c'est ici le lieu de dire quelques mots de l'enseignement professionnel.

A la veille de la guerre, il était peu important et dispersé. Il existait (1) des sortes d'écoles d'arts et métiers élémentaires, pour le travail du bois et du fer, les machines à vapeur, les machines-outils, à Hanoï, Huê, Saïgon, Pnom-Penh ; des écoles d'arts indigènes, pour la sculpture et la broderie (Thudâumôt), le cuivre (Biênhoa), la bijouterie (Sadec) ; des cours de céramique à l'école professionnelle de Hanoï ; une école de mécaniciens asiatiques à Saïgon ; des écoles d'infirmiers ; des cours organisés par le Musée Agricole, commercial et industriel de Hanoï pour certaines industries familiales (vannerie, tissage de la soie, chapellerie de bambou...) La population scolaire des écoles techniques était, en 1912, de 790 élèves (2).

(1). Brenier. Atlas, p. 146.

(2). Brenier, *loc. cit.*

Le gouvernement s'est préoccupé, nous l'avons vu, de profiter du séjour de travailleurs annamites dans les usines françaises pendant la guerre pour assurer la formation de spécialistes à certaines industries de la colonie (1). Le Règlement général de l'instruction publique de 1917 organise plus largement un enseignement professionnel en Indochine.

Cet enseignement comprend des écoles de premier degré et des écoles professionnelles de plein exercice.

Dans les premières (écoles d'apprentissage, ménagères, agricoles, cours de perfectionnement, écoles d'art industriel et décoratif indigène), l'enseignement est donné par des professeurs détachés du personnel français ou indigène de l'enseignement primaire, et par des maîtres d'atelier français ou indigènes recrutés par contrat.

Les élèves non pourvus du certificat d'études primaires pourront être astreints à parfaire en même temps à l'école primaire leur instruction générale.

Les cours de perfectionnement, institués par les autorités locales, après entente avec les industriels ou les Chambres de commerce, ont pour but de compléter l'instruction professionnelle d'apprentis ou d'ouvriers pendant les loisirs que leur laisse leur profession.

Les écoles de plein exercice, auxquelles peuvent être annexés des ateliers d'apprentissage et des cours de perfectionnement, reçoivent des élèves âgés de 15 ans au moins, citoyens, sujets ou protégés français, aptes physiquement, titulaires du certificat d'études ou ayant subi avec succès un examen spécial d'entrée.

(1). Voir le chapitre II de la Première Partie.

Le régime est, en principe, celui de l'internat gratuit. Des allocations en nature ou en argent peuvent être accordées aux meilleurs élèves nécessiteux.

Chaque élève passe un examen à la fin de chaque année. Un brevet est délivré en fin d'études. Des primes ou récompenses peuvent être attribuées aux élèves, ainsi que le produit de la vente des objets exposés par eux.

Aux termes de l'art. 286 « les emplois industriels dont l'administration dispose dans ses ateliers, sur ses chantiers ou sur ses machines seront attribués de préférence aux élèves brevetés des écoles professionnelles de l'Indochine ».

Le personnel enseignant comprend des chefs d'atelier et des chargés de cours français : des maîtres, contre-maîtres et répétiteurs indigènes ; des patrons subventionnés qui dirigent chez eux l'apprentissage de certains élèves.

Quels ont été les résultats de l'impulsion donnée en 1917 à l'enseignement en Indochine ?

En 1917, l'effectif scolaire total à tous les degrés était de 98.500 élèves, soit sensiblement le même qu'en 1913 (1). Les dépenses totales de l'enseignement étaient passées de 1.400.000 \$ en 1913 (2) à 2 millions (3).

En 1921, la dépense totale atteint 4 millions de piastres. Elle a donc doublé depuis 1917. A la fin de 1921, le nombre des établissements primaires et complémentaires et le nombre de leurs élèves étaient les suivants :

(1) Brenier, Atlas. Graphique N° 39, fig. 2, donne pour 1913 : 99.950 élèves (chiffre approximatif, d'après la Notice, p. 112). Il ne s'agit que de l'enseignement officiel. Il ajoute : 122.500 élèves pour l'enseignement indigène libre, 42.157 pour les établissements congréganistes et 4.755 pour l'enseignement laïque libre.

(2) Brenier, Atlas, Graphique N° 38.

(3) Sarrant, p. 303.

Ordre d'enseignement	Nombre d'écoles	Nombre d'élèves
prim. supér. français.	2	582
primaire français	22	735
complém. franco-indigène	15	2.874
primaire franco-indigène	2.924	144.463
Totaux :	2.963	148.654

Ces divers enseignements étaient donnés par 316 maîtres français et 2.500 maîtres indigènes.

L'enseignement secondaire français, donné au Lycée Paul Bert et aux collèges de Saïgon (Chasseloup-Laubat) (1) et de Mytho, comprenait 42 professeurs agrégés, licenciés ou certifiés et 800 élèves (2). L'enseignement secondaire local 875 élèves. A partir de 1924, le développement de l'enseignement secondaire permettra d'exiger la possession du baccalauréat de l'enseignement secondaire local pour tous les candidats aux écoles supérieures (3).

L'enseignement supérieur fut créé en 1917 avec l'Ecole de médecine et de pharmacie, l'Ecole vétérinaire déjà existante, et quatre autres constituées immédiatement (Ecoles des travaux publics, de droit et d'administration, de pédagogie, d'agriculture et de sylviculture). L'Ecole de commerce s'y est ajoutée en 1920. En 1921, l'Ecole supérieure de commerce de Hanoï a été réorganisée ; une Ecole d'appli-

(1) A la rentrée d'octobre 1923, il est devenu le 2^e lycée de plein exercice de la colonie.

(2) Sarraut p. 302.

(3) Baudoin, Discours au Conseil de gouvernement, 18 décembre 1922, p. 16.

Enfin l'enseignement professionnel a été donné, en 1921, à 937 apprentis (1).

Ces chiffres marquent évidemment une extension importante de l'instruction publique en Indochine. Ils sont cependant bien insuffisants, si on les rapproche du chiffre de la population indochinoise. Toute la population scolaire des établissements officiels des divers ordres réunis ne s'élevait, en 1921, qu'à 152.000 élèves à peine. Si même on y ajoute 15.000 élèves de plus pour l'enseignement primaire en 1922, et 140.000 environ pour l'enseignement libre, on voit que la population scolaire n'atteint pas plus de 300.000 élèves, sur une population d'environ 20 millions d'habitants soit 1 élève sur 70 habitants. *La presque totalité est représentée par les élèves des écoles primaires.* L'enseignement complémentaire, l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur ne figurent au total que pour une proportion infime, surtout si l'on considère que le peuple annamite a une culture traditionnelle et une civilisation séculaire, que son cerveau est donc préparé à recevoir un enseignement d'un ordre plus élevé que pour les peuples primitifs de l'Afrique, par exemple. L'annamite est apte aux hautes études.

C'est que le développement rapide de l'instruction se heurte à de nombreuses difficultés qui en retardent la marche. Tout était à créer ; trop peu de chose était fait avant la guerre. Il faut construire des écoles, les doter de matériel ; cela demande du temps, de la main-d'œuvre, de l'argent. L'effort financier ne peut être fait d'un seul coup. L'Indochine doit parer à de nombreuses dépenses, d'ordre écono-

(1) Baudoin, Discours au Conseil de gouvernement, 18 décembre 1922, p. 16.

mique notamment. Rien que les dépenses de personnels ruinent déjà le Budget.

Il faut aussi recruter le personnel d'enseignement. Or la formation du personnel indigène, organisée d'une manière rationnelle seulement en 1917, ne peut dès maintenant assurer un rendement suffisant. Les cours normaux, les écoles normales, en dépit d'anciens organismes existants à Gia-dinh et à Hanoï, ont à peine commencé à fonctionner. Les jeunes professeurs sortis de ces écoles ne seront pas du jour au lendemain des maîtres accomplis. La pénurie de personnel a paralysé depuis 1917 les efforts en vue du développement de l'instruction publique. La colonie est obligée de faire appel à la métropole (1).

Cependant peu à peu le niveau des études se relève par le remplacement progressif, dans les classes supérieures de l'enseignement complémentaire, des anciens professeurs primaires par des licenciés ou des certifiés (2), dans les écoles supérieures, par la création d'un cadre de professeurs spécialisés dans l'enseignement supérieur de la colonie (3).

Il ne faut donc pas désespérer de l'essor prochain de l'instruction en Indochine que ralentissent uniquement des difficultés matérielles. Ce n'est pas la bonne volonté qui manque, ni au gouvernement général ni à la population : les écoles ne suffisent pas à recevoir tous les élèves qui se présentent (4). Ce n'est donc pas le moment de parler de l'ins-

(1) Maurice Long, Discours au Conseil de gouvernement, 15 novembre 1921.

(2) M. Long, *op. cit.*, p. 36.

(3) Ce n'est pas encore réalisé, mais le gouvernement semble s'y engager. Cf. *op. cit.*, p. 35.

(4) D'après M. Merlin (discours au Conseil de gouvernement, 1924), 200.000 enfants sur 2 millions en âge de scolarité sont reçus à l'école : les 9/10^e sont donc condamnés à l'ignorance.

truction obligatoire : avant de forcer les récalcitrants, il faut pouvoir accueillir ceux qui veulent apprendre. Multiplier les écoles, améliorer la qualité de l'enseignement, telle est, ce semble, la tâche la plus urgente du moment.

N'y a-t-il pas quelque contradiction à développer en même temps un enseignement en langue indigène et un enseignement en français ? Nous inclinons à croire que non. Bien entendu le but poursuivi est d'accroître la personnalité des indigènes en les ouvrant à la civilisation occidentale, de les préparer à participer de plus en plus à la vie administrative, politique, économique du pays. C'est certainement la connaissance de la langue française qui les initiera le mieux à la civilisation française, qui assurera le rapprochement des esprits, des cœurs, des pensées, qui permettra la collaboration de l'élément français et de l'élément indigène. Quand il saura leur langue, l'indigène comprendra mieux les Français et il se rapprochera davantage d'eux. Cependant, en l'état de choses actuel, la connaissance des langues indigènes n'est pas moins indispensable aux Français pour comprendre cette masse de 20 millions d'autochtones. D'autre part, l'annamite, le cambodgien et le thaï qui sont des langues suffisamment riches *peuvent et doivent* servir de base à l'enseignement primaire. Or, cet enseignement est donné en français, ce qui exige un effort considérable de mémoire au détriment de l'effort intellectuel : l'enfant mis en présence de connaissances exprimées en une langue étrangère ne comprend pas ce qu'on veut lui apprendre et répète les mots sans pénétrer leur sens : d'où grande perte de temps et résultat déplorable. Mais, par son vocabulaire scientifique, par ses qualités intrinsèques de clarté et de souplesse, le français est une langue-véhicule par excellence ; il est indis-

pensable pour de fortes études, pour l'acquisition d'une haute culture. De plus, il ne faut pas perdre de vue que l'Indochine est une Fédération de nations différentes de mœurs et de langues (les nations annamite, cambodgienne et laotienne) et qu'il est, dès lors, tout indiqué que la langue commune aux peuples qui l'habitent soit le français. Il semble donc, que son étude à titre de langue vivante obligatoire dans le degré primaire d'une manière telle que les enfants soient à même de poursuivre les degrés secondaires et supérieurs où l'enseignement serait donné en français, est le moyen pour les Indochinois de concilier la double nécessité de ne pas oublier leur langue et de se pénétrer de la pensée occidentale. On évitera ainsi de tomber dans une assimilation excessive, allant jusqu'à la destruction de la personnalité de l'individu et des peuples indigènes. Rien n'empêchera de continuer à enseigner l'histoire des pays de l'Indochine et les civilisations orientales.

SECTION II

La codification des lois indigènes

Une autre partie du programme de politique indigène consiste dans la réorganisation de la justice et la modernisation de la législation indigène. Une première étape a été accomplie pendant la guerre (1) par la codification des lois

tonkinoises relatives à l'organisation des tribunaux, à la procédure civile et pénale, au droit pénal.

Le but et l'importance de cette réforme, réalisée d'accord avec le souverain de l'Annam, et prélude de l'uniformisation du régime judiciaire et législatif de l'Indochine, ont été précisés et soulignés par le gouverneur général Sarraut dans l'allocution qu'il a prononcé le 16 juillet 1917, dans la salle de Thai-Hoa du palais royal à Hué, à la cérémonie solennelle de la lecture de l'Edit royal sanctionnant la mise en application de ces codes, en présence de l'Empereur d'Annam, des Résidents supérieurs en Annam et au Tonkin, du Procureur général, d'une nombreuse affluence de fonctionnaires et de notabilités françaises, de tous les mandarins annamites de la Cour (1).

(1) Après la guerre en 1922, un arrêté du Gouverneur général a approuvé et rendu exécutoires les ordonnances du roi d'Annam de 1920 et 1921 ordonnant la mise en application du texte révisé du Code de l'organisation des tribunaux indigènes au Tonkin et celle de 1921 ordonnant la mise en application des textes révisés des Codes de procédure civile et commerciale, du Code de procédure pénale et du Code pénal, à l'usage des juridictions indigènes du Tonkin. Enfin, à l'année 1923 était réservée la mise en vigueur d'ordonnances nouvelles, qui fixent le statut du personnel et la hiérarchie de l'administration indigène et qui modifient les articles 12 et 13 du Code révisé des tribunaux annamites du Tonkin. L'institution par ces textes d'un cadre de « mandarins judiciaires » spécialisés constitue en quelque sorte le couronnement de la réforme de la justice indigène. Of. Discours du Résident supérieur du Tonkin, prononcé le 18 Octobre 1923 à l'ouverture de la session annuelle de la Chambre consultative indigène du Tonkin ; — Asie Française, Janvier 1924, p. 29-30.

(1) Cf. *La codification tonkinoise* dans la *Revue indochinoise*, juillet-août 1917, p. 119 ; tirage à part en une brochure, Hanoï 1918,

Après avoir évoqué l'image de Gia-long, « ses lois sages et harmonieuses auxquelles nul n'aurait osé toucher sans sacrilège, s'il n'avait lui-même proclamé que la meilleure des lois est celle qui s'accorde le plus exactement à l'état social de la nation », le Gouverneur général trouvait dans « ce principe directeur de toute l'œuvre législative de Gia-Long » la justification de la réforme accomplie.

« Il s'agissait de réaliser par des voies strictement légales, une réforme dont la nécessité s'était depuis de nombreuses années imposée à l'attention du gouvernement. Le peuple tonkinois, entraîné rapidement vers un état social meilleur par l'action bienfaisante du protectorat, ne se sentait plus à l'aise dans le cadre rigide où l'enfermait le code Gia-Long, dont plusieurs dispositions étaient tombées peu à peu dans l'oubli faute d'être appropriées aux conditions nouvelles de son existence.

« D'autre part, avec l'enrichissement général et la multiplicité des voies de communication, les rapports entre les individus devenaient plus intenses et plus complexes, et plus nombreuses aussi les causes de controverses et de conflits. L'ancienne procédure ne suffisait plus pour assurer le règlement équitable des litiges portés devant les juges et ceux-ci, même les plus consciencieux, et c'est le plus grand nombre, se montraient impuissants à donner aux justiciables toutes les garanties d'une bonne justice. L'archaïsme des institutions judiciaires ne pouvait que trop servir les calculs de tels mandarins reprochables qui, habiles à éviter tout contrôle, exerçaient sur leurs administrés les plus blâmables exactions. Votre Majesté a déjà, en quelques édits retentissants, flétri publiquement ces pratiques illicites. Ce ne sera

pas le moindre mérite de la réorganisation des tribunaux du Tonkin et de la codification des règles d'une procédure destinée à garantir les droits de la dignité des justiciables, que de permettre, plus efficacement que par le passé, la répression de semblables abus.

« Quant au Code pénal, c'est une synthèse soigneusement élaborée des défenses contenues dans les lois traditionnelles du royaume et des principes du droit repressif français (1). Sa mise en application aura pour effet de rapprocher très sensiblement, au point de les rendre presque identiques, le régime pénal du Tonkin de celui de la Cochinchine.

« C'est donc un premier pas dans la voie de cette uniformité de traitement, à laquelle tous les membres de la grande collectivité annamite, unis par les liens du sang, de la langue et des mœurs, ont le droit de prétendre et qui apparaît dans ma pensée comme le but final de nos efforts concertés. Au-dessus de séparations arbitraires qui sont le résultat des circonstances, s'élève le droit sacré des peuples, dont le code a été pour la première fois enseigné au monde par la nation française (2) ».

(1) Nous sommes d'accord avec le gouvernement pour préconiser ce principe de réforme, *la synthèse*, qui est excellent. Mais nous sommes obligés de dire que lorsque nous examinons de près le Code pénal, comme les autres d'ailleurs, nous constatons que ce principe n'est pas suivi. Nous nous expliquerons plus amplement dans un travail ultérieur intitulé : « LE CODE PÉNAL EN INDOCHINE. — Contribution à l'étude du mouvement de rénovation du droit pénal ».

(2) Nous sommes encore une fois, en parfait accord avec le gouvernement en ce qui concerne cette uniformité *indispensable*. C'est pourquoi nous préconisons soit l'annexion de l'Annam-Tonkin, soit le régime de protectorat « pur » ou celui du mandat du type A pour les trois pays annamites de l'Union indochinoise : Cochinchine-Annam-Tonkin.

Cette réforme était devenue surtout nécessaire à partir du moment où les décrets du 1^{er} novembre 1901 et du 31 août 1905 avaient mis les tribunaux indigènes du Tonkin sous le contrôle d'une juridiction d'appel, dont faisaient partie les magistrats français.

Les éléments de l'étude préalable, indispensable, étant donné l'extrême fatras des lois annamites, se trouvaient dans la jurisprudence de la Commission d'appel et de la 4^e Chambre de la Cour depuis 1905. La table coordonnée des matières du Code Gia-Long, le recueil traduit des principales ordonnances royales (1903), les décisions du procureur général du 12 septembre 1906 et du 27 mars 1910 avaient successivement fourni les matériaux de la nouvelle codification.

En 1913, le gouverneur général Sarraut prescrivit au Chef du service judiciaire de l'Indochine l'élaboration d'une « Codification générale de la législation indigène du protectorat du Tonkin ».

Après examen par des commissions composées de Français et d'Annamites, les projets rédigés par le Service judiciaire furent transmis, le 6 février 1915, au résident supérieur en Annam, pour être par lui soumis à l'examen et à l'approbation du gouvernement annamite. Les convenances politiques aussi bien que la lettre du traité du 6 juin 1884, ne permettaient pas, en effet, de substituer la codification projetée aux anciennes lois en territoire de juridiction annamite, sans l'adhésion préalable du roi, législateur de droit commun.

Les projets, ainsi que leur traduction en caractères, demandée par le Conseil de régence, furent déposés par le gouverneur général Roume en personne, sur le bureau du

Conseil de régence, le 16 février 1916 : c'était à la fois une marque de déférence et un moyen d'appeler l'attention des hauts mandarins sur l'importance attachée par le gouvernement général à la réforme.

Le 28 février 1917, les ministres annamites déclarèrent « qu'ils ne s'opposaient pas » à l'application des nouveaux Codes, mais qu'ils auraient des « modifications à proposer ». Une commission mixte donna satisfaction aux ministres sur ces observations, surtout de forme et inspirées par le souci de sauvegarder l'amour-propre du gouvernement royal.

Quatre codes ont été promulgués le 16 juillet 1917 et sont entrés en application le 1^{er} janvier 1918. Voici une rapide analyse des réformes qu'ils ont consacrées.

Le Code de l'organisation des tribunaux systématise l'organisation judiciaire existante, avec les trois degrés de juridiction, dont il précise la compétence.

Les pouvoirs de juridiction de l'administrateur indigène d'arrondissement, quan-phu, quan-huyèn, quan-châu, qui prend le nom de tribunal du 1^{er} degré, sont délimités pour la première fois. La confusion de l'administration et de la justice aux mains d'un même agent est conservée. Mais le pouvoir local a la faculté (art. 3) de placer un juge indigène de carrière à côté de l'administrateur, dans les circonscriptions les plus importantes.

Le tribunal du 1^{er} degré est, en principe, un conciliateur, suivant les principes même du droit annamite. Le pouvoir lui est conféré de juger en premier ressort les affaires minimales. Auparavant, tous les jugements étaient soumis à l'approbation du procureur général, ce qui encombrait le Parquet d'une foule d'affaires insignifiantes.

La même réforme a été réalisée en Annam en 1915.

L'innovation essentielle de la nouvelle codification concerne le tribunal du 2^e degré. C'est le tribunal provincial qui joue le rôle de tribunal de première instance. Il devient un tribunal mixte, présidé par un fonctionnaire français. L'assesseur indigène a voix délibérative, mais son avis ne peut mettre en échec celui du Président.

Cette mesure respecte le droit des indigènes d'avoir un juge de leur race au tribunal de droit commun ; elle est d'ailleurs sans doute transitoire, et cessera quand il sera possible de constituer un cadre complet de magistrats locaux. Elle a l'avantage d'enlever aux mandarins les fonctions judiciaires. Dans un édit d'août 1916, l'empereur Khai-Dinh reprochait amèrement aux mandarins leur manque de conscience professionnelle, leur ignorance, leurs pratiques blâmables. Il a accueilli avec une vive satisfaction cette extension des tribunaux mixtes, qui mettra fin à la fraude et à l'ignorance des juges provinciaux, laissés sans contrôle depuis le décret du 31 août 1905. En écartant les Résidents de la surveillance des tribunaux provinciaux, ce décret avait voulu assurer l'indépendance des juges indigènes, et il pensait que le contrôle technique de la 4^e Chambre de la Cour d'appel de l'Indochine suffirait. Mais en fait, cette surveillance était rendue vaine, « en présence des procédures habilement truquées, de témoins subornés ou rendus muets par la peur de représailles, de dossiers rendus intentionnellement inconsistants » (1). Les mandarins s'ingéniaient à empêcher les appels ; l'exécution des arrêts de la 4^e Chambre donnait lieu à des trafics illicites ; les juges indigènes étaient réfractaires à la tenue d'audiences régulières (2). Il faut

(1) *Revue indochinoise*, *op. cit.* p. 125.

(2) *op. et loc. cit.*

donc attendre l'évolution des mœurs et de l'éducation générale avant d'appeler de nouveau les mandarins à juger seuls les causes importantes.

Dans les provinces les plus importantes, un juge, le quan-an, pourra être chargé spécialement de l'instruction. Mais pour éviter les sollicitations des intermédiaires auxquelles donnait lieu l'accès aux « yamen », le bureau de ce juge d'instruction, ainsi que le greffe du tribunal provincial, devront être transférés à la Résidence même, à proximité du bureau du Résident.

La procédure continuera à se faire en quôc-ngu, mais la décision devra être l'œuvre du Président et rédigée en français, puis traduite en quôc-ngu pour le prononcé à l'audience. La rédaction en français évitera les jugements confus, souvent contradictoires, rendus en caractères par les mandarins.

Au 3^e degré, la 4^e Chambre de la Cour d'appel à Hanoï conserve son organisation et ses attributions antérieures.

Les Codes de procédure civile et pénale reproduisent à peu près intégralement les décisions du Procureur général du 17 mars 1910 et du 7 décembre 1912. La procédure civile est dirigée par le juge. Les auxiliaires onéreux sont exclus des deux premiers degrés. Pour combattre le fléau des vexations fréquentes des auxiliaires des mandarins, le Code de procédure pénale permet aux chefs de province d'interdire à tout agent non expressément agréé par eux de procéder à une opération quelconque de police dans les villages.

Le Code pénal est la partie la moins neuve de la réforme. Il adapte les dispositions répressives du droit

indigène, notamment en tenant compte de la substitution des peines du droit français à celles du droit annamite, réalisée depuis 1901. Mais il conserve leur importance relative aux délits qui étaient de droit commun dans l'ancienne législation (1).

Le projet de codification de la législation civile, examiné suivant la même procédure, n'a pu être arrêté assez à temps pour être promulgué en même temps que les précédents. La mise en application des codes annamites au Tonkin a donné lieu à un travail de revision en vue de vérifier et de réunir les observations, critiques et suggestions qu'elle avait motivées. Le gouverneur général Maurice Long a signé en décembre 1921 l'arrêté rendant exécutoire l'ordonnance royale portant approbation des quatre codes annamites entièrement révisés (2). Le gouvernement général a fait établir un formulaire des actes de procédure à l'usage des notables faisant fonction d'huissiers, ainsi qu'un tarif des frais en matière civile, commerciale et pénale devant les juridictions indigènes du Tonkin (3).

Le projet de Code civil compris dans le programme de codification n'avait pu, nous l'avons dit, être arrêté et promulgué en même temps que les autres Codes. Le livre 1^{er}, touchant au statut personnel et au statut des biens des indigènes et tendant notamment à une meilleure organisation de l'état civil des personnes et la conservation des biens, a été d'abord seul approuvé par ordonnance royale. Un arrêté rendant cette ordonnance exécutoire a été pris en décembre 1921

(1) V. pour plus de détails : Duong van Giao, *Le Code pénal en Indochine*.

(2) Discours au Conseil de gouvernement, 15 novembre 1921, p. 36.

(3) *op. cit.* p. 36.

par le gouverneur général (1). En raison de l'importance des matières qui sont traitées dans ce livre 1^{er}, il a d'abord été appliqué, à titre d'essai, dans la province de Hadông, à partir du 1^{er} janvier 1922, avant d'être étendu aux autres provinces progressivement (2).

Ce mouvement d'adaptation de la législation locale à l'état social nouveau s'est étendu aux autres parties de l'Union indochinoise. En Annam, l'empereur a fait procéder à une revision du Code Gia-Long (3) ; au Cambodge, où un Code pénal et d'instruction criminelle avait été promulgué dès le 20 décembre 1911, un code de législation et de procédure civile a été publié en janvier 1921 (4). L'année suivante, a été opérée dans ce pays la séparation des fonctions administratives et judiciaires, désormais exercées par les agents de deux cadres distincts, ayant chacun leur statut particulier (5). Enfin, un arrêté rendu par le gouverneur général en décembre 1922 a rendu exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1923 une codification des lois du Laos (6).

SECTION III

Les droits individuels. — La Presse L'état de siège et la censure

Au point de vue des droits politiques et individuels, peu de changements ont été apportés pendant la guerre au régime antérieur. La loi du 1^{er} juillet 1901 n'avait pas étendu

(1) V. Ordonnance royale du 4 juin 1923 édictant des articles additionnels au Livre 1^{er} du code civil à l'usage des juridictions annamites du Tonkin et l'arrêté g. g. du 15 juin 1923 la rendant exécutoire.

(2) Discours au Conseil de gouvernement, 15 novembre 1921 p. 37.

(3) *op. et loc. cit.*

(4) Régismanset, p. 247. Une nouvelle édition du Code pénal date de 1924.

(5) Discours au Conseil de gouvernement, 18 décembre 1922. p. 19.

(6) *op. et loc. cit.*

aux colonies ses dispositions sur la liberté d'association (1). Les colonies jouissent seulement de la liberté syndicale, sauf les immigrants, en vertu de la loi du 21 mars 1884, modifiée par celle du 12 mars 1920 (2). L'art. 13 de la loi du 30 juin 1881 a étendu la liberté de réunion aux colonies représentées au Parlement (3) Le régime disciplinaire de l'indigénat — supprimé en Cochinchine par le décret du 6 janvier 1903 (4) — a été étendu à l'Annam et au Tonkin (décret du 5 février 1897) puis au Cambodge (décret du 6 mai 1898), à l'égard de tous les Asiatiques non citoyens français ou assimilés, c'est-à-dire même les Chinois qui sont des ressortissants d'une puissance étrangère (5). Un décret du 11 octobre 1904, relatif à l'Annam-Tonkin, a limité à dix ans la durée de l'internement et du séquestre, restreint ces mesures aux « faits d'insurrection contre l'autorité de la France, de troubles politiques graves ou de manœuvres susceptibles de commettre la sécurité publique et ne tombant pas sous l'application des lois pénales ordinaires » et limité à ces mêmes cas la possibilité d'infliger des amendes collectives (6).

Toutes ces dispositions ont été maintenues pendant la guerre. De même, si la liberté de la presse a été étendue à toutes les colonies par l'art. 69 de la loi du 29 juillet 1881 (7), la guerre n'a pas modifié les graves restrictions, spéciales à l'Indochine, apportées à ce régime par le décret

(1) Girault, 2^e Partie, tome I, p. 634.

(2) *loc. cit.*

(3) Girault, 2^e Partie, tome I. p. 633.

(4) Girault, *op. cit.* p. 636.

(5) Girault *op. cit.* p. 631.

(6) Girault, *op. cit.* p. 632.

(7) Girault, *op. cit.*, page 632.

du 30 décembre 1898, qui permet (art 1^{er}) au gouverneur général d'interdire par arrêté la circulation des journaux et écrits périodiques publiés à l'étranger, en quelque langue que ce soit et qui soumet (art. 2) à l'autorisation préalable du gouverneur général « la publication en Indochine de tout journal ou écrit périodique rédigé en langue annamite, en langue chinoise ou en toute autre langue étrangère ». Les poursuites sont déférées aux seuls tribunaux de police correctionnelle (1).

Bien au contraire, l'état de siège, établi en Indochine par l'arrêté du gouverneur général du 28 mars 1915, a eu pour conséquence de soumettre au régime de la censure tous les journaux de la colonie. L'illégalité de cette mesure a été soutenue par M. Outrey, député de la Cochinchine, au Comité du Syndicat de la presse coloniale, en octobre 1916. Régulièrement institué par arrêté du gouverneur général, l'état de siège, disait M. Outrey, aurait dû, en vertu de l'art. 6 de la loi du 9 août 1849, être soumis sans délai à la ratification du Parlement. Le défaut de ratification entraîne l'illégalité de l'état de siège, donc de la censure, qui n'est appliquée qu'en conformité du droit conféré par cet arrêté à l'autorité militaire.

Le Comité s'est rangé à cette manière de voir, en adoptant l'ordre du jour présenté par M. Outrey, demandant la ratification de l'arrêté du 28 mars 1915 et, en outre, se refusant « à admettre que l'état de siège puisse être maintenu en Indochine dans l'unique but de réduire au silence la presse indochinoise » (2).

(1) Girault, 2^e Partie, tome I, page 633.

(2) Bulletin de renseignements coloniaux, octobre 1915.

Cette protestation du député de la Cochinchine soulève un certain nombre de problèmes juridiques intéressants. A quelles formalités est soumise la déclaration de l'état de siège aux colonies ? L'état de siège une fois établi entraîne-t-il la légitimité de la censure ? Enfin, dans quelle mesure la censure est-elle justifiée ?

Aux termes des articles 1^{er} et 2 de la loi du 3 Avril 1878, une loi seule peut déclarer l'état de siège : en cas d'ajournement des Chambres, le Président de la République peut le déclarer, de l'avis du Conseil des ministres ; mais les Chambres se réunissent alors de plein droit deux jours après.

Ce régime, applicable au territoire métropolitain, est étranger aux colonies. L'article 6 de la loi du 3 avril 1878 a maintenu en vigueur toutes les dispositions non abrogées de la loi antérieure du 9 août 1849. C'est cette loi, qui avait établi un régime spécial pour la déclaration de l'état de siège aux colonies, qui les régit encore aujourd'hui.

Dès 1849, on avait considéré que la longueur des distances ne permettait pas d'exiger, comme le faisait cette loi pour la métropole, un décret de l'Assemblée nationale pour déclarer aux colonies l'état de siège, mesure qui, pour être efficace, doit être prompte. L'article 4 donna au gouverneur de chaque colonie le pouvoir de déclarer l'état de siège, à charge par lui d'en rendre compte immédiatement au gouvernement.

Mais le législateur devrait-il être appelé à maintenir l'état de siège déclaré par le gouvernement et après l'avoir approuvé, ne faudrait-il pas son approbation pour le rapporter ?

Les articles 6 et 12 du projet tranchèrent affirmativement ces deux questions :

Article 6 : « Dans le cas des deux articles précédents (déclaration de l'état de siège (art. 4) dans les colonies par le gouverneur et (art. 5) dans les places de guerre par le commandant militaire), si le Président de la République ne croit pas devoir lever l'état de siège, il en propose sans délai le maintien à l'Assemblée nationale ».

Article 12 : « L'Assemblée nationale a seule le droit de lever l'état de siège lorsqu'il a été déclaré ou maintenu par elle ».

Un incident curieux et unique doit être signalé à propos de l'article 6. Un représentant avait montré son inopportunité, en raison des longues distances et avait proposé de le limiter au cas de l'article 5. Son amendement fut voté par l'Assemblée. C'est le texte primitif qui fut, sans qu'on s'explique comment, inséré dans la loi promulguée (1).

La légalité du texte actuel pourrait donc être contestée, s'il n'avait été confirmé sans discussion par l'usage, par l'application (loi du 5 janvier 1875) à l'Algérie, par la discussion de la loi de 1878, au cours de laquelle on l'a considéré comme applicable aux colonies, enfin et surtout par l'article 6 de la loi de 1878 qui maintient toutes les dispositions non abrogées de la loi de 1849.

Dans l'état actuel de la législation, le gouverneur général de l'Indochine avait donc le pouvoir de déclarer l'état de siège, mais à titre provisoire. Sur le rapport du ministre des Colonies, le Président de la République pouvait lever l'état de siège. S'il estimait devoir le maintenir, il

(1) Romain, *L'état de siège politique*, thèse Toulouse, 1918, p. 213.

devait soumettre la déclaration à l'approbation des Chambres, sans délai.

L'argumentation de M. Outrey est donc exacte juridiquement : la loi du 4 août 1914 n'a établi l'état de siège que pour la France et l'Algérie. Pour les colonies, et l'Indochine notamment, le gouverneur ne pouvait déclarer l'état de siège qu'à titre provisoire et cette mesure devait tomber d'elle-même par l'inaccomplissement des règles de l'article 6 de la loi de 1849.

L'état de siège aux colonies soulève une autre question que nous devons examiner en passant : dans quels cas le gouvernement d'une colonie peut-il déclarer l'état de siège ? Est-ce dans le cas, prévu par la loi du 9 août 1849, de péril imminent pour la sécurité intérieure ou extérieure, ou seulement, dans les termes de la loi du 3 avril 1878, en cas de péril imminent résultant d'une guerre étrangère ou d'une insurrection à main armée ?

La première thèse paraît préférable. Le législateur de 1878 a entendu formellement ne rien changer aux dispositions de la loi de 1849 relative aux colonies. La loi de 1878 ne contient aucune disposition spéciale applicable aux colonies et, comme elle n'y a pas été promulguée, la loi de 1849 continue à les régir.

Dans la thèse de M. Outrey, l'état de siège devenu illégal faisait tomber avec lui la censure. Mais nous devons examiner si, l'état de siège existant légalement, la censure en dérive nécessairement, et dans quelle mesure ?

Les effets de l'état de siège sont encore aujourd'hui, déterminés par la loi du 9 août 1849. Ils sont donc les mêmes en France et aux colonies. Réservant une étude spéciale à la censure, nous énumérerons seulement l'en-

semble des effets attachés par la loi de 1849 à l'état de siège :

1° Dévolution à l'autorité militaire des pouvoirs de police exercés ordinairement par l'autorité civile (article 7)

2° Attribution à l'autorité militaire de quatre droits de police extraordinaires, lui permettant :

de faire des perquisitions de jour et de nuit dans le domicile des citoyens ;

d'éloigner les repris de justice et les individus non domiciliés dans les lieux soumis à l'état de siège ;

d'ordonner la remise des armes et des munitions, et de procéder à leur recherche et à leur enlèvement ;

d'interdire les publications et les réunions qu'elle juge de nature à exciter ou à entretenir le désordre (article 9)

3° Compétence des tribunaux militaires à l'égard des citoyens non militaires pour certains crimes et délits (article 8).

L'interdiction prévue à l'article 9 n'est pas une suppression définitive de la publication, mais une suspension temporaire destinée à cesser avec l'état de siège (1) et d'une durée d'ailleurs indéterminée (2). La sanction réside uniquement dans la saisie du journal ou des numéros interdits. Malgré la suppression de l'autorisation préalable pour la fondation d'un journal, l'autorité militaire a interdit la publication d'un journal nouveau à la place d'un journal suspendu (*L'Homme enchaîné*). Aux conditions de publication d'un journal prévues par la loi du 29 juillet 1881, elle a ajouté l'interdiction des éditions multiples, des manchettes, de la crie du titre du journal (3).

(1) Conseil d'Etat, 5 juin 1874, Lebon, p. 518.

(2) Cass. crim. 10 et 23 avril 1874, Sirey 74-1-329.

(3) Décisions du préfet de police des 28 et 31 août 1914.

La loi du 5 août 1914 a pris des mesures en vue de réprimer les indiscretions de la presse en temps de guerre. Elle interdit de publier, par l'un des moyens énoncés à l'article 23 de cette loi sur la presse de 1881, des informations et renseignements autres que ceux qui seraient communiqués par le gouvernement ou le commandement sur les points qu'elle énumère dans son article premier et, en général, toute information ou article concernant les opérations militaires ou diplomatiques de nature à favoriser l'ennemi et à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations.

L'article 3 permet au ministre de l'Intérieur d'interdire par simple arrêté l'introduction en France, la circulation et mise en vente ou distribution de journaux, brochures, écrits ou dessins de toute nature publiés à l'étranger.

Les infractions à l'article 1^{er} sont punies d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 1.000 à 5.000 francs, et les infractions à l'article 3, d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 100 à 1.000 francs (art. 2 et 3).

Telles étaient les armes dont disposait l'autorité publique à l'égard des publications au début de la guerre : droit d'interdire, en vertu de l'état de siège, toute publication de nature à exciter ou à entretenir le désordre ; — répression des « indiscretions » commises par la presse en temps de guerre.

Par une note communiquée aux journaux, le 4 août 1914, le gouvernement rappela ces prérogatives et fit appel à la discipline volontaire et au patriotisme de la presse. Le Syndicat de la presse parisienne et les représentants des journaux de Paris et de province ne tardèrent pas à s'aper-

cevoir que la loi du 5 août 1914 était à la fois lourde de responsabilités pour la presse et inefficace : par son caractère répressif, elle n'atteignait que l'indiscrétion commise, le mal une fois fait, au lieu de le prévenir. C'est donc sur l'initiative de la presse que le gouvernement institua l'examen des morasses ou épreuves avant tirage définitif, c'est-à-dire la censure préventive.

Partant de cet accord de fait entre le gouvernement et la presse, on n'a pas tardé à parler d'un contrat verbal entraînant des obligations réciproques et obligeant toute la presse française. Ce n'est pas dans cette idée qu'il convient de chercher le fondement juridique de la censure préventive. Le Syndicat de la presse n'est pas le représentant de l'ensemble des journalistes et n'a pu davantage les engager tous, pas plus qu'un Syndicat professionnel quelconque ne saurait lier la masse des patrons ou des ouvriers d'une industrie. A supposer même qu'il aurait eu le pouvoir de lier ses membres, il était sans qualité à l'égard des non-syndiqués, comme à l'égard des journaux non encore nés.

La protestation de M. Outrey semble bien démontrer, d'ailleurs, que, en ce qui concerne l'Indochine, le régime de la censure préventive a été introduite dans la colonie en dehors de toute entente préalable avec la presse locale (1).

D'après les conversations engagées, ce contrôle devait s'exercer sur les informations d'ordre militaire ou diplomatique, à l'exclusion des articles politiques et jusqu'au décret de clôture des Chambres, le 3 septembre 1914, le gouverne-

(1) Nous parlons, bien entendu, ici de cette censure légale exercée pendant la guerre sur les journaux de langue française et justifiée par l'état de siège. Car on sait qu'il existe en Indochine une autre censure, « *extra légale* » celle-là, qui s'exerce, de tout temps, sur les journaux autorisés de langues annamite ou étrangère.

ment s'est abstenu d'interdire la publication d'articles politiques. Si la censure politique peut, comme nous allons le voir, se justifier légalement dans une certaine mesure, le gouvernement ne pouvait renoncer par un contrat à l'exercice de cette faculté.

Où fallait-il donc chercher la base juridique de l'institution ?

L'article 7 de la Charte du 9 août 1830 a fait disparaître la censure comme régime normal de la presse. Mais si cette disposition constitutionnelle, non abrogée par les Constitutions ultérieures, demeure en vigueur, elle ne règle que le statut de la presse en temps normal et ne fait pas plus obstacle à des dispositions de circonstance exceptionnelle en matière de presse que les principes des droits et des libertés individuels (droit de réunion, d'association, etc). n'empêchent des lois spéciales de les restreindre ou de les suspendre.

D'autre part, la loi libérale du 29 juillet 1881 a exclu tout régime préventif et c'est même son insuffisance au point de vue répressif qui a rendu nécessaire la loi du 5 août 1914. Cette dernière est purement répressive et ne sert pas plus d'appui à la censure militaire et diplomatique qu'à la censure politique.

C'est sur le paragraphe 4 de l'article 9 de la loi du 9 août 1849 qu'on doit fonder la légalité de la censure préventive. Sans doute ce texte ne parle pas formellement de cette institution ; mais on peut la dégager implicitement du pouvoir que cette disposition confère à l'autorité militaire. Elle a le droit d'interdire les publications de nature à exciter ou à entretenir le désordre. La Cour de Cassation refuse d'appliquer la sanction judiciaire de l'article 471-15° du

Code pénal aux arrêtés pris par l'autorité militaire en vertu de cet article ; mais si elle l'écarte, contrairement à l'opinion de représentants éminents de la doctrine (1), c'est précisément parce que cette autorité dispose de la force publique pour assurer l'exécution de ses arrêtés. « L'autorité militaire qui, une fois l'état de siège déclaré, dispose de la force publique et concentre entre ses mains tous les pouvoirs nécessaires au maintien de l'ordre et de la police, peut par elle-même assurer l'exécution des arrêtés qu'elle a pris dans la limite légale de ses attributions » (2). Tout le monde est d'accord pour reconnaître que l'autorité militaire peut exercer par la force les pouvoirs spéciaux qu'elle tient de l'article 9. Il est même impossible qu'elle exerce autrement les deux premiers, celui de faire des perquisitions de jour et de nuit dans le domicile des citoyens et celui de rechercher et d'enlever les armes. La loi de 1849 est une loi de police et de sûreté qui, à raison de son caractère d'urgence et parce qu'elle n'a pas prévu elle-même de sanctions judiciaires, peut être ramenée à exécution par la voie administrative : il faut bien que force reste à la loi.

La jurisprudence du Conseil d'Etat va même très loin dans l'interprétation des pouvoirs donnés à l'autorité militaire par l'article 9. Elle a décidé, à propos du droit d'interdire les réunions (al. 4) que le mot réunion ne doit pas être entendu seulement des réunions publiques régies

(1) Hauriou, note, Sirey 16-3-1. Jéze, *L'état de siège*, Revue du droit public, 1916, p. 416. J. Barthélémy. *Le droit public en temps de guerre*, Même Revue, 1915, p. 565.

Dans le sens de la Cour de Cassation, J. A. Roux, note sous l'arrêt Cass. crim. du 20 avril 1916, Sirey 17-1-26.

(2) Cass., 10 avril 1874, Sirey 74-1-329, Dalloz 74-1-325. Cf. Cass. crim., 20 avril et 2 Juin 1916, Dalloz 16-1-129 et 132.

par la loi du 30 juin 1881, mais de toute réunion de fait, notamment de la réunion de citoyens dans un débit de boissons. Elle a admis, d'autre part, mais implicitement, que l'interdiction de ces réunions peut entraîner la fermeture du débit (1).

Aux termes des conclusions de M. le Commissaire du gouvernement Corneille, la législation de l'état de siège a pour but de substituer à un état de droit ordinaire un état exceptionnel : ce régime doit donc se suffire à lui-même et ne doit pas s'interpréter par les lois de droit commun ni se combiner avec elles.

D'autre part, la loi du 9 août 1849 est une de ces lois de police et de sûreté qui suspendent momentanément les garanties des autres lois, dans la mesure nécessaire à la réalisation de leur but. Leur caractère d'urgence autorise, à défaut de sanctions judiciaires non prévues, l'exécution par la voie administrative, même si elle doit méconnaître provisoirement des droits privés. Par ce caractère, la loi du 9 août 1849 se rapproche du titre de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les congrégations religieuses. La fermeture provisoire d'un débit en vertu de l'état de siège est aussi légale que la fermeture d'un couvent pour assurer la dispersion d'une congrégation. La jurisprudence a admis la légalité des expulsions, appositions de scellés et inventaires accomplis par l'administration en exécution de la loi de 1901 (2).

Par cette argumentation, les décisions précitées du Conseil d'Etat dépassent en portée le pouvoir d'interdire les

(1) Conseil d'Etat, 2 arrêts du 6 août 1915, Sirey 16-3-9, affaire Delmotte et Senmartin.

(2) Trib. Conflits, 2 déc. 1902, Soc. immob. de St-Just, Sirey 04-3-17 ; 6, 13 et 20 déc. 1902, Sirey 05-3-88.

Sur cette argumentation, voir Hauriou, note Sirey 16-3-9.

réunions et doivent être étendues à tous les pouvoirs de police extraordinaires que l'autorité militaire tire de l'article 9 de la loi de 1849. Si l'autorité militaire a le droit de recourir à la force publique, pour la police de la presse comme pour celle des réunions, on ne saurait lui refuser de se servir de moyens à la fois moins rigoureux et plus efficaces. Elle peut saisir, suspendre, supprimer les journaux : a fortiori peut-elle demander à la presse communication préalable de ses articles et informations. Personne n'a à se plaindre d'une mesure moins brutale, qui sauvegarde les intérêts pécuniaires des journaux, tout en assurant plus utilement, par son caractère préventif, la discrétion voulue par le législateur.

Par les arrêts Delmotte et Senmartin, le Conseil d'Etat n'a statué « que sur l'étendue du pouvoir de police spécial relatif aux réunions. Mais du même coup ont été résolus tous les problèmes qui se posaient touchant les autres pouvoirs de police spéciaux et qui constituent des restrictions des libertés individuelles. En particulier, le régime de la presse et la légalité de la censure préventive se trouvent, par ces arrêts très clairement définis. L'autorité militaire a le droit d'interdire, *par des mesures préventives*, les publications de nature à exciter ou à entretenir le désordre. Il est donc légal, d'après le Conseil d'Etat, de soumettre les écrits destinés à être publiés à un examen *préalable* des autorités administratives et militaires, et de supprimer dans ces écrits les passages « de nature à exciter ou à entretenir le désordre. » (1).

En vue de faire disparaître la censure, certains parle-

(1) Jèze *op. cit.*, page 709.

mentaires ont prétendu que l'al. 4 de l'article 9 de la loi de 1849, c'est-à-dire l'interdiction des publications, sur laquelle s'appuie la censure, a été supprimée, soit par la loi du 5 août 1914, soit par la loi sur la presse du 29 juillet 1881.

Le gouvernement, disent les uns (1) a demandé le vote de la loi de 1914 parce qu'il a voulu renoncer au système estimé trop rigoureux de la loi de 1849. Il est aisé de répondre à cette argumentation. La loi de 1914 n'abroge pas formellement l'article 9 de la loi de 1849, elle ne l'abroge pas implicitement non plus, les deux systèmes n'étant nullement contradictoires. L'intention d'un gouvernement ne suffit pas à abroger une loi. Et il entendait si peu abandonner l'arme de la loi de 1849 que le jour même du vote par le Parlement de la loi de 1914, dans sa déclaration à la presse du 4 août 1914, il rappelait qu'à côté de la loi nouvelle « la loi de 1849 sur l'état de siège donne à l'autorité militaire un pouvoir plus radical encore, lui permettant d'interdire complètement les publications qu'elle juge de nature à exciter ou entretenir le désordre.

« Le gouvernement espère qu'il ne sera pas nécessaire de recourir aux dispositions rigoureuses *de ces deux lois...* »

On prétend, d'autre part, que la loi sur la presse du 29 juillet 1881 a abrogé l'al. 4 de l'article 9 de la loi de 1849. Elle proclame (art. 1^{er}) la liberté de la presse. Elle abroge (art. 68) « les édits, lois, décrets... relatifs à l'imprimerie, à la librairie, à la presse périodique ou non périodique.... » Ces dispositions sont incompatibles avec la censure. D'autre part, l'article 68 a implicitement abrogé le

(1) Paul Meunier, Chambre des Députés, séance du 4 mars 1915, J. O. Déb. parlam., p. 304, col. 2.

Andrieux, Chambre, séance du 21 janvier 1916, J. O. p. 89 et 90.

droit de suspendre les journaux qu'avait en 1849, l'autorité judiciaire, donc le même droit auquel l'autorité militaire est subrogée par cette loi (1).

Ce raisonnement se heurte à un principe d'interprétation juridique. La loi du 29 juillet 1881 est une loi générale, faite pour la période normale ; la loi de 1849 est une loi d'exception, faite pour les périodes de crise. En vertu de la maxime : *generalia specialibus non derogant*, elle n'a pas été abrogée par la loi de 1881 (2).

Même si l'autorité judiciaire a perdu, par l'article 68 de cette dernière loi, le droit de suspendre les journaux, il n'en résulte pas que l'autorité militaire en ait été dépouillée. Elle exerce les prérogatives de l'article 9 de la loi de 1849 non pas comme subrogée de l'autorité civile, mais en vertu d'un pouvoir propre. La suspension préventive et administrative que lui confère cet article n'a rien de commun avec la suspension répressive et judiciaire dont on oppose la suppression.

Si l'on conclut à la légalité de la censure préalable, ne faut-il pas du moins faire une distinction et légitimer la censure militaire et diplomatique, à l'exclusion de toute censure politique ? La première se justifie rationnellement comme une nécessité de salut public, tandis que la censure politique, véritable instrument de politique intérieur, tend à soustraire le gouvernement au contrôle de l'opinion.

Mais la loi de 1749, qui sert de base à la censure, ne permet pas d'accepter cette distinction. Son article premier autorise la déclaration d'état de siège « en cas de péril

(1) Jules Roche, Chambre, séance du 21 janvier 1916, J. O. p. 87. Andrieux, *loc. cit.*

(2) Hauriou, Note précitée ; Joseph Barthélemy, *op. cit.* p. 356.

imminent pour la sécurité intérieure ou extérieure », ce qui ne la limite pas à l'éventualité d'une guerre extérieure, mais l'étend au cas de troubles intérieurs, d'émeute et d'insurrection. La loi de 1849 a été votée sous l'impression des journées sanglantes de juin 1848 et de la violence de certains organes de la presse qui avaient poussé à la guerre civile. C'est donc une censure politique autant que militaire. L'article 9 permet à l'autorité militaire d'interdire « les publications qu'elle juge de nature à exciter ou à entretenir le désordre. » Elle ne lui impose aucune distinction entre des informations ou articles militaires ou politiques.

Cela ne veut pas dire que la censure jouisse d'un pouvoir absolu. Son action fondée sur la loi de 1849, article 9, ne doit s'exercer que dans les limites de cet article, sur les publications qu'elle juge « de nature à exciter ou à entretenir le désordre. » Si la presse s'est inclinée volontiers devant ses rigueurs légitimées par des motifs militaires ou diplomatiques, ses véhémentes protestations contre les abus de la censure politique sont parfaitement justifiées. Il est évidemment délicat de séparer les cas où la censure politique doit s'exercer et ceux où elle devient excessive et les instructions données par M. Millerand aux préfets « de ne toucher qu'aux articles qui attaqueront les membres du gouvernement au point de les discréditer devant l'opinion publique et de leur enlever ainsi l'autorité nécessaire à leurs fonctions » (1) sont naturellement élastiques. Mais elles n'ont même pas été observées et la censure politique n'a souvent connu d'autre règle que l'arbitraire et son bon plaisir. Le prétexte de maintenir l'union sacrée entre

(1) Joseph Barthélemy, *op. cit.*, p. 337, n° 2.

Français et entre alliés a trop souvent caché le désir d'éviter toute critique au gouvernement ou à ses amis ou à son administration. Suivant l'opinion des journaux, elle s'est montrée tantôt d'une rigueur, tantôt d'une mansuétude extraordinaire, laissant passer dans les uns des articles ou des informations qu'elle supprimait dans d'autres. Anonyme, irresponsable, statuant verbalement, discrétionnairement, sans donner de motifs, elle a rendu en fait impossible tout recours juridictionnel contre ses décisions, pour excès de pouvoir, ou pour détournement de pouvoir, recours qui eût été théoriquement justifié, dans les cas innombrables où la censure s'est exercée dans l'intérêt personnel des puissants, en dehors de toute excitation au désordre.

Nous n'irons pas jusqu'à dire, avec M. Outrey que l'état de siège a été maintenu en Indochine « dans l'unique but de réduire au silence la presse indochinoise. » Il se justifiait par l'existence de foyers d'agitation, par des considérations de sécurité générale certainement plus graves que l'état de siège dans les régions non envahies de la métropole. Nous nous associons seulement à sa protestation, dans la mesure où la censure a pu s'exercer en Indochine, comme en France, pour éviter toute critique et toute histoire au gouvernement général et à son administration, et pour éviter toute manifestation de l'esprit de la population de la colonie : l'opinion publique partout est respectable.

Il ne semble d'ailleurs pas qu'il faille attacher à ces critiques une importance excessive. L'ordre du jour voté par le Syndicat de la presse coloniale date d'octobre 1916. Or malgré le régime de la censure, malgré le régime spécial auquel le décret de 1898 soumet la presse indigène en Indochine, le libéralisme du gouvernement général a

permis l'éclosion dans la colonie, à partir de l'année 1917, d'une presse indigène, rédigée en langue française ou en langue annamite (1). Cette politique fait partie du programme général qui tend à mettre les indigènes à même d'exposer leurs idées et leurs revendications. Constatant combien il lui était difficile, malgré la confiance qu'il avait su leur inspirer, de déterminer les Annamites à se confier à lui par la parole, M. Sarraut les « autorisa » à écrire.

Un certain nombre de journaux rédigés par des indigènes sont ainsi nés successivement. C'est une véritable révolution, ou plutôt le résultat considérable d'une évolution : « Dans ce pays où il y a, à la base de la législation, beaucoup de libertés, mais où toutes les libertés sont sages et disciplinées, la liberté de la presse était un mythe. Dans ce milieu social, où l'instruction et l'écriture avaient quelque chose de spécial, de solennel et de sacré, les manifestations publiques de la pensée étaient respectueusement laissées, en exclusif apanage, aux lettrés et aux lauréats des examens littéraires. Pour qu'un homme qui n'est pas pourvu d'un diplôme impérial, et qui ne porte pas un bouton de corail, au moins, à son bonnet de cérémonie, se permette de mettre tous les jours « du noir sur du blanc », il faut qu'une révolution ait passé à travers les esprits et ait tourné la race tout entière vers d'autres buts et d'autres destins... » (2).

Les principales feuilles indigènes de langue française

(1) Rappelons cependant, que les journaux de langue annamite font l'objet d'une autorisation préalable, et d'une censure politique plutôt nuisible qu'utile, surtout en Cochinchine où cette censure est confiée à des employés indigènes sans culture et où d'ailleurs, la liberté de réunion existe.

(2) A. de Pourville. *La nouvelle presse indochinoise*, dans la Dépêche Coloniale, article reproduit dans la Tribune indigène, de Saïgon du 3 août 1920.

sont l'Echo Annamite, la Tribune indigène, La Cloche fêlée, le Progrès annamite. Cette presse, qui témoigne d'une tenue littéraire, d'une connaissance du français et d'un métier surprenants, se trouve souvent en lutte avec la presse coloniale française, non seulement pour le fond des idées, mais en raison de ce que les rédacteurs indigènes ignorent parfois les nuances de la langue française et se servent de mots dans un autre sens que le sens usuel qu'y attachent les Français (1). A ce manque d'habitude de la langue s'ajoutent des susceptibilités de caractère : « Dans le temps présent, l'Annamite est susceptible et chatouilleux, comme un homme qui a rendu spontanément un service sans préciser le taux de la récompense et qui craint d'être peu ou point récompensé (2). D'autre part, le Français est susceptible et irritable comme l'est une minorité dans une majorité débordante, comme l'est le gardien d'un héritage intellectuel et social qui le sent glisser peu à peu entre ses doigts » (3).

Les revendications légitimes des Annamites ne trouvent pas toujours, il est vrai, l'accueil qu'elles mériteraient dans la presse de la métropole ni surtout dans la presse coloniale française. D'autre part, un peuple conscient de sa valeur intellectuelle, du rôle qu'il a joué pendant la guerre, impatient d'obtenir la réalisation d'un programme qu'on lui avait annoncé, a parfois peine à comprendre que les difficultés financières ou de personnel, la nécessité d'études prélimi-

(1) De Pouvoirville, *loc. cit.*

(2) Lire à cet égard l'article de la Tribune indigène du 25 octobre 1922 : « Tant que la guerre durait, on nous disait que nous étions des amis, des frères cadets, des associés. La victoire remportée, il n'est plus question que de conquérants et de conquis, de vainqueurs et de vaincus, etc... » Sur la collaboration de ces deux presses, voir l'Echo Annamite, 3 mai 1921.

(3) De Pouvoirville, *loc. cit.*

naires, la prudence qui commande de ne pas brûler les étapes, n'en permettent que l'application posée, progressive et en retardent l'exécution intégrale.

La presse indigène joue cependant un rôle intéressant d'intermédiaire entre le gouvernement et le peuple, en commentant les actes du gouvernement et en lui permettant de connaître l'opinion indigène. En même temps qu'elle prépare l'apprentissage politique de la masse, elle tend à faire tomber la barrière qui sépare les deux races, à établir entre elles l'union, la bonne entente et une intime collaboration (1).

Les grandes associations annamites poursuivent le même but. La plus importante, l'*Association pour la formation intellectuelle et morale des Annamites*, l'AFIMA, par abréviation, groupe l'élite de l'Indochine dans le mandarinat, les lettres, le commerce et l'industrie. Elle se propose de créer un courant de sympathie et d'amitié entre les deux peuples. Elle a envoyé son secrétaire général, M. Pham-Quynh, à l'Exposition Coloniale de Marseille ; elle a fondé à Hanoï un Cercle franco-annamite, qu'a inauguré le Maréchal Joffre. Elle fait connaître la littérature et l'art français et elle a notamment donné des représentations de Molière en annamite à l'occasion du tri-centenaire et pour recueillir des souscriptions pour l'entretien des tombes des Annamites morts en France.

SECTION IV

La représentation indigène

Les droits de représentation indigène à l'administration de l'Union n'ont pas progressé pendant la guerre. Le

(1) Cf. Pham Quynh, *Conférence précitée*, p. 22.

gouvernement général était, il est vrai, déjà entré dans cette voie en 1913 et l'après-guerre a complété sa politique à cet égard. (1)

Au Tonkin, la représentation indigène avait été admise dès 1886 par Paul Bert, qui avait institué une Commission consultative des notables indigènes. Après des vicissitudes diverses, le gouverneur général Sarraut, par arrêté du 19 mars 1913, réorganisait cette institution sous le nom de Chambre consultative indigène. Il élargit le corps électoral, composé désormais : 1° de représentants de la population élus à raison d'un représentant pour 20.000 contribuables ; 2° de patentés annamites élus par les commerçants patentés ; 3° de fonctionnaires et de notables de la haute et moyenne région, nommés par le résident supérieur, sur la proposition des chefs des provinces intéressées. Les électeurs doivent être âgés de 21 ans révolus.

Le mandat dure 3 ans et est indéfiniment renouvelable. Sont inéligibles : les indigènes âgés de moins de 30 ans ; les militaires, gardes et fonctionnaires indigènes.

La Chambre consultative indigène est obligatoirement consultée sur le budget de recettes, sur les prévisions de dépenses d'intérêt économique et social ; elle donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par l'administration. Les vœux politiques lui sont interdits. Elle peut être dissoute par le gouverneur général sur la proposition motivée du résident supérieur (2).

Les Conseils provinciaux ont des attributions analogues à celles des Conseils de province de Cochinchine.

(1) Cf. Nguyễn-Khac-Vê, *Les institutions représentatives des intérêts des habitants de l'Indochine*, thèse Paris 1922.

(2) Brenier, *Atlas*, p. 47.

Ils ont aussi été réorganisés par l'arrêté du 19 mars 1913.

En Cochinchine, jusqu'à la réforme de 1922, les indigènes étaient représentés au Conseil Colonial par six Asiatiques, sujets français et sachant parler le français, élus par un collège composé d'un délégué de chaque commune désigné par les notables. (1) L'élément français était représenté par 12 membres : 6 citoyens français élus au suffrage universel ; 2 membres non fonctionnaires du Conseil privé, nommés par décret ; 2 membres de la Chambre de commerce de Saïgon et 2 membres de la Chambre d'agriculture de la Cochinchine élus par leurs collègues.

Le Conseil colonial statue, délibère ou donne des avis. Les décisions par lesquelles il statue (concessions de travaux d'intérêt colonial ; projets, plans et devis de travaux exécutés sur les fonds de la colonie, etc.) sont définitives et deviennent exécutoires si dans le mois de la clôture de la session, le gouverneur n'en a pas demandé l'annulation (par décret) pour excès de pouvoir ou violation des lois ou des règlements ayant force de loi. (2)

Un récent décret du 9 juin 1922, a réorganisé le Conseil Colonial de Cochinchine et augmenté la proportion des membres indigènes. Il comprend 10 conseillers élus par le corps électoral français, deux délégués de la Chambre de commerce et deux délégués de la Chambre d'agriculture, et 10 conseillers indigènes, élus par un corps électoral ainsi composé (art. 11) : propriétaires fonciers payant une contribution de 20 piastres ; patentés hors classe ou des six premières classes depuis trois ans, diplômés de l'enseignement

(1) Brenier, Atlas, p. 47.

(2) *Op. cit.* p. 46.

supérieur ou secondaire, brevetés de l'enseignement primaire supérieur ou complémentaire, membres élus du Conseil municipal de Saïgon, des Chambres d'agriculture ou de commerce, membres des Conseils de province ; certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires, chefs et sous chefs de cantons, notables des communes en exercice, titulaires de la médaille militaire ou de la croix de guerre.

Les indigènes remplissant une de ces conditions sont électeurs à 25 ans et éligibles à 30 ans.

L'art. 11 accorde aux indigènes naturalisés français la faculté d'opter pour l'électorat indigène.

La Commission permanente comprend de cinq à sept membres, dont 2 indigènes.

En fait, le collège français comprend 2.000 électeurs, dont 350 Annamites naturalisés, 650 Indiens renonçants et 1.000 Français d'origine, dont beaucoup sont absents. Le collège électoral indigène comprend 20 822 électeurs (4.276 propriétaires, 303 patentés, 178 diplômés, 223 membres élus des assemblées mixtes, 1.190 fonctionnaires, 132 fonctionnaires retraités, 13.743 chefs de cantons ou notables, 177 titulaires de la médaille militaire ou de la croix de guerre). Les indigènes sont répartis en cinq circonscriptions. (1)

Un Conseil de province existe depuis 1889 dans chacune des provinces de la Cochinchine. Les notables en exercice de chaque canton élisent un délégué. Peuvent être élus pour 4 ans, avec renouvellement biennal et indéfiniment rééligibles les indigènes âgés de 30 ans, habitant le canton, non fonctionnaires et ayant été notables pendant deux ans. L'administrateur fait de droit partie du Conseil de province et le préside.

(1) Cf. Girault, 2^e Partie, Tome II, additions, p. 509.

Toutes les délibérations du Conseil de province sont soumises à l'approbation du gouverneur en Conseil privé. Le Conseil donne son avis sur le classement des voies coloniales ; sur les changements proposés aux circonscriptions administratives, sur le classement des villages pour la taxe des rizières, sur toutes les questions relatives à l'impôt. Il peut émettre des vœux sur toutes les questions économiques et d'administration générale, mais non des vœux politiques (1).

Au Cambodge, des Conseils de résidence, créés en 1903, sont composés des gouverneurs de chaque province de la circonscription et de conseillers élus par les notables sur les listes dressées par les administrateurs-résidents. Leurs attributions sont analogues à celles des Conseils de province de la Cochinchine, mais la suppression des budgets résidentiels au 1^{er} janvier 1913 (arrêté du 24 octobre 1912) a fait disparaître une de leurs principales fonctions (2).

Une assemblée consultative indigène a aussi été créée au Cambodge par un arrêté du 1^{er} avril 1913, modifié en 1921. Elle est élue par un collège électoral comprenant : 1° les conseillers de résidence et les anciens membres élus de ces assemblées ; 2° les anciens fonctionnaires de l'administration indigène ; 3° les diplômés de l'enseignement primaire supérieur, secondaire et supérieur français et les titulaires du diplôme de fin d'études de l'enseignement franco-cambodgien.

Sont éligibles pour 3 ans et indéfiniment rééligibles : les membres élus et anciens membres des Conseils de

(1) Brenier Atlas, p. 47.

(2) *loc. cit.*

résidence ; les anciens fonctionnaires retraités de l'administration indigène ; les chefs et anciens chefs de quartiers de la ville de Pnom-Penh.

L'assemblée a la même compétence que l'assemblée consultative indigène du Tonkin. Elle peut être dissoute par le roi après accord avec le représentant du protectorat (1).

Ce régime de représentation a été complété par la création d'une Chambre consultative indigène de l'Annam, dont l'organisation et les attributions sont celles de la Chambre consultative du Tonkin (arrêté du gouverneur général du 12 mai 1920) et par l'institution au Laos (arrêté du 13 octobre 1920) de Conseils consultatifs provinciaux (2) et, depuis avril 1923, d'une Chambre consultative sur le modèle de celles des autres protectorats indochinois.

Au point de vue municipal, la représentation indigène a fait quelques progrès pendant la guerre. Avant 1914, possédaient une autonomie municipale les villes de Saïgon, Cholon, Hanoï, Haïphong, Tourane et Pnom-Penh.

Saïgon, Hanoï et Haïphong ont chacune un Conseil municipal composé de 12 Français et de 4 Annamites, ces derniers élus au suffrage universel à Saïgon, par les indigènes réunissant certaines conditions de capacité ou de fortune, à Hanoï et à Haïphong. Ces Conseils peuvent être dissous par arrêté du gouverneur général, et suspendu provisoirement, en cas d'urgence, par le gouverneur ou résident supérieur. Ils délibèrent sur les affaires municipales et votent le budget.

(1) Brenier, Atlas, p. 47.

(2) Régismanset, p. 336 ; Discours au Conseil de gouvernement, 15 novembre 1921, p. 29 ; Nguyễn Khắc Vê, *Les Institutions représentatives*, p. 69.

Certaines délibérations ne sont exécutoires qu'après approbation (1).

A Saïgon, le maire et les deux adjoints sont élus ; à Hanoï et à Haïphong, les deux adjoints seuls. Le maire est un administrateur des Services civils, nommé pour trois ans.

A Cholon, à Tourane et à Pnom-Penh, la Commission municipale est présidée par un administrateur des Services civils ou le résident-maire. A Cholon, elle comprend 3 Français notables choisis par le gouverneur sur une liste de 10 noms dressée par la Chambre de commerce de Saïgon, 4 Annamites élus et 3 Chinois choisis par le gouverneur sur une liste des congrégations ; à Tourane, 5 Français choisis par le résident supérieur et 2 Annamites notables comprenant le français ; à Pnom-Penh (arrêté du gouverneur général du 7 septembre 1915), 5 Français, 3 Cambodgiens, 1 Annamite et 1 Chinois, tous nommés par le résident supérieur (2).

Un arrêté du gouverneur général du 31 décembre 1914 a prévu et organisé l'érection en communes des principaux centres urbains de l'Indochine avec un maire fonctionnaire. Suivant les communes, il est ou non assisté d'une Commission municipale composée de notables. La commune a toujours un budget. Ont, par exemple été érigées, en communes : Vientiane, par arrêté du 26 janvier 1916 et Nam-Dinh (arrêté du 17 octobre 1921) (3).

La participation des indigènes à l'administration des affaires de la province ou de la commune a donc été élargie dans une certaine mesure soit pendant la guerre, soit depuis.

(1) Girault, 2^e Partie, t. I, p. 649.

(2) Girault, *ibidem*, note 8.

(3) Girault, 2^e Partie, t. I, p. 649, texte et note 5.

Cette participation ne signifie d'ailleurs pas autonomie administrative ou municipale. La représentation des indigènes est généralement inférieure en nombre à celle des Français, bien qu'elle ait été élargie. Elle n'a pas toujours pour base l'élection, notamment en matière municipale. Enfin, si les attributions, spécialement financières, des organismes de représentation, sont assez étendues, leur pouvoir de décision est restreint. Les Chambres consultatives, par exemple, n'ont jamais qu'un rôle consultatif ; elles ne peuvent que donner des avis, et jamais elles ne prennent de décision.

L'extension de cette représentation n'en est pas moins une étape intéressante, quoique encore bien prudente et timide, de la politique de participation des indigènes aux affaires publiques. Mais ce n'est que progressivement qu'il convient d'arriver à sa réalisation intégrale, à une véritable décentralisation, par l'extension du recrutement à l'élection, par l'élargissement du corps électoral, par l'augmentation des attributions et des pouvoirs des organes représentatifs. L'exécution complète de ce programme idéal suppose une éducation politique préalable de la masse indigène, par la diffusion de l'enseignement et de la presse indigène.

La participation des indigènes aux affaires générales de l'Indochine n'a été accrue ni pendant ni après la guerre. Leur représentation au Conseil de gouvernement reste la même qu'avait organisée le 2^e décret du 20 octobre 1911, c'est-à-dire que, sur 32 membres n'y figurent que 5 notables indigènes, un par pays de l'Union ; et encore ne sont-ils pas élus, mais désignés chaque année par le gouverneur général, sur la proposition du gouverneur de la Cochinchine et des résidents supérieurs (1).

(1) Girault. 11^e Partie, tome II, page 283.

Enfin, les indigènes ne sont pas représentés en France, ni au Conseil supérieur des colonies, ni au Parlement. La Cochinchine seule a un député à la Chambre française, élu par les citoyens français seuls, d'origine ou naturalisés.

SECTION V

La « naturalisation » (1)

Or la naturalisation est accordée très rarement aux indigènes. Elle est régie, pour l'ensemble des Indochinois, par la loi du 25 mars 1915 et par les décrets du 25 mai 1884, du 29 juillet 1887 et du 26 mai 1913, ce dernier modifié par celui du 4 septembre 1919. Elle peut être accordée par décret, après enquête, aux indigènes âgés d'au moins 21 ans, sachant écrire et parler la langue française et remplissant l'une des conditions suivantes : services pendant dix ans dans l'armée ou une fonction civile métropolitaine ou colo-

(1) Les publicistes, et même les jurisconsultes, se servent couramment ici du terme « naturalisation ». Ce mot prête à une confusion qu'il importe de signaler. Dans son sens juridique précis, la naturalisation est l'attribution à un individu d'une nationalité nouvelle. La naturalisation fait d'un étranger un Français. En se mariant avec un Français, la femme étrangère suit la condition de son mari et est de plein droit naturalisée française.

La naturalisation suppose donc chez son bénéficiaire la qualité antérieure d'étranger. Or tous les indigènes de l'Indochine ne sont pas des étrangers. Nous nous réservons d'examiner dans une étude ultérieure cette délicate question de la nationalité des indigènes des protectorats indochinois. Pour l'instant, nous nous bornons à indiquer qu'en Indochine, lorsqu'on parle à l'égard des indigènes de naturalisation, on n'entend pas toujours un changement de nationalité, mais l'admission à l'intégralité des droits de citoyen français, c'est-à-dire l'accès, notamment, au droit de vote et d'éligibilité, aux fonctions publiques au même titre que les citoyens de la métropole.

Il vaudrait mieux dire « droit de cité » que naturalisation. Ce dernier terme étant constamment employé par le langage juridique, nous nous en servons pour plus de commodité, sous le bénéfice de cette réserve et en lui attachant uniquement le sens étroit que nous venons de préciser.

niale ; services rendus à la France pendant dix ans dans le commerce, l'industrie ou l'agriculture ; services importants rendus pendant cinq ans à la France, accompagnés d'un diplôme de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement primaire supérieur ou professionnel ; diplômes de docteur, licencié, d'ingénieur ou d'ancien élève des grandes écoles de France ; certaines médailles ou certains prix ; services exceptionnels et Légion d'honneur ; mariage avec une Française et enfants issus de ce mariage.

Le décret du 4 septembre 1919 a ajouté deux nouvelles conditions susceptibles d'ouvrir l'accès de la naturalisation

1° Au profit de ceux qui ont été patronnés, recueillis ou élevés, pendant les cinq années précédant leur majorité, par une famille française ou par une société de protection française reconnue d'utilité publique, et qui ont obtenu un brevet de l'enseignement primaire supérieur ou professionnel ou un diplôme de l'enseignement secondaire.

2° Au profit des « indigènes sujets ou protégés français qui, ayant servi sous les drapeaux, ont fait campagne hors de l'Indochine dans la zone des armées pendant deux ans au moins, ou, sans conditions de temps, s'ils ont été faits officiers ou sous-officiers au front ou ont reçu soit la médaille militaire, soit la croix de guerre ».

D'autre part, ce décret prescrit que « toute demande de naturalisation devra être instruite et adressée au ministre des Colonies dans un délai maximum de six mois à partir du jour où elle aura été présentée. »

Bien que dans un discours retentissant prononcé le 8 mai 1919 à la pagode de Confucius, à Hanoï, M. Sarraut, alors gouverneur général, se fût déclaré partisan de faciliter la naturalisation, le décret qu'il a fait prendre comme minis-

tre des Colonies au chef de l'Etat n'a guère accru le nombre des naturalisés. Ils étaient 350 environ avant ce décret. Quatre indigènes seulement ont été naturalisés en 1919, trois en 1920 (1), 16 hommes et 12 mineurs en 1922. (2) C'est que l'administration est jalouse de l'autorité française et redoute l'influence politique que donnerait aux indigènes le bulletin de vote (3)

Ce danger ne serait vraiment à examiner que si l'on accordait en masse la qualité de Français aux indigènes par mesure collective. M. Sarraut, dans le discours du 8 mai 1919, déclarait y être opposé, comme les indigènes eux-mêmes.

« La naturalisation en masse serait une erreur énorme aussi néfaste aux indigènes qu'à la France elle-même. D'abord il n'est pas vrai que la masse indigène réclame cette assimilation au citoyen français. Je dis qu'elle n'a jamais réclamé une naturalisation qui, entraînant l'obligation d'accepter nos lois civiles françaises, aurait d'abord pour résultat de modifier profondément son statut personnel, ses coutumes, ses lois civiles, auxquelles elle tient par toutes les forces puissantes et respectables de la tradition ou de l'hérédité. On n'a pas le droit de lui imposer le changement par l'effet impératif de la naturalisation collective, cela lui paraîtrait à juste titre un acte de véritable tyrannie (4).

(1) *Echo Annamite*, de Saïgon, 26 février 1921.

(2) *Courrier d'Haïphong*, octobre 1923.

(3) *Echo Annamite*, *loc. cit.*

(4) *Loc. cit.*

SECTION VI

L'accès des indigènes aux fonctions publiques

En dehors de ses avantages politiques, la naturalisation présente pour les indigènes un intérêt plus immédiat : c'est le seul moyen pour les fonctionnaires indigènes de l'administration d'accéder aux emplois supérieurs, réservés aux citoyens français. Ceux qui demandent la naturalisation recherchent, en plus des droits politiques, des possibilités matérielles de bien être pour eux-mêmes et pour leurs enfants. Or, l'accès des indigènes aux grades élevés est le corollaire indispensable de la diffusion de l'instruction et spécialement de l'enseignement du français. A mesure que s'ouvrent pour les indigènes l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, il est équitable d'ouvrir aux titulaires de diplômes de ces enseignements l'accès d'emplois qu'ils ouvrent à des Français possédant une culture équivalente. Si les diplômes locaux sans équivalence avec les diplômes de la métropole donnaient droit d'entrée dans les cadres subalternes indigènes, les diplômes français délivrés en France ne permettraient pas aux indigènes d'en faire état pour être admis dans les cadres européens, même non politiques, de l'administration, il leur fallait renoncer à leur nationalité. Par exemple, les docteurs (ils doivent soutenir leur thèse devant une Faculté de France) de l'Ecole de médecine de plein exercice d'Hanoï ne pouvaient sans naturalisation préalable être admis dans les cadres locaux de l'Assistance médicale au même titre que leurs confrères français. En bouchant, contre toute équité, l'accès des fonctions administratives aux diplômés indigènes, on risquait d'arrêter la diffusion de l'enseignement secondaire et supérieur, privé

d'un de ses principaux débouchés, ou de faire des diplômés des « ratés » ou des mécontents. Estimant devoir réserver la naturalisation à « la récompense ultime des grands loyalismes et des longs dévouements », le gouverneur général Maurice Long a tourné la difficulté résultant de la législation qui exige la qualité de citoyen, par la création de cadres complémentaires et latéraux (1). Pour les jeunes gens de la colonie titulaires de diplômes locaux d'enseignement secondaire ou supérieur, il a prévu la création de cadres complémentaires locaux, conçus dans l'esprit qui a présidé à la création des cadres de commis indigènes des services de la colonie, mais ces cadres seront élargis et destinés à incorporer en fait tous les emplois subalternes et même secondaires des Administrations françaises, autres que les Administrations de la Justice et des Services civils, emplois qui, rationnellement, sont appelés à disparaître par extinction. Jusqu'à la disparition de ces derniers, ces cadres complémentaires resteront distincts du cadre européen, avec une hiérarchie propre, des soldes différentes, calculées en piastres assez largement pour que les indigènes puissent en être satisfaits, suffisantes pour la dignité de leur vie, en rapport avec les exigences de leur situation et le coût réel de l'existence des indigènes chez eux (2).

Pour les jeunes indigènes titulaires de diplômes français, le gouvernement général a institué, dans le même esprit, des cadres latéraux, parallèles aux cadres européens existants. (3)

(1) Long, Discours au Conseil de gouvernement, 15 novembre 1921, p. 31.

(2). Cette conception, excellente en soi, a été malheureusement faussée par la pratique administrative et les cadres complémentaires et latéraux ont avorté. Une fois de plus, la pensée gouvernementale est trahie par l'acte administratif.

(3) Long, *op. cit.* p. 33.

« Ainsi, l'Annamite ou le Cambodgien titulaire d'un diplôme permettant à un Français de revendiquer le grade de conducteur des Travaux publics ou d'ingénieur pourra prétendre au même grade dans un cadre latéral indigène. De même, le docteur d'Etat indigène sera médecin de l'Assistance médicale indigène ; le vétérinaire diplômé de nos grandes écoles sera vétérinaire-inspecteur indigène des Epizooties, etc., etc... » (1)

Les cadres complémentaires et tout au moins latéraux resteront formellement ouverts aux naturalisés. Ces cadres offrant des situations suffisantes, beaucoup d'indigènes, fils de naturalisés eux-mêmes, s'y trouveront mieux placés avec chances d'avancement plus facile *du fait de la suppression de la concurrence des éléments français*. (2)

A mesure que se constitueront ces cadres se poursuivra progressivement l'extinction des cadres français correspondant, pour tous les emplois où les Français peuvent être remplacés dans un avenir rapproché par des indigènes. Quand la réforme sera intégralement réalisée, *il ne restera plus des cadres français que les directeurs et les contrôleurs supérieurs*. (3)

L'institution des cadres complémentaires et latéraux doit être appréciée comme une organisation de transition, destinée à ménager aux indigènes diplômés un avancement dans l'administration *indépendant de leur naturalisation*,

(1) Long, *loc. cit.*

(2) Voir pour l'organisation de ces cadres : arrêté du 18 février 1922, J. O. Ind. 1922, p. 387 ; arrêté du 25 juillet 1923, *Bull. adm. Coch.* n. 35, 1923, abrogeant l'arr. du 18 février 1922 ; *l'Asie française*, Janv. 1924, p. 29 et discours d'ouverture à la Chambre consultative du Tonkin, 1923.

(3) Discours au Conseil de gouvernement, 15 novembre 1921, p. 33.

pendant que les cadres français correspondant disparaîtront progressivement par extinction. L'existence de deux cadres parallèles serait évidemment absurde, si elle était une mesure définitive, consacrant la coexistence permanente et coûteuse de deux cadres concurrents. Telle que l'a conçue le gouverneur général Long, elle ouvre aux indigènes diplômés l'avancement aux cadres supérieurs et prépare l'avènement d'une administration indochinoise mieux adaptée à une autonomie croissante de l'Indochine.

Cette institution, réalisée (1922) par le gouverneur général dans les services de l'Assistance médicale, des Travaux publics et pour les Justices de paix de la Cochinchine (1923), fait partie d'un plan général de substitution d'un personnel indigène au personnel français, destiné à compléter l'uniformisation, la compression et le relèvement des soldes des cadres français, mesures réalisées par les arrêtés du gouverneur général du 20 juin 1921. (1) « Ces mesures, explique le rapport de présentation de ces arrêtés, (2) sont destinées à être complétées, dans un avenir plus ou moins rapproché, par la substitution complète de l'élément indigène au personnel français dans tous les emplois d'ordre secondaire que celui-ci occupe encore actuellement, et où il est appelé logiquement à être remplacé par les Annamites instruits dans nos écoles, à qui nous serons amenés à faire une place de plus en plus grande dans l'administration de leur pays. A ce moment, il ne sera plus dévolu au personnel français, choisi exclusivement parmi une élite, que les

(1) Arrêtés du 20 juin 1921 fixant le statut commun et les statuts particuliers des services locaux de l'Indochine, et rapport de présentation en Commission permanente du Conseil de gouvernement de ces arrêtés, publiés par le gouvernement général de l'Indochine.

(2) Rapport précité, p. 7.

seules fonctions de direction et de contrôle, et cette formule paraît bien être, au surplus, celle à laquelle on doit tendre aussi rapidement que possible dans l'intérêt de tous. »

Ce qu'on peut reprocher à cette politique, c'est que derrière le motif d'assurer aux indigènes une participation agrandie à la vie administrative et des situations aux diplômés se dissimule le désir de réaliser des économies par la substitution du personnel indigène au personnel européen. M. Sarraut, lui-même, ministre des Colonies, expose ouvertement au Sénat cet avantage, en même temps que les autres : « De même, Messieurs, — et je vous prie de retenir cette considération au moment où l'augmentation des soldes des fonctionnaires va peser si lourdement sur tous nos budgets coloniaux, (1) — c'est également grâce à l'instruction que nous pourrions obtenir un dégrèvement sensible de ces charges, puisque c'est par elle que nous formerons ces collaborateurs administratifs de tous ordres qui permettront de remplacer les agents européens et de réaliser progressivement cette réforme dont mon excellent ami M. Millès-Lacroix, lorsqu'il était ministre des Colonies, avait donné la formule : « Moins de fonctionnaires et

(1) Augmentation réalisée pour le personnel local (régi, depuis le décret du 11 septembre 1920, par arrêtés du gouverneur général), par les arrêtés du 21 juin 1921 précités, qui remplace la solde d'Europe et la solde coloniale par une solde unique, dite de présence, au moins égale et souvent très supérieure à la solde coloniale, et complétée par un supplément colonial en piastres fixé en principe aux 70/100 de la solde de présence (Arrêtés précités du 21 juin 1921 et Rapport précité, p. 4). En fait, ce supplément colonial porte le traitement à un chiffre fort élevé ; une solde de présence de 10.000 francs, par exemple, donne droit à un supplément de 4.275 piastres, soit 42.750 francs au taux de 10 francs la piastre, ce qui élève le traitement à 52.750 francs sans compter les innombrables accessoires pour charges de famille, indemnités de zone, de vie chère, de logement, etc.

beaucoup mieux payés ! » Cette instruction, qui améliore aussi la production et le produit, qui dégrève le budget, rend mieux aptes d'autre part à leur tâche les fonctionnaires indigènes... Et, par ailleurs, par les situations mêmes qu'elle procure aux indigènes, elle crée un peu partout une classe d'hommes conservateurs de notre autorité, de notre souveraineté et tout prêt à la défendre en toute occurrence où elle pourrait être menacée. » (1)

Les Annamites ne comprennent pas cette tactique financière. A la session d'octobre 1920 du Conseil colonial, M. Lê-ba-Cang, au nom de ses collègues indigènes, a appelé l'attention du gouvernement et du Conseil sur l'inégalité des traitements appliqués aux personnels européen et indigène à l'occasion de l'allocation des indemnités de cherté de vie. Les Européens ont obtenu des majorations plus importantes que les indigènes et des rappels à partir du 1^{er} juillet 1919, tandis que les indigènes n'ont reçu d'augmentation qu'à partir de mai 1920 (2).

Cette situation paraît d'autant plus intolérable que l'Administration exige de ses collaborateurs indigènes une instruction professionnelle et des diplômes. Les diplômés sont admis dans le cadre des commis indigènes appelés à former le personnel supérieur en remplacement progressif des Huyên, Phu, Dôc-phu-su, supprimés par voie d'extinction. Or les Dôc-phu-su touchent 2.600 \$ et les commis indigènes n'arrivent, en fin de carrière, qu'à 2.400 \$. « Alors que le dernier employé français (citoyen) illettré ou presque, simple agent d'exécution, préposés des Douanes et

(1) Sarraut, discours au Sénat, séance du 27 février 1920.

(2) Tribune indigène, 19 octobre 1920.

Régies, etc. ne reçoit pas moins de 200 piastres (par mois) pour débiter à 22 ou 25 ans, dans l'administration, on accorde généreusement 200 piastres de solde, en fin de carrière, aux Annamites les plus instruits, employés dans les postes de commandement », tenus de vivre selon leur rang, ayant des enfants qu'il faut élever à la française, et alors que la vie est particulièrement chère, surtout en Cochinchine. L'insuffisance des soldes risque de renouveler les concussions et épices reprochées aux anciens mandarins insuffisamment payés (1).

La vérité, est que le fonctionnaire indigène reçoit un traitement calculé sur la base du coût réel de la vie dans la colonie, alors que le fonctionnaire européen touche un traitement princier que ne justifie ni le risque colonial ni la cherté de vie. Nous avons montré que pendant la guerre l'Indochine n'a pas souffert de la vie chère ; à l'heure actuelle cette vie chère — relativement à celle d'avant-guerre — est notoirement de beaucoup inférieure à celle dans la métropole (2). Pendant que toutes les autres dépendances coloniales accordent à leurs fonctionnaires français pour compensation au risque colonial, une majoration de traitement variant de 25 à 70 0/0 (3), la riche Indochine, — elle n'est pas si riche qu'on veut le prétendre, — toujours généreuse, leur accorde un supplément colonial d'environ 450 0/0 (4). Comment peut-on justifier un pareil traitement ? Est-ce là le moyen de réaliser des économies ?

(1) Petite Tribune indigène, 16 octobre 1920.

(2) Cf. II^e Partie, Chap. V, Section IV, § 3.

(3) V. Règlement général sur la solde et les accessoires de solde des fonctionnaires coloniaux.

(4) Cf. note 1, p. 406.

D'aucuns disent que les colonies servent à « caser » les fonctionnaires. Ceux-là n'ont pas complètement tort, du moins en ce qui concerne l'Indochine où l'on a vu que telle année les 10/12^e des recettes d'un budget servent à payer les fonctionnaires (1). Et le flot montant du fonctionnarisme indochinois est de plus en plus inquiétant.

(1) Petite Tribune indigène, 30 Juillet 1922 : « Dans ce pays où sur un budget de 12 millions de piastres, 10 sont consacrés aux fonctionnaires, trouvera-t-on un homme assez courageux pour demander la diminution du nombre de salariés du gouvernement ? Et pourtant l'avenir de ce pays reste intimement lié à cette question.

« Dans le procès Lano, l'acte d'accusation ne nous révèle-t-il pas qu'en 18 mois, un administrateur des Services civils de 3^e classe avait reçu pour solde, indemnités, rappels de soldes environ 16.500 piastres. Cela nous mène à un chiffre de près de 920 piastres par mois. C'est tout simplement effarant quand on songe que des soldes de cette importance sont pour ainsi dire de la monnaie courante à l'heure actuelle ».

CONCLUSION

Leçons de la Guerre aux points de vue économique et politique Le Programme Sarraut La Politique Indigène

I. — Leçons de la Guerre

Nous venons de voir l'Indochine à l'œuvre pendant la guerre. Nous avons tracé le tableau de sa situation politique et économique, envisagée principalement au point de vue de ses relations avec la métropole et du concours qu'elle lui a apporté, au cours de plus de quatre années d'une lutte difficile, par le loyalisme de son attitude, par son aide en hommes, combattants ou travailleurs, en argent, en produits de toutes sortes.

Cette période a constitué pour l'Indochine une précieuse expérience, dont il nous reste à dégager rapidement les leçons. Nous allons les étudier successivement dans l'ordre économique, puis dans l'ordre politique.

Le trait essentiel de l'économie indochinoise de 1914 à 1918 est un accroissement marqué du mouvement commer-

cial de la colonie, un développement de ses importations et de ses exportations. Mais la prospérité générale que témoigne cette augmentation du chiffre d'affaires de la colonie n'a pas eu pour corollaire le développement de ses relations économiques avec la métropole. Au contraire, à une époque où la France multipliait dans des proportions inouïes ses demandes de matières premières et de produits, la part de l'Indochine dans les importations de la métropole est allée en diminuant proportionnellement aux apports de l'étranger et même des autres colonies. L'Indochine s'est donc créé pour ses exportations un nouveau courant d'affaires, dirigés surtout vers ses voisins d'Extrême-Orient et les colonies françaises de l'Océanie. Aux importations, même phénomène. Privée de ses fournisseurs français, la colonie en a trouvé d'autres autour d'elle.

La décadence des exportations vers la France a été particulièrement désastreuse, car elle a contraint la métropole à contracter des achats dans les pays étrangers, qui ont accru sa dette de plusieurs milliards et, par l'inflation de ses importations, ont entraîné une dépréciation de plus en plus considérable de son unité monétaire, autrement dit la nécessité pour elle de payer les mêmes produits 2, 3 et 4 fois plus cher. Ce fait était d'autant plus déplorable que l'Indochine se montrait impatiente de faire profiter la métropole de ses produits si divers et si précieux pour l'industrie de la défense nationale et pour le ravitaillement des armées et de la population civile. Stimulée par ses administrateurs et ses gouverneurs, comme par les chefs indigènes, elle faisait d'énergiques efforts pour accroître sa production agricole, forestière et même industrielle et minière.

L'insuffisance, le ralentissement des apports à la métro-

pole n'était donc pas imputable à la colonie. La hausse de la piastre, et surtout, — et presque exclusivement pendant la guerre, — le défaut de transports et la cherté du fret, ont été les grands responsables. Par la réquisition, par le contingentement et le stockage, les pouvoirs publics ont reconnu les vraies causes du mal et ont essayé de lui porter un remède peut-être peu efficace, peut-être même, ont prétendu certains intéressés, pire que le mal. La tentative d'une flotte d'Etat n'a donné que des mécomptes. Aujourd'hui, semble-t-il, c'est surtout vers la liberté réglementée de la marine marchande et vers la constitution d'une flotte coloniale, où s'est engagée résolument l'Indochine, qu'il convient d'orienter les efforts destinés à améliorer les relations commerciales de la colonie avec la métropole.

L'industrialisation permet de réduire le fret d'exportation, en remplaçant les matières premières par des produits ouvrés moins lourds ou moins encombrants. L'Indochine a fait quelques efforts en ce sens pendant la guerre, mais son développement industriel encore peu avancé n'a pu exercer à cet égard une action bien sensible sur la crise du fret. La formation de spécialistes en France pendant la guerre, l'organisation d'un enseignement professionnel et technique permettent d'espérer, à une échéance plus ou moins éloignée, l'extension des industries de transformation.

D'autre part, à supposer réalisée l'amélioration des transports grâce à ces divers moyens, la diversité des produits de l'Indochine lui permettrait aisément de reconquérir la clientèle de la métropole et de lui éviter pour une foule de produits de payer le tribut du change ou d'un profit à l'étranger : l'emploi de méthodes scientifiques, de sélections, l'extension des cultures, le perfectionnement des procédés

de culture ou de fabrication peuvent, dans un avenir rapproché, augmenter le rendement, comme perfectionner la qualité de beaucoup de produits. Nous l'avons vu pour le riz, la soie, le caoutchouc, le café, le thé, etc.

L'aménagement des ports, le développement des voies de communication intérieures, chemins de fer, routes, canaux contribuent à favoriser les relations intérieures et surtout extérieures, en facilitant l'acheminement plus rapide du lieu de production vers le lieu d'embarquement. L'Indochine a à peu près délaissé pendant la guerre l'extension de ses chemins de fer, mais elle a sensiblement amélioré et développé son réseau routier.

Les leçons de la guerre ont porté leurs fruits. Négligées et méconnues avant 1914, les colonies ont été « découvertes » pendant la guerre par beaucoup de Français. Ils ont compris les immenses richesses que la France pouvait tirer de son domaine colonial. Ils ont compris aussi, hélas ! combien d'obstacles s'opposaient à une exploitation intensive en rapport avec l'accroissement des besoins de la métropole et de ceux mêmes des colonies : défaut d'organisation préalable d'une exploitation rationnelle ; insuffisance des communications ; défaut de transports maritimes. Il ont compris surtout combien l'intérêt et l'avenir de la France sont intimement liés à l'intérêt et à l'avenir de ses colonies.

II. — *Le projet Sarraut*

Cette cruelle expérience a déterminé le ministre des Colonies, l'ancien gouverneur général de l'Indochine, M. Albert Sarraut, à présenter au Parlement un « projet de loi portant fixation d'un programme général de mise en valeur des colonies françaises » (1).

Dans ses grandes lignes, ce projet, renvoyé à la Commission de l'Algérie, des Colonies et des Protectorats (2), propose à la ratification du Parlement un programme d'ensemble de grands travaux publics, d'outillage économique et d'œuvres sociales. Il a pour but de substituer aux initiatives locales et aux conceptions individuelles, qui ont abouti souvent à des improvisations, à des commencements d'exécutions ensuite abandonnées, suivant l'instabilité des gouvernements locaux ou la précarité des moyens financiers, une méthode d'action uniforme et précise.

En vue d'imprimer à ce programme et à son exécution l'unité de vues, le projet confie à la loi le soin de fixer le programme des travaux à effectuer dans chaque colonie, classés suivant leur nature avec un ordre d'urgence. Toute modification, suppression ou addition, ne pourra être faite que par une loi.

Conformément à la politique libérale d'extension de l'indépendance administrative des gouvernements locaux, cette approbation législative n'est pas nécessaire, pour les

(1) Projet déposé sur le bureau de la Chambre des députés le 12 avril 1921. Annexe au procès-verbal de la séance du 12 avril 1921. J. O. 19 juin 1921 et suiv. Doc. Parl., Chambre p. 1574 à 1665.

(2) La Commission a déposé ses rapports en février 1924, mais on en est resté là.

travaux exécutés par les colonies sur les ressources propres de leur budget. Les gouverneurs généraux et gouverneurs conservent toute liberté de les entreprendre.

Les travaux publics coloniaux d'intérêt national, compris dans le programme légal feront l'objet de projets et d'estimations détaillés qui seront soumis, avant tout commencement d'exécution, à l'approbation du ministre des Colonies, mais seulement dans les cas où ils seront exécutés sur des fonds d'emprunts garantis par l'Etat. Quand ils seront exécutés sur des fonds d'emprunts non garantis par l'Etat ou sur les ressources budgétaires, cette approbation ne sera pas nécessaire. On a voulu « faire de la décentralisation effective dans un domaine où elle est particulièrement indispensable » (1), et éviter les lenteurs souvent apportées à la mise en train des travaux par l'examen ministériel des projets.

L'article 4 du projet prévoit des mesures de publicité qui permettront au Parlement et au public de suivre pas à pas la réalisation du programme : publication par le ministre des Colonies, au Journal Officiel de la République française, avant le premier octobre de chaque année, d'un rapport général donnant, à la clôture de l'exercice précédent, la situation des travaux publics d'intérêt national, tant au point de vue de leur exécution que du montant des dépenses faites.

M. Albert Sarraut a indiqué, dans l'exposé des motifs du projet de loi et dans un discours prononcé à la Chambre des députés, les raisons du dépôt de ce projet. Il les a plus longuement développées dans l'introduction et le livre pre-

(1) Sarraut. *La mise en valeur des Colonies françaises*, p. 580.

mier de son ouvrage sur *la mise en valeur des colonies françaises* où, après avoir fait l'inventaire des richesses du domaine colonial français, et montré l'effort de guerre des colonies, il expose un programme général de politique coloniale. C'est, étayé d'arguments irréfutables, le programme qu'il traçait, comme gouverneur général de l'Indochine, dans son discours à la session du Conseil de gouvernement de 1913.

Au point de vue économique, estime M. Sarraut, les colonies peuvent restaurer la prospérité de la France, en rétablissant le mécanisme de ses échanges, complètement faussé par la formidable demande de produits à l'étranger. Ces fournitures ont fait baisser des deux tiers le change du franc. Indépendamment de l'assainissement des finances nationales et de l'équilibre budgétaire, œuvre du ministre des Finances, les colonies peuvent concourir au rétablissement des changes en apportant l'appoint de leurs produits et en évitant à la métropole de payer à l'étranger une véritable rançon de change, notamment pour les matières indispensables aux usines et aux manufactures et pour les produits alimentaires utiles à son ravitaillement.

Or les travaux publics coloniaux ont une utilité bien plus considérable que ceux de la métropole, car ils permettent non seulement d'augmenter, mais de créer la production, par la mise en œuvre de richesses inexploitées, mais utilisables aussitôt qu'elles sont devenues accessibles.

Le programme arrêté par le projet comprend, en ce qui concerne l'Indochine, les travaux suivants : (1)

(1) Projet de loi précité, art. 2 — *Indochine* — Cf Sarraut, p. 588.

A. — PORTS MARITIMES :

Aménagement des ports de Saïgon-Cholon et de Haïphong

Aménagement du port de Tourane

Aménagement du port de Kouang-Tchéou-Wan

B. — HYDRAULIQUE :

Extensions et améliorations des canaux de la Cochinchine

Travaux d'irrigations

Protection du Tonkin contre les inondations

Aménagement des chutes d'eau et des forces hydrauliques

C. — VOIES FERRÉES :

Achèvement du tronçon Vinh-Dongha (300 km) du Transindochinois

Chemin de fer de la côte d'Annam au Laos (187 km)

Continuation du Transindochinois de Tourane à Saïgon (530 km)

Chemin de fer de Saïgon à Phnom-Penh, Battambang et frontière siamoise (645 km)

Extension du réseau local de la Cochinchine (335 km)

Extension du réseau local du Tonkin (325 km) et jonction du réseau indochinois avec les lignes de Chine.

Lignes minières du Tonkin

D. — ROUTES

Achèvement du réseau routier colonial

E. — ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

Assainissement de Saïgon et de Cholon

Aménagement du sanatorium de Dalat et de ses accès

Assainissement des grands centres

F. — ASSISTANCE MÉDICALE :

Construction d'un grand hôpital à Saïgon-Cholon

G. — ENSEIGNEMENT

Développement des établissements d'enseignement primaire, secondaire et professionnel.

H. — DIVERS

Achèvement du cadastre.

Voici quelques développements sur ce programme. Nous insisterons surtout sur les points auxquels nous n'avons pas encore fait allusion.

1. — PORTS MARITIMES :

Les deux grands ports sont Saïgon-Cholon et Haïphong. C'est vers eux que sont concentrées les voies ferrées et les voies d'eau.

Saïgon et Cholon ne forment qu'un économiquement et, depuis 1922, administrativement. Il faut draguer les divers seuils de la rivière de Saïgon, faciliter les débarquements et les transports par des grues roulantes, des voies Decauville, des liaisons avec les chemins de fer et les routes, construire des magasins.

Pour assurer l'énorme trafic fluvial de Saïgon à Cholon, il faut draguer l'Arroyo chinois, le canal des Poteries, les trois canaux transversaux, construire des voies ferrées, routes et ponts pour desservir les terre-pleins, les magasins généraux...

A Saïgon les travaux exécutés sur les fonds du budget du port et du budget général doivent être activement poussés : postes d'amarrage nouveaux, quai à charbon, allongement de 30 mètres du bassin de radoub de l'arsenal.

A Haïphong, le trajet de la mer au port doit être amélioré par l'installation de sirènes avertisseurs au phare des îles Norway, par la création sur tout le parcours d'un chenal de 8,50 de profondeur (actuellement un navire d'un tirant de 8 m. ne peut pas toujours remonter jusqu'à Haïphong), par l'amélioration du chenal creusé dans la barre maritime du Cua-Nam-Triêu (intensification des dragages), par l'approfondissement du Cua-Cam devant les appontements.

La mission Fougerolle a proposé de substituer à l'entrée par le Cua-Nam-Triêu une entrée par le Lach-Huÿên, qui nécessiterait la création d'un chenal dans la barre maritime et une coupure de 6 km dans la presqu'île de Honam. Les services maritimes de la Chambre de commerce de Haïphong sont hostiles à cette solution.

Les difficultés d'accès de forts navires jusqu'à Haïphong, la nécessité de dragage onéreux (1 million tous les six mois) ont conduit certains spécialistes à condamner le port de Haïphong et à proposer de lui annexer un port en eau profonde en baie d'Along. (1)

Puis, à Haïphong même : allongement des appontements, dragage aux stationnements de navires en dehors des docks, extension d'outillage des docks.

2. — HYDRAULIQUE

Les travaux d'hydraulique se rattachent à l'extension des cultures, à la protection du Tonkin contre l'inondation, à l'utilisation des chutes.

L'accroissement de la production du riz en Cochinchine (les sorties de Saïgon ont triplé en vingt ans) résulte des

(1) Cf. Lapicque, *A propos du Golfe du Tonkin*. Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Paris, sept.-oct. 1921 (fascicule spécial sur l'Indochine), p. 365 et suiv.

grands travaux d'hydraulique agricole, consistant à creuser un réseau de canaux qui drainent les terres deltaïques, y amènent l'eau douce, en permettent l'accès aux colons et facilitent le transport par eau. Grâce à ces travaux, auxquels 11.500.000 piastres sont affectées par an, la Cochinchine met chaque année en culture 31.000 hectares nouveaux de rizières. On peut mettre immédiatement en valeur 110.000 hectares. (1)

Au Tonkin, en Annam, au Cambodge, l'irrigation doublera le rendement des terres cultivées et permettra d'en cultiver de nouvelles. Rien qu'au Cambodge, les terres vacantes couvrent 7 millions d'hectares, dont 2 millions sont des terres rouges d'une grande fertilité.

Le projet Sarraut prévoit pour l'ensemble de la colonie, des travaux d'irrigation permettant la mise en valeur (riz et coton) de 557.000 hectares pour une dépense moyenne de 59 piastres à l'hectare. (2)

Pour protéger le Tonkin contre le fléau des inondations du Fleuve-Rouge, il faut renforcer les digues et généraliser leur défense contre les corrosions et les mettre en état jusqu'à la cote de 11 m. 30, qui tend à devenir normale ; enfin, établir des défluent pour les crues plus élevées.

Le défaut d'industrie a empêché jusqu'ici l'aménagement des forces hydrauliques de l'Indochine qui, d'après l'inventaire commencé en 1912, représentent une force utilisable de plusieurs millions de chevaux (Donai, Rivière Noire, Donkim, Mékong....) Cependant quelques demandes de concession ont été récemment formulées. (3)

(1) Sarraut, p. 471.

(2) Sarraut, p. 474.

(3) Sarraut, p. 478.

3. — VOIES FERRÉES

1) Achèvement du tronçon Vinh-Dongha du Transindochinois. Nous avons suffisamment insisté sur l'urgence de l'exécution de ce tronçon pour n'avoir pas besoin d'y revenir.

2) Chemin de fer de la côte d'Annam au Laos (187 km)

Cette ligne aura pour intérêt de débloquer le Laos, dont les difficultés de transport par le Mékong entravent l'exploitation et détournent le commerce vers le Siam ; or les Siamois projettent un chemin de fer de Bangkok au Mékong, et il faut les devancer. Cette ligne sera en outre un tronçon du Transasiatique Sud et permettra d'aller de Singapooré à Bangkok, Hanoï et Canton.

Le tracé doit partir du bief moyen du Mékong, voie d'eau de 600 km, toujours navigable, pour aboutir entre Vinh et Tourane. Deux tracés ont été envisagés : Dongha à Kenh-Kebao par le col d'Ailao (362 km), Vinh-Tânâp-Takek par le col de Mugia, préférable parce qu'il est moins long (187 km), offre moins de difficultés techniques et assure au Laos la main-d'œuvre de l'agglomération tonkinoise et les industries du Tonkin pour la mise en œuvre de ses produits.

Une autre ligne se greffant sur la première pourrait desservir la vallée du Mékong et mettre le Laos en communication avec le port de Saïgon.

3) Continuation du Transindochinois de Tourane à Saïgon (530 km). La jonction du nord et du sud de l'Indochine, commandée par des considérations politiques et économiques évidentes, sera assurée par cette ligne. On peut envisager son tracé par la chaîne annamitique, les plateaux de l'Annam méridional et la vallée du Mékong, par les riches forêts du centre et les terres rouges fertiles. Cette

ligne permettrait en outre, d'étendre l'action du gouvernement à des peuplades Moï qui y échappent à peu près complètement (1). Mais les difficultés d'exécution ont fait préférer la ligne cotière par Tourane-Quinhon-Nhatrang, malgré les travaux d'art, le mauvais passage du massif du Varella et la valeur économique médiocre des régions traversées.

4) Ligne de Saïgon à Pnom-Penh, Battambang et la frontière Siamoise (645 km). Elle assurera la liaison entre Saïgon et Pnom-Penh, par des régions peu peuplées, et avec le Siam par Bangkok et l'Inde. Elle facilitera les relations actuellement à peu près nulles avec le Siam et le développement de la région du Tonlé-Sap. L'avance des Siamois, qui ont commencé le tracé de Pétrieu à la frontière du Cambodge, ne permet plus d'ajourner cette ligne.

5) Extension du réseau local de la Cochinchine (335 km) :

a) Prolongement vers l'ouest de la ligne Saïgon-Mytho (200 km), desservant des grands centres et réclamé depuis 10 ans, ajourné en raison de la concurrence des voies d'eau et des grands ponts à construire, mais commandé pour l'aisance des transactions et la circulation de la main-d'œuvre entre les terres hautes et les terres basses.

b) Ligne de Saïgon à Lôcninh (125 km) destinée à desservir la région des terres rouges de Thudâumot et à contribuer, grâce au transport et à la main-d'œuvre, au développement des cultures de caoutchouc.

6) Extension du réseau local du Tonkin (325 km) et jonction du réseau indochinois avec les lignes de Chine. Le

(1) Cf. Revue du Pacifique, mai 1923 : *Pénétration et organisation de l'interland Moï*.

premier réseau est justifié par la densité de la population du delta tonkinois (plus de 500 habitants par km dans certaines provinces) et l'existence de grands centres. Le trafic des lignes en exploitation assure les nouvelles d'une exploitation avantageuse.

La ligne de Nacham à Longchéou en territoire chinois avait été concédée à la Société Fives-Lille ; la convention du 15 septembre 1899 lui a substitué la France. Cette ligne créerait un courant commercial intense entre Hanoï et Canton et permettrait de pacifier une région infestée par les « pirates » chinois.

Le développement industriel du Tonkin nécessite la prévision de lignes de 0 m 60 mettant en relation les régions minières de Haïphong (1).

4. — ROUTES

Le projet comporte l'achèvement des plus urgentes parmi les 18 voies coloniales classées par les arrêtés des 18 juin 1918 et 27 mai 1919 :

La route n° 4 de Moncay à Vientiane, par le Haut-Tonkin et le Haut-Laos (1.620 km, dont 1.047 à construire), réclamée par le Conseil de Défense, a une importante stratégie considérable et reliera tous les postes de surveillance de la frontière chinoise.

La route n° 6 de Hanoï à Vientiane (500 km, dont 370 à construire) présente un intérêt stratégique important et permettra d'assurer la tranquillité de cette région.

La route n° 7, de Luang-Prabang à Vinh, par Muong

(1) Pour la critique du Transindochinois et un projet de ligne traversant l'Indochine par terre, voir Cucherausset. *Les chemins de fer indo-chinois*. Bulletin de la Société de géographie commerciale, sept-oct. 1921 p. 382 et suiv.

sen et Carao (465 km, dont 93 à construire) mettra en rapport direct Luang-Prabang avec la mer. Débloquent des régions presque inaccessibles actuellement, elle aura un roulage important.

La route n° 8 de Vientiane à Vinh (280 km de route terrestre, dont 82 à construire, 250 km de voie d'eau) : mêmes avantages pour Vientiane que la précédente pour Luang-Prabang.

La route n° 13 de Saïgon à Vientiane, terrestre de Saïgon à Khong (505 km, dont 191 à construire), fluviale ensuite (800 km) traversera les terres rouges de Cochinchine et du Cambodge (caoutchouc, café, cocotier, coton).

La route n° 14 de Saïgon à Tourane par le plateau du Da-lac (646 km dont 260 à construire) traverse les régions peu connues de l'Annam méridional. Intérêt politique et colonisateur.

La route n° 18 de Hanoï à Tiên-Yêu (173 km, dont 55 à construire) mettra en communication Hanoï avec les charbonnages de la frontière de Chine.

5. — ASSISTANCE MÉDICALE

Le projet prévoit seulement la désaffectation de l'hôpital indigène de Choquan, vieux, malsain et insuffisant et la transformation en hôpital indigène local de l'hôpital de Cholon agrandi. Il est indispensable de développer l'assistance médicale dans toute l'Indochine et de répandre des habitudes d'hygiène dans la population.

6. — ENSEIGNEMENT

Le projet ne dit que quelques mots de l'enseignement. Nous avons montré l'insuffisance de son développement actuel.

7. — ACHÈVEMENT DU CADASTRE

Celui de la Cochinchine est avancé, il comprend presque toutes les terres en culture ; celui du Tonkin l'est moins ; celui du Cambodge et surtout ceux de l'Annam et du Laos, sont presque inexistants. Le cadastre est indispensable pour l'assiette de l'impôt foncier, pour la sécurité des transactions immobilières. Les ressources de la photographie aérienne permettront de cadastrer les régions cultivées et celles à ouvrir à la colonisation.

Tel est, au point de vue économique, le programme d'action générale minima qui se dégage de l'expérience de la guerre : développement de certaines catégories de production, extension de l'outillage économique et des voies de communication. Le programme de M. Sarraut appuie surtout sur cette partie économique ; il ne fait guère qu'effleurer les questions relatives à l'hygiène, à l'assistance, à l'enseignement. S'il les a introduites dans son projet de loi, c'est surtout pour montrer qu'un programme de mise en valeur ne comporte pas seulement des travaux publics destinés à préparer la prospérité commerciale, mais des dépenses dont la rémunération est difficilement appréciable en argent, parce que leur objet vise l'amélioration de la personne humaine, physique ou morale. Cette partie du programme ménage la transition entre le programme économique et le programme politique, auquel nous allons nous arrêter maintenant.

III. — *La Politique indigène*

Telle que nous l'avons exposée plus haut, la politique indigène pratiquée par M. Sarraut en Indochine, après Paul Bert et Beau, et suivi après lui par M. Maurice Long, est une politique d'association, de collaboration. Elle

se propose de préparer, par la diffusion de l'instruction, l'accès des indigènes à la civilisation occidentale et leur participation à la vie publique. Elle a pour but de faire d'eux des associés, de les appeler progressivement à la gestion des affaires administratives, à *gouverner leur pays eux-mêmes*. Elle est arrivée, nous l'avons vu, au stade des questions municipales, provinciales et d'administration. Même dans ces domaines limités, le rôle de l'indigène est, à l'heure actuelle, encore bien modeste. Aucune décentralisation n'existe à son profit. Souvent recruté par d'autres modes que l'élection, il ne représente jamais qu'une minorité dans les assemblées mixtes où figurent aussi des Français. Les organes dont il fait partie ont des attributions parfois assez étendues ; mais leurs pouvoirs sont médiocres : tantôt c'est une faculté ou une obligation de donner un avis, que l'administration n'est jamais tenue de suivre, tantôt c'est un pouvoir de décider, mais sous réserve de l'approbation supérieure.

Dans l'esprit de ses partisans, ces mesures, empressons-nous de le dire, ne sont que la première étape d'une collaboration qui ira progressivement en se développant. Mais où s'arrêtera-t-elle ? A l'égalité parfaite des deux associés, Français et indigène ? On ne le dit pas ; en tout cas, on en est loin. Que de différences accusées, formellement maintenues, entre le citoyen français et le protégé annamite : accès inégal aux fonctions publiques, non supprimé, mais « tourné » par la création de cadres complémentaires et latéraux ; non équivalence des diplômes ; infériorité de traitement des fonctionnaires indigènes, etc.

Enfin, l'indigène n'a pas voix au chapitre politique. En matière administrative, on lui permet l'accès aux grades

secondaires, cadres latéraux, mais non au contrôle et à la direction. L'autorité doit rester au protecteur ; c'est un principe auquel la doctrine de la collaboration ne permet pas qu'on touche, au nom même des bienfaits qu'apporte sa tutelle aux indigènes. Les vœux politiques sont interdits à ceux-ci. A plus forte raison, ils n'ont pas le droit de suffrage politique, ne sont pas représentés au Parlement français, ni à un Parlement qui s'occuperait spécialement des intérêts généraux de la colonie, ni même au Conseil supérieur des colonies. Et la naturalisation ne leur est à peu près jamais accordée.

La théorie de l'association, de la collaboration ne se conçoit donc que combinée avec l'autorité du protecteur, qui en forme la limite ? Le protégé doit se résoudre à rester toujours protégé, à subir toujours une autorité ? Il lui faut se résigner à renoncer à son autonomie, ou même à l'égalité de droits en tant qu'associé et collaborateur ?

C'est ce que comprennent mal les représentants de l'opinion indigène. Par exemple, la Tribune indigène, organe de l'« élite annamite », du « parti constitutionnaliste indochinois », assez modéré de ton dans ses débuts, a pris, surtout depuis 1920, une note plus aigüe pour exposer ses revendications. Ni les « notabilités » ni les « représentants élus » des assemblées locales ne représentent à ses yeux, la masse Annamite.

« D'autres Annamites, ceux que l'on se plaît à appeler les notabilités indigènes, ceux qu'on comble de piastres et de médailles, de titres et de grades, se bornent à ne penser à rien, à n'avoir d'autres avis que les avis des hommes puissants. Nos Raspoutines locaux, moins néfastes — que Raspoutine — au pays, se bornent seulement à ramasser des

piastres, des médailles et des miettes de pain sur les tables officielles, sans plus. » (1)

Quant aux assemblées représentatives : « Ces compagnies, de par leur mandat même, ne peuvent voir au-delà des circonscriptions administratives où ils — les élus — opèrent ; ils sont fondés à croire qu'ils trahiraient les intérêts de leurs mandats en ne faisant pas de régionalisme... » (2)

La représentation indigène au Conseil colonial n'était qu'une comédie : « La représentation annamite au Conseil Colonial, après 40 ans d'essai loyal, a fini par tomber dans le ridicule. Les conseillers annamites ont été des « beniya-ya » dont la souplesse d'échine a dû parfois surprendre nos gouvernants eux-mêmes. » (3)

La réforme du Conseil Colonial apparaît bien modeste : « Nos représentants annamites ont tenu une petite place, une toute petite place au sein du Conseil. Une timidité naturelle, jointe au sentiment plus ou moins justifié d'une infériorité sociale et peut-être même intellectuelle, n'a pas pu contribuer à rendre très effacé le rôle de nos élus. » (4)

Que veut donc « l'élite annamite » ?

C'est une véritable représentation populaire des intérêts généraux de l'Indochine, dans une assemblée revêtue de pouvoirs réels :

« Il faut nous résoudre à doter l'Indochine d'*organismes d'Empire* pour assurer sa marche normale dans la voie nouvelle où les nécessités mêmes de l'évolution des peuples l'ont placée » (5)

(1) Tribune indigène, 7 octobre 1920

(2) id. 25 mars 1923.

(3) id. 1^{er} juillet 1922.

(4) id. 12 décembre 1922.

(5) id. 25 mars 1923.

« Après l'organisation de la représentation populaire en Cochinchine, viendra celle de l'Indochine dans une assemblée qui cesserait d'être une Chambre d'entérinement : Chambre représentative, Parlement indochinois ? Nous ne savons, mais le Conseil de gouvernement tel qu'il existe ne répond plus aux exigences d'une vie indochinoise plus large, dont les éléments s'élaborent doucement dans la paix que la protection française nous donne, en dépit des bouleversements qui secouent la plupart des nations européennes et asiatiques ». (1)

Ce passage est à retenir. Le « parti constitutionnaliste », l'« élite annamite » ne demande pas la séparation de l'Indochine de la métropole, puisqu'elle oppose la paix de la protection française aux bouleversements des nations asiatiques. Elle réclame seulement la représentation populaire de ses intérêts généraux. Elle veut être entendue quand il s'agit de décider de ses destinées intérieures ou extérieures :

« Quand elle — la France — s'avise de céder, de vendre notre pays comme elle a fait du Congo, elle sort de son droit et qu'elle souffre que nous protestions. La présence de la « Panther » à Agadir restera une honte éternelle pour la France, il ne faut pas que M. Hughes soit une autre « Panther » qu'on ne pourrait « gagner » qu'en sacrifiant l'Indochine » (2).

C'est dans le cadre de la civilisation française que l'Indochine prétend évoluer : « La nation protectrice n'a pas

(1) Tribune indigène, 8 juillet 1922.

Voir pour ce projet de création d'une assemblée représentative différente du Conseil de gouvernement actuel : discours de Maurice Long au Conseil de gouvernement, session 1921 ; Merlin, discours session 1923 ; Asie française, fév. 1924, p. 75.

(2) Tribune indigène, 29 nov. 1921.

affaire à un peuple de sauvages, mais au contraire, à une nation des plus cultivées qui soient. Tous les établissements scolaires, aussitôt ouverts, sont devenus insuffisants... Notre peuple demande instamment au gouvernement de ménager désormais l'argent des contribuables pour l'employer à des fins utiles, principalement à développer l'instruction publique française, qui doit être obligatoire et gratuite, quant à l'enseignement enfantin et primaire, comme cela se passe en France. » (1)

Observons que l'Eveil économique, au contraire, considère comme « la plus étonnante de toutes les bévues cette conception d'un enseignement primaire en une langue étrangère » (2). C'est tout à fait notre avis.

Cependant l'élite regimbe contre l'autorité. Elle ne veut pas que les réformes dépendent de la nation protectrice seule. Aux paroles fermes par lesquelles M. A. Sarraut, dans son discours à la pagode Sinh - Tu, à Hanoï, en avril 1919, mettait en garde les Annamites loyalistes contre les fauteurs de désordres et les avertissait que la France disposait d'une force formidable contre toute tentative destructive de son autorité, la Tribune répondait que la menace ne signifie pas le droit. (3) Elle allait même jusqu'à dire : « Si l'intervention française n'était venue interrompre notre progression lente et méthodique, nous serions devenus incontestablement les arbitres des nations extrême-orientales » (4). Mais ce ne sont là que des paroles de colère et d'impatience.

(1) Tribune indigène 24 nov. 1921.

(2) L'Eveil économique, 24 nov. 1921.

(3) Tribune indigène, 10 mai 1919.

(4) id. 10 mai 1919

Au fond, les revendications de l'« élite » sont assez bien précisées dans la formule suivante :

« *L'œuvre civilisatrice de la France consiste essentiellement à organiser et à diriger le peuple annamite pour en constituer une nation consciente de ses destinées, tout en restant fidèle à la métropole autant par reconnaissance que par intérêt* » (1). La France ne doit pas entraver cette évolution, mais la préparer par l'instruction, par le développement des institutions représentatives, par une charte constitutionnelle.

En définitive, ce n'est pas l'assimilation, par une naturalisation en masse, ni « l'indépendance intégrale de l'Annam » (2) que l'on revendique, mais un régime politique qui favorise l'évolution de l'Indochine et prépare la nation indochinoise attachée à la France.

Cette indépendance ne paraît pas représenter actuellement l'idéal politique de la masse indochinoise. Ou du moins, c'est un idéal latent, en puissance, dont elle entrevoit la possibilité dans un avenir plus ou moins éloigné, à la suite d'une évolution qui n'est pas encore près d'être achevée. Composée en immense majorité de paysans, de petits propriétaires, par intérêt comme par instinct conservateurs de l'autorité établie, elle a montré pendant la guerre son attachement à la France et son indifférence à l'égard des séparatistes. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est une formule admirable de liberté, mais elle offre le danger de susciter des impatiences chez les peuples qui oublient trop vite les conditions auxquelles ses auteurs en soumettaient

(1) Tribune indigène, 2 mai 1919.

(2) Tribune indigène, 25 octobre 1922.

la réalisation. On peut donc — M. Sarraut et M. Maurice Long ont admis cette éventualité — imaginer un jour plus ou moins éloigné où l'Indochine deviendra une nation autonome attachée à la France « par reconnaissance ou par intérêt ». Mais cet événement n'est pas encore arrivé. L'heure en sonnera-t-elle un jour ?

En tout cas, la France aura le mérite, la loyauté de regarder cet avenir en face et si même son espoir de voir son libéralisme retenir à elle l'Indochine dans l'union politique était déçu, il aurait atteint ce résultat de créer entre les deux nations des liens moraux aussi puissants.

La France n'aura ni ignoré ni entravé cette évolution : « Les Annamites instruits, sincères, soucieux d'obtenir une participation aux affaires publiques de leur pays, à laquelle ils sont parfaitement aptes, ne désirent pas des droits politiques français ; ils désirent des droits plus étendus de cité indigène. Attachés à leur statut, ils veulent rester Annamites et n'envisagent leur évolution que dans leur propre civilisation. Lorsqu'ils auront obtenu des droits de cité indigène, ils n'auront plus lieu de demander une naturalisation qu'ils n'ont souvent considérée que comme un moyen. Si les élites cherchent, par une accession aux droits politiques, à étendre le champ de leurs devoirs, c'est qu'ils (sic) subissent fatalement la loi qui nous commande et qui nous entraîne vers un état plus parfait d'organisation. Nous ne devons pas écarter ces réalités. Gouverner, ce n'est pas seulement prévoir, c'est voir la vie, la vie multiple avec ces tendances, ses besoins, ses aspirations, son éternel sursaut vers un stade meilleur.

« L'Indochine, la fédération des pays indochinois, tend de toutes parts à conquérir les attributs d'un véritable Etat.

C'est là le principe auquel il faut toujours revenir pour comprendre et juger les mouvements d'opinions comme les nécessités économiques, financières et administratives que pose chaque jour à nos réflexions l'évolution de ce grand pays... » (1)

Vu :

Le Président de la Thèse,
Louis ROLLAND.

Vu :

Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

p^r le Recteur de l'Académie de Paris,
L'Inspecteur de l'Académie,
MAURELLET.

(1) Maurice Long. Discours au Conseil de gouvernement, 15 nov. 1921, p. 30.

BIBLIOGRAPHIE

I

OUVRAGES DE BIBLIOGRAPHIE

- BRÉBION (A). — *Bibliographie des voyages dans l'Indochine française du onzième au quatorzième siècle*. Saïgon 1910.
- CORDIER (Henri). — *Bibliotheca indosinica*. Dictionnaire bibliographiques des ouvrages relatifs à la péninsule indochinoise. (Publication de l'Ecole française d'Extrême-Orient), Paris, MDCCCXV.
- GIRAULT (Arthur). — *Principes de colonisation et de législation coloniale*, 4^e édition, 1921-1923. Bibliographie.
- MAUNIER (René). — *Manuel bibliographique des sciences sociales et économiques*, Paris, 1920.
- MAYBON (Charles B.). — *Note sur les travaux bibliographiques concernant l'Indochine française* (Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient). Hanoï, 1910.
- MAYBON (Charles B.). — *Histoire moderne du Pays d'Annam*, Paris, 1919. Bibliographie.
- P. B. — *Pour mieux connaître l'Indochine*. Essai d'une bibliographie. Revue Indochinoise de nov.-déc. 1921, p. 399-470.
(Cette liste critique d'ouvrages sur l'Indochine est complétée et mise à jour par une « *Bibliographie des ouvrages et des articles concernant l'Indochine française* », avec index alphabétique, publiée par la même Revue, à partir du n^o de janvier-février 1924.)

II

OUVRAGES SUR L'HISTOIRE ET LA COLONISATION EN INDOCHINE (1)

AYMONIER (Etienne). — *Les Tchames et leurs religions*. Paris, 1891.

AYMONIER (Etienne). — *Le Cambodge*. Paris, 1900-1901-1904,
3 vol.

AYMONIER (Etienne). — *Histoire du Cambodge*. Paris, 1921.

BORRI (le P. Christophe). — *La nouvelle mission des Pères de la
Compagnie de Jésus dans la Cochinchine*, traduite de l'italien
en français. Rennes, 1631.

BOUILLEVAUX (le P.). — *Voyage dans l'Indo-Chine*, 1848-1856.
Paris, 1858. (Il a paru une 2^e édition de ce voyage
en 1874.)

BRIFFAUT (C.). — *La Cité annamite*. 3 vol. 1909-1912.

Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient. Paraît à Hanoï
depuis 1900.

CABATON (Antoine). — *L'Espagne en Indochine à la fin du XVI^e
siècle*. Paris, 1913. (Extrait de *la Revue de l'histoire des
Colonies françaises*).

CABATON (Antoine). — *Nouvelles recherches sur les Chams*. Paris,
1901.

(1) Notre travail étant une *contribution à l'étude de la colonisation en Indochine* c'est, croyons-nous, faire œuvre utile que de présenter à ceux qui voudront nous faire l'honneur de nous lire une liste, non pas complète, mais seulement des ouvrages en français ou publiés par des Français, qui ont une réelle valeur documentaire sur la civilisation et la colonisation dans notre pays.

Monsieur le professeur A. Cabaton, de l'Ecole coloniale et de l'Ecole des langues orientales — à qui la science coloniale doit beaucoup — a bien voulu nous donner de précieuses indications dans cette recherche bibliographique. Nous le prions de recevoir ici l'hommage de notre gratitude.

- CABATON (Antoine). — *Les Hollandais au Cambodge au XVII^e siècle*. Paris, 1914. (Extrait de la *Revue de l'Histoire des Colonies françaises*.)
- CABATON (Antoine). — *Documents espagnols et portugais sur l'Indochine aux XVI^e et XVII^e siècles*. (Extrait du *Journal asiatique*, sept.-oct. 1908.)
- CADIÈRE (L.). — *Résumé de l'histoire d'Annam*. Quinhon, 1911.
- Cochinchine Française*. — Excursions et reconnaissances. Saïgon et Hanoï, 1879-1890. (33 fasc. formant 15 vol.)
- CÆDÈS (George). — *Textes d'auteurs grecs et latins relatifs à l'Extrême-Orient depuis le IV^e siècle avant J.-C.* Paris, 1910.
- CORDIER (Henri). — *Mélanges d'histoire et de géographie orientales*, Paris, 1922.
- CORDIER (Henri). Articles dans la Grande Encyclopédie et dans l'Histoire générale de MM. Lavissee et Rambaud.
- CULTRU (P.). — *Histoire de la Cochinchine Française des origines à 1883*. Paris, 1910.
- DARTEIN F. de. — *La vie et les travaux d'Armand Rousseau*, 1902.
- DELAPORTE (Louis). — *Voyage au Cambodge. L'Architecture Khmer*. Paris, 1880.
- DEVERIA (G.). — *Histoire des relations de la Chine avec l'Annam du XVI^e au XIX^e siècle*, 1880.
- DIGUET (Colonel). — *Les Annamites*. Paris, 1906.
- DOUDART DE LAGRÉE. — *Explorations et missions...* Ed. A.-B. de Villemereuil. Paris, 1883.
- DUPUIS (Jean). — *Le Tonkin de 1872 à 1886*, Histoire et politique Paris, 1910.
- FROIDEVAUX (H.). — *Les origines du protectorat français au Cambodge*. (Bulletin du Comité de l'Asie Française, 1906).
- GARNIER (Francis). — *Chronique royale du Cambodge*. (Extrait du *Journal Asiatique*, oct.-nov.-déc. 1871).
- GARNIER (Francis). — *Voyage d'exploration en Indochine... effectué par Doudard de Lagrée...* Paris, 1873, 2 vol.
- GOSSELIN (Capitaine). — *L'Empire d'Annam*. Paris, 1904.
- GOSSELIN (Capitaine). — *Le Laos et le protectorat français*, Paris, 1900.
- HOANG-CAO-KHAI. — *En Annam*. (Traduit de l'annamite par le capitaine Jules Roux.) Hanoï, 1910.

- JOINVILLE (P. DE). — *Les armateurs de Bordeaux et l'Indochine sous la Restauration* (R. H. C. F., 1920, 1^{er} s. p. 91-128 et 197-248).
- LANDES (A). — *Contes tjames...* Saïgon, 1887.
- LEGRAND DE LA LIRAYE. — *Notes historiques sur la nation annamite* 1866.
- LEHAULT (Ph). *La France et l'Angleterre en Asie*, 1892.
- LESSERTEUR (Le d.). — *Rituel domestique des funérailles en Annam*. Paris, 1885.
- LOUVET. — *La Cochinchine religieuse*. 1885.
- LURO (E.). — *Le Pays d'Annam*. Etude sur l'organisation politique et sociale des Annamites, 2^e éd. Paris, 1897.
- MAITRE (Henri). — *Les jungles moi*. Paris, 1912.
- MARCO POLO. — *The Book of Ser Polo the Venitian...* Ed. Yule. Cordier... Londres, 1903, 2 vol. (XIII^e siècle.)
- MARINI (le P. Pierre-Philippe). — *Histoire nouvelle et curieuse des Royaumes de Tonquin et de Lao, ensemble la magnificence de la cour des rois de Tonquin...* Trad. de l'italien par J. Lecomte. Paris, 1636.
- MASPERO (Georges). — *Le royaume de Champa*. Leide, 1914.
- MAYBON (Charles B.). — *Histoire moderne du pays d'Annam* (1592-1820). Etude sur les premiers rapports des Européens et des Annamites... Paris, 1919.
- MEYNARD. — *Le second empire en Cochinchine*, 1891.
- MOUHOT (Henri). — *Voyage dans les royaumes de Siam, de Cambodge, de Laos et autres parties centrales de l'Indochine* Paris, 1872.
- MOURA (J.). — *Le Royaume du Cambodge*, Paris. 1883, 2 vol.
- ODORIC DE PORDENONE (Franciscain). — *Les voyages en Asie au XIV^e siècle du bienheureux frère O. de P.* Publiés... par Henri Cordier, ... Paris, 1891.
- PASQUIER (Pierre). — *L'Annam d'autrefois*, Paris, 1907.
- PAVIE (Auguste). — *Indo-Chine*. Carte de la mission Pavie. Paris, 1899 (et années suivantes : la dernière édition de cette carte est de 1923.)
- PAVIE (Auguste). — *Mission Pavie*. Indo-Chine, 1879-1895. Recherches sur la littérature, études diverses et géographie et voyages. Paris, 1898-1919, 10 vol.
- POUVOURVILLE (DE). — *La question d'Extrême-Orient*, 1900.

QUIROGA DE SAN ANTONIO (Gabriel). *Dominicain. — Brève et véridique relation des événements du Cambodge...* Ed. et trad. par A. Cabaton, Paris, 1914.

REINACH (Lucien DE). — *Le Laos...* Paris, 1911.

REINACH (L. DE). — *Recueil des traités conclus par la France en Extrême-Orient (1684-1902)*. Paris, 1902.

RHODES (le P. Alexandre DE). — *Histoire du grand royaume de Tonquin...* Lyon, 1651-1652.

SCHREINER (Alfred). — *Les institutions annamites en Basse-Cochinchine avant la conquête française*. Saïgon, 1900-1902, 3 vol.

SILVESTRE (J.) — *La France à Kouang-Tcheou-Ouan*. (Ann. sc. pol. 1902, p. 473-493).

TRUONG VINH KY (P.-J.-B.). — *Cours d'histoire annamite*. Saïgon, 1875-1879, 2 vol.

VIAL (Paulin). *Les premières années de la Cochinchine*, 1874

VILLARS (Paul). — *Les Anglais au Tonkin, 1672-1696* (*Revue de Paris*, 15 novembre 1903).

VIVIEN DE SAINT-MARTIN. — *Histoire de la géographie et des découvertes jusqu'à nos jours*. Paris, 1875.

WUSTHOF (Gerard van), trad. Francis Garnier. — *Voyage lointain aux royaumes de Cambodge et Laouwen... en 1644*. Extrait du *Bulletin Soc. Géogr.*, sept.-oct. 1871, p. 249-289.

III

OUVRAGES SPÉCIAUX

ADAM (J.-H.) — *L'argent métal et la question monétaire indochinoise*. Thèse, Paris, 1922.

AJALBERT (Jean). — *Les destinées de l'Indochine*. Paris, 1909.

AJALBERT (Jean) — *L'Indochine en péril*. Paris, 1906.

AJALBERT (Jean). — *Les Nuages sur l'Indochine*.

ARNAUNÉ. — *La monnaie, le crédit et le change*.

ARNAUNÉ — *Le commerce extérieur et les tarifs de douane*.

ARTHUYS (J.). — *Le problème de la monnaie*, Paris, 1921.

AUBAUD (Raoul). — *Notre devoir colonial*, dans *La Vie*, n° spécial, juillet 1921.

BABLED. — *Les projets de réforme monétaire de l'Indochine*, dans la *Revue Politique et Parlementaire*, juillet 1907.

- BARTHÉLEMY (J.). — *Le droit public en temps de guerre*. — *Revue de droit public*, 1915, p. 565.
- BENOIST (Jacques). — *Le nouveau régime colonial*. Les Conventions de Saint-Germain-en-Laye. — *Revue des Sciences politiques*, 15 décembre 1920, p. 721.
- BERNARD (F.). — *L'Indochine*.
- BERTRAND (A.). — *Les produits forestiers de l'Indochine au service de la Défense nationale*. Saïgon, 1918.
- BIDOU. — *Les conséquences de la guerre*.
- BLONDEL. — *L'Intérêt de la France dans les placements coloniaux*. Thèse-Paris, 1922.
- BLUYSEN (Paul). — *Le Mandat colonial des nations et l'Administration française*, dans *Colonies et Marine*, 1^{er} juin 1919.
- BLUYSEN (Paul). — *L'organisation du fret colonial*, dans *Colonies et Marine* de novembre 1917, p. 185.
- BOUSSENOT (Georges). — *La France d'Outre-Mer participe à la guerre*.
- BOYAN-GRUEF. — *La politique de la France à l'égard de la Marine marchande pendant la guerre*. Thèse Paris. 1921.
- BRENIER (Henri). — *Les ressources de l'Indochine et leur mise en valeur après la guerre*, Paris, 1917.
- BRENIER (Henri). — *La colonisation française en Indochine*. *L'Asie française*, Documents économiques, politiques et scientifiques, cahier n° 10, décembre 1923).
- BRENIER (Henri). — *Essai d'Atlas statistique de l'Indochine française*, Hanoï, 1914.
- BRENIER (Henri), etc. — *La politique coloniale de la France*. — Conférences de l'Ecole des Sciences politiques. Paris, Alcan, 1924.
- BUREAU (Georges). — *Les rattachements de la Marine marchande*, dans *Colonies et Marine*, du 1^{er} juin 1919.
- BUSSON, FÈVRE et HAUSER. — *La France d'aujourd'hui et ses colonies*. Paris, 1921.
- CANDACE. — *Nos colonies et la marine marchande* dans *Colonies et Marine* du 15 juillet 1917.
- CARIO (Louis) et RÉGISMANS et (Charles). — *La concurrence des colonies à la métropole*. Paris, 1906.
- CASSEL (Gustav). — *La monnaie et le change après 1914*. (Traduction Georges Lachapelle). Paris, 1923.

- CHAILLEY (Joseph). — *L'industrie française, les matières premières et les colonies*. — *Revue économique internationale*, janvier 1921.
- CHAILLEY-BERT. — *La colonisation de l'Indochine*. — L'expérience anglaise. Paris, 1892.
- CLOAREC. — *La renaissance de notre marine marchande*.
- COLSON. — *Cours d'économie politique* :
Livre 6^e, 2^e édition 1919 et supplément et Livre 4^e, édition définitive 1920.
- Rapports du Comité d'Assistance aux travailleurs indochinois*.
- CONSTANTIN. — *Les chemins de fer en Indochine*. Les chemins de fer et les ports des exploitations minières du Tonkin. (*L'outillage colonial*, juin 1923).
- CREVOST ET LEMARIÉ. — *Catalogue des produits de l'Indochine*.
- CUCHEROUSET. — *Les chemins de fer indochinois*. Bulletin de la Société de géographie commerciale de Paris, sept.-oct. 1921.
- DANLOR (Jacques). — *L'évolution du peuple annamite*. *Revue La Vie* 15 juillet 1921.
- DAUSSE (Maurice). — *La civilisation annamite et le protectorat français*. Thèse Bordeaux, 1919.
- DYBOWSKI (Jean). — *Notre force future*. Paris, 1919.
- DÉCAMPS (J.). — *Questions monétaires*. Les aspects actuels du problème monétaire — la stabilité des changes. Paris, 1923.
- DELACOURT (Robert). — *Les relations économiques de la France avec ses colonies au lendemain de la Guerre*. Thèse Paris, 1922.
- DEMARTIAL (G.). — *La politique monétaire de l'Indochine* — *Revue Politique et Parlementaire*, février 1908.
- DESCHAMPS (L.). — *Histoire de la question coloniale en France*.
- DÉTIEUX (Marcel). — *La question monétaire en Indochine*. Thèse. Paris, 1907.
- DEWAWRIN, DELIBERT ET HOUDART. — *Comment mettre en valeur notre domaine Colonial*.
- DISLÈRE. — *Traité de législation coloniale*. 4^e édition, 1914, par Duchêne.
- DOAN-VINH-THUÂN. — *La France d'Asie et son avenir*. Etude historique et économique. Paris, 1909.
- DOAN-VINH-THUÂN. — *L'Indochine autonome et parlementaire*. Thèse Nancy, 1912.

- DOUMER. — *L'Indochine française*. Paris, 1905.
- DUBOIS (M.) ET TERRIER (A.). — *Les colonies françaises*. Un siècle d'expansion coloniale. Paris, 1902.
- FAMIN (Général.) — *Le droit prime la force*.
- FAMIN (Général.) — *Propos d'un colonial*.
- FIDEL (Camille). — *La paix coloniale française*. Paris 1918.
- GETTEN. — *Le problème des colonies et la question de l'Indochine* — Conférence (Comité national d'Etudes sociales et politiques. Séances du 9 juillet 1923).
- GIRAULT (Arthur). — *La politique coloniale de la Révolution française*. (*Revue politique et parlementaire*, août 1899).
- GIRAULT (Arthur). — *Principes de colonisation et de législation coloniale*, 4^e édition, 1921-1923.
- GIRAULT (Arthur). — *L'Indochine et l'autonomie monétaire des colonies*. *L'Economiste français* du 19 novembre 1921 et 1922 passim.
- GOURDON (Henri). — *L'activité intellectuelle en Indochine*. *Revue La Vie*, 15 octobre 1920.
- GRESLÉ. — *Essai de politique indigène*.
- GROUSSET (René). — *Le réveil de l'Asie*. L'impérialisme britannique et la révolte des peuples. Paris, 1924.
- GUY (Camille). — *La mise en valeur de notre domaine colonial*.
- HARDY (Georges.) — *Les éléments de l'histoire coloniale*. Paris, 1920.
- HARMAND. — *Domination et colonisation*.
- HAURIU. — *Précis de droit constitutionnel*.
- HAURIU. — *Précis de droit administratif et de droit public*.
- HAURIU. — *Principes de droit public*.
- HAUSER (Henri). — *Le problème colonial*. Paris 1915.
- Historique des troupes coloniales pendant la guerre de 1914-1918*. Paris, Charles Lavauzelle, 1922.
- HENRIQUE (Louis). — *Les colonies françaises*. III. Colonies et Protectorats de l'Indochine, Paris 1889
- HUBERT (Lucien). — *Une politique coloniale*. Le salut par les colonies. Paris, 1918.
- HUCKEL (Alfred-Emile). — *Etude d'administration coloniale comparée*. Hanoï, 1913.
- HUMBERT (Charles). — *L'œuvre française aux colonies*. Paris, 1913.
- JÈZE. — *L'état de siège*. *Revue de droit public*, 1915 et 1916, passim.

- LA BRUYÈRE (R.). — *Notre marine marchande pendant la guerre*. Paris, 1920.
- LAGRENÉE (Jacques). — *Le problème monétaire en France après les guerres de 1870-1871 et 1914-1918*. Thèse Paris, 1923.
- La main-d'œuvre aux colonies*. 1895-1898. — Publication de l'Institut colonial international de Bruxelles.
- LANESSAN (DE). — *La colonisation de l'Indochine*.
- LANESSAN (J.-L. DE). — *L'Indochine française*.
- LAPICQUE. — *A propos du golfe du Tonkin*.
- LAPORTE (A.). — *Le problème monétaire dans nos vieilles colonies*. Paris, 1908.
- LAURENT-DECHESNE. *Economie coloniale*. Paris, 1918.
- LEBRUN (A.). — *L'effort colonial français*. Publication du Comité « L'effort de la France et de ses Alliés ». Paris, 1916.
- LEBRUN (A.). — *Les colonies dans notre vie nationale de demain*. Conférence, 1917.
- LE MYRE DE VILERS. — *La politique coloniale française depuis 1830*. Paris, 1913.
- LE CHATELIER. — *Questions d'économie coloniale*.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — *La colonisation chez les peuples modernes*. *Les chemins de fer aux colonies*. 1900. — Publication de l'Institut colonial international de Bruxelles.
- Les fonctionnaires coloniaux*. 1897-1910. — Publication de l'Institut colonial international de Bruxelles.
- MAGINOT. — *Conférence coloniale* instituée par M. A. Maginot, ministre des colonies, juillet 1917.
- MAHÉ. — *Le Laos*. Avenir économique. Organisation actuelle. (Conférence faite à l'Ecole coloniale, le 18 fév. 1907) dans *Conférences publiques sur l'Indochine*, 1906-1907.
- MARTY (L.). — *La codification tonkinoise*, Hanoï, 1918.
- MEILLAC (C.), PARTURIER (R.) et LOUWYCK (J.). — *L'effort du ravitaillement français pendant la guerre et pour la paix (1914-1920)*. Paris. Alcan, 1921.
- MÉLIA (José). — *Education du peuple annamite*. Revue *La Vie*, 15 octobre 1920
- Mémoire* relatif au régime monétaire de l'Indochine. Paris, 1914.
- MÉRIGNHAC. — *Précis de législation et d'économie coloniale*, 2^e édition, 1924.
- MESSIMY. — *Notre œuvre coloniale*. Paris, 1910.

- MOSSY (Léon). — *Principe d'administration générale de l'Indochine*
2^e édition, 1918.
- NETON (Albéric). — *L'Indochine. Avenir économique.*
- NGUYÊN-KHAC-VÊ. — *La naturalisation française en Indochine.*
Thèse Paris, 1921.
- NGUYÊN-KHAC-VÊ. — *Les Institutions représentatives des intérêts des
habitants de l'Indochine.* Thèse Paris, 1922.
- NGUYÊN-THANH-KHIẾT. — *La Cochinchine française et son organisa-
tion politique.* Thèse Montpellier, 1915.
- NGUYÊN-VAN-NHÌ. — *Etude économique sur la Cochinchine française
et l'infiltration chinoise.* Thèse Montpellier, 1920.
- NGUÊN-XUÂN-GIAC. — *Le régime économique de la Cochinchine.*
Thèse Paris, 1920.
- NOGARO (Bertrand). — *Traité élémentaire d'économie politique*, 2^e
édition, 1920.
- NOGARO (Bertrand). — *La monnaie et les phénomènes monétaires
contemporains.* Paris, 1924.
- NOGARO (Bertrand). *Le problème monétaire dans l'Indochine française.*
Revue économique internationale, avril 1922.
- NOGARO (B) et OUALID (W.). — *L'évolution du commerce, du crédit
et des transports depuis 150 ans.*
- NOGUÈS. — *L'action allemande en Indochine ; colonne de Binh-liêu.*
(*Revue des troupes coloniales*, mars-avril-mai-juin 1923).
- OUALID (William). — *Le privilège de la Banque de l'Indochine et la
question des banques coloniales.* Paris, 1923.
- PERCHOT. — *Vers le relèvement économique de la France.*
- PERREAU (C.). — *Cours d'économie politique*, 2^e édit. 1922-1923.
- PERREAU (C.). — *Le régime commercial des colonies françaises*, 1903.
- PERREAU-PRADIER et BESSON. — *La guerre économique dans nos
colonies.* Paris, 1916.
- PERREAU-PRADIER. — *L'effort colonial des Alliés* Paris, 1919.
- PERRIN DE BOUSSAC (R.). — *De l'armée coloniale. Ses rapports
avec la colonisation.*
- PETIT. — *Les Colonies françaises.*
- PETITOT-CARTELLIER (Robert). — *De la recherche d'un étalon
stable de la valeur.* Paris, 1924.

- HAM-QUYNH. — *L'évolution intellectuelle et morale des Annamites depuis l'établissement du protectorat français*. Conférence à l'Ecole coloniale, publiée par l'Agence économique de l'Indochine. Paris, 1922.
- PIERRON (Marcel). — *Sur les modifications à apporter au régime monétaire indochinois*. Brochure, 1923.
- POINSARD (L.). — *La question monétaire considérée dans ses rapports avec la condition sociale des divers pays et avec les crises économiques*. Paris. 1895.
- POLAC. — *Notre commerce extérieur d'après la guerre*. Paris, 1917.
- POUVOURVILLE (Albert DE) *L'Asie française*. Paris, 1911.
- POUVOURVILLE (Albert DE). — *Etudes coloniales*. I. *Le Tonkin actuel 1888-1889*. II. *Deux années de lutte 1890-1891*. III. *La politique indochinoise 1892-1893*. IV. *La question d'Extrême-Orient 1900*.
- POUVOURVILLE (Albert DE). — *Les défenses de l'Indochine et la politique d'association*. 1905.
- PUYPEROUX (G). — *La 3^e division coloniale dans la grande guerre (1914-1919)*, Paris, 1919.
- RÉGISMANSET (Charles). — *Le Miracle français en Asie*, Paris, 1922.
- RÉGISMANSET (Charles). — *Questions coloniales (1912-1919)*. Paris, 1923.
- REINACH (Lucien DE). *Le Laos*. — Edition posthume par P. Chemin Dupontès. Paris, Guilmoto, 1911.
- RENARD (Georges). — *Les répercussions économiques de la guerre (1914-1917) actuelle sur la France*.
- RESTANY (Paul). — *Le problème des capitaux dans les colonies françaises*, Paris, 1924.
- ROMAIN. — *L'état de siège politique*. Thèse, Toulouse, 1918.
- RONDET SAINT. — *Choses de l'Indochine contemporaine*. Paris, 1916.
- RONDET SAINT. — *Dans notre empire jaune*. Paris, 1917.
- ROUME. — *La conquête des colonies allemandes*.
- ROUX (Louis). — *La marine marchande*. (Bibliothèque politique et économique Payot).
- RUSSIER (H.) et BRENIER (H.). — *L'Indochine française*, Paris, 1911.
- SALAUN (Louis). — *L'Indochine*, Paris, 1903.
- SARRAUT (Albert). — *La mise en valeur des colonies françaises*, Paris, 1923.

- SARRAUT (Albert). — *Discours à l'Ecole coloniale les 3 novembre 1922 et 5 novembre 1923.*
- SAUSSURE (DE). — *Psychologie de la colonisation française.*
- SCELLE (Georges). — *Le Pacte des Nations et sa liaison avec le Traité de Paix*, Paris 1919.
- SCHEFER (Christian). — *La France moderne et le problème colonial.*
- Semaine de la monnaie (6-11 juin 1922). — *La Politique financière et monétaire de la France.*
- TESSAN (François DE). — *Dans l'Asie qui s'éveille.* Paris, 1923.
- THÉRY (Edmond). — *Conséquences économiques de la guerre pour la France.* Paris, 1922.
- TOURNIER (Lt Cl) *Le Laos.* — Paris, 1900.
- TOUZET (A.). — *Esquisse historique du rôle de la France dans le Pacifique.* (*Revue du Pacifique*, mars 1923).
- TRUCHY. — *Cours d'économie politique*, 1921-1922.
- TRUCHY, SAUVAIRE-JOURDAIN, FESTY, GIRAULT, GIDE et LACHAPPELLE. — *La France et le Traité de Paix avec l'Allemagne.* dans la *Revue d'Economie politique*, n° spécial 1919.
- Union coloniale française — *Indochine, Madagascar, Côte des Somalis.* *Esquisse d'un programme de mise en valeur.* Paris, 1920.
- VIGNON (Louis). — *Un programme de politique coloniale.* Les questions indigènes. Paris, 1919.
- VIGNON (Louis). — *L'exploitation de notre empire colonial.*
- VIVIER DE STREEL (DU). — *Il nous faut une flotte coloniale.* Paris, 1920.
- WITHERS (Hartley). — *Qu'est-ce que la monnaie ?* (Le marché monétaire anglais) traduit par C. Rivière, revu par Ch. Rist, 1920.
- ZOLLA (Daniel). — *Nos achats de produits coloniaux et la mise en valeur de notre domaine colonial.* *Revue des Sciences politiques*, Janvier-mars et Avril-Juin 1921.

IV

PÉRIODIQUES

- Agence Générale des Colonies.* — *Renseignements généraux sur le commerce des colonies françaises et la navigation.*
- Bulletin mensuel du Comité de l'Asie française.*

Bulletin de statistique et de législation comparée (Ministère des Finances).

Bulletin financier et économique de l'Indochine. Saïgon.

Bulletin Economique de l'Indochine, Hanoï.

Bulletin officiel de l'Indochine.

Bulletin administratif de la Cochinchine.

— — de l'Annam.

— — du Tonkin.

— — du Cambodge.

— — du Laos.

Bulletin officiel du Ministère des Colonies.

Bulletin de renseignements coloniaux.

Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Paris (fascicule spécial sur l'Indochine), septembre-octobre 1921.

Documents statistiques du Commerce de la France (Publiés par l'Administration des Douanes) *Annuaire statistique de la France*.

Journal officiel de la République.

Journal officiel de l'Indochine française.

Journaux locaux de l'Indochine.

Journaux coloniaux de la Métropole.

L'Economiste français.

L'Indochine. — N° spécial de *La Vie technique, industrielle, agricole et coloniale*, Paris, 1922.

Revue Economique et financière. — *Statistiques*.

Revue Indochinoise.

Revue du Pacifique.

Revue mensuelle des Questions coloniales et maritimes (organe mensuel de la Société des Etudes coloniales et maritimes).

Revue « Colonies et Marine » (depuis 1917.)

Revue coloniale.

Revue des colonies (1913-1918).

Revue des sciences politiques.

Revue politique et parlementaire.

Revue politique internationale.

Revue d'économie politique.

Revue économique française (notamment n° spécial de Septembre-Octobre 1921), consacré à l'Indochine.

Revue économique internationale

Revue « La Vie ».

Revue des Troupes coloniales, (publication reprise à partir de Juillet 1920).

Recueil (DARESTE) de législation, de doctrine et de jurisprudence coloniales.

Recueil (PENANT) général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales. — *La Tribune des colonies et des protectorats*.

Recueil (LEBON) des arrêts du Conseil d'Etat.

V

DOCUMENTS OFFICIELS

Annuaire du Ministère des colonies.

Annuaire général de l'Indochine.

BEAU (Paul) *Situation de l'Indochine de 1902 à 1907*, Hanoï 1908.

Budget de l'Indochine. — 1914 à 1924. Publications du Gouvernement général de l'Indochine.

Bulletin de la Section d'informations du G. Q. G.

CASANOVA (A. de). — *Recueil général des actes relatifs à l'organisation et à la réglementation de l'Indochine jusqu'au 29 janvier 1919*, et suppléments.

CAZENAVE. — *Recueil des actes concernant le personnel de l'Indochine*.

Code de l'Instruction publique en Indochine. Arrêtés des 31 décembre 1917 et 20 juin 1921, 2^e édition Hanoï.

BERRUÉ. — *Commission monétaire Indochinoise, Rapport au gouverneur général*. — Publication du Gouverneur de l'Indochine, Hanoï, 1920.

Congrès de sociologie coloniale, Paris 1900. Vœux insérés in-extenso dans le Rapport sur le Budget des colonies pour 1901 de M. Le Myre de Vilers.

Discours au Conseil de Gouvernement de l'Indochine, 1914 à 1924. — Publications du Gouvernement général de l'Indochine.

Discussions sur le budget de la marine marchande (notamment devant le Sénat en Avril 1921).

Documents sur la guerre publiés par la Chambre de Commerce de Paris.

DOUMER (Paul). — *Rapport sur la situation de l'Indochine de 1897 à 1901*, Hanoï 1902.

Notice à l'usage des tirailleurs et ouvriers envoyés en France pour coopérer à la Défense Nationale. — Publications du Contrôle général du travail et de la colonisation, Hanoï, 1919.

- PETITJEAN. — *Répertoire chronologique et alphabétique des lois, décrets, ordonnances, etc., promulgués ou appliqués en Indochine, depuis l'occupation de la Cochinchine (1861) jusqu'au 31 décembre 1917.*
- Rapports annuels au gouverneur général sur le commerce et la navigation de l'Indochine.*
- Rapports trimestriels des contrôleurs de la main-d'œuvre indochinoise.* — Documents du Contrôle général des Troupes indochinoises. Ministère des colonies.
- Rapports sur le Budget des Colonies, 1909-1924.* (rapports faits chaque année au nom de la Commission du budget au Sénat et à la Chambre). J. O. de la République,
- Recensement général de la population de l'Indochine de mars 1921.* — Publication du gouvernement général de l'Indochine.
- Recueil de textes portant réorganisation des divers ordres d'enseignements et du statut du personnel européen et indigène.* Publication du gouvernement général de l'Indochine.
- Régimes et circulations monétaires d'après-guerre.* Etude des conditions dans les différents pays (Documents réunis par le Secrétariat de la Société des Nations. 1921).
- Règlement général de l'enseignement supérieur.* Arrêtés des 25 décembre 1918 et 9 novembre 1921. — 2^e édition, Hanoï.
- Règlement général de l'enseignement professionnel.* Arrêtés des 21 décembre 1917 et 9 novembre 1921.
- Service des Travailleurs coloniaux. Ministère de la Guerre. *Règlement du 30 mai 1918.*
- SARRAUT (Albert) *Discours au Sénat, 26 février 1920* — J. O., Déb. Parl., 27 février 1920, p. 180.
- SARRAUT (Albert). — *Projet de loi portant fixation d'un programme général de mise en valeur des colonies françaises.* — Annexe au procès-verbal de la séance du 12 avril 1921. — J. O. 19 juin 1921 et suiv. Doc. parl. Chambre, p. 1574 à 1665.
- SARRAUT (Albert). — *Circulaire du 10 Octobre 1920* (au sujet du développement de l'éducation indigène) du ministre des colonies à MM. les gouverneurs généraux, gouverneurs et administrateurs de Saint-Pierre et Miquelon et commissaires de la République au Cameroun et au Togo. *Revue internationale de l'enseignement*, 15 janvier et 15 février 1921. — *Bulletin du Ministère des colonies*, janvier 1921.

SIMON (Henri), ministre des Colonies. — *Discours au Sénat*, séance du 9 juillet 1918.

Statut commun et statuts particuliers des services locaux de l'Indochine. — *Arrêtés du 20 juin 1921*. Publication du gouvernement général de l'Indochine.

Traité de paix entre les puissances alliées et associées et l'Allemagne et Protocole signés à Versailles le 28 juin 1919.

Publication du Ministère des Affaires Etrangères.

VALUDE (M.) *Rapport.* — Exploitations des services maritimes postaux et d'intérêt général sur l'Extrême-Orient, l'Australie et la Nouvelle Calédonie, la Côte Orientale d'Afrique et la Méditerranée Orientale. — Ch. des Dép. 1921, n° 2439.

VAN VOLLENHOVEN. — *La politique coloniale par rapport aux us et coutumes indigènes.* Rapport à l'Institut colonial international, session de Paris, 1921.
